



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

NOVEMBRE-DECEMBRE 2022

N°216

TOME II

SOMMAIRE
RAA DES MOIS NOVEMBRE-DECEMBRE 2022

N°216

TOME II

TOME II

PAGES

PARTIE 2 : DECISIONS (*Conseil du 06 décembre 2022*)

2

PARTIE 3 : ARRETES REGLEMENTAIRES (*Novembre-décembre*)

764

DECISIONS

PARTIE II - DECISIONS

Décision n°	Titre des Affaires	Pages
MD2022-413	Décision relative à une convention d'occupation temporaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise Plantin Ceccotti - Prolongation de la ligne 1 de tramway - Autorisation de signature	20
MD2022-674	Décision relative à une convention de financement entre Montpellier Méditerranée Métropole (3M) et l'Agence Française de Développement (AFD) - Autorisation de signature	23
MD2022-686	Décision relative au mandat d'études pour la réalisation d'études préalables au réaménagement des accès au centre commercial de Trifontaine - secteur Blanquette - Constat d'achèvement de la mission - Protocole de reddition des comptes et clôture du mandat	26
MD2022-697	Décision relative à l'attribution de subventions pour la réalisation de travaux énergétiques dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la Rénovation Énergétique - Autorisation de signature	29
MD2022-732	Décision relative à une convention de renouvellement urbain (RU) Nord-Ecusson-Courreau-Figuerolles-Carnot à Montpellier-Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) – Autorisation de signature	31
MD2022-763	Décision relative au marché M1D0057DM de travaux de mise aux normes sécurité incendie des rampes d'accès au parking N-2 du Centre Commercial du Polygone à Montpellier(rampes Montmorency et ancienne mairie)	33
MD2022-765	Décision relative à la modification du marché M0B0057DC - Maîtrise d'œuvre pour la construction d'un bâtiment annexe sur le site de l'Ecolothèque de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°1	35
MD2022-772	Décision relative au marché n°M2D0005VD Réhabilitation des points propreté de Montferrier-sur-Lez et Saint Georges d'Orques - Lots 5, 6 et 7 - Attributions	38
MD2022-792	Décision relative à la mise à disposition d'un agent de catégorie C de Montpellier Méditerranée Métropole auprès la Direction Départementale des Finances Publiques de l'Hérault - Autorisation	41
MD2022-832	Décision relative à la modification du marché de travaux de réalisation du Conservatoire à Rayonnement Régional - lot 12B : sols coulés - Avenant transactionnel	43
MD2022-852	Décision relative à l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à L'Association LIGHTING URBANCOMMUNITY INTERNATIONAL (LUCI) - Autorisation	45
MD2022-869	Travaux de réalisation du square à proximité du Conservatoire à Rayonnement Régional dans le quartier Boutonnet à Montpellier - Avenants n°1 des lots 01 - VRD et lot 02 - Plantation - Mobilier - Jeux - Autorisation de signature	48
MD2022-878	Décision relative à la réponse à l'appel à projet de la DAECT "FOND DE SOUTIEN CONJOINT A LA COOPERATION DECENTRALISEE FRANCO-MAROCAINE"	50
MD2022-890	Décision relative à la coopération avec le Conseil Départemental de Rufisque - Dépôt de dossier de candidature "AAP Fond Conjoint Franco-sénégalais" financé par le MEAE - Autorisation de signature	53
MD2022-893	Décision relative à l'avenant n°2 au marché 3814GD15 de "Nettoisement sur une partie du territoire de la ville de Montpellier hors centre-ville"	56
MD2022-913	Décision relative au marché n°M1C0035EP de missions d'études pour la définition de la stratégie d'application des obligations légales de débroussaillage - Attribution	59
MD2022-918	Décision relative à l'octroi de subventions pour la réalisation d'audits énergétiques dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la Rénovation Énergétique - Autorisation de signature	62

PARTIE II - DECISIONS

Décision n°	Titre des Affaires	Pages
MD2022-919	Décision relative à l'octroi de subventions aux travaux dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation énergétique - Autorisation de signature	64
MD2022-920	Décision relative à la signature d'une convention de groupement de commande relatif à l'accompagnement à la démarche climat-air-énergie dans le cadre d'un renouvellement de labellisation	67
MD2022-921	Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - 2750 boulevard Paul Valéry à Montpellier - IT80 - SCI DU PUECH	69
MD2022-923	Décision relative au marché n°M2B0036DC - Prestation de transport aller et retour, emballage et déballage de mobiliers lapidaires pour l'exposition "Statues menhirs. Miroirs de pierre du Néolithique" au Site archéologique Lattara - Musée Henri Prades - Attribution	72
MD2022-925	Décision relative au marché n°M1C0008VD - Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le suivi technique et financier du contrat de Délégation de Service Public d'exploitation de l'unité de méthanisation AMETYST - attribution	75
MD2022-927	Décision relative à une convention d'occupation du domaine public pour l'occupation de locaux par la société CYME au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha - Autorisation de signature	78
MD2022-933	Décision relative à l'acquisition de 3m² et 34m² de bien immobilier sis boulevard Paul-Valéry à Montpellier appartenant à la SARL Y SEM BE dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	81
MD2022-943	Décision relative à l'attribution de subventions pour la réhabilitation de 94 logements privés situés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature	84
MD2022-944	Décision relative au marché M1C0029TE - Marché de travaux pour la réalisation d'ombrières photovoltaïques en autoconsommation sur le parking de la piscine Jany à JACOU - Lot 1 - Autorisation de signature	87
MD2022-945	Décision relative à une convention d'occupation temporaire d'un terrain situé sur la commune de Montpellier, cadastré section RA n° 1, au profit du Cirque Madona Bouglione - Autorisation de signature	90
MD2022-948	Décision relative à une convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association "Singulier Pluriel" - Autorisation de signature	92
MD2022-950	Décision relative à la convention de partenariat pédagogique entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Beaux-Arts Musiques - Autorisation de signature	95
MD2022-953	Décision relative au marché subséquent n°M2C0032DC - Lot n°2 à l'accord-cadre n°M0D0016DC pour le transport des œuvres de l'exposition "Djamel TATAH, le Théâtre du silence" au musée Fabre de Montpellier - Autorisation de signature	98
MD2022-954	Décision relative à un mandat spécial - Présentation d'une mission opérationnelle à Bruxelles- Autorisation	101
MD2022-957	Décision relative au don de Monsieur Baudouin LEBON d'une toile d'Alain CLEMENT, Sans titre, 1980 - Convention de don - Autorisation de signature	103
MD2022-959	Décision relative au don de la Fondation d'Entreprise du musée Fabre d'une œuvre de Stéphane BORDARIER - Convention de don - Autorisation de Signature	105
MD2022-960	Décision d'ester en justice "Requête n°2203800-4 TA - SOCIETE RIXEN CABLEWAY GMBH"	107
MD2022-961	Décision relative à une convention de partenariat entre le musée Fabre et le centre Pompidou pour la publication d'un catalogue d'exposition Germaine Richier	109

PARTIE II - DECISIONS

Décision n°	Titre des Affaires	Pages
MD2022-962	Décision relative au marché n°M2D0074DC pour l'acquisition par Montpellier Méditerranée Métropole d'un triptyque de YAN Pei-Ming, L'Impossible rencontre, 2019 - Autorisation de Signature	111
MD2022-963	Décision d'ester en justice "Requête TA n°2203605-3 - Ressources Humaines"	114
MD2022-965	Décision relative à l'octroi de subventions pour la réalisation d'audits énergétiques dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la Rénovation Énergétique - Autorisation de signature	116
MD2022-967	Décision d'ester en justice "Requête n°2203452-4 TA - Madame Emmanuelle RODRIGUEZ"	118
MD2022-971	Décision relative au marché n°M2D0026VD de Collecte, transport et traitement de déchets diffus spécifiques des déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole - Lots 1 et 2 - Attributions	120
MD2022-972	Décision relative au marché n° M9D5240DS - Lot n° 6 "Peinture - Signalétique - Sols souples" - Avenant n°2 de transfert de la SARL CORNIL à la SAS CORNIL PATRIMOINE - Autorisation de signature	123
MD2022-973	Décision relative au marché n°M1C0028VD de travaux d'entretien et de réparation des bennes amovibles des déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution	126
MD2022-974	Décision relative à la cession d'une cuve à eau vétuste de marque Blanchard n° 150993 - Hôtel des ventes de Montpellier	129
MD2022-975	Décision relative à la cession d'une cuve à eau vétuste de marque Cornu n° 381137 - Hôtel des ventes de Montpellier	131
MD2022-977	Décision relative à une convention de partenariat entre le musée Fabre et Radio Clapas	133
MD2022-978	Décision relative aux conventions de mise à disposition de locaux et terrains dans les installations sportives de Montpellier Méditerranée Métropole	135
MD2022-980	Décision relative à un avenant n°1 à la convention d'occupation du domaine public conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société UNIRIDGE pour le changement de sa dénomination sociale en société GARNASYS	138
MD2022-982	Décision relative au marché de réalisation du Conservatoire à Rayonnement Régional sur le site de l'ancienne maternité Grasset - lot 12 b : sols souples - Avenant n°1	141
MD2022-983	Décision relative à l'avenant n°2 du marché n°5037VD18 - Achat et maintenance de bacs roulants et de dispositifs de pré-collecte - Autorisation de signature	143
MD2022-986	Décision relative au marché n° M2B0042DS - Conduite, exploitation et maintenance des installations techniques de la piscine olympique Angelotti - Attribution	145
MD2022-987	Décision relative au transfert d'emprunts conclus par Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Languedoc au budget annexe Assainissement à la suite de la Création d'une Régie Unique Eau et Assainissement	148
MD2022-988	Décision relative à un avenant n°1 au marché 5103TE18 de révision et animation du plan climat en plan climat air énergie territorial, évaluation environnementale, démarche cit'ergie associée et élaboration du schéma directeur des énergies - Autorisation de signature	150
MD2022-995	Décision relative à une convention d'autorisation temporaire d'occupation du domaine public - Ancien Evêché	156
MD2022-1000	Décision relative à un avenant n°2 de transfert d'activité pour la société ATLANTIDE de la pépinière d'entreprises Cap Omega vers la pépinière d'entreprises Cap Alpha	158

PARTIE II - DECISIONS

Décision n°	Titre des Affaires	Pages
MD2022-1003	Décision relative à une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage et convention de faire les travaux dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	161
MD2022-1004	Décision relative à un avenant n°1 - Marché de travaux M9D0020EA Travaux de création du poste de refoulement dit "Fabrique Sud" sur la commune de Fabrègues - Lot 1 : Poste de refoulement	164
MD2022-1006	Décision relative à l'octroi de subventions pour la réalisation de travaux dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation énergétique - Autorisation de signature	166
MD2022-1013	Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Citroën immatriculé CE-593-AN - Hôtel des ventes de Montpellier	168
MD2022-1014	Décision relative à un avenant n°1 du marché M0B0112EA - Démolition de l'ancienne usine de production d'eau potable de PORTALY et les opérations connexes marché de maîtrise d'œuvres - Autorisation de signature	170
MD2022-1016	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°M0B0090RH - Fourniture de matériel adapté destiné aux aménagements de postes pour personnes en situation de handicap ou de restriction d'aptitude de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	172
MD2022-1017	Décision relative à l'octroi de subventions aux travaux dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation énergétique - Autorisation de signature	174
MD2022-1018	Décision relative au marché M2B0061DE - Mission de prospection sectorielle ciblée sur la filière des industries culturelles et créatives (Lot 1) - Mission de prospection sectorielle ciblée sur la filière agro-agri (Lot 2)	176
MD2022-1024	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AI 64 - Avenue du Champ des Moulins - Commune de Murviel-Lès-Montpellier	179
MD2022-1025	Décision relative à une autorisation de dépôt d'un permis de construire sur le site de l'Ecolothèque à Saint Jean de Vedas	181
MD2022-1026	Décision relative à un avenant n°2 au marché n°M1D0037EA d'exploitation de service de l'assainissement collectif (collecte et traitement) lot 1 : Est	183
MD2022-1028	Décision relative à une convention de prêt de mobilier archéologique du Museum d'Histoire Naturelle de Nîmes dans le cadre de l'exposition 'Statues-menhirs. Miroirs de Pierre du Néolithique' organisée par le Site archéologique Lattara - musée Henri-Prades de Montpellier Méditerranée Métropole du 7 octobre 2022 au 6 mars 2023	185
MD2022-1029	Décision relative à une convention de prêt de mobilier archéologique du musée Fenaille de Rodez dans le cadre de l'exposition ' Statues-menhirs. Miroirs de Pierre du Néolithique ' organisée par le Site archéologique Lattara - musée Henri-Prades de Montpellier Méditerranée Métropole du 7 octobre 2022 au 6 mars 2023	188
MD2022-1031	Décision relative au marché n°M2B0053PP - Entretien d'ouvrages hydrauliques - Fontaines et postes de relèvement d'eaux pluviales - Attribution	191
MD2022-1032	Décision relative à un avenant n°2 au marché n°M1D0037EA d'exploitation de service de l'assainissement collectif (collecte et traitement) lot 2 : Ouest	193
MD2022-1033	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AH 428 - création d'une piste cyclable - Commune de Saussan	195
MD2022-1034	Décision modificative relative à la décision n°2017-102 concernant un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Somali - Locaux ZAC du Mijoulan à Saint Georges d'Orques	197
MD2022-1035	Décision relative à l'adhésion à la Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Occitanie délégation territoriale de l'Hérault	199

PARTIE II - DECISIONS

Décision n°	Titre des Affaires	Pages
MD2022-1036	Décision relative à un avenant n°10 prorogeant l'occupation de locaux par la société ECOMNEWS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	202
MD2022-1037	Décision relative à la convention de mise à disposition de parcelles à la SAFER Occitanie - Commune de Montferrier-sur-Lez	205
MD2022-1038	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°M0C0007EA - Maîtrise d'œuvre pour le renouvellement des réseaux d'assainissement et d'eau potable de l'avenue du Père Soulas sur la commune de Montpellier - Autorisation de signature	207
MD2022-1039	Décision relative à une convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour l'acquisition et le contrôle d'une orthophotographie PCRS 5cm - Autorisation de signature	209
MD2022-1040	Décision relative à une convention de prêt de mobilier archéologique avec la Société Archéologique du Midi de la France dans le cadre de l'exposition ' Statues-menhirs. Miroirs de Pierre du Néolithique ' organisée par le Site archéologique Lattara - musée Henri-Prades de Montpellier Méditerranée Métropole du 7 octobre 2022 au 6 mars 2023- Autorisation de signature	212
MD2022-1041	Décision relative à la modification du règlement intérieur de la Cité des Arts de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	215
MD2022-1042	Décision relative à l'organisation d'une mission d'affaires filière technologique à Helsinki (Finlande) du 15 au 19 novembre 2022 - Participation au salon "Slush" organisé en partenariat avec Business France - Financement de la mission - Approbation	217
MD2022-1043	Décision relative à un groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et la Ville de Montpellier - Maintenance, prestations intellectuelles et acquisitions de modules complémentaires pour le logiciel de gestion du temps E-Temptation, le logiciel de gestion financière Astre et le logiciel de gestion ressources humaines E-Sedit RH - Approbation	220
MD2022-1045	Décision relative à une Convention de partenariat pédagogique entre la Cité des Arts et l'Institut Thérapeutique, Éducatif et Pédagogique (ITEP) Nazareth	223
MD2022-1046	Décision relative au dépôt d'une déclaration préalable de division par Montpellier Méditerranée Métropole - Parcelle OC 1 - rue François Joseph GOSSEC - Commune de Montpellier	226
MD2022-1048	Décision relative à une convention de partenariat avec l'Harmonie Montpellier Jacou pour des actions pédagogiques avec la Cité des Arts	228
MD2022-1049	Décision relative à une convention de partenariat avec l'association Mozaïk pour des actions pédagogiques et la mise à disposition de locaux avec la Cité des Arts pour l'année scolaire 2022/2023	231
MD2022-1050	Décision relative à des conventions d'occupation temporaire du domaine public conclues avec les Villes de Castelnau-le-Lez, Castries, Lattes et Vendargues, portant sur l'organisation du FISE Métropole 2022 - Autorisation de signature	234
MD2022-1051	Décision relative à une convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et Hérault Energies - Opération de travaux sur la RM27 (phase 2) à Murviel-lès-Montpellier - Programme de travaux 2022 - Autorisation de signature	236
MD2022-1052	Décision relative à la déconsignation à la suite de l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété SCI TELECOM - Lots de copropriété - Parcelle CH 112 - 1 rue Louis Lumière - Parc d'Activités des commandeurs - Commune de Lattes	239
MD2022-1053	Décision d'ester en justice "requête n°21MA02990 CAA-SAS -SAS LOTI SUD	242

PARTIE II - DECISIONS

Décision n°	Titre des Affaires	Pages
MD2022-1054	Décision relative au réaménagement de 80 prêts contractés par l'OPH ACM Habitat pour la création de logements sociaux - Maintien de la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	244
MD2022-1055	Décision relative à un avenant n°1 au marché M0B0035RI "Utilisation, maintenance et évolution du logiciel Visual PLANNING"	247
MD2022-1056	Décision relative au marché n°M2D0079RI ' Pilotage technique projets applicatifs MOE dans le cadre de la convention UGAP 2022-2025 ' - Autorisation de signature	250
MD2022-1057	Décision relative à la constitution d'un groupement de commandes pour l'acquisition de modules complémentaires, services associés et maintenance pour les logiciels de la gamme ArcGIS du Système d'Information Géographique	252
MD2022-1058	Décision relative au marché n°5057DC18 - Conduite, d'exploitation et de maintenance multitechnique de la médiathèque centrale Émile ZOLA - Avenant n°1 - Autorisation de signature	255
MD2022-1059	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM CDC Habitat Social, pour la construction de 33 logements sociaux - Résidence "ENIGMA", Avenue de Maguelone à Lattes - Convention - Autorisation de signature	257
MD2022-1060	Décision relative au dépôt d'un permis de démolir pour une maison d'habitation et annexes situées au 123 Route de Lattes à Saint Jean de Védas	260
MD2022-1062	Décision relative à une convention de partenariat et d'occupation du domaine public entre la Cité des Arts et l'association Les Filles du mardi - Approbation	262
MD2022-1063	Décision relative à un projet : Recycled Water for LIFE (LIFE20 ENV/FR/000192 - LIFE REWA) - Limiter les prélèvements d'eau douce naturelle grâce à l'utilisation d'eau recyclée multi-usage	264
MD2022-1064	Décision relative au marché n°M2B0004EP - Construction d'un mur de soutènement au 11 rue Bellevue à Restinclières - Attribution	266
MD2022-1065	Décision relative au marché n°M0D0087EA - Marché global de performance relatif à la modernisation de la station d'épuration Maera dans une démarche de développement durable	268
MD2022-1066	Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux de la parcelle privée de Monsieur Philippe CHAILLAN - Autorisation de signature	271
MD2022-1068	Décision relative au marché n°M8D5196AJ - Souscription des contrats d'assurance pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole - Lot n°1 Risques automobiles - Avenant de majoration n°1	273
MD2022-1069	Octroi de la protection fonctionnelle à Monsieur Michaël DELAFOSSE	276
MD2022-1070	Décision relative au marché subséquent M1D0100EP Travaux d'aménagement du parking des Libertés à Castries - Avenant n°1 - Autorisation de signature	278
MD2022-1071	Décision relative à un avenant n°1 au marché M0D0013EA - Travaux de raccordement des eaux usées de la ZAC Cambacérès sur l'intercepteur Est	280
MD2022-1072	Décision relative à l'acquisition de 131m² de bien immobilier sis 5 rue Simone de Beauvoir à Saint Jean de Védas appartenant à Mme DURAND dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	282
MD2022-1073	Décision relative à l'acquisition de 70m² et de 52m² de biens immobiliers sis Garrigue du Pont à Saint Jean de Védas, appartenant à l'indivision PALIES/CIESLA, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	285

PARTIE II - DECISIONS

Décision n°	Titre des Affaires	Pages
MD2022-1074	Décision relative à l'acquisition de 45m ² de bien immobilier sis 110 rue Albert Viger à MONTPELLIER appartenant à M. et Mme MAYRAND dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	288
MD2022-1075	Décision relative à l'agrément de candidature de la société OXELTIS dans le Biopole Euromédecine à Grabels	291
MD2022-1076	Décision relative à l'acquisition de 2 403m ² de bien immobilier sis Le Frescau à MONTPELLIER, appartenant à l'indivision BARCELONNE, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	293
MD2022-1077	Décision relative à l'acquisition de 75m ² de bien immobilier sis 54 route de Lavérune à MONTPELLIER, appartenant à BANQUE CIC SUD OUEST, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	296
MD2022-1078	Décision relative à l'acquisition de 34m ² de bien immobilier sis 147 rue Alber Viger à MONTPELLIER, appartenant au syndicat des copropriétaires de la propriété dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	299
MD2022-1080	Décision relative à une convention de financement amélioration de la défense incendie du parc d'activité Aftalion Baillargies - Autorisation de signature	302
MD2022-1083	Décision relative au marché n°M1C0030DS - Maîtrise d'œuvre pour la rénovation des bassins et plages de la piscine Pitot de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution	305
MD2022-1085	Décision relative à l'agrément de candidature des sociétés SCI 41 et SAS IGUAL dans la ZAC Charles Martel Extension à Villeneuve-lès-Maguelone	308
MD2022-1086	Décision relative à l'agrément de candidature des sociétés SCI 41 et SAS IGUAL dans le lotissement Charles Martel à Villeneuve-lès-Maguelone	310
MD2022-1087	Décision relative au marché n°M8D5196AJ de souscription des contrats d'assurance pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole - Lot n°2 "Dommages aux biens" - Avenant n°4 de majoration	312
MD2022-1088	Décision relative à une convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le Département de l'Hérault et le Service Départemental d'incendie et de secours de l'Hérault pour l'acquisition de véhicules et d'équipements - Autorisation de signature	315
MD2022-1091	Décision relative à l'acquisition du lot 816 sur l'assiette de la copropriété les Collines d'Estanove, située 2 rue de l'Escoutadou et 2223 boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, appartenant à Mme ROUZIES Eliane, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	318
MD2022-1092	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée DV 640, rue des Tulipes - Commune de Montpellier	321
MD2022-1093	Décision relative au marché n°M2B0055PP - Audit des Dispositifs de Retenue Routiers - Attribution	323
MD2022-1094	Décision relative à une convention de mandat de gestion et d'exploitation du parking de l'Hôtel de Ville de Montpellier à la SPL TaM - Attribution - Autorisation de signature	325
MD2022-1095	Décision modificative relative au marché n°M9D0083VD SUIVI POST EXPLOITATION DE L'ISDND DE CASTRIES - LOTS 1, 2 ET 3	327

PARTIE II - DECISIONS

Décision n°	Titre des Affaires	Pages
MD2022-1097	Décision relative à un accord cadre à marchés subséquents pour des marchés de travaux - Réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Aire de Cournonterral (2ème tranche) - Autorisation de signature du Marché Subséquent	330
MD2022-1098	Décision relative à l'agrément de candidature de la société TH ENERGIE dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier.	333
MD2022-1099	Décision relative à l'acquisition des parcelles en nature de voirie - rue Claude Berri - commune de Montpellier	335
MD2022-1100	Décision relative à une convention d'occupation temporaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Orange - Antenne relais située sur la parcelle AV254 à Cournonterral - Reprise de la convention par la société Totem France	337
MD2022-1101	Décision relative au déclassement du domaine public - emprise de 147 m ² - Voie communale n° 6 - Commune de Cournonsec	340
MD2022-1102	Décision modificative relative au marché n°M0D0098DM - Entretien et maintenance des équipements et des dispositifs de signalisation lumineuse tricolore	342
MD2022-1103	Décision relative à l'attribution de subventions dans le cadre de l'appel à projets lié à la candidature Montpellier Capitale Européenne de la Culture 2028 – Approbation	344
MD2022-1104	Décision relative au marché n°M1D0014AT - Aménagement de voirie des chemins des Mendrous et du Sablassou à Castelnau-le-Lez - Avenant n°1 - Autorisation de signature	347
MD2022-1105	Décision modificative relative à une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) avec le constructeur ' Pitch Immo ' pour une opération sise Quai Flora Tristan - Commune de Montpellier (parcelles cadastrées PE 02 et PE 03) - Avenant n°1 - Autorisation de signature	350
MD2022-1106	Décision relative au don de la Fondation d'Entreprise du musée Fabre d'une œuvre de Maurice DENIS (Granville 1870 - Paris 1943), La maison de cure de Palavas-les-Flots - Autorisation de signature	352
MD2022-1107	Décision relative à l'avenant n°1 au marché subséquent n°M1D0098EP - Aménagement de l'allée Constantin à Castelnau-le-Lez - Autorisation de signature	354
MD2022-1108	Décision relative à une convention de financement - Amélioration de la défense incendie du Parc d'activité la Garrigue - Castelnau-le-Lez - Autorisation de signature	357
MD2022-1109	Décision relative à une demande de subvention dans le cadre de la participation à la Journée Nationale de la Qualité de l'Air (JNQA) 2022 - Approbation - Autorisation de signature	360
MD2022-1110	Décision modificative de la décision MD2022-911 - Mission d'affaires mission d'affaire à Heidelberg et l'accueil d'une mission d'entreprises de Heidelberg sur le territoire métropolitain - Financement - Approbation	362
MD2022-1111	Décision relative à la visite des membres du Conseil d'administration du Groupement des Autorités Responsables des Transports (GART) en Suisse - Prise en charge des frais - Autorisation	365
MD2022-1112	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM Erilia pour la construction de 17 logements sociaux - Résidence ' Polynéa ', 120 Avenue de Figuières à Lattes - Convention - Autorisation de signature	367
MD2022-1113	Décision relative à la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) avec la société 'SCCV Mantra 34' pour une opération sise 75 rue du Fesquet sur la Commune de Montpellier - Avenant n°1 - Autorisation de signature	370

PARTIE II - DECISIONS

Décision n°	Titre des Affaires	Pages
MD2022-1114	Décision relative à une convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Alliance française de Montpellier 2022-2026 - Autorisation de signature	372
MD2022-1115	Décision relative à un Groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les Villes de Castelnau-le-Lez, Cournonterral, Grabels, Jacou, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Pignan et Villeneuve-lès-Maguelone pour l'acquisition de matériels informatiques et audio visuels - Approbation - Autorisation de signature	374
MD2022-1116	Décision relative à un marché n° M2C0014EA - Réhabilitation du réseau d'eaux usées et création d'un poste de refoulement d'eaux usées - Boulevard du Théron à Cournonterral	377
MD2022-1118	Décision relative à l'acquisition des lots 78 à 84 au sein de la copropriété résidence d'Estanove, sise 2595 boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, appartenant à PROMOLOGIS, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	380
MD2022-1119	Décision relative à l'acquisition de 110m ² de bien immobilier sis 34 route de Lavérune à MONTPELLIER, appartenant au syndicat des copropriétaires de la résidence Le Lemon, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	383
MD2022-1120	Décision relative au recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour le Développement de services en ligne pour la relation aux usagers Marché n° M2C0040RI - Autorisation de recours	386
MD2022-1121	Décision relative à la délégation du Droit de priorité de l'article L 240-1 du Code de l'urbanisme à la Ville de Montpellier à l'occasion de la cession du bien de l'Etat dénommé Gymnase Jouanique	388
MD2022-1122	Décision relative à la déconsignation à la suite de l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété YAKHLAF - Local commercial avec annexes lots 49-50-65 Résidence L'Espérou - Parcelle LR 48 - Commune de Montpellier	390
MD2022-1124	Décision relative au marché n°M1D0105DC - Conduite d'exploitation et de maintenance de la médiathèque centrale Emile ZOLA, de la Cité des Arts et du musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole - Lots 1,2 et 3 - Attribution	393
MD2022-1125	Décision relative à l'acquisition de 52m ² de bien immobilier sis 56 route de Lavérune à MONTPELLIER, appartenant à Mme VILALTA, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	396
MD2022-1126	Décision relative à un marché M1D0093EA - Création de trois aires de remplissage et de rinçage sécurisée des pulvérisateurs - Lot n° 1 : Génie civil, réseaux et équipements	399
MD2022-1127	Décision relation à un mandat spécial - Présentation d'une mission opérationnelle à Saint Jacques de Compostelle et Pontevedra - Autorisation	402
MD2022-1128	Décision relative à une convention dans le cadre de mission d'expertise auprès de l'entreprise Paloïse pour le projet de création du musée de site des ' Colosses de Memnon ' (Egypte) - Site archéologique Lattara - musée Henri Prades	405
MD2022-1130	Décision relative à l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole au réseau européen Eurocities - Autorisation	408
MD2022-1131	Décision d'ester en justice "Cour d'Appel de Montpellier - Consorts BEDOS"	411
MD2022-1133	Décision relative à l'accord-cadre à marchés subséquents N°M1D0064AT - Travaux de route, de voirie et d'ouvrages d'art sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Lot 4 "ouvrages d'art" - Autorisation de signature	413

PARTIE II - DECISIONS

Décision n°	Titre des Affaires	Pages
MD2022-1134	Décision relative à l'attribution des marchés Missions CSPS (Coordination Sécurité et Protection de la Santé) des dépôts - Lot 1 : Centre d'Entretien et de Maintenance des Hirondelles (CEMH) - 8M14K et Lot 2 : Centre d'Entretien et de Maintenance de Grammont (CEMG) - 8M14L dans le cadre de la ligne 5 de tramway	416
MD2022-1135	Décision relative à l'avenant n°1 au marché Travaux Feeders Lot 3 n°8.42B.035 dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	419
MD2022-1136	Décision relative au marché n°05/TRAV/18 - Réalisation des infrastructures du parc Gérard-Bruyère - Lot n° 2 : Ouvrages de traitement de l'eau - Protocole transactionnel	422
MD2022-1137	Décision relative à avenant n°2 au marché subséquent n°M9C0026AT - Travaux d'aménagement de la rue des Crouzettes à Montaud - Autorisation de signature	425
MD2022-1138	Décision relative au marché n°M2B0025DC - Acquisition d'un orgue positif d'occasion	428
MD2022-1139	Décision d'ester en justice "Requête n°2204125-1 - Préfecture de l'Hérault"	431
MD2022-1140	Décision d'ester en justice "Requête n°2204137-5 TA - Société 3F Occitanie"	433
MD2022-1141	Décision relative à l'acquisition de la parcelle OI 105 - Commune de Montpellier - Constitutions de réserves foncières pour le développement d'activités économiques	435
MD2022-1142	Décision relative au marché n°4983MG18 - Nettoyage des locaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°3 au lot n°1 Bâtiment administratifs et bâtiments annexes - Autorisation de signature	438
MD2022-1143	Décision d'ester en justice "Requête 2204624-3 TA - Ressources Humaines"	441
MD2022-1144	Décision d'ester en justice "Requête n°2204559-8 TA - Antoine ZAKHARY"	443
MD2022-1145	Décision relative à la candidature de Montpellier Méditerranée Métropole à l'appel à manifestation d'intérêt - Approche territoriale intégrée - FEDER 2021-2027 - Autorisation	445
MD2022-1147	Décision d'ester en justice "Requête n°2204551-4 TA - Monsieur et Madame GUIZARD"	448
MD2022-1148	Décision relative à la prise en charge des frais de déplacement et autres frais annexes dans le cadre de la délégation de Montpellier à Bruxelles et Lille du 26 au 28 septembre 2022	450
MD2022-1149	Décision relative à la prise en charge des frais de déplacement - Mission Londres pour des agents de la Direction du développement économique et de l'Emploi de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation	452
MD2022-1151	Décision relative à une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'un pont sous la RD66 et la création d'une continuité cyclable entre le Pays de l'Or et la Métropole	454
MD2022-1152	Décision relative à l'acquisition de 321m² de bien immobilier sis 3210 route de Lavérune à MONTPELLIER appartenant à Monsieur et Madame MACCHI dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	457
MD2022-1153	Décision relative à l'acquisition de deux garages - Parcelle KS1 lots 182 et 183 - rue de Las Sorbes & avenue de Lodève - Commune de Montpellier	460
MD2022-1154	Décision relative au marché n°M1D0067VD Acquisition de bennes amovibles pour les déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole - attribution	462
MD2022-1155	Décision relative à un groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les Villes de Cournonterral, Jacou, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier et Pignan pour l'acquisition de logiciels - Approbation - Autorisation de signature	465

PARTIE II - DECISIONS

Décision n°	Titre des Affaires	Pages
MD2022-1157	Décision relative à un marché n°M2D0002DM pour les études et réalisation de la régulation de trafic et de la priorité aux feux pour les Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution	468
MD2022-1158	Décision relative à une autorisation de dépôt de permis de construire sur l'Opéra Comédie	471
MD2022-1159	Décision relative à un marché n°M2D0058DM d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) pour l'acquisition de bus à haut niveau de service électriques et des systèmes de recharge et de supervision - Attribution	473
MD2022-1160	Décision relative à une autorisation de dépôt de permis de construire sur le Théâtre Jean Claude Carrière - Site du domaine d'Ô	476
MD2022-1162	Décision relative à un avenant n°1 prorogeant l'occupation de locaux par la société EMMENETONCHIEN.COM au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	478
MD2022-1163	Décision relative à la conclusion d'un marché subséquent à l'accord-cadre de maîtrise d'œuvre des espaces publics - Arceaux-Peyrou - Autorisation de signature	481
MD2022-1165	Décision relative à l'avenant n°1 au marché subséquent portant sur les travaux d'aménagement paysager et de déplacement d'une trémie piétonne dans l'accord-cadre de maîtrise d'œuvre des espaces publics Comédie Esplanade Triangle - Autorisation de signature	484
MD2022-1166	Décision relative à l'acquisition d'un fonds de commerce de restauration - pizzeria - Parcelle KS1 lots 182 et 183 - rue de Las Sorbes & avenue de Lodève - Commune de Montpellier	487
MD2022-1167	Décision relative à un Groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Adhésion au ' Réseau des Acheteurs Hospitaliers ' (RESAH) - Approbation - Autorisation de signature	490
MD2022-1168	Décision relative à un Emprunt de 10 millions d'euros sur 20 ans auprès de LA BANQUE POSTALE pour le financement des investissements 2022	493
MD2022-1169	Décision relative à un Emprunt de 10 millions d'euros sur 25 ans auprès de LA BANQUE POSTALE pour le financement des investissements 2022	497
MD2022-1170	Décision relative à un emprunt de 5 millions d'euros auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, pour le financement de l'opération d'acquisition de 22 rames de tramway.	501
MD2022-1172	Décision relative à la prise en charge des frais de déplacement et autres frais annexes dans le cadre de la délégation de Montpellier à Porto les 3 et 4 octobre 2022 - Approbation	504
MD2022-1173	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM 3F Occitanie pour la construction de 27 logements sociaux - Pension de Famille Jasse de Maurin, 243 rue Jasse de Maurin à Montpellier - Convention - Autorisation de signature	506
MD2022-1174	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM 3F Résidences pour la construction de 37 logements sociaux - Centre d'Hébergement d'Urgence ' Jasse de Maurin', 243 Rue Jasse de Maurin à Montpellier - Convention - Autorisation de signature	509
MD2022-1175	Décision relative au dépôt d'une demande de subventions auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) Occitanie dans le cadre du Contrat Territoire Lecture	512
MD2022-1176	Décision relative à une convention d'occupation du domaine public pour l'occupation de locaux par la société GROUNDSPACE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	514

PARTIE II - DECISIONS

Décision n°	Titre des Affaires	Pages
MD2022-1177	Décision d'ester en justice "Requête n°2204787-1 TA - Georges MICHALOUD"	517
MD2022-1178	Décision d'ester en justice "Requête TA n°2105519-4 - Monsieur Alain FERRERES"	519
MD2022-1179	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM Un Toit Pour Tous pour la construction de 9 logements sociaux - Résidence ' SAVANNA ' - Impasse de Babylone à Lattes - Convention - Autorisation de signature	521
MD2022-1180	Décision relative à l'acquisition de 66m² de bien immobilier sis 2513 boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, appartenant à la SCI LA CRECHE, dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	524
MD2022-1181	Décision modificative relative au marché n°M0D0089DM - Entretien et maintenance des équipements et des dispositifs de signalisation lumineuse tricolore	527
MD2022-1183	Décision relative à une convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Institut Médico-Educatif "Les Muriers"	529
MD2022-1184	Décision relative à une convention d'occupation du domaine public pour l'occupation de locaux par la société DIAPPYMED au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	532
MD2022-1185	Décision relative à un avenant n°8 à la convention d'occupation du domaine public conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société FRUITION SCIENCES pour une extension de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI	535
MD2022-1186	Décision relative à une convention de résidence artistique au sein de la résidence littéraire Lattara - Approbation - Autorisation de signature	538
MD2022-1187	Décision relative à une déclaration préalable de travaux pour la pose de clôtures sur un terrain au 885 Chemin de Thermes à Castelnau-le-Lez - Parcelle BA00031	540
MD2022-1188	Décision relative à une autorisation de dépôt d'un permis de démolir pour une maison et ses annexes situés au 626 rue de la Cavallade à Montpellier - Parcelle SE 0118	542
MD2022-1190	Décision relative aux contrats d'image des sportifs montpellierains dans le cadre de la campagne Zéro Déchet - Autorisation de signature	544
MD2022-1191	Décision relative à une déclaration préalable de travaux pour la pose de clôtures sur la parcelle CA 0002 située 2382 rue Fontaine de la Banquière à Lattes	547
MD2022-1192	Décision relative à l'agrément de candidature de GAME SOURCE STUDIO dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire (HEM) à Montpellier	549
MD2022-1193	Décision relative à un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Félicita Films - Site Hélios bâtiment L - Commune de Fabrègues	551
MD2022-1194	Décision relative à l'agrément de candidature de la société BIOPHILEUS dans le VEAS Hannibal à Cournonsec	553
MD2022-1195	Décision relative à l'attribution d'un marché n° M2D0013MG "Nettoyage des locaux de Montpellier Méditerranée Métropole"	555
MD2022-1196	Décision relative à l'autorisation de déposer des demandes de subventions pour le site archéologique Lattara - Musée Henri Prades au titre de l'année 2023	558
MD2022-1197	Décision relative à un avenant numéro 2 au marché n°M0D0067DC de vérifications réglementaires des installations, bâtiments et équipements de Montpellier Méditerranée Métropole - lot 1 : Bâtiments Culturels	561
MD2022-1198	Décision relative à l'attribution du lot n° 2 du marché n° M2D0040DC - Rénovation des "bâches à eau" de l'aquarium Planet Océan	563
MD2022-1199	Décision relative à une convention de mise à disposition de locaux - Hôtel d'Aurès à l'association "Les Caractères de la Musique" le samedi 1er octobre 2022	565
MD2022-1200	Décision relative au marché n°8.634 - Travaux éclairage public dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway - Attribution	567

PARTIE II - DECISIONS

Décision n°	Titre des Affaires	Pages
MD2022-1202	Programme de travaux 2022 - Demande de subventions Hérault Energies Avenue du Général Grollier à Pignan	570
MD2022-1203	Décision relative à une demande de subvention auprès d'Hérault Energies - Renforcement du Poste Ecarts à Sussargues -Programme de travaux 2022 - Autorisation	572
MD2022-1204	Décision relative à une demande de subventions auprès d'Hérault Energies - Rue du Fon de l'Hospital à Saint Jean de Védas - Programme de travaux 2022 - Autorisation	575
MD2022-1205	Décision relative à une demande de subvention auprès d'Hérault Energies - Chemin du Courpouyan à Juvignac - Programme de travaux 2022	578
MD2022-1207	Décision relative à un bail précaire de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société ICF Sud-Est Méditerranée - Locaux immeuble Etoile Richter, place Ernest Granier à Montpellier	580
MD2022-1208	Décision relative à un avenant de transfert du marché n°M1D0040EA - Réhabilitation du réseau d'Eaux Usées (EU) et la création d'un poste de refoulement à Baillargues, Route Impériale / Chemin du Petit Bonheur - Autorisation de signature	583
MD2022-1209	Décision relative au déclassement du domaine public - Tronçons d'anciens chemins désaffectés - Z.A.C. CANNABE - Commune de Cournonterral	586
MD2022-1210	Décision relative à l'agrément de candidature de la société DEINOVE dans le bâtiment Cap Sigma à Grabels	588
MD2022-1213	Décision relative à l'agrément de candidature de la société ID SOLUTIONS dans l'immeuble Cap Gamma à Grabels	590
MD2022-1214	Décision relative à une convention de mandat de Maîtrise d'ouvrage avec la SPL TaM pour la réalisation des études et des travaux des 5èrès lignes de Bustram - autorisation de signature	592
MD2022-1215	Décision relative à l'agrément de candidature de la société ID SOLUTIONS dans l'immeuble CAP DELTA à Grabels	595
MD2022-1216	Décision relative à l'agrément de candidature de la société ID SOLUTIONS dans l'immeuble CAP SIGMA à Grabels	597
MD2022-1217	Décision relative au marché 5043SG18 - Prestations d'organisation de séjours, acquisition de titres de transport, hébergement hôtelier et prestations annexes - Avenant n°1 – Autorisation de signature	599
MD2022-1220	Décision relative à une convention de mise à disposition de locaux entre la Ville de Villeneuve-lès-Maguelone et Montpellier Méditerranée Métropole - Centre technique municipal	602
MD2022-1221	Renouvellement de l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association Groupement des Entreprises Françaises dans la Lutte contre le Cancer (GEFLUC)	604
MD2022-1222	Décision relative à un ajout d'une dépense supplémentaire et une augmentation de l'avance - Régie d'avances Manifestations Culturelles - Pôle Culture et Patrimoine - Autorisation	606
MD2022-1223	Décision relative au réaménagement de 80 prêts contractés par l'OPH ACM Habitat pour la création de logements sociaux - Maintien de la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	610
MD2022-1225	Décision relative au marché n°G2D0027RI "Infogérance et prestations d'assistance à l'exploitation du Système d'Information (S.I.)" pour le groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le CCAS de Montpellier - Attribution	613

PARTIE II - DECISIONS

Décision n°	Titre des Affaires	Pages
MD2022-1229	Décision relative à la prise en charge des frais des auteurs invités de la 38ème Comédie du Livre et à l'autorisation du dépôt des demandes de subventions afférentes à la manifestation – Autorisation	616
MD2022-1230	Décision relative à l'attribution de subventions dans le cadre de l'appel à projets lié à la candidature Montpellier Capitale Européenne de la Culture 2028 - Approbation	618
MD2022-1231	Décision relative à un Emprunt de 20 millions d'euros auprès de la Société Générale - Autorisation de signature	620
MD2022-1232	Décision relative à une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de la Ville à la Métropole pour la réalisation de travaux de démolition du bâtiment du poste de police et de restauration du bâtiment du Mess des Officiers en cohérence avec les aménagements d'espaces publics - Projet Comédie Esplanade - Autorisation de signature	623
MD2022-1233	Décision relative à la mise à disposition du rez-de-chaussé de l'Hôtel d'Aurès du 18 au 21 octobre 2022 à l'Association Transit/Collectif photographique	626
MD2022-1235	Décision relative à l'agrément de candidature du Domaine de Lattes SC pour la réalisation d'un programme immobilier dans la ZAC Ode à la Mer acte 2	628
MD2022-1236	Décision relative à l'agrément de candidature de SCCV les hauts de Lattes pour la réalisation d'un programme immobilier dans la ZAC Ode à la Mer acte 2	630
MD2022-1237	Décision relative à un marché n°M2B0026EA - Anticipation et suivi en temps réel des évènements météorologiques	632
MD2022-1239	Décision relative à l'acquisition de 258m² et 132m² de bien immobilier sis 680 route de Lavérune à SAINT JEAN DE VEDAS, appartenant à l'indivision ARNAL dans le cadre de réalisation de la ligne 5 de tramway	635
MD2022-1240	Décision relative à l'acquisition de 28m² de bien immobilier sis 150 rue Albert Viger à MONTPELLIER, appartenant à M. et Mme REMOND dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway - Autorisation	638
MD2022-1244	Décision relative à un marché n° M2D0008EA - Fourniture et pose d'équipements hydro climatologiques caméras et feux lumineux	642
MD2022-1246	Décision relative à un marché n°M2D0006EA - Maintenance préventive et curative d'équipements hydro climatologiques caméras et feux lumineux	645
MD2022-1248	Décision relative à une autorisation de dépôt d'un permis de construire sur le site de Victoire 2 à Saint Jean de Védas	647
MD2022-1250	Décision relative à une convention constitutive d'un groupement de commandes permanent pour les prestations d'aménagement et d'entretien des espaces verts et naturels, d'animations et de sensibilisation à l'écologie, à l'agriculture urbaine et à l'achat de produits liés à l'agriculture locale entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	649
MD2022-1251	Décision relative à une convention avec le Manoir du Crime pour la mise à disposition à titre gracieux du salon de l'espace Homère/Lire Autrement de la Médiathèque centrale Émile-Zola - Autorisation de Signature	652
MD2022-1252	Décision relative à la mise à disposition des parcelles SK 149 et SK 151 Rue de la Cavallade - Travaux extension Ligne 1 du tramway - Commune de Montpellier	654
MD2022-1253	Décision relative à l'accord-cadre N°G2B0049RH Prestations de formations bureautiques	656
MD2022-1255	Décision relative au marché n°M0B0033RI "maintenance et assistance aux prestations complémentaires du logiciel SOLIS" - Avenant n°1- Autorisation de signature	659

PARTIE II - DECISIONS

Décision n°	Titre des Affaires	Pages
MD2022-1256	Décision relative à la cession d'un tracteur vétuste de marque Mc Cormick immatriculé DD-668-XD équipé d'une épaveuse de marque Noremat - Centre 113 à Vendargues	662
MD2022-1257	Décision relative à un avenant n°1 au marché n° M1B0114MG Dépose et remplacement de la pompe à chaleur du site Cap Omega - Autorisation de signature	664
MD2022-1259	Décision relative à un contrat de location de locaux de courte durée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société "Les Associations Mutuelles Le Conservateur" - Immeuble Etoile Richter à Montpellier - Autorisation de signature	667
MD2022-1260	Décision relative au transfert d'emprunts conclus par Montpellier Méditerranée Métropole auprès du Crédit Foncier affectés au budget annexe Assainissement suite à la Création d'une Régie Unique "au et Assainissement"	670
MD2022-1262	Marché M8D0022EP de maintenance et réparation des ouvrages d'art Décision modificative	673
MD2022-1267	Décision relative à une convention de résidence artistique de l'auteur Philippe MALONE au sein de la résidence littéraire Lattara - Approbation - Autorisation de signature	675
MD2022-1268	Décision relative à un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage - Programmation muséographique et technique pour l'extension du Musée Fabre de Montpellier - Attribution	677
MD2022-1270	Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - Boulevard Paul Valéry à Montpellier, IT81 - PLANES	679
MD2022-1271	Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à Montpellier - IK n°271, IK n°274 et IL n°505 - SCI SODECLA	682
MD2022-1281	Commune de Lattes - Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée section CI n°36	685
MD2022-1284	Décision relative à la vente de trois emprises - Ancien chemin déclassé - Rue de l'Abreuvoir - Commune de Saussan	687
MD2022-1285	Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - 2223 boulevard Paul Valéry à Montpellier - lot 852 - IK n°271, IK n°274 et IL n°505 - propriété de la SC INOVE	689
MD2022-1286	Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - 2223, boulevard Paul Valéry à Montpellier - lots 814 et 815 - parcelles IK n°271, IK n°274 et IL n°505 - SCI ADMG IMMO	692
MD2022-1288	Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - 2223, boulevard Paul Valéry à Montpellier - Lots 828 et 829 - parcelles IK n°271, IK n°274 et IL n°505 - SCI ARIELLE REMY	695
MD2022-1289	Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - 2223, boulevard Paul Valéry à Montpellier - lot 833 - parcelles IK n°271, IK n°274 et IL n°505 - SCI LES THOUARINES	698
MD2022-1290	Décision relative à l'acquisition de la Halle de l'Innovation - Quartier Cambacérès à Montpellier	701
MD2022-1293	Décision relative à l'autorisation d'accès aux emprises ferroviaires - Ligne Le Crès Vendargues - Études préalables pour la réalisation du Bustram	704
MD2022-1294	Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - 2223, boulevard Paul Valéry à Montpellier - Lots 830 et 855 - parcelles IK n°271, IK n°274 et IL n°505 - SCI SODECLA	706

PARTIE II - DECISIONS

Décision n°	Titre des Affaires	Pages
MD2022-1295	Décision relative à des mandats spéciaux - Présentation d'une mission opérationnelle à Heidelberg - Autorisation	709
MD2022-1296	Décision relative à la modification de l'adresse de la régie du Parking de l'Hôtel de Ville à la suite du changement de prestataire	711
MD2022-1299	Décision relative à la modification de la régie d'avances des Moyens Généraux et des Bâtiments - Augmentation du montant de l'avance	714
MD2022-1301	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété SCI LE CAP - Terrain supportant une station de lavage automobiles - Parcelle BC 67 - 570 route de Nîmes - Commune de Le Crès	717
MD2022-1305	Décision relative à l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole au réseau Centre Français des Fonds et fondations (CFF)	720
MD2022-1306	Décision relative à la garantie d'emprunts d'opérations d'investissement et de réaménagement de dette réalisés par l'OPH ACM Habitat - Autorisation de signature	722
MD2022-1307	Convention de mise à disposition de l'Hôtel d'Aurès à la Ville de Montpellier pour l'événement Cœur de Ville en Lumières du 23 au 27 novembre 2022 - Autorisation de signature	725
MD2022-1310	Décision relative à une demande de subvention auprès d'Hérault Energies - Beaulieu Chemin du Ginestet - Modification de la convention - Approbation	727
MD2022-1314	Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Renault Clio immatriculé 190-APV-34 - Centre 113 à Vendargues	729
MD2022-1315	Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Renault Clio immatriculé EE-514-YL - Centre 113 à Vendargues	731
MD2022-1316	Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Renault Clio immatriculé EP-092-HZ - Centre 113 à Vendargues	733
MD2022-1317	Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Renault Kangoo immatriculé EH-452-LP - Centre 113 à Vendargues	735
MD2022-1318	Décision relative à la cession pour réforme d'un véhicule de marque Renault Kangoo immatriculé EL-543-HJ Centre 113 à Vendargues	737
MD2022-1319	Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Renault Kangoo immatriculé AG-396-KQ - Centre 113 à Vendargues	739
MD2022-1320	Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Renault Kangoo immatriculé FB-210-XK - Centre 113 à Vendargues	741
MD2022-1322	Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Renault Trafic immatriculé CZ-149-YK - Centre 113 à Vendargues	743
MD2022-1323	Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Renault Twingo immatriculé XQ-430-AP - Centre 113 à Vendargues	745
MD2022-1324	Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Renault Mégane immatriculé 292-APX-34 - Centre 113 à Vendargues	747
MD2022-1325	Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Citroën Jumper immatriculé EP-061-LP - Centre 113 à Vendargues	749
MD2022-1326	Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Citroën C2 immatriculé 682-AGW-34 - Centre 113 à Vendargues	751
MD2022-1327	Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Iveco polybenne immatriculé EL-183-HJ - Centre 113 à Vendargues	753
MD2022-1328	Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste de marque Citroën C2 immatriculé 681-AGW-34 - Centre 113 Vendargues	755

PARTIE II - DECISIONS

Décision n°	Titre des Affaires	Pages
MD2022-1332	Décision relative à une convention d'occupation précaire de locaux entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société RAZEL-BEC - Locaux 3 avenue Georges-Clemenceau à Montpellier	757
MD2022-1336	Décision relative à une convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Commune de Grabels et Montpellier Méditerranée Métropole pour la réhabilitation de l'école Joseph Deltheil - Autorisation de signature	759
MD2022-1344	Décision relative à un mandat spécial - Présentation d'une mission opérationnelle à Daejon en Corée - Autorisation	761



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention
d'occupation temporaire entre Montpellier
Méditerranée Métropole et l'entreprise
Plantin Ceccotti - Prolongation de la ligne
1 de tramway - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine des transports et mobilités actives ;

CONSIDERANT :

- Que la Société dénommée ENTREPRISE PLANTIN CECCOTTI est propriétaire de la parcelle SL110 sur la Commune de MONTPELLIER (Hérault) ;

- Que Montpellier Méditerranée Métropole est Maître d'Ouvrage de l'opération d'extension de la ligne 1 de tramway vers la nouvelle Gare Montpellier Sud de France ;
- Que Montpellier Méditerranée Métropole a mandaté TaM – Transports de l'Agglomération de Montpellier – pour assurer la maîtrise d'ouvrage de cette opération, par marché n°3613TV15 signé le 12 janvier 2017, déposé en préfecture le 30 janvier 2017 et notifié le 6 février 2017 ;
- Que Montpellier Méditerranée Métropole a confié à Autoroutes du Sud de la France (ASF), concessionnaire et de l'autoroute A709, une mission de Maîtrise d'Ouvrage délégué, afin de construire un ouvrage de franchissement de l'A709 permettant la prolongation de la ligne 1 du tramway jusqu'à la gare Montpellier Sud de France ;
- Que cette opération nécessite l'occupation temporaire d'une bande de la parcelle SL 110 afin d'y prévoir une piste de passage permettant la réalisation d'un nouvel ouvrage de franchissement de l'A709, ainsi que pour réaliser un mur de soutènement permettant le support de la future voirie reliant ledit ouvrage au Giratoire de Londres, lequel mur sera réalisé sur la limite cadastrale entre la parcelle SL110 et le domaine public ;
- Qu'un accord de principe a été trouvé avec le propriétaire pour cette opération ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe une convention d'occupation précaire avec la Société dénommée ENTREPRISE PLANTIN CECCOTTI, sis 180 impasse des Kakis à Montpellier.

ARTICLE 2 : La convention d'occupation précaire porte sur la parcelle cadastrée SL 110, propriété de la Société dénommée ENTREPRISE PLANTIN CECCOTTI, située au droit de l'ouvrage de d'art actuel de franchissement de l'autoroute A709 sur la route de Vauguières à Montpellier.

ARTICLE 3 : La convention d'occupation précaire est consentie pour une durée de VINGT-QUATRE (24) mois, à compter de la prise de site (2022)

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 29/08/2022

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÉCHE

Publiée le : 06 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 20220322_ExtL1_COT3MPlantin.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Innovation Politiques Contractuelles Système d'Information Géographique
Unité Politiques Contractuelles

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention de
financement entre Montpellier
Méditerranée Métropole (3M) et l'Agence
Française de Développement (AFD) -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver les demandes de subventions auprès d'organismes publics ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Clare HART en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Clare HART dans le domaine « Rayonnement international et Coopération européenne » ;

CONSIDERANT :

- Qu'en parallèle des actions extérieures d'attractivité Internationale, Montpellier Méditerranée Métropole développe des projets de solidarité internationale dans 2 domaines :

- Politique de l'Eau (dispositions loi Oudin Santini- création du fonds Eau en 2015) : Une dizaine de projets en Afrique / Inde / Haïti a été soutenus financièrement, ces financements de Montpellier Méditerranée Métropole activant d'autres financements conséquents de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée & Corse (RM&C).
- Politique Agroécologique et Alimentaire : un projet en cours à Rufisque au Sénégal.

- Que cet investissement représente une contribution importante pour l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD) fixés par l'ONU en 2015. Le souhait est d'inscrire naturellement la Métropole de Montpellier au centre d'une nouvelle donne « Nord-Sud ».

- Que c'est une démarche en cohérence avec sa place et son rayonnement – en tant que ville académique, adossée à un système d'acteur économique dans les domaines Eau, Agronomie; avec un objectif de co-développement, en particulier sur le thème de la lutte et de l'adaptation au changement climatique.

- Que la Métropole agit par l'exemple en diffusant un modèle de gestion urbaine par les collectivités, facteur de stabilité politique et démocratique dans des contextes parfois fortement marqués par l'instabilité des Etats, où les pouvoirs locaux peuvent occuper une place essentielle pour le bien-être des populations.

- Que, le projet de coopération décentralisée « Kiffa-Eau » avec la municipalité de Kiffa, deuxième agglomération de Mauritanie après Nouakchott, la capitale, a pour objectif principal l'amélioration de l'alimentation et de l'accès à en eau potable dans la ville de Kiffa.

Le Projet « Kiffa-Eau » a démarré suite à la mise en place du Fonds Eau par la Métropole de Montpellier en 2015 et a fait l'objet de 3 délibérations. Il est soutenu financièrement par l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse (à hauteur de 400 000€) et l'AFD (à hauteur de 885 000€) qui en est le principal bailleur.

- Que ce projet favorise le rayonnement de la politique Eau & assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, de ses partenaires techniques et financiers. De nombreux acteurs du territoire ont été associés lors du montage du projet et le seront sur la suite : Régie des eaux, pôle Aquavalley, associations locales, experts eau, bureaux d'études etc... Cette coopération permet à la Métropole de s'inscrire dans les programmes d'échange et de valorisation mutuelle sur le pourtour méditerranéen, parmi lesquels le « Dialogue 5+5 sur la méditerranée occidentale ». C'est un projet particulièrement soutenu par l'Etat Français, car très peu de projets de solidarité internationale sont menés en Mauritanie, dans un contexte d'instabilité de l'Etat et de nécessité de faire émerger des gouvernements locaux.

- Que le démarrage du projet « Kiffa-Eau » est prévu à la fin de l'année 2022, la mise en service en octobre 2025 et les inaugurations en décembre 2025.

- Qu'afin de démarrer le projet, il convient de signer la convention de financement entre 3M et l'Agence Française de Développement qui fixe les modalités contractuelles entre les deux entités (voir annexe 1) et qui permet le versement de la subvention pour le projet à hauteur de 885 000€.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver les termes de la convention de financement FICOL (Facilité de financement des collectivités territoriales) entre l'Agence Française de développement (AFD) et Montpellier Méditerranée Métropole actant le versement d'une subvention de 885.000 € à la Métropole par l'AFD (annexe 1) dans le cadre du Projet « Kiffa-Eau ».

ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou toute personne ayant reçu délégation, à signer la convention de financement FICOL ainsi que tout document relatif à cette affaire, et ce dans la limite de 20% supplémentaires du montant prévisionnel acté par la présente décision.

ARTICLE 3 : De dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole pour la période 2022 à 2025.

ARTICLE 4 : D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou toute personne ayant reçu délégation, à signer la convention à venir ainsi que tous documents relatifs à cette affaire, et ce dans la limite des 20% supplémentaires du montant prévisionnel acté par la présente décision.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **20 SEP. 2022**

Madame la Vice-Présidente

Clare HART



Publiée le : **20 SEP. 2022**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **20 SEP. 2022**
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:
- Projet de convention de financement AFD.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Aménagement et Réinvestissement Économiques et Urbains

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au mandat d'études pour
la réalisation d'études préalables au
réaménagement des accès au centre
commercial de Trifontaine - secteur
Blanquette - Constat d'achèvement de la
mission - Protocole de reddition des
comptes et clôture du mandat**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du développement économique et numérique et plus particulièrement pour la « création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activités et de l'immobilier économique métropolitain » ;

- VU décision n° MD2020-293 en date du 13 juillet 2020, confiant à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), un mandat d'étude sur le secteur Trifontaine à Montpellier ;

CONSIDÉRANT :

- que l'accomplissement de l'ensemble des missions confiées à la SA3M et la clôture des marchés de prestations confiés à des tiers sont nécessaires au montage d'une opération d'aménagement sur le secteur Trifontaine à Montpellier ;

- que l'ensemble des dépenses assuré par la SA3M pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 61 579,57 € TTC ;

- que la trésorerie du mandat représente un solde positif de 17 754,49 € TTC, dus par la SA3M au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, et figurant au protocole de reddition transmis par la SA3M ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : De constater l'achèvement de la mission du mandataire.

ARTICLE 2 : D'accepter la reddition des comptes du mandat d'études préalables au réaménagement des accès au centre commercial de Trifontaine sur la commune de Montpellier.

ARTICLE 3 : De prendre acte des sommes restant dues par la SA3M à Montpellier Méditerranée Métropole pour un montant de 17 754,49 € TTC.

ARTICLE 4 : D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le protocole de reddition des comptes et à donner quitus de sa mission à la SA3M.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer le protocole de reddition des comptes et à donner quitus de sa mission à la SA3M, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Madame la Trésorière Principale Municipale, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09 SEP. 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 12 SEP. 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 12 SEP. 2022
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Protocole de clôture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution de
subventions pour la réalisation de travaux
énergétiques dans le cadre du dispositif
Guichet Unique de la Rénovation
Énergétique - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accorder les subventions aux propriétaires (logements individuels ou copropriété) et signer les conventions afférentes le cas échéant, dans le cadre du dispositif de rénovation énergétique encadré par le règlement d'attribution d'une subvention pour la rénovation énergétique de logement privé adopté par le Conseil de Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente déléguée à la Transition écologique et solidaire, la Biodiversité, l'Énergie, l'Agroécologie et l'Alimentation ;

CONSIDERANT :

- L'enjeu de rénover thermiquement le parc résidentiel de la Métropole identifié dans le projet de Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) Solidaire arrêté lors du Conseil de Métropole du 22 mars 2022, dont l'objectif fixé de rénover 90% du parc à l'horizon 2050 avec un gain d'énergie de plus de 40%.
- L'accompagnement proposé depuis le 1^{er} avril 2021 aux particuliers et aux copropriétés souhaitant entreprendre des travaux de rénovation énergétique dans le cadre Guichet Unique Renov'Occitanie

ALEC Montpellier Métropole.

- La mise en place d'une nouvelle aide financière (« aide Plan Climat ») de 1 300 € par logement pour les travaux de rénovation générant un gain énergétique d'au moins 40%, approuvée par délibération du Conseil de Métropole du 7 juin 2021.

- Que la Métropole de Montpellier est ainsi sollicitée par 2 ménages présentant des projets de travaux dont les caractéristiques respectent les conditions du règlement d'attribution de l'aide Plan Climat (version du 07/06/2021).

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser l'attribution de subventions pour un montant total de 2 600 € telles que définies dans le tableau joint en annexe à la présente décision.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29 AOUT 2022

Madame la Vice-Présidente

Isabelle TOUZARD



Publiée le : 05 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 20220707_AnnexeLgtIndiv.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de
renouvellement Urbain (RU) Nord-
Ecusson-Courreau - Figuerolles-Carnot à
Montpellier - Opération Programmée
d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la signature des conventions de type PIG, POPAC, OPAH, Plan de Sauvegarde ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Claudine VASSAS-MEJRI en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI à l'Habitat, au Logement et aux Parcours résidentiels ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole de « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération n°2019-560 du 18 novembre 2019 approuvant le Programme Local de l'Habitat 2019-2024 ;

- VU la mise à disposition du public de la présente convention du 22 août au 22 septembre à l'accueil de la Métropole, sur le site internet de la Métropole et à la maison du projet Grand-Cœur, conformément à la législation en vigueur ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire d'intensifier les actions de rénovation du parc privé existant, notamment dans le centre-ancien de Montpellier, pour permettre à la fois de réinvestir le tissu urbain existant, d'améliorer le cadre de vie des habitants et de mettre à niveau le parc existant pour répondre aux besoins des ménages ;

- Qu'il est nécessaire d'informer, de conseiller puis d'accompagner les copropriétés et les usagers dans l'élaboration de leur projet travaux puis leurs demandes de subventions à la Métropole, tant en tant que délégataire de l'Anah que sur ses fonds propres ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature du projet de convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) Renouvellement Urbain (RU) avec un volet Copropriétés Dégradées 2022-2027.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation de fonction à signer la convention d'OPAH-RU volet CD Nord-Ecusson-Courreau - Figuerolles-Carnot, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 OCT. 2022

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MEJRI



Publiée le : 13 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention OPAH RU Grand Cœur 2022-2027_V8.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché M1D0057DM
de travaux de mise aux normes sécurité
incendie des rampes d'accès au parking N-
2 du Centre Commercial du Polygone à
Montpellier(rampes Montmorency et
ancienne mairie)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, délégué aux Voiries et à l'Espace Public ;

Considérant :

- que des travaux de mise en sécurité aux normes relatives à la sécurité incendie des rampes d'accès au parking N-2 du Centre commercial du Polygone à Montpellier sont nécessaires ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L2123-1 et R2123-1 1° du Code de la

commande publique sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 5 mois dont une période de préparation d'un mois.

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

° Valeur Technique – 60%

° Prix – 40%

- qu'après analyse, le groupement d'entreprise INEO/CHUBB, sise ZA Font de La Banquière Le Météor 34970 LATTES, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché M1D0057DM de travaux de mise en sécurité aux normes relatives à la sécurité incendie des rampes d'accès au parking N-2 du Centre commercial du Polygone à Montpellier aux groupement d'entreprises INEO/CHUBB pour un montant global et forfaitaire de 417 020,21€ HT.

Le marché prend effet à compter de la notification. Sa durée est de 5 mois dont une période de préparation d'un mois comprise.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26/08/2022

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 29 AOUT 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

29.08.2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- RAO M1D0057DM.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la modification du
marché M0B0057DC - Maîtrise d'œuvre
pour la construction d'un bâtiment annexe
sur le site de l'Ecolothèque de Montpellier
Méditerranée Métropole - Avenant n°1**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine « Culture et Patrimoine historique » ;
- VU la décision n°2020-1142 attribuant le marché n° M0B0057DC du marché maîtrise d'œuvre pour la construction d'un bâtiment annexe sur le site de l'Ecolothèque de Montpellier Méditerranée Métropole à l'entreprise Alexandre SENAC Architecte, pour un montant de 46990,00 euros HT et pour une durée de 24 mois.

CONSIDÉRANT :

- que l'avenant engage la maîtrise d'œuvre sur l'estimation définitive à la phase PRO, à la suite des phases ESQ / APS / APD et des divers modifications apportées au projet depuis le programme initial ;
- que l'augmentation du coût total du projet est liée à :
 - l'augmentation global du cout des matériaux dans le secteur du BTP ;
 - la prise en compte des remarques du contrôleur technique ;
 - la prise en compte des remarques des utilisateurs sur le fonctionnement du bâtiment ;
- que l'article "Offre de prix" doit être modifié comme suit :

« Taux de rémunération t: 12.70 %.

Conformément à l'article "Coût prévisionnel des travaux" du CCAP, suite aux études géotechniques ayant imposé le recours à des fondations spéciales, et d'autre part l'impact financier des choix énergétique, l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux est fixée, à l'issue des études d'avant-projet définitif, à 488 000 € HT.

Conformément aux dispositions de l'article "Forfait de rémunération" du CCAP, le forfait de rémunération définitif du maître d'œuvre est arrêté à la somme de 61 976 € HT »
- que ce présent avenant stipule aussi que la durée de la mission est prolongée au-delà de la durée initiale soit 36 mois hors GPA de 15 mois en plus.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant au marché maîtrise d'œuvre pour la construction d'un bâtiment annexe sur le site de l'Ecolothèque de Montpellier Méditerranée Métropole avec l'entreprise ALEXANDRE SENAC ARCHITECTE, avenant n°1 d'un montant de 14 986 € HT, portant le nouveau montant du marché à 61 976 € HT.

ARTICLE 2 : De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

1/09/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 02 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

02 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- EXE10 SENAC.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°M2D0005VD Réhabilitation des points
propreté de Montferrier-sur-Lez et Saint
Georges d'Orques - Lots 5, 6 et 7 -
Attributions**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur François VASQUEZ dans le domaine de « Collecte, Tri, Valorisation des déchets et à la politique zéro déchet » ;

CONSIDÉRANT :

- la nécessité de passer un marché de travaux de réhabilitation des points propreté de Montferrier-sur-Lez et Saint Georges d'Orques ;

- qu'une procédure adaptée ouverte sous la forme d'un marché ordinaire a été lancée, sous le numéro de marché M0D0056VD Réhabilitation des points propreté de Montferrier-sur-Lez et Saint Georges d'Orques, conformément aux articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique, pour des travaux répartis en 7 lots ;

- que le lot 1 Terrassement, voirie, réseaux humides, génie civil, gabions, espaces verts sur le point propreté de Saint Georges d'Orques et le lot 4 Terrassement, voirie, réseaux humides, génie civil, gabions, espaces verts sur le point propreté de Montferrier-sur-Lez ont été notifiés ;

- que les lots 2 et 3 sont en cours de procédure ;

- que les lots 5, 6 et 7 avaient été déclarés sans suite puis relancés sous la forme d'une procédure adaptée ouverte et conformément aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique, sous le numéro de marché n°M2D0005VD ;

- que le lot 5 Equipements de quais sur les points propreté de Montferrier-sur-Lez et Saint Georges d'Orques concerne un marché de 2 mois (1 mois de préparation et 1 mois de délai d'exécution des travaux) à compter de l'ordre de service spécifique venant notifier le démarrage du délai de la période de préparation ainsi que le délai d'exécution ;

- que le lot 6 Eclairage – Vidéoprotection sur les points propreté de Montferrier-sur-Lez et Saint Georges d'Orques concerne un marché de 3 mois (1 mois de préparation et 2 mois de délai d'exécution des travaux) à compter de l'ordre de service spécifique venant notifier le démarrage du délai de la période de préparation ainsi que le délai d'exécution ;

- que le lot 7 Clôtures – portails sur les points propreté de Montferrier-sur-Lez et Saint Georges d'Orques concerne un marché de 2 mois et demi (1 mois de préparation et 1 mois et demi de délai d'exécution des travaux) à compter de l'ordre de service spécifique venant notifier le démarrage du délai de la période de préparation ainsi que le délai d'exécution ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
- Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 40%

- qu'au vu du Rapport d'Analyse des Offres :

- l'entreprise MP INDUSTRIES sise Quartier Valabre, 128 chemin de Roman à GARDANNE (13120) a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse sur le lot 5 ;
- le groupement FIMS PROTECTION (mandataire du groupement solidaire conjoint)/REEL MEDITERRANEE (co-traitant), sis 1025 avenue Henri Becquerel, 10 parc Club du Millénaire à MONTPELLIER (34000) a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse sur le lot 6 ;
- et l'entreprise ID VERDE Agence de Montpellier, sise 6, rue du Terral – ZI de l'Embosque à GIGEAN (34770) a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse sur le lot 7.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M2D0005VD Réhabilitation des points propreté de Montferrier-sur-Lez et Saint Georges d'Orques comme suit :

• Lot 5 : Equipements de quais sur les points propreté de Montferrier-sur-Lez et Saint Georges d'Orques à MP INDUSTRIES SAS, sise Quartier Valabre, 128 chemin de Roman à GARDANNE (13120) pour un montant estimatif de 171 578 € HT, par application des prix unitaires du Bordereau des Prix Unitaires, et une durée de 2 mois à compter de l'ordre de service spécifique venant notifier le démarrage du délai de la période de préparation ainsi que le délai d'exécution ;

- Lot 6 : Eclairage – Vidéoprotection sur les points propriété de Montferrier-sur-Lez et Saint Georges d'Orques au Groupement FIMS PROTECTION (mandataire du groupement solidaire conjoint)/REEL MEDITERRANEE (co-traitant), sis 1025 avenue Henri Becquerel, 10 parc Club du Millénaire à MONTPELLIER (34000) pour un montant estimatif de 83 847,16 € HT, par application des prix unitaires du Bordereau des Prix Unitaires, et une durée de 3 mois à compter de l'ordre de service spécifique venant notifier le démarrage du délai de la période de préparation ainsi que le délai d'exécution ;

- Lot 7 : Clôtures – portails sur les points propriété de Montferrier-sur-Lez et Saint Georges d'Orques à ID VERDE Agence de Montpellier, sise 6, rue du Terral – ZI de l'Embosque à GIGEAN (34770) pour un montant estimatif de 43 987,30 € HT, par application des prix unitaires du Bordereau des Prix Unitaires, et une durée de 2,5 mois à compter de l'ordre de service spécifique venant notifier le démarrage du délai de la période de préparation ainsi que le délai d'exécution ;

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **23 AOUT 2022**

Monsieur le Vice-Président

François VASQUEZ



Publiée le : **24 AOUT 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **24 AOUT 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Administration des Ressources Humaines
Unité Carrière Métropole

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la mise à disposition
d'un agent de catégorie C de Montpellier
Méditerranée Métropole auprès la
Direction Départementale des Finances
Publiques de l'Hérault - Autorisation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code Général de la Fonction Publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle portant sur l'adoption des conventions de mise à disposition prises en application des L.512-6 et suivants du CGCP ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Joël RAYMOND en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Joël RAYMOND dans le domaine des Ressources Humaines et du Dialogue Social ;

CONSIDERANT :

- que Madame Ouassilla DJEBLI, Adjoint administratif à Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité sa mise à disposition à 100% auprès de la Direction Départementale des Finances Publiques de l'Hérault à compter du 1^{er} juillet 2022.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Madame Ouassilla DJEBLI, Adjoint administratif, est mise à disposition auprès de la Direction Départementale des Finances Publiques de l'Hérault à compter du 1^{er} juillet 2022 pour une durée de 2 ans.

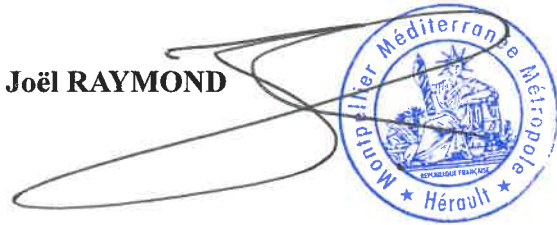
ARTICLE 2 : Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue Social est autorisé à signer la convention de mise à disposition individuelle visées à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'agent. Une ampliation sera adressée à la Trésorerie Municipale.

Montpellier, le **23 AOUT 2022**

Monsieur le Vice-Président

Joël RAYMOND



Publiée le : **24 AOUT 2022**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **24 AOUT 2022**
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:
- Projet_convention_MAD_DJEBLI_OUSSILLA_2022.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la modification du
marché de travaux de réalisation du
Conservatoire à Rayonnement Régional -
lot 12B : sols coulés - Avenant
transactionnel

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO, dans le domaine « Culture et Patrimoine historique » ;
- VU la convention de mandat avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour la réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) de Montpellier Méditerranée Métropole, dont la signature a été approuvée par délibération n°13710 en date du 14 avril 2016 ;

- VU la décision n°2019-053 attribuant le lot n°12B du marché de travaux de réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional à l'entreprise EUROSYNTEC, pour un montant de 298 720 € HT et pour une durée de 20 mois.

- VU la décision n°2022-982 concernant l'avenant n°1 qui porte le montant du lot n°12B du marché de travaux de réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional 280 412,50 € HT.

CONSIDÉRANT :

- que la prolongation des délais de réalisation de l'ouvrage du fait de la pandémie et les nouveaux plannings successifs présentés par le maître d'ouvrage ont entraîné des dépenses supplémentaires de personnel pour 90 400 € HT.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant transactionnel au marché de travaux de réalisation du nouveau conservatoire à rayonnement régional avec l'entreprise Eurosyntec, avenant transactionnel n°1 d'un montant de 90 400 € HT, portant le nouveau montant du marché à 370 812,50 € HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 30 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AVENANT TRANSACTIONNEL V3.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Pôle Proximité Espaces Publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'adhésion de
Montpellier Méditerranée Métropole à
L'Association LIGHTING
URBANCOMMUNITY
INTERNATIONAL (LUCI) - Autorisation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser, au nom de la Métropole, l'adhésion à tout organisme (association...) dès lors que le montant de cette adhésion est inférieur à 10 000 €, et autoriser le renouvellement de l'adhésion (sans limite de montant) aux associations et organismes dont elle déjà est membre ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans les domaines des Voiries et de l'Espace Public ;

CONSIDERANT

- Que l'Association LIGHTING URBANCOMMUNITY INTERNATIONAL (LUCI) créée en 2022 est un réseau international de villes traitant de l'éclairage urbain ;

- Que cette association à but non lucratif regroupe plus de 70 villes membres dans le monde utilisant la lumière comme outil de développement social, culturel et économique ;

- Que l'adhésion à cette association permettra à Montpellier Méditerranée Métropole de pouvoir participer et surtout d'être représentée aux conférences internationales, lieu de rencontres, d'échanges et de partages entre professionnels de l'éclairage urbain, d'accéder aux publications et ressources de l'association partageant l'intelligence collective sur l'éclairage urbain et les projets innovants et de participer et d'être acteur des initiatives de recherches qui explorent les nouvelles facettes et potentiels de la lumière ;

- Qu'à travers son adhésion, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à être signataire de la Charte de l'éclairage Urbain de LUCI, charte qui est en totale adéquation avec la stratégie éclairage public mise en place sur le territoire métropolitain dans le cadre de la mise en œuvre du « Plan LumièreS » ;

- Que le montant de l'adhésion annuelle est fonction du nombre d'habitants de la Métropole et du PIB de la France. Pour l'année 2022, ce montant s'élève à 4 140 € TTC ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à L'ASSOCIATION LIGHTING URBANCOMMUNITY INTERNATIONAL (LUCI), à compter de l'année 2022.

ARTICLE 2 : Dire que les crédits nécessaires au paiement de la cotisation annuelle sont inscrits au budget principal de l'exercice en cours et seront renouvelés dans les budgets ultérieurs, au chapitre 935.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou toute autre personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26/08/2022

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 29 AOUT 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

29 AOUT 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Travaux de réalisation du square à
proximité du Conservatoire à
Rayonnement Régional dans le quartier
Boutonnet à Montpellier - Avenants n°1
des lots 01 - VRD et lot 02 - Plantation -
Mobilier - Jeux - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine « Culture et Patrimoine Historique » ;
- VU la convention de mandat avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour la réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole, dont la signature a été approuvée par délibération n°13710 en date du 14 avril 2016 ;

- VU la décision n°2021-763 attribuant :

- Le lot n° 1 du marché de travaux d'aménagement du square situé à proximité du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional à l'entreprise COLAS FRANCE, pour un montant de 144 078,30 € HT et pour une durée de 4 mois ;
- Le lot n° 2 du marché de travaux d'aménagement du square situé à proximité du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional à l'entreprise ID VERDE, pour un montant de 197 706,29 € HT et pour une durée de 4 mois.

Considérant :

- que des prestations supplémentaires ont été demandées par ordre de service,

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature des avenants au marché de travaux d'aménagement du square situé à proximité du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional avec :

- Lot 1 : l'entreprise COLAS FRANCE, avenant n°1 d'un montant de 12 217,70 € HT, portant le nouveau montant du marché à 156 296,00 € HT ;
- Lot 2 : l'entreprise ID VERDE, avenant n°1 d'un montant de 11 175,00 € HT, portant le nouveau montant du marché à 208 881,29 € HT.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : **02 SEP. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

02 SEP. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant lot 1.pdf
- Avenant lot 2.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Innovation Politiques Contractuelles Système d'Information Géographique
Unité Politiques Contractuelles

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la réponse à l'appel à
projet de la DAECT "FOND DE
SOUTIEN CONJOINT A LA
COOPERATION DECENTRALISEE
FRANCO-MAROCAINE"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver les demandes de subventions auprès des organismes publics ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame, Clare HART en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Clare HART dans le domaine des Relations Internationales et de la Coopération Européenne ;

CONSIDERANT :

- Qu'en parallèle des actions extérieures d'attractivité Internationale, Montpellier Méditerranée Métropole développe des projets de solidarité internationale et notamment au Maroc, dans la Vallée de l'Argen ;

-Que le projet existant relève de la politique de l'eau (dispositions loi Oudin Santini- création du fonds Eau en 2015) et concerne la gestion intégrée de la ressource en eau dans le cadre de la coopération décentralisée entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Intercommunalité du Bassin de la Vallée de l'Arghen (convention du 1^{er} juillet 2021 et délibération M2020-294) ;

- Que cet investissement représente une contribution importante pour l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD) fixés par l'ONU en 2015. Le souhait est d'inscrire naturellement la Métropole de Montpellier au centre d'une nouvelle donne « Nord-Sud ». Une démarche en cohérence avec sa place et son rayonnement – en tant que ville académique, adossée à un système d'acteur économique dans les domaines Eau, Agronomie avec un objectif de co-développement, en particulier sur le thème de la lutte et de l'adaptation au changement climatique. Ce faisant, la Métropole agit par l'exemple en diffusant un modèle de gestion urbaine par les collectivités, facteur de stabilité politique et démocratique dans des contextes parfois fortement marqués par l'instabilité des Etats, où les pouvoirs locaux peuvent occuper une place essentielle pour le bien-être des populations.

- Que, le projet actuellement en cours dans le cadre de la coopération décentralisée menée dans le domaine de l'eau et de l'assainissement ambitionne en parallèle le développement d'un projet de tourisme durable et solidaire dans cette vallée ;

- Que l'objectif, dans un territoire comme la Vallée de l'Arghen bassin historique de la civilisation des almoravides et riche d'une nature montagnaise, est d'améliorer les conditions de vie des populations en générant une activité liée au Tourisme solidaire et durable ;

- Que le projet Montpellier Vallée de l'Arghen volet Tourisme pourrait être candidat à l'appel à projet DAECT FOND DE SOUTIEN CONJOINT A LA COOPERATION DECENTRALISEE FRANCO-MAROCAINE et que ce programme pourrait permettre à Montpellier Méditerranée Métropole de bénéficier de financements pour mettre en œuvre un projet tourisme dans la vallée ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la candidature de Montpellier Méditerranée Métropole à l'appel à projet DAECT FOND DE SOUTIEN CONJOINT A LA COOPERATION DECENTRALISEE FRANCO-MAROCAINE.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **27 SEP. 2022**

Madame la Vice-Présidente

Clare HART



29 SEP. 2022

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **29 SEP. 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Relations Internationales Métropole

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la coopération avec le
Conseil Départemental de Rufisque -
Dépôt de dossier de candidature "AAP
Fond Conjoint Franco-sénégalais" financé
par le MEAE - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonctions à Madame Isabelle TOUZARD dans le domaine « Transition écologique et solidaire, Biodiversité, Energie, Agroécologie et alimentaire » ;
- VU la délibération du Conseil n°2022-228 du 31 mai 2022 établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment le point 3.8 permettant d'approuver les demandes de subventions auprès des organismes publics et autoriser candidatures de la Métropole pour des appels à projets lorsqu'ils ont pour unique objet d'obtenir un financement ;

CONSIDERANT

- Que forts de dynamiques engagées et entretenues depuis 2017 avec le Conseil Départemental de Rufisque (Sénégal) grâce au Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour

le Développement (CIRAD), et formalisées par le projet « fond conjoint 2020 » cofinancé par le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (MEAE), Montpellier Méditerranée Métropole et ses partenaires souhaitent prolonger leurs actions communes en faveur des systèmes alimentaires durables des collectivités en répondant ensemble à l'appel à projets du fond conjoint France-Sénégal 2022 lancé par le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères ;

- Que ce nouvel appel à projet réunira Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, le Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier, la Mercadis SOMIMON, l'Association des Sénégalais de l'Hérault, le centre de recherche CIRAD, l'ONG GRDR Migration-Citoyenneté-Développement, et le Conseil Départemental de Rufisque (CDR) ;

- Que ce deuxième projet va permettre de renforcer la visibilité et le plaidoyer en faveur des Plans Alimentaires Territoriaux (PAT) de Rufisque et de Montpellier Méditerranée Métropole, de renforcer les capacités des élus et techniciens du CDR en vue de poursuivre la politique alimentaire du département et de poursuivre l'animation multi-acteurs du PAT. Afin de parvenir à viabiliser les cantines scolaires du département de Rufisque, l'objectif sera à travers ce projet de diversifier ses partenaires financiers ;

- Qu'une candidature de Montpellier Méditerranée Métropole à cet appel à projet lui permettrait d'obtenir des financements du Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères afin de financer le projet à hauteur de 60% ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver le dépôt d'une candidature conjointe de Montpellier Méditerranée Métropole et de son partenaire le Conseil Départemental de Rufisque à l'appel à projet « Fond conjoint Franco-sénégalais 2022 » du Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères.

ARTICLE 2 : De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **29 AOUT 2022**

Madame la Vice-Présidente

Isabelle TOUZARD



Publiée le : **30 AOUT 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **30 AOUT 2022**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°2 au marché
3814GD15 de "Nettoiemment sur une partie
du territoire de la ville de Montpellier hors
centre-ville"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur François VASQUEZ dans les domaines de « Collecte, tri, valorisation des déchets et politique zéro déchet ;
- VU la délibération n°13220 en date du 22 juillet 2015 attribuant le marché n°3814GD15 de « Nettoiement sur une partie du territoire de la ville de Montpellier, hors centre-ville » à la Société Méditerranéenne de Nettoiement (S.M.N), 351 rue de la Castelle - BP 1231, 34073 Montpellier Cedex 03, pour une durée de 7 ans.

- VU la décision n°MD2020-248 en date du 17 mars 2020 autorisant la signature de l'avenant n°1 au marché n°3814GD15 de « Nettoyement sur une partie du territoire de la ville de Montpellier, hors centre-ville » avec l'entreprise SMN, intégrant les prestations de nettoyage et de collecte des marchés de plein air pour un montant de 899 854 euros HT;

Considérant :

- La nécessité de passer un avenant n°2 au marché n°3814GD15 de « Nettoyement sur une partie du territoire de la ville de Montpellier, hors centre-ville » en vue de le prolonger de 2 mois et 2 jours pour permettre le lancement d'une procédure transitoire en vue d'un nouveau marché qui devra intégrer d'une part les nouvelles volontés en termes de développement durable et, d'autre part, les orientations politiques à l'horizon 2025.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché n°3814GD15 de « Nettoyement sur une partie du territoire de la ville de Montpellier, hors centre-ville », pour le prolonger de 2 mois et 2 jours, avec incidence financière.

Le montant prévisionnel de l'avenant n°2 est de 1 140 000 euros HT portant le nouveau montant prévisionnel du marché à 43 776 388, 91 euros HT.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

23/08/2022

Monsieur le Vice-Président

François VASQUEZ



Publiée le : 06 SEP. 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 06 SEP. 2022
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:
- 3814GD15-avenant n2-signature numériq.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M1C0035EP
de missions d'études pour la définition de
la stratégie d'application des obligations
légalles de débroussaillage - Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans les domaines des Voiries et de l'Espace Public ;

CONSIDERANT :

- Qu'il est nécessaire de passer un marché d'études pour la définition de la stratégie d'application des obligations légales de débroussaillage ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L2123-1 et R2123-1 1° du Code de la commande publique sous la forme d'un marché tranches pour une durée de 18 mois pour la tranche ferme et de 48 mois pour la tranche optionnelle ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur technique 60%
 - ° Prix 40%
- Qu'après analyse, le groupement d'entreprises ALCINA/PYRENEES CARTOGRAPHIE/ESKIS PAYSAGISTES sis 162 rue de la Caducée à Montpellier présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché M1C0035EP de mission d'études pour la définition de la stratégie d'application des obligations légales de débroussaillage au groupement d'entreprises ALCINA/PYRENNES CARTOGRAPHIE/ESKIS PAYSAGISTES pour un montant global et forfaitaire de 154 825,00€ HT toutes tranches confondues ;

Le marché prend effet à compter de l'ordre de service. Sa durée est de 18 mois pour la tranche ferme et de 48 mois pour la tranche conditionnelle.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

26/08/2022

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 29 AOUT 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 29 AOUT 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'octroi de subventions
pour la réalisation d'audits énergétiques
dans le cadre du dispositif Guichet Unique
de la Rénovation Énergétique -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accorder les subventions aux propriétaires (logements individuels ou copropriété) et signer les conventions afférentes le cas échéant, dans le cadre du dispositif de rénovation énergétique encadré par le règlement d'attribution d'une subvention pour la rénovation énergétique de logement privé adopté par le Conseil de Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente déléguée à la Transition écologique et solidaire, la Biodiversité, l'Énergie, l'Agroécologie et l'Alimentation ;

CONSIDERANT :

- L'enjeu de rénover thermiquement le parc résidentiel de la Métropole identifié dans le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) Solidaire arrêté lors du conseil de Métropole du 22 mars 2022, dont l'objectif fixé de rénover 90% du parc à l'horizon 2050 avec un gain d'énergie de plus de 40%.
- L'accompagnement proposé depuis le 1^{er} avril 2021 aux particuliers et aux copropriétés souhaitant entreprendre des travaux de rénovation énergétique dans le cadre Guichet Unique Renov'Occitanie ALEC Montpellier Métropole. Celui-ci s'inscrit dans le cadre d'un service public régional dont le déploiement a été confié à l'Agence Régionale de l'Énergie et du Climat. Le Conseil de Métropole

a décidé par délibération en date du 7 juin 2021 de financer le reste à charge de 90 € par logement de l'étape 1 de l'accompagnement (audit) pour les ménages et les copropriétés de son territoire. Pour ces dernières, cette participation prend la forme d'un contrat d'audit tripartite.

- Que la Métropole de Montpellier est ainsi sollicitée par 2 copropriétés présentant des projets de travaux dont les caractéristiques respectent les conditions du règlement d'attribution de l'aide Plan Climat (version du 07/06/2021).

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature des contrats d'audit tripartites avec les copropriétés suivantes : « Pioch de Boutonnet » (13 lots), « Cité Vincent » (12 lots) .

ARTICLE 2 : D'autoriser l'attribution de subventions aux audits de copropriétés pour un montant total de 2 250 € telles que définies dans le tableau joint en annexe à la présente décision.

ARTICLE 3 : De dire que ces dépenses seront imputées sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29 AOUT 2022

Madame la Vice-Présidente

Isabelle TOUZARD



Publiée le : 05 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 05 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 20220708_AnnexeDecisionCopro.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'octroi de subventions
aux travaux dans le cadre du dispositif
Guichet Unique de la rénovation
énergétique - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accorder les subventions aux propriétaires (logements individuels ou copropriété) et signer les conventions afférentes le cas échéant, dans le cadre du dispositif de rénovation énergétique encadré par le règlement d'attribution d'une subvention pour la rénovation énergétique de logement privé adopté par le Conseil de Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente déléguée à la Transition écologique et solidaire, la Biodiversité, l'Énergie, l'Agroécologie et l'Alimentation ;

CONSIDERANT :

- L'enjeu de rénover thermiquement le parc résidentiel de la Métropole identifié dans le projet de Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) Solidaire arrêté lors du Conseil de Métropole du 22 mars 2022, dont l'objectif fixé de rénover 90 % du parc à l'horizon 2050 avec un gain d'énergie de plus de 40%.
- L'accompagnement proposé depuis le 1^{er} avril 2021 aux particuliers et aux copropriétés souhaitant entreprendre des travaux de rénovation énergétique dans le cadre Guichet Unique Renov'Occitanie

ALEC Montpellier Métropole.

- La mise en place d'une nouvelle aide financière (« aide Plan Climat ») de 1 300 € par logement pour les travaux de rénovation générant un gain énergétique d'au moins 40 %, approuvée par délibération du Conseil de Métropole du 7 juin 2021.
- Que la Métropole de Montpellier est ainsi sollicitée par 3 ménages présentant des projets de travaux dont les caractéristiques respectent les conditions du règlement d'attribution de l'aide Plan Climat (version du 07/06/2021).

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser l'attribution de subventions pour un montant total de 3900 € telles que définies dans le tableau joint en annexe à la présente décision.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29 AOUT 2022

Madame la Vice-Présidente

Isabelle TOUZARD



Publiée le : 05 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 20220712_AnnexeLgtIndiv.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Transition Energétique et Ecologique
Pôle Énergie

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la signature d'une
convention de groupement de commande
relatif à l'accompagnement à la démarche
climat-air-énergie dans le cadre d'un
renouvellement de labellisation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique, notamment son article L.2113-6 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle du 22 mars 2022 de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle TOUZARD déléguée à la Transition écologique et solidaire, la Biodiversité, l'Energie, l'Agroécologie et alimentation ;

Considérant :

- Qu'il existe un intérêt économique et stratégique d'inclure dans un même dossier de consultation l'accompagnement à la démarche de renouvellement du label Climat-Air-Energie obtenu de manière conjointe par la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole en novembre 2019 ;
- la possibilité de créer des groupements de commandes notamment entre les collectivités territoriales ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Un groupement de commande est constitué avec la Ville de Montpellier. L'objet de celui-ci est de choisir un prestataire accompagnateur à la démarche de renouvellement du label Climat-Air-Energie. Le coordonnateur sera Montpellier Méditerranée Métropole. Cette mission de coordonnateur ne donne pas lieu à rémunération.

ARTICLE 2 : Le groupement est constitué jusqu'à la date d'expiration du marché, périodes de reconduction comprises. L'article 3.4 de la convention de groupement précise néanmoins les modalités de retrait de celui-ci.

ARTICLE 3 : Pour Montpellier Méditerranée Métropole, les dépenses sont imputées sur son budget principal.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer la convention de groupement de commande, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **29 AOUT 2022**

Madame la Vice-Présidente

Isabelle TOUZARD



Publiée le : 30 AOUT 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **30 AOUT 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 20220721_ConventionGroupement_3M-MTP_LabelCAE.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une acquisition foncière
pour la réalisation de la ligne 5 de tramway
- 2750 boulevard Paul Valéry à Montpellier
- IT80 - SCI DU PUECH**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRECHE, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRECHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-

638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

- **VU** l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon.

- **CONSIDERANT** que 723 m² du bien immobilier sis 2750 boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, cadastré section IT n° 80 appartenant à la SCI DU PUECH est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;

- **CONSIDERANT** que 619 m² du bien immobilier sis rue topaze, actuellement non cadastré, appartenant à la Ville de MONTPELLIER intéresse la SCI DU PUECH ;

- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire d'autoriser cet échange et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;

- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur la parcelle cadastrée section IT n° 80 ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 723 m² du bien immobilier sis 2750 boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, cadastré section IT n° 80 appartenant à la SCI DU PUECH.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 27 216 € (VINGT SEPT MILLE DEUX CENT SEIZE EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : Le paiement du prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus de 27 216€ (VINGT SEPT MILLE DEUX CENT SEIZE EUROS), se décompose comme suit :

- Echange de 619 m² du bien immobilier situé rue topaz à Montpellier, actuellement non cadastré, appartenant à la Ville de Montpellier, dont le montant est estimé à 19 800 € (DIX NEUF MILLE HUIT CENT EUROS) toutes indemnités confondues, au vu de l'avis de France Domaine ;
- Une soulte d'un montant de 7 416€ (SEPT MILLE QUATRE CENT SEIZE EUROS), payée par TaM en sa qualité de tiers payeur.

ARTICLE 4 : L'acte d'échange des parcelles désignées aux articles 1 et 2 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par la SCI DU PUECH et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 6 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction ;
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire

du marché.

ARTICLE 7 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par la SCI DU PUECH.

ARTICLE 8 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 9 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **17 OCT. 2022**

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : **18 OCT. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **18 OCT. 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avis domaine
- 20221006_UF3300 - PROM échange signée.pdf
- 20221006_UF3300 - AT DTR plans signés.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Site Archéologique Lattara Musée Henri Prades

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°M2B0036DC - Prestation de transport
aller et retour, emballage et déballage de
mobiliers lapidaires pour l'exposition
"Statues menhirs. Miroirs de pierre du
Néolithique" au Site archéologique Lattara
- Musée Henri Prades - Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine « Culture et patrimoine historique » ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il y a lieu, dans le cadre de l'organisation l'exposition « Statues menhirs. Miroirs de pierre du Néolithique. » qui se tiendra au Site archéologique Lattara - musée Henri Prades du 7 octobre 2022 au 6 mars 2023, de confier le transport des objets archéologiques composant cette exposition à un transporteur spécialisé ;

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique pour une durée de deux ans, sous la forme d'un marché ordinaire à prix forfaitaire révisable ayant pour objet l'attribution d'un lot unique portant sur l'emballage, le déballage, le transport ALLER (en 2 tournées distinctes), l'installation d'un ensemble de mobilier lapidaire et le transport RETOUR d'un ensemble de mobilier lapidaire, d'objets archéologiques, d'une maquette et d'un ensemble de reconstitutions archéologiques de diverses institutions françaises jusqu'au musée Henri Prades à Lattes (34970 Hérault, France métropolitaine) et inversement par véhicule adapté ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- 60 % la valeur technique au regard du mémoire technique et de ses annexes ;
- 40 %, le prix des prestations au regard du montant total indiqué dans l'acte d'engagement ;

- qu'après analyse, la Société BOVIS Transports, sise 1 bis rue Edouard Aubert ZI des Ciroliers 91700 FLEURY-MEROGIS, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n° M2B0036DC - Prestation de transport aller et retour, emballage et déballage de mobiliers lapidaires pour l'exposition « Statues menhirs. Miroirs de pierre du Néolithique. » au Site archéologique Lattara - musée Henri Prades (7 octobre 2022 - 6 mars 2023) à la Société BOVIS Transports, pour un montant global et forfaitaire révisable de 50 802,50 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de deux ans au maximum.

ARTICLE 2 : De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché susvisé pour chacun des lots qui le compose et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 02 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 02 SEP. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°M1C0008VD - Mission d'assistance à
maîtrise d'ouvrage pour le suivi technique
et financier du contrat de Délégation de
Service Public d'exploitation de l'unité de
méthanisation AMETYST - attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur François VASQUEZ dans les domaines « Collecte, tri, valorisation des déchets et politique zéro déchet » ;

Considérant :

- la nécessité de passer un marché de prestations d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour la réalisation du suivi technique et financier du contrat de Délégation de Service Public d'exploitation de l'unité de méthanisation Amétyst ;

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L.2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la commande publique. Une partie des prestations est passée selon un marché ordinaire, l'autre partie est passée selon un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire sans minimum mais avec un maximum de 45 000 € H.T. La durée commence à la notification du marché jusqu'à validation du rapport final portant sur l'analyse de l'année 2024. Le délai prévisionnel du contrat est de 36 mois ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Valeur technique au regard du mémoire technique (60%)

- Prix des prestations au regard du total du prix global et forfaitaire mentionné à l'Acte d'Engagement et du total du Détail Quantitatif Estimatif (40%) ;

- qu'après analyse, l'entreprise SETEC ENERGIE ENVIRONNEMENT sise 42-52 Quai de la Rapée – 75583 PARIS CEDEX 12, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n°M1C0008VD d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour le suivi technique et financier du contrat de Délégation de Service Public d'exploitation de l'unité de méthanisation Amétyst à l'entreprise SETEC ENERGIE ENVIRONNEMENT sise 42-52 Quai de la Rapée – 75583 PARIS CEDEX 12, pour un montant forfaitaire de 73 375 € HT selon les prestations définies au CCTP et un montant maximum de 45 000 € HT pour les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre à bons de commande.

Le marché prend effet à compter de sa date de notification et se termine à la validation du rapport final portant sur l'analyse de l'année 2024. Le délai prévisionnel du contrat est de 36 mois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23/08/2022

Monsieur le Vice-Président

François VASQUEZ



Publiée le : 06 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention
d'occupation du domaine public pour
l'occupation de locaux par la société
CYME au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Alpha - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice – Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique ;
- VU la délibération du Conseil n°M2021-657 du 14 décembre 2021 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2022 au sein de la pépinière d'entreprises CAP ALPHA ;

- **VU** la sollicitation de l'entreprise CYME pour intégrer une des pépinières du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole, CAP ALPHA sise à Clapiers ou CAP OMEGA sise Montpellier ;
- **VU** la validation pour la demande de mise à disposition d'une surface locative par le comité d'agrément du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 22 août 2022 ;

CONSIDERANT:

- la réorganisation de la Direction du Développement Economique et Emploi et notamment les réflexions en cours sur la gestion de l'ensemble de son offre d'hébergement d'entreprises, pépinières et hors pépinières ;
- la nécessité d'harmoniser les conventions d'occupation entre les différents bâtiments y compris dans les modalités de reconduction ;
- la volonté d'harmoniser sur l'ensemble des bâtiments la tarification des redevances et les taux de progressivité associés selon la durée d'occupation ;
- que l'entreprise CYME répond aux critères exigés pour une installation à CAP ALPHA ;
- que dans l'attente d'une révision de la convention d'occupation type selon la délibération N° 8988 en date du 3 juillet 2009 et des tarifs à délibérer lors d'un prochain conseil métropolitain, une suite favorable est accordée par Montpellier Méditerranée Métropole pour un hébergement de courte durée de la société CYME.

D E C I D E

ARTICLE 1: D'autoriser la conclusion d'une convention d'occupation du domaine public entre la société CYME et le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole pour une période de 7 mois à compter du 1^{er} septembre 2022 et jusqu'au 31 mars 2023.

ARTICLE 2: Qu'à compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société CYME pour la surface de 12 m² qu'elle occupe dans la pépinière d'entreprises CAP ALPHA s'élève à 154,56 euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n° M2021-657 du Conseil de Métropole en date du 14 décembre 2021.

ARTICLE 3: Qu'à échéance de cette occupation de 7 mois, soit avant le terme du 31 mars 2023, la nouvelle version de la convention d'occupation pourra être proposée à la société, selon les tarifs en vigueur qui seront approuvés par le Conseil Métropolitain.

ARTICLE 4: Que la recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5: D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 SEP. 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 21 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet de convention d'occupation - Société CYME.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de 3m² et
34m² de bien immobilier sis boulevard
Paul-Valéry à Montpellier appartenant à la
SARL Y SEM BE dans le cadre de la
réalisation de la ligne 5 de tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente, 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous Déclaration d'Utilité Publique (DUP), ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul-Fajon à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'EAI, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon ;

CONSIDERANT :

- que 3 m² du bien immobilier sis 2493A boulevard Paul-Valéry à Montpellier, cadastré section IL n° 229, et une emprise de 34 m² du bien immobilier sis 2493A boulevard Paul-Valéry à Montpellier, cadastré section IL n° 230 appartenant à SARL Y SEM BE sont nécessaires à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;

- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de ces dites emprises ;

- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur les parcelles cadastrées section IL n° 229 et section IL n° 230.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 3 m² du bien immobilier sis 2493A boulevard Paul Valéry à Montpellier, cadastré section IL n° 229, et une emprise de 34 m² du bien immobilier sis 2493A boulevard Paul Valéry à Montpellier, cadastré section IL n° 230 appartenant à SARL Y SEM BE.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition des biens immobiliers désignés à l'article 1 ci-dessus est fixé à 22 172 € (VINGT DEUX MILLE CENT SOIXANTE DOUZE EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition des biens immobiliers désignés à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction ;
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée des emprises désignées à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par SARL Y SEM BE et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée des emprises désignées à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 6 : La convention d'autorisation de travaux sur les parcelles désignées à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par SARL Y SEM BE.

ARTICLE 7 : La convention d'autorisation de travaux sur les parcelles désignées à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **30 AOUT 2022**

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE

The image shows a handwritten signature in blue ink over a circular official stamp. The stamp contains the text 'Montpellier Méditerranée Métropole' around the perimeter and a central emblem featuring a figure holding a torch. The signature appears to be 'M. Delafosse'.

Publiée le : **30 AOUT 2022**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **30 AOUT 2022**
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- UF5320 - Avis des domaines.pdf
- PPA-
- UF5320 PUV
- AT plan DTR

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'attribution de
subventions pour la réhabilitation de 94
logements privés situés dans diverses
communes de la Métropole - Autorisation
de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles relatives à l'attribution de subvention dans le cadre des dispositifs de rénovation de l'habitat encadrés par le règlement attributif de subvention pour la rénovation de l'habitat privé ancien et le règlement d'attribution d'une subvention pour la rénovation énergétique de logement privé adoptés par le Conseil de Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Claudine VASSAS-MEJRI en qualité de VicePrésidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI dans le domaine de « l'Habitat, du Logement et des Parcours résidentiels » ;
- VU le règlement attributif des subventions de Montpellier Méditerranée Métropole pour la requalification du parc de logements privés adopté en Conseil du 29 mars 2017 et modifié par délibération n°M2021-432 du 28 septembre 2021 ;
- VU le règlement d'attribution d'une subvention pour la rénovation énergétique de logement privé de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération n°M2021-203 du 7 juin 2021 ;

Considérant :

- Qu'au titre de sa politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de l'amélioration du parc immobilier bâti, et notamment de la requalification des copropriétés, de la résorption de l'habitat dégradé et insalubre, de la lutte contre la précarité énergétique, de l'adaptation des logements au handicap ou à la perte d'autonomie, de la remise sur le marché de logements vacants ainsi que de la maîtrise des loyers après travaux ;

-Que dans ce cadre, elle met en œuvre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat dont notamment :

- le Programme d'Intérêt Général (PIG) « Rénover pour un habitat durable et solidaire » (2019-2024)

qui couvre la totalité du territoire de la Métropole, hors OPAH et Plan de Sauvegarde en cours ou à venir ;

- l'OPAH Copropriétés Dégradées Mosson à Montpellier (2019-2024), site national prioritaire du Plan Initiative Copropriété (PIC) lancé par l'Etat et l'ANAH ;

- le Plan de Sauvegarde des Cévennes à Montpellier, phase d'élaboration : 2019-2021 ; phase de réalisation : 2022-2026, site régional du PIC ;

- à venir, l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain (OPAH - RU) Grand Cœur à Montpellier ;

-Que dans ce cadre, elle instruit et octroie les aides déléguées de l'Agence Nationale de l'Habitat, qu'elle complète par des subventions sur ses fonds propres et dont les conditions d'attribution sont définies dans le règlement attributif des subventions de Montpellier Méditerranée Métropole pour la requalification du parc de logements privés ;

-Qu'au travers de son Plan Climat Energie Territorial (PCAET), Montpellier Méditerranée Métropole réaffirme la priorité donnée à la rénovation énergétique des logements et mobilise pour cela une aide financière de 1 300 € (« prime PCAET ») attribuée aux propriétaires de logement, sans condition de ressources, pour les programmes de travaux permettant d'atteindre le seuil de 40 % d'économie d'énergie, selon les termes définis par le règlement d'attribution ad hoc ;

-Qu'en contrepartie de ces subventions, les propriétaires et copropriétaires souscrivent aux engagements définis par les règlements, et notamment les conditions de durée d'occupation du logement pour les propriétaires occupants bénéficiant d'une aide de l'ANAH, et les conditions de location selon un loyer maîtrisé et à des locataires dont les ressources sont plafonnées pour les bailleurs bénéficiant des aides de l'Agence.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'accorder les subventions pour un montant total de 439 743 €, telles que décrites dans le tableau joint en annexe et faisant partie intégrant de la présente décision ;

ARTICLE 2 : dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;

ARTICLE 3 : dire que le paiement des subventions s'effectuera selon les conditions prévues par les règlements attributifs de Montpellier Méditerranée Métropole ;

ARTICLE 4 : d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le **0 5 SEP. 2022**

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MEHL



Publiée le : **0 6 SEP. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **0 6 SEP. 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- MD2022-943 ANNEXE DECISION PARC PRIVE.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Transition Energétique et Ecologique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché M1C0029TE -
Marché de travaux pour la réalisation
d'ombrières photovoltaïques en
autoconsommation sur le parking de la
piscine Jany à JACOU - Lot 1 -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente, le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle TOUZARD dans le domaine de la « Transition écologique et solidaire, Biodiversité, Énergie, Agroécologie et alimentation » ;

Considérant :

- que dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique énergie climat, la métropole souhaite développer les énergies renouvelables sur son patrimoine ; ainsi, la réalisation d'ombrières photovoltaïque sur le parking de la piscine Jany à Jacou permettra de produire de l'électricité d'origine renouvelable qui sera utilisée localement pour les besoins de la piscine. Ce projet bénéficiera d'une subvention dans le cadre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL).
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique sous la forme d'un marché de travaux allotis pour une durée de 4 mois.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur Technique 60%
 - ° Prix 40%
- Qu'après analyse l'entreprise EDISON sise 3 rue Clément Ader, 34 430 SAINT JEAN DE VEDAS, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché de réalisation d'ombrières photovoltaïques sur le parking de la piscine Jany à Jacou pour le lot 1 à l'entreprise EDISON, pour un montant de 158 892,39 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification pour le lot 1. Sa durée est de 4 mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **29 AOUT 2022**
Madame la Vice-Présidente

Isabelle TOUZARD

Publiée le : 30 AOUT 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **30 AOUT 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention
d'occupation temporaire d'un terrain situé
sur la commune de Montpellier, cadastré
section RA n° 1, au profit du Cirque
Madona Bouglione - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 Juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU le projet de convention d'occupation temporaire par lequel Montpellier Méditerranée Métropole autorise le Cirque Madona Bouglione représenté par Les Bâtisseurs De L'éphémère, association déclarée, spécialisée dans le secteur des activités de soutien au spectacle vivant, dont le siège social est fixé au 20 rue Rouget de Lisle 93500 PANTIN, à occuper temporairement, sous condition de remise en état, la parcelle cadastrée section RA n° 1 d'une contenance de 9 888m², située lieu-dit « Rastouble » sur la Commune de Montpellier ;

- **CONSIDERANT** que le Cirque Madona Bouglione garantit l'absence d'animaux durant le spectacle et à l'extérieur du chapiteau et souhaite utiliser ce terrain pour s'installer du 15 mai 2023 au 15 septembre 2023 ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole consent au profit du Cirque Madona Bouglione, représenté par Les Bâisseurs De L'éphémère, une convention portant une occupation temporaire, sous condition de remise en état, de la parcelle cadastrée section RA n° 1, d'une contenance de 9 888m² située lieu-dit « Rastouble » sur la Commune de Montpellier.

ARTICLE 2 : Le contrat est conclu pour une durée de 123 jours, du 15 mai 2023 au 15 septembre 2023.

ARTICLE 3 : Le contrat est consenti moyennant une indemnité journalière de 40 €, soit 4 920 € au total pour la période concernée.

ARTICLE 4 : La recette correspondante sera affectée au budget de la Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 2 SEP. 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : - 5 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

- 5 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Conservatoire

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de
partenariat entre Montpellier
Méditerranée Métropole et l'association
"Singulier Pluriel" - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO, Vice-Président délégué à la Culture et au Patrimoine historique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la signature des conventions à objet culturel, hors champ de la commande publique, représentant un engagement financier pour la Métropole inférieur ou égal à 50 000 € HT ;

CONSIDERANT

- Que la Cité des Arts – Danse, Musique, Théâtre, (Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole) a été classé en 2007 dans la catégorie Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) au sein du réseau national des établissements d'enseignement public

de la musique, de la danse et de l'art dramatique par le ministère de la Culture et de la Communication ;

- Que l'association Singulier Pluriel est fondée en 2004 par la chorégraphe Jos PUJOL à Montpellier. Elle développe une démarche artistique qui conjugue danse contemporaine et langue des signes, en direction d'une forme dansée singulière et poétique qu'elle nomme Signadanse ;
- Que ses actions s'articulent autour de 3 axes et sont accessibles à un public sourd et entendant :
 1. Les créations chorégraphiques pour la scène, pour les musées et expositions d'art contemporain ;
 2. Les actions artistiques avec les publics ;
 3. L'enseignement auprès des scolaires (de la maternelle au lycée), des étudiants (IRTS) ;
- Qu'à cet égard, les salles situées au sein de l'espace Candolle, équipement métropolitain occupé par le CRR, sont tout à fait appropriés à l'organisation d'un travail sur l'élaboration d'un glossaire des fondamentaux de la danse bilingue en français et en langue des signes.

DECIDE

ARTICLE 1 : L'association Singulier Pluriel et Montpellier Méditerranée Métropole conviennent d'un partenariat pédagogique dont l'objectif est de favoriser toutes les initiatives permettant la danse inclusive. Dans ce cadre, l'association Singulier Pluriel viendra avec différents groupes sur des créneaux définis d'un commun accord avec la Cité des Arts pour pratiquer la danse et faire découvrir la Cité des Arts à de nouveaux publics. Ainsi les élèves et les professeurs de la Cité des Arts auront la possibilité de participer à un laboratoire chorégraphique en Signadanse.

ARTICLE 2 : Ce partenariat concerne l'année scolaire 2022/2023.

ARTICLE 3 : Les engagements respectifs des parties sont les suivants :

• Les engagements de Singulier Pluriel : L'association Singulier Pluriel s'engage à enseigner la danse aux élèves du CESDA les lundis de 14h00 à 16h00 pendant la période scolaire. L'association Singulier Pluriel sera également présente à La Cité des Arts pour des activités artistiques et de recherche sur l'élaboration d'un glossaire visuel nommé Signadanse.

• Les engagements de Montpellier Méditerranée Métropole pour la Cité des Arts : La Cité des Arts s'engage à co-animer des ateliers de danse à destination de jeunes adultes sourds et malentendants, s'engage à mettre à disposition un studio de danse pour accueillir les activités artistiques et pédagogique et de recherche de l'Association Singulier Pluriel.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

1/09/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO

Publiée le : 02 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 02 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention singulier pluriel 2022 2023.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Conservatoire

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la convention de
partenariat pédagogique entre Montpellier
Méditerranée Métropole et l'association
Beaux-Arts Musiques - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la signature des conventions à objet culturel, hors champ de la commande publique, représentant un engagement financier pour la Métropole inférieur ou égal à 50 000 € HT ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO, Vice-Président délégué à la Culture et au Patrimoine historique ;

CONSIDERANT

- Que la Cité des Arts – Danse, Musique, Théâtre, (Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole) a été classé en 2007 dans la catégorie Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) au sein du réseau national des établissements d'enseignement public

de la musique, de la danse et de l'art dramatique par le Ministère de la Culture et de la Page 1 sur 3
Décision n° MD2022-044 Communication ;*

- Que l'association Beaux-Arts Musiques est une école de musique innovante, portée par une équipe pédagogique qualifiée et compétente. Elle propose un enseignement de qualité et souhaite transmettre à ses élèves les clefs d'un savoir-faire maîtrisé ;

DECIDE

ARTICLE 1 : L'association Beaux-Arts Musiques et Montpellier Méditerranée Métropole conviennent d'un partenariat pédagogique dont l'objectif est de permettre à leurs élèves d'élargir le cadre de leurs pratiques collectives. Ainsi les élèves de la Cité des Arts auront la possibilité de se produire dans le cadre des manifestations publiques proposées tout au long de l'année par l'école Beaux-Arts Musiques et les élèves de Beaux-Arts Musiques pourront intégrer, dans la limite des places disponibles, les pratiques collectives d'ensemble proposé par la Cité des Arts (orchestre à cordes, ensemble à vent et orchestre d'harmonie)

ARTICLE 2 : Ce partenariat concerne l'année scolaire 2022/2023.

ARTICLE 3 : Les engagements respectifs des parties sont les suivants :

- Les engagements de Beaux-Arts Musiques : Beaux-Arts Musiques accueillera les élèves de la Cité des Arts à l'occasion d'auditions et de concerts qu'elle organise dans la limite de places disponibles et communiquera à la Cité des Arts les dates de ces représentations publiques pour l'année scolaire en cours. Les élèves de Beaux-Arts Musiques accueillis à la Cité des Arts dans le cadre des pratiques d'ensemble s'engagent à respecter le règlement intérieur, en acceptent les axes relatifs aux pratiques d'ensemble et cèdent leur droit à l'image.

- Les engagements de Montpellier Méditerranée Métropole pour la Cité des Arts : La Cité des Arts s'engage à accueillir dans la limite des places disponibles les élèves de Beaux-Arts Musiques au sein des ensembles instrumentaux. L'assiduité aux répétitions et la présence aux concerts étant indispensable au bon déroulé du cursus, la Cité des Arts s'engage à avertir Beaux-Arts Musiques en cas d'absence d'élève concerné par ce partenariat.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO

11/2022

Publiée le : 02 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

02 SEP. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Beaux Arts Musique 2022 2023.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au marché subséquent
n°M2C0032DC - Lot n°2 à l'accord-cadre
n°M0D0016DC pour le transport des
œuvres de l'exposition "Djamel TATAH, le
Théâtre du silence" au musée Fabre de
Montpellier - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur PENSO Eric, dans le domaine de la « Culture et du Patrimoine Historique » ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire de passer un marché subséquent au lot n°2 de l'accord-cadre n°M0D0016DC pour le transport des œuvres de l'exposition *Djamel TATAH, le Théâtre du silence* au musée Fabre de Montpellier ;
- Qu'une lettre de consultation a été adressée le 7 juin 2022 aux 2 titulaires de l'accord-cadre n°M0D0016DC au lot n°2 (LP ART et ANDRE CHENUE) selon les modalités fixées à l'article 1.4 du Cahier des clauses administratives particulières ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique au regard de la qualité des réponses apportées par les candidats dans le mémoire technique : 60%
 - Prix des prestations au regard du cadre de la décomposition globale et forfaitaire (C.D.P.G.F.) : 40%
- Qu'après analyse, l'entreprise ANDRE CHENUE SA, sise Parc d'activité logistique Saint Isidore-Zone 9, Box n°46, Bât Q, 06284 Nice Cedex 3, présente une offre économiquement avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché subséquent n°M2C0032DC à l'accord-cadre n°M0D0016DC pour le transport des œuvres de l'exposition *Djamel TATAH, le Théâtre du silence*, Lot n°2 - Emballage, transport aller et retour, installation/désinstallation, prise en charge des convoyeurs aller et retour pour les expositions temporaires organisées par le musée Fabre ou conjointement avec le musée Fabre, des œuvres en provenance de tous les pays, à l'entreprise ANDRE CHENUE SA pour un montant global et forfaitaire de 57 640,00 € HT, soit 68 592,00 € TTC (Certaines prestations ne sont pas taxables). Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 8 mois.

ARTICLE 2 : de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11/09/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 02 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

02 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un mandat spécial -
Présentation d'une mission opérationnelle
à Bruxelles- Autorisation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'octroyer tout mandat spécial à un ou plusieurs conseillers communautaires pour représenter le Conseil de Métropole, entraînant un déplacement sur le territoire national ou international et pour lequel leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ; d'approuver les déplacements nationaux et internationaux auxquels les agents de la Métropole peuvent être appelés à participer et pour lesquels leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ; d'approuver les cas dans lesquels des personnalités extérieures peuvent être invitées à se joindre à une délégation de la Métropole en raison de leur compétence ou de leur représentativité ainsi que les cas dans lesquels de telles personnalités peuvent être accueillies par la Métropole ; les frais induits pouvant alors être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Clare HART, Vice-Présidente déléguée au « Rayonnement international et à la Coopération européenne » ;

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite envoyer une délégation composée d'un membre de la direction de la Communication, un membre de la Direction des Relations Institutionnelles et de l'Évènementiel ainsi qu'un membre du service des relations presse et média, à Bruxelles, du 18 au 20 juillet, afin de participer à des rendez-vous institutionnels (Ville de Bruxelles, Commission européenne, Occitanie Coopération) et de mettre en avant la déclinaison événementielle, institutionnelle et médiatique du Président à Bruxelles, au mois de septembre 2022 ;

- que l'objectif principal énoncé est de promouvoir la candidature de Montpellier comme capitale européenne de la Culture 2028 et de procéder à une analyse de l'espace public pour l'organisation d'événements culturels sur la voie publique en lien avec les services de la Ville de Bruxelles ;
- que ce déplacement a également été l'occasion de rencontrer de nombreux acteurs culturels belges participant au rayonnement européen de ladite candidature ;
- qu'il convient d'autoriser la prise en charge des frais liés à ce déplacement, pour les membres de la délégation.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver le déplacement de la délégation de Montpellier à Bruxelles du 18 au 20 juillet 2022.

ARTICLE 2 : D'autoriser la prise en charge des frais de déplacement et d'hébergement (estimés à 850 €).

ARTICLE 3 : De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le **29 AOUT 2022**

Madame la Vice-Présidente

Clare HART



Publiée le : **30 AOUT 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **30 AOUT 2022**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au don de Monsieur
Baudouin LEBON d'une toile d'Alain
CLEMENT, Sans titre, 1980 - Convention
de don - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric Penso en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric Penso dans le domaine « Culture et Patrimoine historique » ;

CONSIDÉRANT :

- Que Monsieur Baudouin LEBON, *Galerie Baudouin LEBON* domicilié 21 rue Chapon 75003 Paris, propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole une œuvre d'Alain CLÉMENT, *Sans titre*, 1980, huile sur toile marouflée sur bois avec pliage, 247 x 260 cm d'une valeur totale de 1 500 € (mille cinq cent euros) ;

- Que cette œuvre a reçu l'avis favorable de la Commission scientifique régionale d'acquisition Occitanie du 29 juin 2022 ;

- Qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de Monsieur Baudouin LEBON d'une œuvre d'Alain CLÉMENT, *Sans titre*, 1980, huile sur toile marouflée sur bois avec pliage, 247 x 260 cm d'une valeur totale de 1 500 € (mille cinq cent euros);

ARTICLE 2 : Cette œuvre sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout contrat découlant du don visé à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO

1/09/22

Publiée le : **02 SEP. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

02 SEP. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de don Alain Clément.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au don de la Fondation
d'Entreprise du musée Fabre d'une œuvre
de Stéphane BORDARIER - Convention
de don - Autorisation de Signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO dans le domaine « Culture et Patrimoine historique » ;

CONSIDÉRANT :

- Que la Fondation d'Entreprise du musée Fabre dont le siège social est sis 13 rue Montpelliéret 34000 Montpellier, représentée par son Président Claude CAZES, propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole une œuvre de Stéphane BORDARIER, *1.VII.2016*, Huile et acrylique sur toile, H. 175 x L. 175 cm d'une valeur de 12 000 € (douze mille euros) ;

- Que cette toile a reçu l'avis favorable de la Commission scientifique régionale d'acquisition du 1^{er} octobre 2020 ;

- Qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de la Fondation d'Entreprise du musée Fabre dont le siège social est sis 13 rue Montpelliéret 34000 Montpellier, représentée par son Président Claude CAZES d'une œuvre de Stéphane BORDARIER, *1.VII.2016*, Huile et acrylique sur toile, H. 175 x L. 175 cm d'une valeur de 12 000 € (douze mille euros) ;

ARTICLE 2 : Cette toile sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout contrat découlant du don visé à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Eric PENSO

Publiée le : 02 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

02 SEP. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de don Fondation d'Entreprise 2022.docx.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête
n°2203800-4 TA - SOCIETE RIXEN
CABLEWAY GMBH"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU la décision n° MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;

Considérant

- La requête n°2203800-4 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier par la Société RIXEN CABLEWAY GMBH tendant à obtenir indemnisation à la suite de la résiliation du marché public de conception-réalisation du Parc Gérard Bruyère sis sur la commune de Baillargues ;
- Qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2203800-4 par la Société RIXEN CABLEWAY GMBH.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats ACOCE.

ARTICLE 3 : les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **24 AOUT 2022**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 25 AOUT 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **25 AOUT 2022**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention de
partenariat entre le musée Fabre et le
centre Pompidou pour la publication d'un
catalogue d'exposition Germaine Richier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO, dans le domaine de la Culture et du Patrimoine Historique ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président notamment celle d'autoriser la signature des conventions à objet culturel, hors champ de la commande publique, représentant un engagement financier pour la Métropole inférieur ou égal à 50 000 € HT ;

CONSIDÉRANT :

- que le musée Fabre organise une exposition consacrée à Germaine Richier en partenariat avec le centre Pompidou Paris, présentée au Centre Pompidou à Paris du 1^{er} mars au 12 juin 2023 puis au Musée Fabre du 12 juillet au 5 novembre 2023 ;
- qu'à l'occasion de cette exposition, les parties sont convenues de collaborer à la publication d'un catalogue ;

- qu'à cet effet, la conclusion d'une convention afin de fixer les modalités de la collaboration des parties aux fins de la parution de l'ouvrage, dont le Centre Pompidou, en tant qu'éditeur, est l'opérateur, s'avère nécessaire ;

- que la participation financière de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'édition de l'ouvrage s'élève à 15 000 € TTC.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le partenariat entre le musée Fabre et le centre Pompidou dans le cadre de ce projet d'édition de catalogue.

ARTICLE 2 : de dire que les dépenses seront imputées sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les documents relatifs à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et M. Le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

1/09/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 02 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **02 SEP. 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- projet convention_Musee Fabre_Catalogue Germaine Richier_SJAGGRMTGGR_Vclean

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché
n°M2D0074DC pour l'acquisition par
Montpellier Méditerranée Métropole d'un
triptyque de YAN Pei-Ming, L'Impossible
rencontre, 2019 - Autorisation de Signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président, le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO dans le domaine « Culture et Patrimoine historique » ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

- VU l'article R.2122-3-1° du Code de la commande publique, qui dispose que les marchés d'acquisition d'une oeuvre d'art unique peuvent être passés sans publicité ni mise en concurrence ;
- VU l'avis favorable du grand département du Musée national d'Art moderne – Centre Georges Pompidou, et de la Commission scientifique régionale d'acquisition d'Occitanie qui s'est tenue le 22 mars 2022 ;

CONSIDERANT :

- Que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite acquérir le triptyque de l'artiste franco-chinois YAN Pei-Ming, *L'Impossible rencontre*, huile sur toile, 150 x 150 cm chacune en vente auprès de l'artiste, d'une valeur totale de 300 000 € (trois cent mille euros) ;
- Qu'à l'occasion du bicentenaire de la naissance de Gustave COURBET, YAN Pei-Ming a réalisé en hommage au maître du réalisme ce tryptique s'appuyant sur des photographies de l'artiste et de son mécène montpelliérain Alfred BRUYAS, extraites de la documentation du musée Fabre. Cette oeuvre magistrale fait écho au chef-d'oeuvre par excellence du musée, *La Rencontre* de Gustave COURBET, donné à la Ville de Montpellier en 1868, ce triptyque monumental viendrait enrichir les collections du musée Fabre.

DECIDE

ARTICLE 1 : De procéder à l'acquisition du triptyque de l'artiste YAN Pei-Ming, *L'Impossible rencontre*, huile sur toile, 150 x 150 cm chacune, en vente auprès de l'artiste, d'une valeur totale de 300 000 € (trois cent mille euros). Ce triptyque sera conservé au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 2 : de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 02 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

02 SEP. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête TA
n°2203605-3 - Ressources Humaines"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;

Considérant

- La requête n°2203605-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 11 juillet 2022 par Monsieur Rafique BENMRAD contre les décisions du 2 juin 2022 refusant la reconnaissance d'un accident de service ;
- Qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier à la suite du dépôt de la requête n° 2203605-3 par Monsieur Rafique BENMRAD.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats.

ARTICLE 3 : les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **24 AOUT 2022**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 25 AOUT 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **25 AOUT 2022**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'octroi de subventions
pour la réalisation d'audits énergétiques
dans le cadre du dispositif Guichet Unique
de la Rénovation Énergétique -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accorder les subventions aux propriétaires (logements individuels ou copropriété) et signer les conventions afférentes le cas échéant, dans le cadre du dispositif de rénovation énergétique encadré par le règlement d'attribution d'une subvention pour la rénovation énergétique de logement privé adopté par le Conseil de Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente déléguée à la Transition écologique et solidaire, la Biodiversité, l'Énergie, l'Agroécologie et l'Alimentation ;

CONSIDERANT :

- L'enjeu de rénover thermiquement le parc résidentiel de la Métropole identifié dans le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) Solidaire arrêté lors du conseil de Métropole du 22 mars 2022, dont l'objectif fixé de rénover 90% du parc à l'horizon 2050 avec un gain d'énergie de plus de 40% ;
- L'accompagnement proposé depuis le 1^{er} avril 2021 aux particuliers et aux copropriétés souhaitant entreprendre des travaux de rénovation énergétique dans le cadre Guichet Unique Renov'Occitanie ALEC Montpellier Métropole. Celui-ci s'inscrit dans le cadre d'un service public régional dont le

déploiement a été confié à l'Agence Régionale de l'Energie et du Climat. Le Conseil de Métropole a décidé par délibération en date du 7 juin 2021 de financer le reste à charge de 90 € par logement de l'étape 1 de l'accompagnement (audit) pour les ménages et les copropriétés de son territoire. Pour ces dernières, cette participation prend la forme d'un contrat d'audit tripartite ;

- Que la Métropole de Montpellier est ainsi sollicitée par 5 copropriétés présentant des projets de travaux dont les caractéristiques respectent les conditions du règlement d'attribution de l'aide Plan Climat (version du 07/06/2021) ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature des contrats d'audit tripartites avec les copropriétés suivantes: « Riverain » (14 lots), « Jardins de la préfecture » (174 lots), « Saint Christophe » (22 lots), « Parc de la guirlande BAT D » (128 lots), « 16-18 rue de la merci » (46 lots) ;

ARTICLE 2 : D'autoriser l'attribution de subventions aux audits de copropriétés pour un montant total de 34 560 € telles que définies dans le tableau joint en annexe à la présente décision ;

ARTICLE 3 : De dire que ces dépenses seront imputées sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole ;

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29 AOUT 2022

Madame la Vice-Présidente

Isabelle TOUZARD



Publiée le : 05 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 20220725_AnnexeDecisionCopro.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**



**Décision d'ester en justice "Requête
n°2203452-4 TA - Madame Emmanuelle
RODRIGUEZ"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;

Considérant

- La requête n°2203452-4 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 4 juillet 2022 par Madame Emmanuelle RODRIGUEZ tendant à la mise en œuvre d'une expertise médicale et à obtenir réparation des préjudices subis suite à une chute à vélo dont elle a été victime sur un espace végétalisé Avenue Agropolis sise à Montpellier ;
- Qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal Administratif de Montpellier à la suite du dépôt de la requête n°2203452-4 par Madame Emmanuelle RODRIGUEZ.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée à Maître Gonzague PHELIP Avocat.

ARTICLE 3 : les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole..

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **24 AOUT 2022**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 25 AOUT 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **25 AOUT 2022**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Pôle Déchets et Cycles de l'Eau
Service Ressources Transversales Déchets

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au marché
n°M2D0026VD de Collecte, transport et
traitement de déchets diffus spécifiques des
déchèteries de Montpellier Méditerranée
Métropole - Lots 1 et 2 - Attributions**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur François VASQUEZ dans les domaines « Collecte, tri, valorisation des déchets et politique zéro déchet » ;

CONSIDÉRANT :

- la nécessité de passer un marché pour la collecte, le transport et le traitement de déchets diffus spécifiques des déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole décomposé en deux lots : lot 1 : secteur Ouest et lot 2 : secteur Est ;

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L.2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum, pour une période initiale de 12 mois à compter de sa date de notification. L'accord-cadre pouvant être reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 48 mois ;
- que pour chacun des lots, les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique : 60%
 - Prix des prestations : 40% ;
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 12 juillet 2022 a classé les offres et choisi :
 - pour le lot 1 : l'entreprise TRIADIS SERVICES, sise Zi du Capiscol – Impasse René Gomez à VILLENEUVE LES BEZIERS (34420) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;
 - pour le lot 2 : l'entreprise SARP OSIS SUD EST, sise (siège social) 40 rue André Chénier à VAULX EN VELIN (69120), présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M2D0026VD de Collecte, transport et traitement de déchets diffus spécifiques des déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole comme suit :

- lot 1 Ouest (Courmonterral, Grabels, Lavérune, Montpellier Hôpitaux Facultés, Montpellier Les Cévennes, Montpellier Près d'Arènes, Montpellier La Mosson, Murviel-lès-Montpellier, Pignan, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas et Villeneuve-lès-Maguelone) à l'entreprise TRIADIS SERVICES, sise Zi du Capiscol – Impasse René Gomez à VILLENEUVE LES BEZIERS (34420) pour un montant maximum annuel de 350 000 € HT (soit pour une durée de 48 mois, un montant maximum de 1 400 000 € HT) ;
- lot 2 Est (Baillargues, Beaulieu, Castelnau-le-Lez, Lattes Pérols, Le Crès, Montferrier-sur-Lez/Prades-leLez, Saint Brès) à l'entreprise SARP OSIS SUD EST, sise (siège social) 40 rue André Chénier à VAULX EN VELIN (69120) pour un montant maximum annuel de 315 000 € HT (soit pour une durée de 48 mois, un montant maximum de 1 260 000 € HT).

Pour chacun des lots, l'accord-cadre prend effet à compter de la date de notification du contrat. Il est conclu pour une période initiale de 12 mois avec 3 reconductions possibles. La durée maximale du contrat toutes périodes confondues, est de 48 mois.

ARTICLE 2 : De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 AOUT 2022

Monsieur le Vice-Président

François VASQUEZ



Publiée le : 24 AOUT 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 24 AOUT 2022
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché n°
M9D5240DS - Lot n° 6 "Peinture -
Signalétique - Sols souples" - Avenant n°2
de transfert de la SARL CORNIL à la SAS
CORNIL PATRIMOINE - Autorisation de
signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives » ;

- VU la décision n°MD2019-717 en date du 26 août 2019 attribuant le lot n° 6 « Peinture – Signalétique – Sols souples » du marché n° M9D5240DS « Travaux d'aménagement et d'entretien des bâtiments sportifs » au groupement d'entreprises JLC PEINTURE (mandataire) / MTPCOM en 1^{ère} position, à l'entreprise SOPESUD en 2^e position, et l'entreprise CORNIL en 3^e position, pour des prestations à prix unitaires faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum, ni maximum, à compter de sa notification, pour une durée d'un an, reconductible trois fois pour une période d'un an ;

- VU la décision n°MD2021-011 en date du 18 juin 2021 autorisant la signature d'un avenant n°1 au lot n°6 avec l'entreprise CORNIL ;

CONSIDÉRANT :

- qu'à compter du 19 mai 2022, la SARL CORNIL, sise 40 avenue du Progrès à Teyran (34820), a cédé son fonds de commerce à la SAS CORNIL PATRIMONE, sise 40 avenue du Progrès à Teyran (34820),

- que de ce fait, la SAS CORNIL PATRIMONE a repris tous les engagements pris par la SARL CORNIL,

D É C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n° 2 de transfert portant sur le lot n° 6 « Peinture – Signalétique – Sols souples » du marché n° M9D5240DS « Travaux d'aménagement et d'entretien des bâtiments sportifs » en vue du transfert à la SAS CORNIL PATRIMONE, sise 40 avenue du Progrès à Teyran (34820), des prestations exercées jusqu'alors par la SARL CORNIL, sise 40 avenue du Progrès à Teyran (34820).

ARTICLE 2 : de dire que le présent avenant n'a aucune incidence financière.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant de transfert et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Responsable du service gestion comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 SEP. 2022

Monsieur le Vice-Président

Christian ASSAF



20 SEP. 2022

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

20 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- M9D5240DS - L6 - Cornil - AV2 transfert.pdf
- Attestation CESSION DU FONDS DE COMMERCE SARLCornil.Cornil PATRIMOINE.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Pôle Déchets et Cycles de l'Eau
Service Ressources Transversales Déchets

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°M1C0028VD de travaux d'entretien et
de réparation des bennes amovibles des
déchèteries de Montpellier Méditerranée
Métropole - Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur François VASQUEZ dans les domaines de « Collecte, tri, valorisation et des déchets et politique zéro déchet ».

Considérant :

- la nécessité de passer un marché pour des travaux d'entretien et de réparation des bennes amovibles des déchèteries de la Métropole de Montpellier ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et 2162-14 du Code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de

commande avec un montant maximum annuel de 100 000 € HT, pour une durée initiale d'un an à compter de la date de notification. L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
 - Prix des prestations au regard du montant du Détail Quantitatif Estimatif : 40%

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 12 juillet 2022 a choisi la SOCIETE MEDITERRANEENNE DE NETTOIEMENT, sise 351 rue de la Castelle, BP 1231, 34073 MONTPELLIER CEDEX 03, présentant l'offre économiquement avantageuse ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n°M1C0028VD-Travaux d'entretien et de réparation des bennes amovibles des déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole à la SOCIETE MEDITERRANEENNE DE NETTOIEMENT, sise 351 rue de la Castelle, BP 1231, 34073 MONTPELLIER CEDEX 03, pour un montant maximum de 100 000 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa date de notification. L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Responsable du service gestion comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

23/08/2022

Monsieur le Vice-Président

François VASQUEZ



Publiée le : 06 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession d'une cuve à
eau vétuste de marque Blanchard n°
150993 - Hôtel des ventes de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'une cuve à eau vétuste d'une contenance de 600 litres de marque Blanchard, n°150993 ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver une cuve à eau vétuste et qu'il convient de la céder ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède pour cause de vétusté une cuve à eau vétuste d'une contenance de 600 litres de marque Blanchard, n°150993 à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **24 AOUT 2022**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 25 AOUT 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **25 AOUT 2022**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la cession d'une cuve à
eau vétuste de marque Cornu n° 381137 -
Hôtel des ventes de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'une cuve à eau vétuste d'une contenance de 600 litres de marque Cornu, n°381137 ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver une cuve à eau vétuste et qu'il convient de la céder ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède pour cause de vétusté une cuve à eau vétuste d'une contenance de 600 litres de marque Cornu, n°381137 à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **24 AOUT 2022**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN/



Publiée le : **25 AOUT 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **25 AOUT 2022**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention de
partenariat entre le musée Fabre et Radio
Clapas**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la signature des conventions à objet culturel, hors champ de la commande publique, représentant un engagement financier pour la Métropole inférieur ou égal à 50 000 € HT ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO dans le domaine « Culture et Patrimoine historique » ;

CONSIDERANT :

- qu'il y a lieu de mettre en place un partenariat entre le musée Fabre et Radio Clapas pour produire et diffuser une chronique hebdomadaire de 5 minutes intitulée « FIGURATION OU ABSTRACTION : DANS LES COULISSES DES COLLECTIONS » pour décoder les œuvres et univers des artistes exposés au sein du musée Fabre, chroniques qui seront diffusés sur la saison 2022-2023 ;
- qu'à cette occasion, le musée Fabre mobilisera l'équipe de la conservation pour élaborer la liste des thèmes à traiter lors des chroniques et réaliser des interviews.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de la convention de partenariat avec Radio Clapas.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer la convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

11/09/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 02 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 02 SEP. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Musée Fabre Radio Clapas saison 2022-2023 VF 26 07 22.DOCX

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative aux conventions de mise à
disposition de locaux et terrains dans les
installations sportives de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L. 2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives »,

CONSIDÉRANT :

- Que dans le cadre de ses compétences, Montpellier Méditerranée Métropole gère un ensemble d'installations sportives sur son territoire ;
- Que les associations ayant sollicité Montpellier Méditerranée Métropole ont besoin de disposer régulièrement ou ponctuellement de locaux et de terrains dans ces établissements sportifs pour le développement de leurs activités et leur promotion dans le cadre de l'organisation de manifestations sportives ;

- Qu'il est nécessaire de pouvoir attribuer avec la plus grande réactivité les créneaux d'occupation des équipements sportifs, afin de contribuer au mieux au développement des manifestations sportives sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Qu'au regard de l'intérêt général que représente pour Montpellier Méditerranée Métropole l'accueil d'associations à but non lucratif pour l'organisation de manifestations et d'activités sportives, ces mises à disposition sont accordées à titre gratuit ;
- Qu'il convient de passer des conventions, respectivement avec chacune de ces associations, pour la mise à disposition exclusive ou non exclusive de locaux et de terrains en vue de l'organisation de manifestations et d'activités sportives dans les équipements sportifs de Montpellier Méditerranée Métropole,

D É C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire du domaine public, précaire et révocable, détaillant les modalités d'utilisation des installations sportives sises sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, est conclue nominativement avec chacune des associations concernées.

ARTICLE 2 : Ces conventions concernent l'ensemble des installations sportives de Montpellier Méditerranée Métropole :

- le Stade de la Mosson « Mondial 98 », sis 345, avenue de Heidelberg, 34080 Montpellier ;
- le Palais des sports FDI Stadium, sis 1000, avenue du Val de Montferrand, 34090 Montpellier ;
- le Complexe sportif Yves-du-Manoir, sis 500, avenue de Vanières, 34070 Montpellier ;
- le Complexe sportif Jules-Rimet, sis 133, route de Montpellier, 34160 Sussargues ;
- la Base de canoë-kayak de La Valette, sise 1076, rue Jean-François Breton, 34090 Montpellier ;
- le Gymnase Pitot-Peyrou, sis 60, place Jacques Mirouze, 34000 Montpellier ;
- le Gymnase Lou Clapas, sis 645, avenue de Heidelberg, 34000 Montpellier ;
- la Piscine Olympique Angelotti, sise 195, avenue Jacques Cartier, 34000 Montpellier ;
- le Centre Nautique Neptune, sis 315, avenue de Heidelberg, 34080 Montpellier ;
- la Piscine Marcel-Spilliaert, sise 154, rue Camille Desmoulins, 34070 Montpellier ;
- la Piscine Jean-Taris, sise 67, rue Louise Michel, 34000 Montpellier ;
- la Piscine Jean-Vives, sise 1933, avenue de Maurin, 34000 Montpellier ;
- la Piscine Suzanne-Berlioux, sise 551, rue Métairie de Sayssset, 34000 Montpellier ;
- la Piscine Alfred-Nakache, sise 237, route de Vauguières, 34000 Montpellier ;
- la Piscine Pitot, sise 40, allée Jean Raymond, 34000 Montpellier ;
- la Piscine Amphitrite, sise 330, avenue de Librilla, 34430 Saint-Jean-de-Védas ;
- la Piscine Poséidon, sise avenue Cynisca, 34660 Courmonterral ;
- la Piscine Alex-Jany, sise 24, avenue Pierre de Coubertin, 34830 Jacou ;
- la Piscine Les Néréides, sise Chemin des Courrèges, 34970 Lattes ;
- la Piscine Christine-Caron, sise avenue du 8 mai 1945, 34172 Castelnau-le-Lez ;
- la Piscine Héraclès, sise avenue Georges Frêche, 34670 Saint-Brès ;
- la Piscine de la Motte Rouge, sise 532, avenue du Professeur Emile Jeanbrau, 34090 Montpellier.

ARTICLE 3 : La durée de ces conventions couvrira la saison sportive 2022-2023, soit du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023, et l'année civile 2023.

ARTICLE 4 : Les associations n'ont pas de redevance à acquitter, les conventions étant conclues à titre gratuit, compte tenu de l'intérêt général que représente pour Montpellier Méditerranée Métropole l'accueil d'associations à but non lucratif pour l'organisation de manifestations et d'activités sportives.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer les conventions visées à l'article 1, et tout autre document relatif à cette décision.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

 **Montpellier, le 09 SEP. 2022**
Monsieur le Vice-Président

Christian ASSAF

Publiée le : 12 SEP. 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture : **12 SEP. 2022**

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AOT ponctuelle-créneaux modèle 2022-2023.docx
- AOT locaux modèle 2023.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 à la
convention d'occupation du domaine
public conclue entre Montpellier
Méditerranée Métropole et la société
UNIRIDGE pour le changement de sa
dénomination sociale en société
GARNASYS**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du « Développement Economique et Numérique » ;
- VU la délibération du Conseil n°M2021-657 du 14 décembre 2021 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2022 au sein du bâtiment MIBI ;

- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 1^{er} juillet 2021 passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société UNIRIDGE pour l'occupation de locaux au sein du MIBI ;
- VU l'article 9 de cette convention stipulant l'obligation de communication d'informations par les entreprises au sein du MIBI, la société UNIRIDGE a informé MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE de son changement de dénomination sociale en société GARNASYS effectué le 7 juillet 2022 ;
- VU que la forme juridique (S.A.S), le SIRET (immatriculation n° 888 349 404 à Montpellier), le capital social (50 000,00 euros), l'adresse postale (MIBI), les noms du Président (George ABDELMALIK) et de la Directrice Générale (Robyn WINSLOW) restent inchangés ;
- VU la prise en compte par le BIC en date du 26 juillet 2022 de la nouvelle dénomination sociale GARNASYS après vérification du document transmis (extrait KBIS) par ladite société ;
- VU le souhait de la société GARNASYS de poursuivre son hébergement jusqu'à l'échéance de sa convention, soit jusqu'au 30 juin 2024 ;

CONSIDERANT:

- la réorganisation de la Direction du Développement Economique et Emploi et notamment les réflexions en cours sur la gestion de l'ensemble de son offre d'hébergement d'entreprises, pépinières et hors pépinières ;
- la nécessité d'harmoniser les conventions d'occupation entre les différents bâtiments y compris dans les modalités de reconduction ;
- la volonté d'harmoniser sur l'ensemble des bâtiments la tarification des redevances et les taux de progressivité associés selon la durée d'occupation ;
- que la société GARNASYS conserve les critères exigés pour son hébergement au sein du MIBI ;
- que dans l'attente d'une révision de la convention d'occupation actuelle et des tarifs à délibérer lors d'un prochain conseil métropolitain avant le 31 mars 2023, une suite favorable est accordée par Montpellier Méditerranée Métropole pour la poursuite de son hébergement jusqu'à l'échéance de sa convention, soit jusqu'au 30 juin 2024.

D E C I D E

ARTICLE 1: D'autoriser la signature de l'avenant n°1 à la convention d'occupation du domaine public susvisée, entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société GARNASYS à compter du 1^{er} août 2022 jusqu'à l'échéance de sa convention, soit jusqu'au 30 juin 2024.
Avant le 31 mars 2023, une nouvelle version de la convention d'occupation pourra être proposée par Montpellier Méditerranée Métropole à la société selon les tarifs en vigueur qui seront approuvés par le Conseil de Métropole.

ARTICLE 2: A compter de cette date la surface occupée par la société GARNASYS reste de 14,70 m².

La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société GARNASYS reste de 208 €, conformément au tarif applicable approuvé par la délibération n°D2021-657 du Conseil de Métropole en date du 14 décembre 2021.

ARTICLE 3: La recette résultant de la présente décision est inscrite au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4: D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 SEP. 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le 21 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AVENANT 1.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché de réalisation
du Conservatoire à Rayonnement Régional
sur le site de l'ancienne maternité Grasset -
lot 12 b : sols souples - Avenant n°1**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics OU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine « Culture et Patrimoine Historique » ;
- VU la convention de mandat avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour la réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) de Montpellier Méditerranée Métropole, dont la signature a été approuvée par délibération n°13710 en date du 14 avril 2016 ;

- VU la décision n°2019-053 attribuant le lot n°12B du marché de travaux de réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional à l'entreprise EUROSYNTEC, pour un montant de 298 720 € HT et pour une durée de 20 mois.

CONSIDÉRANT :

que des modifications sont intervenues pendant l'exécution des travaux et qu'elles ont été notifiées par ordre de service à l'entreprise :

- Suppression de la résine étanche pour certains locaux ;
- Modification de la finition du sol du vestiaire public ;
- Modification des affectations des bureaux administratifs.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant au marché de travaux de réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional – lot 12 b – sols souples avec l'entreprise EUROSYNTEC, avenant n°1 d'un montant en moins-value de 18 307,50 € HT, portant le nouveau montant du marché à 280 412,50 € HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

1/09/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 02 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

02 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AVENANT N°01.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Pôle Déchets et Cycles de l'Eau
Service Ressources Transversales Déchets

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°2 du
marché n°5037VD18 - Achat et
maintenance de bacs roulants et de
dispositifs de pré-collecte - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur François VASQUEZ dans le domaine de « Collecte, tri, valorisation des déchets et à la politique zéro déchet » ;
- VU la décision n°MD2018-699 attribuant le marché n°5037VD18 d'achat et maintenance de bacs roulants et de dispositifs de pré-collecte à l'entreprise PLASTIC OMNIUM SYSTEMES URBAINS, devenue SULO FRANCE suite au changement de dénomination sociale, pour un montant maximum de 10 500 000 euros HT et pour une durée de 48 mois ;
- VU la décision n°MD2018-1181 autorisant la signature de l'avenant n°1 ;

CONSIDÉRANT :

- la nécessité de passer un avenant n°2 en vue de prolonger le marché de 4 mois pour garantir la continuité du service aux usagers pendant la phase de consultation d'une nouvelle procédure selon les orientations votées lors du Conseil de Métropole en date du 22 mars 2022.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché n°5037VD18 d'Achat et maintenance de bacs roulants et de dispositifs de pré-collecte pour le prolonger de 4 mois, sans incidence financière sur le montant du marché.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 08/09/2022

Monsieur le Vice-Président

François VASQUEZ



Publiée le : 12 SEP. 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 12 SEP. 2022
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:
- 5037VD18- Avenant vers° déf.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°
M2B0042DS - Conduite, exploitation et
maintenance des installations techniques
de la piscine olympique Angelotti -
Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président le 15 juillet ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives » ;

CONSIDÉRANT :

- la nécessité d'avoir recours à un prestataire extérieur chargé d'assurer des prestations de conduite, exploitation et maintenance des installations techniques de la piscine olympique Angelotti de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- qu'une procédure adaptée a été lancée conformément aux articles R. 2123-1 et R. 2123-4 à R. 2123-6, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique, sous la forme d'un marché à prix mixte, les prestations récurrentes faisant l'objet d'un prix global et forfaitaire, et les prestations ponctuelles étant rémunérées aux quantités réellement exécutées des prix du bordereau des prix unitaires sur la base d'un accord-cadre à bons de commande, sans minimum et avec un montant maximum de 89 000,00 € HT, montant incluant le prix global et forfaitaire et les prix unitaires fixés dans le bordereau des prix unitaires. Le marché est conclu pour une période de trois mois à compter de sa notification ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - la valeur technique, au regard des réponses apportées dans le mémoire technique (60%) ;
 - le prix des prestations, au regard du montant total (montant du détail quantitatif estimatif et montant du prix global et forfaitaire mentionné à l'acte d'engagement) (40%) ;
- qu'après analyse, le candidat IDEX ENERGIES, sis ZAC Pôle Actif, 14, allée de Piot, à Gallargues-le-Montueux (30660), présente une offre économiquement avantageuse ;

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n° M2B0042DS « Conduite, exploitation et maintenance des installations techniques de la piscine olympique Angelotti » au candidat IDEX ENERGIES, sis ZAC Pôle Actif, 14, allée de Piot, à Gallargues-le-Montueux (30660), pour des prestations faisant l'objet d'un prix global et forfaitaire d'un montant de 85 024,88 € H.T., et un accord-cadre à bons de commande avec un montant maximum de 89 000,00 € H.T., montant incluant le prix global et forfaitaire et les prix unitaires fixés dans le bordereau des prix unitaires.

Le marché prend effet à compter de sa notification, pour une durée de trois mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Responsable du service gestion comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09 SEP. 2022

Monsieur le Vice-Président

Christian ASSA



Publiée le : 12 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Expertise Financière

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au transfert d'emprunts
conclus par Montpellier Méditerranée
Métropole auprès de la Caisse Régionale
de Crédit Agricole Mutuel Languedoc au
budget annexe Assainissement à la suite de
la Création d'une Régie Unique Eau et
Assainissement**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment de procéder, dans les conditions définies par la délibération du Conseil portant cadre de la gestion active de dette et de trésorerie, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux, et les opérations de réaménagement de dette, procéder à la réalisation des conventions d'ouverture de crédit de trésorerie et la gestion du programme obligataire court terme (NEU-CP), prendre les décisions mentionnés au III de l'article L.1618-2 et au a de l'article L.2221-5-1 sous réserve des dispositions du c de ce même article, et passer à cet effet les actes nécessaires ;
- VU la délibération n°MD2022-28 du 25 janvier 2022 relative à la définition du cadre de gestion active de la dette et de la trésorerie de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice 2022 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Renaud CALVAT en qualité de 1^{er} Vice-Président le 15 juillet 2020 ;

- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT dans les domaines des Finances, des Politiques contractuelles et de la Coopération avec les communes ;
- **VU** la délibération n°MD2021-102 du 29 mars 2021 actant le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1^{er} janvier 2023 ;
- **VU** la délibération n°MD2021-612 du 14 décembre 2021 portant création d'une Régie unique d'eau potable et d'assainissement, et approuvant la modification des statuts de la Régie des eaux ;
- **CONSIDERANT** que la création de la régie unique de l'eau et de l'assainissement emporte de droit le transfert des contrats d'emprunts relatifs au budget Assainissement ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Les contrats d'emprunts réalisés par Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Languedoc et affectés au budget annexe Assainissement de la Métropole de Montpellier sont transférés à la Régie de l'Eau et de l'Assainissement au 1^{er} janvier 2023.

ARTICLE 2 : la Régie de l'Eau et de l'Assainissement s'engage à régler toutes les sommes dues à hauteur du capital restant dû au 1^{er} janvier 2023.

ARTICLE 3 : Deux Conventions de Crédit Long Terme Multi Index sont concernées.

La Convention CO0409 / CP1723 d'un montant de 40 Millions d'Euros à l'origine est transférée partiellement à hauteur de 8 260 314,76€ à la Régie.

Les tirages CO0409#001 et CO0409#002 dont les capitaux restant dus au 1^{er} janvier 2023 sont respectivement de 1 000 000€ et 1 000 000€ ne sont pas transférés et restent inchangés.

Le montant maximum du concours pour la Métropole sera le suivant :

Début de période	Fin de période	Capital Restant dû	Amortissement
19/12/2003	20/12/2004	40 000 000,00 €	0,00 €
20/12/2004	19/12/2005	40 000 000,00 €	0,00 €
19/12/2005	19/12/2006	40 000 000,00 €	1 428 571,43 €
19/12/2006	19/12/2007	38 571 428,57 €	1 428 571,43 €
19/12/2007	19/12/2008	37 142 857,14 €	1 428 571,43 €
19/12/2008	21/12/2009	35 714 285,71 €	1 428 571,42 €
21/12/2009	20/12/2010	34 285 714,29 €	1 428 571,43 €
20/12/2010	19/12/2011	32 857 142,86 €	1 428 571,43 €
19/12/2011	19/12/2012	31 428 571,43 €	1 428 571,43 €
19/12/2012	19/12/2013	30 000 000,00 €	1 428 571,43 €
19/12/2013	19/12/2014	28 571 428,57 €	1 428 571,43 €
19/12/2014	21/12/2015	27 142 857,14 €	1 428 571,43 €



Direction Transition Energétique et Ecologique
Pôle Énergie

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant n°1 au
marché 5103TE18 de révision et animation
du plan climat en plan climat air énergie
territorial, évaluation environnementale,
démarche cit'ergie associée et élaboration
du schéma directeur des énergies -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 relatif aux marchés publics
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle TOUZARD déléguée à la Transition écologique et solidaire, la Biodiversité, l'Énergie, l'Agroécologie et alimentation ;
- VU la décision n°MD2018-698 attribuant le lot n° 1 du marché n°5103TE18 de « révision et animation du plan climat en plan climat air énergie territorial, évaluation environnementale,

démarche cit'ergie associée et élaboration du schéma directeur des énergies » à l'entreprise mandataire BURGEAP SAS, pour un montant global et forfaitaire de 299 100 euros HT ainsi que sans minimum, ni maximum pour les prestations faisant l'objet d'un accord cadre à bons de commande et pour une durée de 48 mois.

Considérant :

- Que suivant l'alinéa 3 de l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, modification rendue nécessaire par des circonstances imprévues du fait de la crise sanitaire liée à la Covid-19, le calendrier initial de la révision du plan climat en plan climat air énergie territorial, ainsi que l'élaboration du schéma directeur des énergies, nécessite d'être allongé afin de permettre la finalisation de la mission. Ainsi, l'article 3 de l'acte d'engagement doit être modifié en conséquence afin que la durée d'exécution du marché soit prolongée de 6 mois supplémentaire soit jusqu'au 16 mars 2023 ;
- Que suivant l'alinéa 5 de l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, modification non substantielle, la répartition des prestations entre les cotraitants doit être modifiée par rapport à ce qui était prévu initialement par le mandataire du groupement afin de répondre au mieux aux attentes de Montpellier Méditerranée Métropole pour la réalisation des missions du marché ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant au marché n°5103TE18 de « révision et animation du plan climat en plan climat air énergie territorial, évaluation environnementale, démarche cit'ergie associée et élaboration du schéma directeur des énergies » avec l'entreprise mandataire BURGEAP SA. Cet avenant n°1 n'a pas d'incidence sur le montant du marché.

ARTICLE 2 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29 AOUT 2022

Madame la Vice-Présidente

Isabelle TOUZARD



Publiée le : 05 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05 SEP 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 5103TE_18_avenant.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

21/12/2015	19/12/2016	25 714 285,71 €	1 428 571,42 €
19/12/2016	19/12/2017	24 285 714,29 €	1 428 571,43 €
19/12/2017	19/12/2018	22 857 142,86 €	1 428 571,43 €
19/12/2018	19/12/2019	21 428 571,43 €	1 428 571,43 €
19/12/2019	21/12/2020	20 000 000,00 €	1 428 571,43 €
21/12/2020	20/12/2021	18 571 428,57 €	1 428 571,43 €
20/12/2021	19/12/2022	17 142 857,14 €	1 428 571,43 €
19/12/2022	19/12/2023	7 453 970,95 €	1 170 436,59 €
19/12/2023	19/12/2024	6 283 534,36 €	1 170 436,59 €
19/12/2024	19/12/2025	5 113 097,77 €	568 121,97 €
19/12/2025	21/12/2026	4 544 975,80 €	568 121,97 €
21/12/2026	20/12/2027	3 976 853,83 €	568 121,97 €
20/12/2027	19/12/2028	3 408 731,86 €	568 121,97 €
19/12/2028	19/12/2029	2 840 609,89 €	568 121,98 €
19/12/2029	19/12/2030	2 272 487,91 €	568 121,97 €
19/12/2030	19/12/2031	1 704 365,94 €	568 121,98 €
19/12/2031	20/12/2032	1 136 243,96 €	568 121,98 €
20/12/2032	19/12/2033	568 121,98 €	568 121,98 €

Le tirage CP1723#001 (ex CO0409#004) dont le capital restant dû au 1^{er} janvier 2023 est de 8 260 314,76€ est transféré à la Régie et reste inchangé.

Le montant maximum du concours pour la Régie sera le suivant :

Début de période	Fin de période	Capital Restant dû	Amortissement
19/12/2022	19/12/2023	8 260 314,76 €	258 134,84 €
19/12/2023	19/12/2024	8 002 179,92 €	258 134,84 €
19/12/2024	19/12/2025	7 744 045,08 €	860 449,46 €
19/12/2025	21/12/2026	6 883 595,62 €	860 449,46 €
21/12/2026	20/12/2027	6 023 146,16 €	860 449,46 €
20/12/2027	19/12/2028	5 162 696,70 €	860 449,46 €
19/12/2028	19/12/2029	4 302 247,24 €	860 449,46 €
19/12/2029	19/12/2030	3 441 797,78 €	860 449,46 €
19/12/2030	19/12/2031	2 581 348,32 €	860 449,46 €
19/12/2031	20/12/2032	1 720 898,86 €	860 449,46 €

20/12/2032	19/12/2033	860 449,40 €	860 449,46 €
------------	------------	--------------	--------------

La Convention CO0152 / CP1722 d'un montant de 37.5 Millions d'Euros à l'origine est transférée partiellement à hauteur de 10 918 157.07€ à la Régie.

Le tirage CO0152#004 dont le capital restant dû au 1^{er} janvier 2023 est de 7 831 842.93€ n'est pas transféré et reste inchangé.

Le montant maximum du concours pour la Métropole sera le suivant :

Début de période	Fin de période	Capital Restant dû	Amortissement
31/12/2002	31/12/2012	37 500 000,00 €	6 250 000,00 €
31/12/2012	02/01/2018	31 250 000,00 €	6 250 000,00 €
02/01/2018	02/01/2023	25 000 000,00 €	17 168 157,07 €
02/01/2023	31/12/2027	7 831 842,93 €	3 112 699,43 €
31/12/2027	31/12/2032	4 719 143,50 €	2 245 921,12 €
31/12/2032	31/12/2037	2 473 222,38 €	2 473 222,38 €

Les tirages CP1722#002 (ex CO0152#002) et CP1722#003 (ex CO0152#003) dont les capitaux restant dus au 1^{er} janvier 2023 sont respectivement de 4 807 503.04€ et 6 110 654.03€ sont transférés et restent inchangés. Le tirage CP1722#001 (ex CO0152#001) dont le capital restant dû au 27/12/2034 est de 1 261 315.46€ est transféré et inchangé.

Le montant maximum du concours pour la Régie sera le suivant :

Début de période	Fin de période	Capital Restant dû	Amortissement
02/01/2023	31/12/2027	10 918 157,07 €	3 137 300,57 €
31/12/2027	31/12/2032	7 780 856,50 €	4 004 078,88 €
31/12/2032	31/12/2037	3 776 777,62 €	3 776 777,62 €

Les pièces nécessaires à la réalisation de ces opérations seront signées par les parties intéressées.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'ensemble des pièces nécessaires à la réalisation de ces opérations, et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

26/08/2022

Monsieur le Premier Vice-Président

Renaud CALVAT



Publiée le : 29 AOUT 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **29 AOUT 2022**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention
d'autorisation temporaire d'occupation du
domaine public - Ancien Evêché**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de d'autoriser la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la « Culture et le patrimoine » ;

CONSIDÉRANT :

- les travaux dans les locaux de l'école de danse EPSÉDANSE durant la période situés 54 Faubourg de Figuerolles ;
- la demande de l'école d'une mise à disposition de locaux métropolitains durant la période de travaux ;
- la volonté de la Métropole que l'association puisse continuer à dispenser son enseignement pédagogique aux élèves inscrits ;
- la conformité d'une partie des locaux de l'Ancien Evêché sis Rue Lallemand à Montpellier permettant l'accueil des cours d'EPSÉDANSE sur la période.

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention autorisant l'occupation temporaire du domaine public est conclue avec l'association EPSEDANSE.

ARTICLE 2 : Cette convention concerne une partie des locaux de l'Ancien Evêché situé rue Lallemand à Montpellier, au niveau du rez-de-chaussée et de l'entresol.

ARTICLE 3 : Cette convention est conclue du 20 août 2022 au 30 novembre 2022.

ARTICLE 4 : La convention précise que l'association EPSEDANSE devra s'acquitter d'une redevance d'un montant total de 2 891,25 € pour la période autorisée, ainsi que d'un forfait pour les dépenses énergétiques pour un montant total de 908,71 €.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer la convention visée à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 02 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 02 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- EPSEDANSE_Convention_AOT_aoutnov2022.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°2 de
transfert d'activité pour la société
ATLANTIDE de la pépinière d'entreprises
Cap Omega vers la pépinière d'entreprises
Cap Alpha**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération du Conseil n°M2021-657 du 14 décembre 2021 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2022 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique ;
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 01 octobre 2021 passée entre la Métropole et la société ATLANTIDE pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap OMEGA pour une durée de 20 mois, à échéance au 30 juin 2023 ;

- VU la validation par le comité d'agrément en date du 01 Août 2022 pour une demande d'extension et de transfert sur une surface mieux adaptée à son activité ;

CONSIDERANT :

- que l'entreprise ATLANTIDE a exprimé un besoin spécifique de locaux mieux adaptés à son activité ;
- que ce type de surface n'étant pas disponible sur la pépinière d'entreprises CAP OMEGA selon l'article III-2 de la convention d'occupation initiale, il est proposé à la société ATLANTIDE le transfert de son activité vers la pépinière d'entreprises CAP ALPHA avec des locaux libres de toute occupation répondant aux critères de la société ;
- l'entreprise ATLANTIDE accepte cette proposition.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 à la convention d'occupation en date du 01 octobre 2021 avec la société ATLANTIDE, à compter du 1^{er} septembre 2022, pour le transfert de son activité de Cap Oméga sise rond-point Benjamin Franklin CS 39521 - 34960 Montpellier cedex 2, vers la pépinière d'entreprises Cap Alpha sise 3 avenue de l'Europe 34830 Clapiers.

ARTICLE 2 : A compter du 1^{er} septembre 2022, après libération de la surface du bureau n°B113 de 45,03 m² sur CAP OMEGA, ATLANTIDE occupera au sein de CAP ALPHA le plateau tertiaire dénommé PT8 d'une surface de 40,71 m² situé au premier étage en zone bleue. Ce plateau divisé en 2 parties répond à la demande spécifique de la société.

ARTICLE 3 : LE BIC de Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité conserver l'antériorité des mois de location sur la pépinière d'entreprises CAP OMEGA et l'occupation de la surface de la pépinière CAP ALPHA est consentie jusqu'au terme de la convention d'occupation initiale, soit jusqu'au 30 juin 2023.

ARTICLE 4 : A compter du 1^{er} septembre 2022, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société ATLANTIDE pour la surface de 40,71 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 428,26 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° M2021-657 du Conseil en date du 14 décembre 2021.

ARTICLE 5 : La recette résultant du présent avenant de transfert et d'extension est inscrite au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 6 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 SEP, 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 21 SEP, 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 SEP, 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AVENANT N° 2 Transfert.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de
transfert de maîtrise d'ouvrage et
convention de faire les travaux dans le
cadre de la réalisation de la ligne 5 de
tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente, le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire, dans le cadre de la reconstitution des fonctionnalités du site du CNRS, de mettre en place une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage au bénéfice de la TaM pour des travaux portant sur la parcelle sise commune de MONTPELLIER, cadastrée AS 10 ;
- qu'il est également nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur ladite parcelle.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole autorise la société des « Transports de l'Agglomération de Montpellier » (T.A.M.) à signer la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation des travaux de reconstitution des fonctionnalités sur la parcelle sise commune de MONTPELLIER cadastrée AS 10.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole autorise la société des « Transports de l'Agglomération de Montpellier » (T.A.M.) à signer la convention d'autorisation de faire les travaux sur la parcelle sise commune de MONTPELLIER, cadastrée AS 10.

ARTICLE 3 : Dans le cadre de la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage pour les travaux sur la parcelle désignée à l'article 1, l'ensemble des frais sera entièrement supporté par la TaM dans le cadre de l'enveloppe financière de l'opération Ligne 5.

ARTICLE 4 : La convention de transfert de maîtrise d'ouvrage pour les travaux sur les parcelles désignées à l'article 1 sera signée par :

- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5^{ème} ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.
-

ARTICLE 5 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle AS 10 est consentie à titre gratuit, elle prendra effet à compter de sa signature par le CNRS.

ARTICLE 6 : La convention d'autorisation de travaux sur les parcelles désignées à l'article 2 ci-dessus sera signée par :

- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **09 SEP. 2022**

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÊCHE



Publiée le : **16 SEP. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

16 SEP. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 20220711-UF0055 - CONVENTION AT.pdf
- 20220711-UF0055 - CONVENTION de transfert de maîtrise d'ouvrage.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 -
Marché de travaux M9D0020EA Travaux
de création du poste de refoulement dit
"Fabrique Sud" sur la commune de
Fabrègues - Lot 1 : Poste de refoulement**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine de la « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement » ;
- VU la décision n°MD2020-1037 du 30 novembre 2020, attribuant le marché n°M9D0020EA - Travaux de création du poste de refoulement dit "Fabrique Sud" sur la commune de Fabrègues - Lot 1 : Poste de refoulement à l'entreprise SOLATRAG sise Zone Industrielle – 34302 AGDE CEDEX ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il convient d'ajouter un bordereau de prix supplémentaires pour inclure des prix nouveaux au marché initial afin de répondre aux circonstances particulières liées à des adaptations d'ouvrages rendues nécessaires pour optimiser l'exploitation et d'autres sujétions de travaux non initialement prévues au marché ;
- qu'il est donc nécessaire de passer un avenant pour inclure ces prix nouveaux au marché n° M9D0020EA Travaux de création du poste de refoulement dit "Fabrique Sud" - Lot 1 : Poste de refoulement à l'entreprise SOLATRAG sise Zone Industrielle – 34302 AGDE CEDEX.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 de prix nouveaux - Marché de travaux M9D0020EA Travaux de création du poste de refoulement dit "Fabrique Sud" - Lot 1 : Poste de refoulement à l'entreprise SOLATRAG sise Zone Industrielle – 34302 AGDE CEDEX.
L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché. Le montant de l'avenant est de 22 030,32 € HT, soit un écart de 8,82 % du montant du marché initial, soit un nouveau montant du marché de 271 830,32 € HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **23 AOUT 2022**

Monsieur le Vice-Président

René REVOL



Publiée le : **24 AOUT 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **24 AOUT 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avenant n°1.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'octroi de subventions
pour la réalisation de travaux dans le cadre
du dispositif Guichet Unique de la
rénovation énergétique - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accorder les subventions aux propriétaires (logements individuels ou copropriété) et signer les conventions afférentes le cas échéant, dans le cadre du dispositif de rénovation énergétique encadré par le règlement d'attribution d'une subvention pour la rénovation énergétique de logement privé adopté par le Conseil de Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle TOUZARD dans le domaine de « Transition écologique et solidaire, la Biodiversité, l'Énergie, l'Agroécologie et l'Alimentation » ;

CONSIDERANT :

- L'enjeu de rénover thermiquement le parc résidentiel de la Métropole identifié dans le projet de Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) Solidaire arrêté lors du Conseil de Métropole du 22 mars 2022, dont l'objectif fixé de rénover 90% du parc à l'horizon 2050 avec un gain d'énergie de plus de 40% ;

- L'accompagnement proposé depuis le 1^{er} avril 2021 aux particuliers et aux copropriétés souhaitant entreprendre des travaux de rénovation énergétique dans le cadre Guichet Unique Rénov'Occitanie ALEC Montpellier Métropole ;
- La mise en place d'une nouvelle aide financière (« aide Plan Climat ») de 1 300 € par logement pour les travaux de rénovation générant un gain énergétique d'au moins 40%, approuvée par délibération du Conseil de Métropole du 7 juin 2021 ;
- Que Montpellier Méditerranée Métropole est ainsi sollicitée par 3 ménages présentant des projets de travaux dont les caractéristiques respectent les conditions du règlement d'attribution de l'aide Plan Climat (version du 07/06/2021).

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser l'attribution de subventions pour un montant total de 3900 € telles que définies dans le tableau joint en annexe à la présente décision.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 SEP. 2022

Madame la Vice-Présidente

Isabelle TOUZARD



Publiée le : 21 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 20220803_AnnexeLgtIndiv.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession d'un véhicule
vétuste de marque Citroën immatriculé
CE-593-AN - Hôtel des ventes de
Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Citroën immatriculé CE-593-AN ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le céder ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède pour cause de vétusté un véhicule de marque Citroën immatriculé CE-593-AN à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **24 AOUT 2022**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 25 AOUT 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **25 AOUT 2022**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 du
marché M0B0112EA - Démolition de
l'ancienne usine de production d'eau
potable de PORTALY et les opérations
connexes marché de maîtrise d'œuvres -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine de la « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement » ;
- VU la notification le 07 juin 2021 du marché M0B0112EA - Démolition de l'ancienne usine de production d'eau potable de PORTALY et les opérations connexes marche de maitrise d'œuvre au groupement GINGER DELEO SAS/GINGER CEBTP sis 49 avenue Franklin Roosevelt - 77210 - AVON ;

Considérant :

- que conformément à l'article 5.4 du CCAP, et en application des articles L.2432-2 et R.2432-2 à R.2432-7 du Code de la commande publique, il convient d'arrêter par voie d'avenant le montant du coût prévisionnel des travaux que le Maitre d'Œuvre s'engage à respecter et le forfait définitif de rémunération ;
- qu'il est donc nécessaire de passer un avenant pour fixer le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le Maitre d'Œuvre et fixer le forfait définitif de rémunération du Maitre d'Œuvre ;

DECIDE

ARTICLE 1 : de proposer à la signature un avenant n°1 du marché M0B0112EA - Démolition de l'ancienne usine de production d'eau potable de PORTALY et les opérations connexes marche de maîtrise d'œuvre attribué au groupement GINGER DELEO SAS/GINGER CEBTP sis 49 avenue Franklin Roosevelt - 77210 - AVON.

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché. Le montant de l'avenant est de 5 926,97 € HT, soit 22,12 % du montant du marché initial, soit un nouveau montant du marché de 40 226,97 € HT.

Le montant de la rémunération définitive du Maitre d'Œuvre, s'établit par conséquent à 32 726,97 € HT.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **06 SEP. 2022**

Monsieur le Vice-Président

René REVOL



Publiée le : **07 SEP. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

07 SEP. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant n°1.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Santé et de la Prévention
Service qualité de vie au travail

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au
marché n°M0B0090RH - Fourniture de
matériel adapté destiné aux aménagements
de postes pour personnes en situation de
handicap ou de restriction d'aptitude de
Montpellier Méditerranée Métropole -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN, Délégué à l'Administration générale, à la Commande publique et à la Gestion active et optimisée du patrimoine ;
- VU la décision n°MD2021-844 attribuant le marché V0B0060RH à SARL DESIGN+ 2012 Avenue de Toulon -83260 LA CRAU pour un montant maximum de 40 000 € HT et pour une durée de 12 mois à compter du 8 septembre 2021 ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il est nécessaire d'assurer l'aménagement des postes pour les personnes en situations de handicap ou de restriction d'aptitude de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- que dans cet objectif, il convient d'assurer cette mission sans rupture de service ;
- que le marché n°M0B0090RH « Fourniture de matériel adapté destiné aux aménagements de postes pour personnes en situation d'handicap ou de restriction d'aptitude de Montpellier Méditerranée Métropole » en cours arrive à échéance le 8 septembre 2022 et qu'il convient de le renouveler ;
- que le futur appel d'offre mutualisé pour une durée d'un an reconductible deux fois à compter de janvier 2023, actuellement en cours de procédure ne sera pas attribué à cette date ;
- qu'il convient de prolonger le marché n°M0B0090RH jusqu'au 31 décembre 2022.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n° 1 qui prolonge le marché M0B0090RH - Fourniture de matériel adapté destiné aux aménagements de postes pour personnes en situation d'handicap ou de restriction d'aptitude de Montpellier Méditerranée Métropole - avec la SARL DESIGN + jusqu'au 31 décembre 2022, d'un montant de 10 % soit 4 000 € HT portant le nouveau montant maximum du marché à 44 000 € HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **07 SEP. 2022**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIAN



Publiée le : **08 SEP. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **08 SEP. 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'octroi de subventions
aux travaux dans le cadre du dispositif
Guichet Unique de la rénovation
énergétique - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accorder les subventions aux propriétaires (logements individuels ou copropriété) et signer les conventions afférentes le cas échéant, dans le cadre du dispositif de rénovation énergétique encadré par le règlement d'attribution d'une subvention pour la rénovation énergétique de logement privé adopté par le Conseil de Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle TOUZARD dans le domaine « Transition écologique et solidaire, la Biodiversité, l'Énergie, l'Agroécologie et l'Alimentation » ;

CONSIDERANT :

- L'enjeu de rénover thermiquement le parc résidentiel de la Métropole identifié dans le projet de Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) Solidaire arrêté lors du Conseil de Métropole du 22 mars 2022, dont l'objectif fixé de rénover 90% du parc à l'horizon 2050 avec un gain d'énergie de plus de 40% ;

- L'accompagnement proposé depuis le 1^{er} avril 2021 aux particuliers et aux copropriétés souhaitant entreprendre des travaux de rénovation énergétique dans le cadre Guichet Unique Renov'Occitanie ALEC Montpellier Métropole ;
- La mise en place d'une nouvelle aide financière (« aide Plan Climat ») de 1 300 € par logement pour les travaux de rénovation générant un gain énergétique d'au moins 40%, approuvée par délibération du Conseil de Métropole du 7 juin 2021 ;
- Que la Métropole de Montpellier est ainsi sollicitée par un ménage présentant des projets de travaux dont les caractéristiques respectent les conditions du règlement d'attribution de l'aide Plan Climat (version du 07/06/2021) ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser l'attribution d'une subvention pour un montant de 1300 € telle que définie dans le tableau joint en annexe à la présente décision.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 SEP. 2022

Madame la Vice-Présidente

Isabelle TOUZARD



Publiée le : 21 SEP. 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 21 SEP. 2022
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:
- 20220805_AnnexeLgtIndiv.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché M2B0061DE -
Mission de prospection sectorielle ciblée
sur la filière des industries culturelles et
créatives (Lot 1) - Mission de prospection
sectorielle ciblée sur la filière agro-agri
(Lot 2)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;

Considérant :

- Que la Métropole de Montpellier soutient le développement économique et la création d'emplois au travers de filières stratégiques et que cela nécessite de mener des actions de prospection et d'accompagner les nouvelles entreprises à l'implantation ou celles en fort développement sur son territoire ;
- Qu'une procédure adaptée ouverte a été lancée conformément aux articles L.2123-1 et R.2123-1 1 du Code de la Commande Publique sous la forme d'un marché alloti pour une durée de 4 mois ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Prix 40%
 - Valeur technique au regard du mémoire remis 60%
- Qu'après analyse, l'entreprise ANCORIS, 8 rue Henri Rochefort, 75017 Paris présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot 1 – Mission de prospection sectorielle ciblée sur la filière des industries culturelles et créatives ;
- Qu'après analyse, l'entreprise ANCORIS, 8 rue Henri Rochefort, 75017 Paris présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot 2 – Mission de prospection sectorielle ciblée sur la filière agro-agri ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le lot 1 du marché M2B0061DE à l'entreprise ANCORIS pour un montant de 27 150 € HT.

Le lot 1 prend effet à compter de sa date de notification. Sa durée est de 4 mois soit jusqu'au 31/12/2022.

ARTICLE 2 : d'attribuer le lot 2 du marché M2B0061DE à l'entreprise ANCORIS pour un montant de 27 150 € HT.

Le lot 2 du marché prend effet à compter de sa date de notification. Sa durée est de 4 mois soit jusqu'au 31/12/2022.

ARTICLE 3 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 SEP. 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 21 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle AI 64 - Avenue du Champ des
Moulins - Commune de Murviel-Lès-
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU le courrier des époux Baulieux en date du 20 juin 2022 proposant de céder l'emprise située devant leur habitation, pour régulariser la propriété foncière d'une partie du trottoir, avenue du Champ des Moulins sur la commune de Murviel-Les-Montpellier ;

- **CONSIDERANT** que la parcelle AI 64 de 60 m² située avenue du Champ des Moulins à Murviel-Les-Montpellier est à usage de trottoir, et qu'il convient d'intégrer cette emprise dans le domaine public ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur et Madame Baulieux la parcelle AI 64 d'une superficie de 60 m² située avenue du Champ des Moulins à Murviel-Les-Montpellier.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu, à savoir une emprise de trottoir à vocation publique.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 925.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 2 SEP. 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : - 5 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire - 5 SEP. 2022

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une autorisation de
dépôt d'un permis de construire sur le site
de l'Ecolothèque à Saint Jean de Vedas**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Roger CAIZERGUES, Conseiller métropolitain délégué à la Biodiversité, au Patrimoine naturel et à l'Ecolothèque ;

CONSIDERANT :

- Le projet de construction d'un Hangar à foin à l'Ecolothèque sur la commune de St Jean de Vedas ;
- Qu'au vu de la nature des travaux envisagés, la réalisation de l'opération nécessite le dépôt d'une demande de permis de construire auprès des services compétents ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le dépôt d'un permis de construire pour la construction d'un Hangar à foin sur le site de l'Ecolothèque, Mas de Grille, Saint Jean de Védas.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer la demande de permis de construire visée à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **19 SEP. 2022**

Monsieur le Conseiller Métropolitain

Roger CAIZERGUES



Publiée le : 20 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **20 SEP. 2022**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°2 au
marché n°M1D0037EA d'exploitation de
service de l'assainissement collectif
(collecte et traitement) lot 1 : Est**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL en matière de « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'Eau et de l'Assainissement » ;
- VU la décision n°D2021-1037 du 04 novembre 2021 autorisant la signature du marché n°M1D0037EA d'exploitation de service de l'assainissement collectif (collecte et traitement) lot 1 Est avec le groupement SAUR/ALLIANCE ENVIRONNEMENT dont le mandataire est la société SAUR sise rue de l'Aven – ZAE Les Verries – 34980 SAINT GELY DU FESC, pour une durée maximale de 4 ans à compter de l'ordre de service dont une tranche ferme d'une durée de 2 ans et de 2 tranches conditionnelles d'une durée de 1 année chacune ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il est nécessaire d'ajouter au BPU des prix nouveaux à destination des tiers, des références qui seront nécessaires lors de la passation de futurs bons de commande ;
- qu'il est par conséquent nécessaire de passer un avenant pour ajouter au BPU des prix nouveaux au marché n° M1D0037EA d'exploitation de service de l'assainissement collectif (collecte et traitement) lot 1 Est avec le groupement SAUR/ALLIANCE ENVIRONNEMENT dont le mandataire est la société SAUR sise rue de l'Aven – ZAE Les Verries – 34980 SAINT GELY DU FESC.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché n°M1D0037EA d'exploitation de service de l'assainissement collectif (collecte et traitement) lot 1 Est avec le groupement SAUR/ALLIANCE ENVIRONNEMENT dont le mandataire est la société SAUR sise rue de l'Aven – ZAE Les Verries – 34980 SAINT GELY DU FESC.
L'avenant est sans incidence financière sur le marché.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **23 AOUT 2022**

Monsieur le Vice-Président

René REVOL



Publiée le : **24 AOUT 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **24 AOUT 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avenant 2.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Site Archéologique Lattara Musée Henri Prades

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de prêt
de mobilier archéologique du Museum
d'Histoire Naturelle de Nîmes dans le
cadre de l'exposition 'Statues-menhirs.
Miroirs de Pierre du Néolithique'
organisée par le Site archéologique Lattara
- musée Henri-Prades de Montpellier
Méditerranée Métropole du 7 octobre 2022
au 6 mars 2023**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine « Culture et patrimoine historique » ;

CONSIDERANT :

- l'organisation par le Site archéologique Lattara - musée Henri-Prades de Montpellier Méditerranée Métropole du 7 octobre 2022 au 6 mars 2023 – d'une exposition intitulée « *Statues-menhirs. Miroirs de Pierre du Néolithique* » ;

- que dans ce cadre, le Site archéologique Lattara - musée Henri-Prades désire emprunter 2 objets appartenant aux collections du Museum d'Histoire Naturelle de la Ville de Nîmes ;

- que cette manifestation contribuera au renforcement et au rayonnement culturel de Montpellier Méditerranée Métropole et participera activement à la valorisation et à la médiation du patrimoine archéologique national auprès d'un large public.

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention relative au prêt de mobilier archéologique est conclue entre le Museum d'Histoire Naturelle de la Ville de Nîmes et le Site archéologique Lattara - musée Henri-Prades de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Cette convention concerne le prêt de deux objets à l'occasion de l'exposition « *Statues-menhirs. Miroirs de Pierre du Néolithique* » organisée par le Site archéologique Lattara - musée Henri-Prades de Montpellier Méditerranée Métropole à Lattes.

ARTICLE 3 : Cette convention prendra effet à compter de sa date de signature, et prendra fin après le transport retour et la restitution de l'objet emprunté prévue en mars 2023 (date prévisionnelle du transport retour).

ARTICLE 4 : Cette convention est conclue à titre provisoire et gratuit, moyennant obligation d'assurance clou à clou (transport, montage, démontage et exposition), de transport des objets prêtés et du soclage d'une statue-menhir prêtée, à la charge du Site archéologique Lattara - musée Henri-Prades de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention de prêt de mobilier archéologique visée aux articles précédents.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

11/09/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 02 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

02 SEP. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 2022_Expo Statues-menhirs_convention prêt MUSEUM NÎMES.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Site Archéologique Lattara Musée Henri Prades

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de prêt
de mobilier archéologique du musée
Fenaille de Rodez dans le cadre de
l'exposition ' Statues-menhirs. Miroirs de
Pierre du Néolithique ' organisée par le
Site archéologique Lattara - musée Henri-
Prades de Montpellier Méditerranée
Métropole du 7 octobre 2022 au 6 mars
2023**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la Délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres ;
- VU la Délibération du conseil de Montpellier Méditerranée Métropole n°M2019-802 du 18 décembre 2019 relative à la prise en charge des frais de mission et de représentation des agents et des élus de Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que des frais de déplacement et d'accueil de personnalités extérieures invitées – Modification ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2022 ;

- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine « Culture et patrimoine historique » ;

CONSIDERANT l'organisation par le Site archéologique Lattara - musée Henri-Prades de Montpellier Méditerranée Métropole du 7 octobre 2022 au 6 mars 2023 – d'une exposition intitulée « *Statues-menhirs. Miroirs de Pierre du Néolithique* » ;

CONSIDERANT que dans ce cadre, le Site archéologique Lattara - musée Henri-Prades désire emprunter un objet appartenant aux collections du musée Fenaille de Rodez Agglomération ;

CONSIDERANT que cette manifestation contribuera au renforcement et au rayonnement culturel de Montpellier Méditerranée Métropole et participera activement à la valorisation et à la médiation du patrimoine archéologique national auprès d'un large public ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention relative au prêt de mobilier archéologique est conclue entre le musée Fenaille de Rodez Agglomération et le Site archéologique Lattara - musée Henri-Prades de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Cette convention concerne le prêt d'un objet à l'occasion de l'exposition « *Statues-menhirs. Miroirs de Pierre du Néolithique* » organisée par le Site archéologique Lattara - musée Henri-Prades de Montpellier Méditerranée Métropole à Lattes.

ARTICLE 3 : Cette convention prendra effet à compter de sa date de signature, et prendra fin après le transport retour et la restitution de l'objet emprunté prévue en mars 2023 (date prévisionnelle du transport retour).

ARTICLE 4 : Cette convention est conclue à titre provisoire et gratuit, moyennant obligation d'assurance clou à clou (transport, montage, démontage et exposition), d'indemnisation des repas du convoyeur de l'objet, aux frais réels, à concurrence de 17.50 € par repas pris et dans la limite de deux repas par jour, à la charge du Site archéologique Lattara - musée Henri-Prades de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention de prêt de mobilier archéologique visée aux articles précédents.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

6 / 10 / 22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 10.10.2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

10.10.2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au marché n°M2B0053PP
- Entretien d'ouvrages hydrauliques -
Fontaines et postes de relèvement d'eaux
pluviales - Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, dans les domaines de la « Voirie et de l'Espace Public » ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il est nécessaire d'entretenir les ouvrages hydromécaniques de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- qu'une procédure adaptée a été lancée conformément à l'article L2123-1 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché à bons de commande pour une durée 9 mois ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Prix 40%
 - Valeur technique 60%
- qu'après analyse, l'entreprise Véolia Eau-CGE sise 765 rue Henri Becquerel à Montpellier présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché M2B0053PP d'entretiens des ouvrages hydromécaniques (fontaines et postes de relèvement d'eaux pluviales) à l'entreprise Véolia Eau-CGE pour un montant maximum total de 89 900 € HT.

Le marché prend effet à compter de la notification. Sa durée est de 9 mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

26/08/2022

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE

Publiée le : 29 AOUT 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 29 AOUT 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant n°2 au
marché n°M1D0037EA d'exploitation de
service de l'assainissement collectif
(collecte et traitement) lot 2 : Ouest**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL en matière de « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'Eau et de l'Assainissement » ;
- VU la décision n°D2021-1037 du 04 novembre 2021 autorisant la signature du marché n°M1D0037EA d'exploitation de service de l'assainissement collectif (collecte et traitement) lot 2 Ouest - avec le groupement SAUR/ALLIANCE ENVIRONNEMENT dont le mandataire est la société SAUR sise rue de l'Aven – ZAE Les Verries – 34980 SAINT GELY DU FESC, pour une durée maximale de 4 ans à compter de l'ordre de service dont une tranche ferme d'une durée de 2 ans et de 2 tranches conditionnelles d'une durée de 1 année chacune ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il est nécessaire d'ajouter au BPU des prix nouveaux à destination des tiers, des références qui seront nécessaires lors de la passation de futurs bons de commande ;
- qu'il est par conséquent nécessaire de passer un avenant pour ajouter des prix nouveaux au BPU du marché n°M1D0037EA d'exploitation de service de l'assainissement collectif (collecte et traitement) lot 2 : Ouest avec le groupement SAUR/ALLIANCE ENVIRONNEMENT dont le mandataire est la société SAUR sise rue de l'Aven – ZAE Les Verries – 34980 SAINT GELY DU FESC.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché n°M1D0037EA d'exploitation de service de l'assainissement collectif (collecte et traitement) lot 2 : Ouest - avec le groupement SAUR/ALLIANCE ENVIRONNEMENT dont le mandataire est la société SAUR sise rue de l'Aven – ZAE Les Verries – 34980 SAINT GELY DU FESC.
L'avenant est sans incidence financière sur le marché.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **23 AOUT 2022**

Monsieur le Vice-Président

René REVOL



Publiée le : **24 AOUT 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **24 AOUT 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avenant 2.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle AH 428 - création d'une piste
cyclable - Commune de Saussan**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU le projet de piste cyclable sur la RM n° 27^{E7} sur la commune de Saussan et l'accord des époux Rougé pour céder une emprise de 683 m² pour un montant total de 2 049 €, à savoir 1.20 € / m² de terre agricole et 1.80 €/m² d'indemnités accessoires ;

- **CONSIDERANT** la nécessité d'acquérir l'emprise concernée par le projet de piste cyclable reliant Saussan et Fabrègues, et reconstituer un fossé pluvial sur le domaine public ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur et Madame Rougé la parcelle nouvellement cadastrée AH 428 d'une superficie de 683 m², extraite de la parcelle AH 184 sur la commune de Saussan, pour la réalisation d'une piste cyclable entre Saussan et Fabrègues ainsi qu'un fossé pluvial le long du terrain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie pour un montant total de 2 049 €, à savoir 1.20 €/m² pour la terre agricole et 1.80 €/m² d'indemnités accessoires.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **30 AOUT 2022**

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : **31 AOUT 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

31 AOUT 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision modificative relative à la décision
n°2017-102 concernant un contrat de
location entre Montpellier Méditerranée
Métropole et la société Somali - Locaux
ZAC du Mijoulan à Saint Georges
d'Orques**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donnée à bail ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- VU la décision n°2017-102 du 10 mars 2017 concernant la prise à bail de locaux divisés en deux lots par Montpellier Méditerranée Métropole situés au 5 rue des Four à Chaux – ZA le Mijoulan, 34 680 Saint Georges d'Orques auprès de la société Somali, sise 6 rue des Cades à Saint Georges d'Orques ;
- VU le contrat de location du 14 mars 2017 signé entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société Somali, sise 6 rue des Cades à Saint Georges d'Orques, concernant ladite prise à bail ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire, dans un souci de bonne gestion du contrat, de modifier la décision initiale n°2017-102 du 10 mars 2017 qui comporte une erreur matérielle concernant la durée du bail afin d'y préciser le début et la fin du bail.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La présente décision modifie l'article 3 de la décision n°2017-102 du 10 mars 2017 concernant la prise à bail de locaux divisés en deux lots par Montpellier Méditerranée Métropole situés au 5 rue des Four à Chaux – ZAC le Mijoulan, 34 680 Saint Georges d'Orques auprès de la société Somali.

ARTICLE 2 : L'article 3 de la décision modifiée doit se lire de la manière suivante : « La durée du bail est de 9 ans avec une première période ferme de 6 ans. Il prendra effet au 06 mars 2017 et prendra fin au 05 mars 2026 ».

ARTICLE 3 : Les dépenses seront imputées sur le budget Principal et Annexe tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **0 7 SEP. 2022**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 0 8 SEP. 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **0 8 SEP. 2022**
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Transition Energétique et Ecologique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'adhésion à la Ligue
pour la Protection des Oiseaux (LPO)
Occitanie délégation territoriale de
l'Hérault**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle d'autoriser au nom de la Métropole, l'adhésion aux associations ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Renaud CALVAT en qualité de Premier Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT dans le domaine des « Finances » ;

CONSIDERANT :

- que la LPO Occitanie (Ligue pour la Protection des Oiseaux) est une association locale régionale du réseau LPO France, qui a pour but d'agir pour l'oiseau, la faune sauvage, la nature et l'humain, et lutter contre le déclin de la biodiversité, par la connaissance, la protection, l'éducation et la mobilisation citoyenne.

La LPO est aujourd'hui la première association de protection de la nature en France, avec 50 000 membres, 5 000 bénévoles et 400 salariés. Elle est le représentant français de BirdLife International, alliance mondiale présente dans 120 pays. En région Occitanie, elle comptait en 2021 : 5 029 adhérents, des centaines de bénévoles actifs et 32 salariés. La création d'une unique Association Locale "LPO Occitanie" régionale composée de Délégations Territoriale Départementales a été votée par les adhérents LPO du territoire en 2020 ;

- que la LPO est un expert reconnu en gestion et en conservation de la nature sur le territoire régional. Indissociable de la démarche de préservation des espèces et des espaces, l'association agit également dans les domaines de la sensibilisation, de l'Éducation à l'Environnement et au Développement Durable et de la formation professionnelle. Sur le territoire, notamment départemental, la LPO est le partenaire privilégié des acteurs locaux soucieux des enjeux écologiques ;

- que le territoire de la Métropole, du fait de son appartenance au bassin méditerranéen, présente une très forte responsabilité dans la préservation de la biodiversité, notamment certaines espèces remarquables ou habitats naturels. La planification, avec notamment le Plan Climat Air Energie Territorial solidaire (PCAETs) de la Métropole, dont le projet a été arrêté au Conseil de Métropole de mars 2022, apporte des réponses à cet enjeu, notamment par une orientation qui porte spécifiquement sur la préservation de la biodiversité, le rafraichissement de la ville et la séquestration du carbone ;

- qu'ainsi, Montpellier Méditerranée Métropole, engagée dans la préservation de la biodiversité, trouvera, auprès de la LPO Occitanie des outils afin d'améliorer les connaissances naturalistes ;

- qu'au regard du nombre d'habitants, le montant de l'adhésion s'élève à 2 000 € pour l'année 2022.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à la Ligue de Protection des Oiseaux (LPO) Occitanie délégation territoriale Hérault dont la cotisation en 2022 est fixée à 2 000 €.

ARTICLE 2 : De dire que les crédits sont inscrits aux budgets de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26/08/2022

Monsieur le Premier Vice-Président

Renaud CALVAT



Publiée le : 29 AOUT 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 29 AOUT 2022
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°10
prorogeant l'occupation de locaux par la
société ECOMNEWS au sein de la
pépinière d'entreprises Cap Omega**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice – Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération du Conseil n°M2021-657 du 14 décembre 2021 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2022 au sein de la pépinière d'entreprises CAP OMEGA ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique ;

- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 7 décembre 2015, passée entre la Métropole et la société ECOMNEWS pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenant n°9 en date du 20 juin 2022 ;

- **VU** la validation pour la demande de reconduction par le comité d'agrément en date du 29 juillet 2022 ;

CONSIDERANT :

- que la concrétisation en cours pour un projet d'emménagement dans des locaux adaptés à son activité a pris du retard pour cause de contraintes administratives, et que la convention précitée arrive à échéance, la société ECOMNEWS a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire.

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant n°10, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société ECOMNEWS pour une période de quatre mois à compter du 1^{er} septembre 2022 et jusqu'au 31 décembre 2022.

ARTICLE 2 : Selon le principe de progressivité des tarifs caractéristique des pépinières d'entreprises avec une majoration de 7 % pour toute occupation supérieure à 36 mois et de 15% pour toute occupation supérieure à 48 mois, une nouvelle majoration a été approuvée en délibération n°M2021-657 du Conseil du 14 décembre 2021. Selon ladite délibération, une majoration de 25 % sera appliquée sur le loyer de base hors taxes pour toute occupation supérieure à 60 mois.

ARTICLE 3: La société ECOMNEWS étant concernée par cette nouvelle majoration, à compter du 1^{er} septembre 2022 la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer pour la surface de 59,77 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 989,19 € conformément au tarif applicable, approuvé par la délibération précitée.

ARTICLE 4: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5: Madame la Vice-Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 SEP. 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 21 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avenant N°10 ECOMNEWS- Prorogation n°8.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la convention de mise à
disposition de parcelles à la SAFER
Occitanie - Commune de Montferrier-sur-
Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération du Conseil n° 2020-96 du 21 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'aménagement durable du territoire, de l'urbanisme et de la maîtrise foncière,
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** le projet de convention, conclu en application de l'article L 142-6 du Code Rural, par lequel Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à mettre à disposition de la SAFER OCCITANIE, Société Anonyme au capital de 6 982 624,00 €, dont le siège est à AUZEVILLE (31321) - 10, chemin de la Lacade Auzeville-Tolosane BP 22125, identifiée au SIREN sous le numéro 61B086120235 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE (31), représentée par son Directeur Général Délégué, les parcelles situées sur la commune de Montferrier-sur-Lez cadastrées section BE n° 34 ; 116 ; 119 ; 122 et BH n° 103, pour une contenance cadastrale totale de 10 ha 60 a 87 ca, pour une durée d'un an du 1^{er} novembre 2022 jusqu'au 31 octobre 2023, moyennant une redevance annuelle de mille euros (1 000 €),

- **CONSIDERANT** que les parcelles en cause sont acquises dans le cadre de réserves foncières, et constituent des terres agricoles qui peuvent conforter l'outil de production des agriculteurs du secteur,
- **CONSIDERANT** que la mise à disposition des terrains pour des moutons, mise en culture pour du fourrage ou pâturage, permet d'entretenir les lieux et éviter le débroussaillage avant l'été,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole met à disposition de la SAFER OCCITANIE, Société Anonyme dont le siège est à AUZEVILLE (31321) - 10, chemin de la Lacade Auzeville-Tolosane BP 22125, représentée par son Directeur Général Délégué, les parcelles situées sur la commune de Montferrier-sur-Lez cadastrées section BE n° 34 ; 116 ; 119 ; 122 et BH n° 103, pour une contenance cadastrale totale de 10 ha 60 a 87 ca.

ARTICLE 2 : La convention de mise à disposition est consentie pour une durée d'un an du 1^{er} novembre 2022 jusqu'au 31 octobre 2023.

ARTICLE 3 : La convention de mise à disposition est consentie et acceptée moyennant le versement d'une redevance annuelle de mille euros (1 000 €).

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégation à cet effet, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **12 OCT. 2022**

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 14 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **14 OCT. 2022**

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au
marché n°M0C0007EA - Maîtrise d'œuvre
pour le renouvellement des réseaux
d'assainissement et d'eau potable de
l'avenue du Père Soulas sur la commune de
Montpellier - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement » ;
- VU la décision n°MD2021-461 autorisant la signature du marché M0C0007EA - Maîtrise d'œuvre pour le renouvellement des réseaux d'assainissement et d'eau potable dans l'avenue du Père Soulas sur la commune de Montpellier à la société SAFEGE sise Bruyère 2000 - Bât 1 - Zone Millénaire 650 rue H Becquerel CS79542 - 34961 Montpellier Cedex 2 ;

CONSIDÉRANT :

- que conformément aux dispositions des articles L. 2432-1, L. 2432-2 et R. 2432-2 à R. 2432-7 du Code de la commande publique, le présent avenant a pour objet d'arrêter définitivement le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre et le forfait définitif de sa rémunération ;
- que conformément aux articles L. 2194-1_3° et R. 2194-7 du Code de la commande publique, le présent avenant a pour objet d'intégrer au marché des prestations supplémentaires devenues nécessaires au regard de l'étude AVP ;
- qu'il est donc nécessaire de passer un avenant pour fixer le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le Maître d'Œuvre et fixer le forfait définitif de rémunération du Maître d'Œuvre.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché M0C0007EA - Maîtrise d'œuvre pour le renouvellement des réseaux d'assainissement et d'eau potable de l'avenue du Père Soulas sur la commune de Montpellier à la société SAFEGE sise Bruyère 2000 - Bât 1 - Zone Millénaire 650 rue H Becquerel CS79542 - 34961 Montpellier Cedex 2.

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché. Le montant de l'avenant est de 28 415 € HT soit 19,93% du montant du marché initial, soit un nouveau montant du marché de 170 955 € HT.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **06 SEP. 2022**

Monsieur le Vice-Président

René REVOL



Publiée le : **07 SEP. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **07 SEP. 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant 1.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Systèmes d'Information

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de
groupement de commandes entre
Montpellier Méditerranée Métropole et la
Ville de Montpellier pour l'acquisition et le
contrôle d'une orthophotographie PCRS
5cm - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif au Code de la commande publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes, ainsi que de toutes modifications à celles-ci, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame, Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique, et numérique » ;

CONSIDERANT :

- la volonté de rationaliser les achats, et surtout de pouvoir réaliser des économies d'échelle, enjoignent les collectivités, conformément au droit des marchés publics, à se regrouper dans le cadre de groupements de commandes afin d'effectuer des achats performants sur divers secteurs de l'économie ;

- le souhait de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole de mettre en place un groupement de commandes dans le cadre de la passation d'un marché pour **l'acquisition et le contrôle d'une orthophotographie PCRS 5cm sur la Métropole de Montpellier** commun entre la Ville et la Métropole de Montpellier.

La procédure implique le lancement d'une procédure de marché public pour la conclusion d'un accord-cadre à bons de commande avec maximum, pour une période initiale d'exécution d'un an et une durée maximale, toutes reconductions comprises de quatre ans, et avec :

- pour ce qui concerne la Ville de Montpellier, un montant de commandes total estimé à 80 000 € HT ;
- pour ce qui concerne la Métropole, un montant de commandes total estimé à 120 000 € HT.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention de groupement de commandes publiques est conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, relative à la passation d'un marché pour **l'acquisition et le contrôle d'une orthophotographie PCRS 5cm sur la Métropole de Montpellier**, au terme d'une procédure de consultation lancée en commun pour le compte des membres du groupement.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole est désignée par l'ensemble des membres du groupement en qualité de coordonnateur du groupement, chaque collectivité étant chargée de la bonne exécution du marché pour ce qui la concerne.

ARTICLE 3 : Cette convention prend effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement jusqu'à la date d'expiration du marché, périodes de reconductions éventuelles comprises.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28/08/2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 29 AOUT 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 29 AOUT 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention groupement commande - Ortho sig.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Site Archéologique Lattara Musée Henri Prades

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention de prêt
de mobilier archéologique avec la Société
Archéologique du Midi de la France dans
le cadre de l'exposition ' Statues-menhirs.
Miroirs de Pierre du Néolithique '
organisée par le Site archéologique Lattara
- musée Henri-Prades de Montpellier
Méditerranée Métropole du 7 octobre 2022
au 6 mars 2023- Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine « Culture et patrimoine historique » ;

CONSIDERANT l'organisation par le Site archéologique Lattara - musée Henri-Prades de Montpellier Méditerranée Métropole du 7 octobre 2022 au 6 mars 2023 – d'une exposition intitulée « *Statues-menhirs. Miroirs de Pierre du Néolithique* » ;

CONSIDERANT que dans ce cadre, le Site archéologique Lattara - musée Henri-Prades désire emprunter deux objets appartenant aux collections de la Société Archéologique du Midi de la France ;

CONSIDERANT que cette manifestation contribuera au renforcement et au rayonnement culturel de Montpellier Méditerranée Métropole et participera activement à la valorisation et à la médiation du patrimoine archéologique national auprès d'un large public ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention relative au prêt de mobilier archéologique est conclue entre la Société Archéologique du Midi de la France et le Site archéologique Lattara - musée Henri-Prades de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Cette convention concerne le prêt de deux objets à l'occasion de l'exposition « *Statues-menhirs. Miroirs de Pierre du Néolithique* » organisée par le Site archéologique Lattara - musée Henri-Prades de Montpellier Méditerranée Métropole à Lattes.

ARTICLE 3 : Cette convention prendra effet à compter de sa date de signature, et prendra fin après le transport retour et la restitution des objets empruntés prévus en mars 2023 (date prévisionnelle du transport retour).

ARTICLE 4 : Cette convention est conclue à titre provisoire et gratuit, moyennant obligation d'assurance clou à clou (transport, montage, démontage et exposition), de transport et de convoiement des objets prêtés par la Société Archéologique du Midi de la France, et de réalisation du soclage d'une statue-menhir, à la charge du Site archéologique Lattara - musée Henri-Prades de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention de prêt de mobilier archéologique visée aux articles précédents.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

11/09/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 02 SEP. 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 02 SEP. 2022
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:
- CONVENTION

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Conservatoire**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la modification du
règlement intérieur de la Cité des Arts de
Montpellier Méditerranée Métropole -
Approbation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de d'adopter ou de modifier le règlement intérieur des services publics métropolitains ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO dans le domaine de la Culture et du Patrimoine historique ;

CONSIDERANT

- Que le règlement intérieur actuellement en vigueur au sein du Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) de Montpellier Méditerranée Métropole date de 2020 ;
- Que la nécessité d'une réactualisation s'est imposée ;
- Que les nouvelles modalités de ce règlement ont fait l'objet d'une concertation en Conseil d'Établissement de la Cité des Arts – Danse, Musique, Théâtre ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Le règlement de la Cité des Arts (CDA) – Danse, Musique, Théâtre / Conservatoire à Rayonnement Régional est actualisé. Les principales nouveautés de ce règlement sont :

- l'actualisation de la dénomination « Cité des Arts – Danse, Musique, Théâtre » et sa localisation,
- l'ajout d'un représentant du personnel technique au sein du Conseil d'Etablissement,
- l'apport de précisions sur les dates et conditions d'inscriptions,
- la location ou le prêt ponctuels des instruments à des partenaires,
- le prêt ou la location de salles.

ARTICLE 2 : Ce règlement est applicable pour l'ensemble des personnels et dans tous les sites et espaces qui sont sous la responsabilité de la Direction de la Cité des Arts de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Ce règlement entrera en vigueur à compter de la date du caractère exécutoire de la présente décision sans qu'une durée d'application soit définie. Il pourra être à nouveau modifié afin de suivre l'évolution des modalités de fonctionnement de la Cité des Arts.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer le règlement intérieur visé par les modifications indiquées à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 30 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- REGLEMENT INTERIEUR CDA 3M 07 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Relations Internationales Métropole

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'organisation d'une
mission d'affaires filière technologique à
Helsinki (Finlande) du 15 au 19 novembre
2022 - Participation au salon "Slush"
organisé en partenariat avec Business
France - Financement de la mission -
Approbation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonctions à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle qui dans le cadre de la délibération relative à la prise en charge des frais de mission et de représentation des agents et des élus de la Métropole et des frais de déplacement et d'accueil de personnalités extérieures invitées d'autoriser :
 - octroyer tout mandat spécial à un ou plusieurs conseillers métropolitains pour représenter le Conseil de Métropole, entraînant un déplacement sur le territoire national ou international et pour lequel leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ;
 - approuver les déplacements nationaux et internationaux auxquels les agents de la Métropole peuvent être appelés à participer et pour lesquels leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ;

- approuver les cas dans lesquels des personnalités extérieures peuvent être invitées à se joindre à une délégation de la Métropole en raison de leur compétence ou de leur représentativité ainsi que les cas dans lesquels de telles personnalités peuvent être accueillies par la Métropole, les frais induits pouvant alors être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ;

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique depuis plusieurs années dont l'un des axes est l'accompagnement de ses start-up ;
- que dans ce cadre-là, il est proposé la participation au salon SLUSH dédié aux start-ups innovantes à Helsinki en Finlande du 15 au 19 novembre en ayant un stand métropolitain accueillant les 4 entreprises sélectionnées sur le Pavillon France ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole participerait en accompagnant des entreprises métropolitaines pour la 6^{ème} fois en présentiel à ce salon international qui est devenu un incontournable européen de la technologie, de l'innovation et du financement des entreprises ;
- qu'il s'agirait pour un(e) élu(e) et un(e) technicien(ne) d'accompagner quatre start-up maximum, qui auront marqué un intérêt pour ce déplacement dans le cadre de l'appel à candidature ;
- qu'en parallèle du salon, Montpellier Méditerranée Métropole en partenariat avec Business France, propose aux entreprises sélectionnées des sessions de coaching avant la mission, ainsi qu'une journée entière, la veille du salon, à la découverte de l'écosystème de l'innovation scandinave ;
- que pour les entreprises métropolitaines non retenues dans le cadre de l'appel à candidature, Business France pourra leur proposer un package « learning expedition » à un tarif préférentiel de 325 € HT au lieu de 750 € HT ;
- que le coût total prévisionnel de la mission est estimé à 16 000 € TTC ;
- que le coût du stand, des badges et des sessions préalables de coaching est estimé à 10 000 € TTC ;
- que concernant les entreprises, seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole les frais de mission à concurrence de 500 € par entreprise maximum (frais de transport et hébergement) ;
- que le reste du montant prévisionnel est affecté aux frais techniques d'organisation de la mission ainsi qu'aux frais de mission de l'élu(e) et du (de la) technicien(ne) ;
- que la prise en charge des frais de la mission se fera sur la base des frais réels ;
- que la prise en charge financière par la Métropole des coûts des prestations utilisées par les entreprises participantes à la mission s'effectuera par remboursement à vue de factures acquittées après le début de la mission (l'achat directement de la prestation par l'entreprise est soumis à l'accord préalable des services de la Métropole).

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver l'organisation d'une mission d'affaires start-up à Helsinki du 15 au 19 novembre 2022, en fonctions des contraintes sanitaires.

ARTICLE 2 : D'approuver la participation de quatre start-up, d'un(e) élu(e) et d'un(e) technicien(ne).

ARTICLE 3 : D'approuver la prise en charge financière du stand, des badges et des cessions de coaching préparatoires estimée à 10 000 €.

ARTICLE 4 : D'approuver le défraiement des frais de mission des 4 entreprises accompagnées jusqu'à 500 € maximum par start-up soit 2 000 € au total, sur présentation de factures acquittées.

ARTICLE 5 : D'approuver la prise en charge financière des frais de mission de l'élu(e) et du (de la) technicien(ne) de Montpellier Méditerranée Métropole, estimée à 4 000 €.

ARTICLE 6 : De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 7 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 SEP. 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 21 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Pôle des Systèmes d'Information Numériques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un groupement de
commandes entre Montpellier
Méditerranée Métropole, le CCAS de
Montpellier et la Ville de Montpellier -
Maintenance, prestations intellectuelles et
acquisitions de modules complémentaires
pour le logiciel de gestion du temps E-
Temptation, le logiciel de gestion financière
Astre et le logiciel de gestion ressources
humaines E-Sedit RH - Approbation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la Commande Publique ;
- VU la délibération du Conseil n° 2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes, ainsi que de toutes modifications à celles-ci, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique, et numérique » ;

CONSIDÉRANT :

- que dans un objectif de coordination et de groupement des achats, afin d'aboutir à des économies d'échelle et de rationaliser les achats et la dépense publique, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et la Ville de Montpellier ont décidé de constituer un groupement de commandes pour trois marchés relatifs à la maintenance, prestations et acquisitions de modules complémentaires pour le logiciel de gestion du temps E-Temptation, le logiciel de gestion financière Astre et le logiciel de gestion ressources humaines E-Sedit RH ;

- que Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur de ce groupement et sa commission d'Appel d'Offres sera celle du groupement, chaque membre du groupement s'assurant de l'exécution du marché pour ce qui le concerne ;

- la procédure de mise en concurrence implique le lancement de trois procédures de marchés publics, pour une période initiale d'exécution d'un an reconductible tacitement 3 fois une année ;

Le montant de commande annuel est estimé, pour Montpellier Méditerranée Métropole à :

ENTITE	ASTRE	HOROQUARTZ	SEDIT RH
Montpellier Méditerranée Métropole	45 600,00 €	80 000,00 €	65 000,00 €

- que sous réserve des dispositions de l'article 3.4 de la présente convention, une fois la procédure de passation lancée, chaque membre du groupement s'engage à exécuter avec le candidat retenu, à hauteur de ses besoins propres, le marché résultant du présent groupement.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes pour le lancement de trois marchés de maintenance, prestations et acquisitions de modules complémentaires pour le logiciel de gestion du temps eTemptation (Horoquartz), le logiciel de gestion financière Astre et le logiciel de gestion ressources humaines E-Sedit, entre Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et la Ville de Montpellier.

ARTICLE 2 : De dire que conformément aux termes de la convention, Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur du groupement de commandes et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour attribuer ce marché.

ARTICLE 3 : De dire que les dépenses concernant Montpellier Méditerranée Métropole seront imputées sur le budget Principal et Annexe tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer la convention visée à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26/08/2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 29 AOUT 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture : 29 AOUT 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Maint Prest Acq Compl Astre eSeditRH eTemptation.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Conservatoire

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une Convention de
partenariat pédagogique entre la Cité des
Arts et l'Institut Thérapeutique, Éducatif
et Pédagogique (ITEP) Nazareth**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la signature des conventions à objet culturel, hors champ de la commande publique, représentant un engagement financier pour la Métropole inférieur ou égal à 50 000 € HT ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO dans le domaine de la Culture et du Patrimoine historique ;

- CONSIDERANT

- La Cité des Arts – Danse, Musique, Théâtre, (Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole) a été classée en 2007 dans la catégorie Conservatoire à Rayonnement Régional (C.R.R.) au sein du réseau national des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique par le Ministère de la Culture et de la Communication ;

- L'Institut Thérapeutique Educatif et Pédagogique Nazareth est un établissement de la Fondation de l'Armée du Salut, reconnu d'utilité publique, financé par l'Assurance Maladie et contrôlé par l'Agence Régionale de Santé. Il comprend : un dispositif ITEP, un Sessad, une équipe mobile de soutien à la scolarité ;

DECIDE

ARTICLE 1 : L'Institut Thérapeutique Educatif et Pédagogique (ITEP) Nazareth et Montpellier Méditerranée Métropole conviennent d'un partenariat pédagogique dont l'objectif est de favoriser toutes les initiatives permettant la pratique artistique des personnes en situation de handicap en privilégiant les actions inclusives dès que cela est possible.

ARTICLE 2 : Ce partenariat concerne l'année scolaire 2022/2023.

ARTICLE 3 : La Cité des Arts s'engage à accueillir les élèves de l'ITEP pour des activités et ateliers artistiques décrits à l'article 3 de la convention jointe en annexe. Elle sera partenaire artistique du projet culturel porté par L'ITEP Nazareth.

L'ITEP Nazareth et Montpellier Méditerranée Métropole s'engagent à diffuser dans leurs locaux, les affiches, tracts, dépliants et brochures concernant ce partenariat pour la saison 2022/2023 ; Les supports de communication y compris les sites Internet, devront mentionner et mettre en valeur les deux structures concernées par ce partenariat.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

29/09/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 30 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention itep Nazareth 2022 2023.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au dépôt d'une
déclaration préalable de division par
Montpellier Méditerranée Métropole -
Parcelle OC 1 - rue François Joseph
GOSSEC - Commune de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'aménagement durable, de l'urbanisme et de la maîtrise foncière ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 25 janvier 2022 relative à la résorption du bidonville de Celleneuve - Échange foncier pour l'implantation d'un village de transition secteur de la Rauze à Montpellier ;

- **VU** le protocole d'accord entre Montpellier Méditerranée Métropole, BRL et BRL Espaces Naturels du 1^{er} mars 2022, actant un échange foncier entre une emprise de 8 000 m² à prendre sur la parcelle OC n°1, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole sise commune de Montpellier et l'ensemble immobilier propriété de BRL sise commune de Montpellier rue de la Rauze sur les parcelles DO n°39, DN n°45, 46, et 47 ;

- **CONSIDERANT** la nécessité pour Montpellier Méditerranée Métropole d'obtenir une déclaration préalable pour permettre la division foncière de la parcelle OC 1 et la création d'un lot à bâtir d'une superficie de 8 000 m² dans le cadre de la mise en œuvre du protocole d'accord signé le 1^{er} mars ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à déposer une déclaration préalable de division concernant la parcelle OC 1 pour détacher un lot de 8 000 m².

ARTICLE 2 : Madame la Vice-Présidente déléguée ou toute autre personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer la déclaration préalable de division visée à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **30 AOÛT 2022**

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : **31 AOÛT 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

31 AOÛT 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Conservatoire

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de
partenariat avec l'Harmonie Montpellier
Jacou pour des actions pédagogiques avec
la Cité des Arts**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la signature des conventions à objet culturel, hors champ de la commande publique, représentant un engagement financier pour la Métropole inférieur ou égal à 50 000 € HT ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO dans le domaine de la Culture et du Patrimoine historique ;

- CONSIDERANT

- La Cité des Arts – Danse, Musique, Théâtre, (Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole) a été classé en 2007 dans la catégorie Conservatoire à Rayonnement Régional (C.R.R.) au sein du réseau national des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique par le Ministère de la Culture et de la Communication ;

- L'Orchestre d'Harmonie de Montpellier-Jacou est un ensemble d'instruments à vents et d'instruments de percussion. Il privilégie la musique de concert, écrite ou transcrite spécialement pour Orchestre d'Harmonie.

- La présente convention permettra de favoriser les échanges entre les deux structures à travers un partenariat pédagogique.

DECIDE

ARTICLE 1 : La présente convention a pour objet de favoriser les échanges entre la CITE DES ARTS Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier (CRR) et les structures de pratiques amateurs encadrées pédagogiquement et artistiquement par des professionnels.

Dans ce cas précis il s'agit de l'Harmonie de Jacou dirigée par Valéry VINE, professeur d'enseignement artistique.

ARTICLE 2 : Ce partenariat concerne l'année scolaire 2022/2023.

ARTICLE 3 : Le conseil pédagogique de rentrée de la CITE DES ARTS établit, en lien avec le chef de l'Harmonie de Jacou Montpellier, une liste d'élèves susceptibles de valider leur unité d'enseignement de pratique collective au sein de l'Harmonie de Jacou.

Les élèves de la CITE DES ARTS s'engagent à participer à un minimum de 6 concerts par année scolaire, en fonction du calendrier proposé à la rentrée par l'Harmonie de Jacou Montpellier.

ARTICLE 4 : S'agissant de la CITE DES ARTS, Monsieur Patrick Pouget est responsable de la mise en œuvre de la présente convention en sa qualité de Directeur.

S'agissant de l'Harmonie de Jacou Montpellier, Madame Joëlle Hochberg est responsable de la mise en œuvre de la présente convention en sa qualité de Présidente.

Lors des répétitions et des concerts de l'Harmonie de Jacou Les élèves de la CITE DES ARTS sont placés sous la responsabilité pédagogique du chef de l'Harmonie de Jacou Montpellier : Valéry Viné.

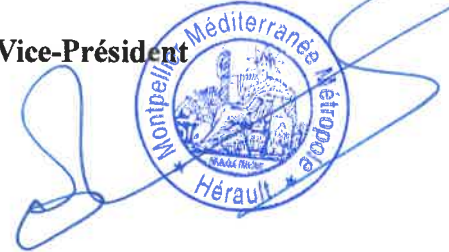
ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

29 09 22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 3 0 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 3 0 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Harmonie Jacou CRR 2022-2023.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Conservatoire

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de
partenariat avec l'association Mozaïk pour
des actions pédagogiques et la mise à
disposition de locaux avec la Cité des Arts
pour l'année scolaire 2022/2023**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la signature des conventions à objet culturel, hors champ de la commande publique, représentant un engagement financier pour la Métropole inférieur ou égal à 50 000 € HT ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO dans le domaine de la Culture et du Patrimoine historique ;

- CONSIDERANT

- La Cité des Arts – Danse, Musique, Théâtre, (Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole) a été classé en 2007 dans la catégorie Conservatoire à Rayonnement Régional (C.R.R.) au sein du réseau national des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique par le Ministère de la Culture et de la Communication ;

- Mozaïk est une compagnie de danse spécialisée dans la danse inclusive qui intervient tout au long de l'année sur le territoire de la Métropole de Montpellier, de l'Hérault et de l'Occitanie au travers d'actions de transmission, de création et de valorisation ;

- Ces trois axes pleinement complémentaires se retrouvent dans les différents projets portés par l'association en 2021-22 :

- Danser nos Différences (actions de transmission menées à l'année et festival No(s) Limit(es)
- Création & Diffusion
- Formation

DECIDE

ARTICLE 1 : L'association Mozaïk et la Cité des Arts conviennent d'un partenariat dont l'objectif est de favoriser toutes les initiatives permettant la danse inclusive.

ARTICLE 2 : Ce partenariat concerne l'année scolaire 2022/2023.

ARTICLE 3 : Les engagements respectifs des parties sont les suivants :

- Mozaïk s'engage à rencontrer les équipes enseignantes du conservatoire afin de les sensibiliser à la danse inclusive.

A travailler en lien avec les équipes de direction, coordination et pédagogique à la préfiguration d'un laboratoire chorégraphique en danse inclusive pour l'année 2022-23

- Les engagements de Montpellier Méditerranée Métropole pour la Cité des Arts :

La Cité des Arts s'engage à mettre à disposition un studio de danse en dehors des plages réservées aux activités du CRR de manière hebdomadaire, à accueillir une résidence d'artistes de l'Association Mozaïk.

La Cité des Arts s'engage à accueillir un événement du festival No(s) Limit(es) dans l'auditorium Edgard Varèse.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO

29 09 22



Publiée le 30 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention mozaik danse 2022 2023.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à des conventions
d'occupation temporaire du domaine
public conclues avec les Villes de
Castelnau-le-Lez, Castries, Lattes et
Vendargues, portant sur l'organisation du
FISE Métropole 2022 - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives » ;

CONSIDÉRANT :

- que dans le cadre de son partenariat avec le FISE, Montpellier Méditerranée Métropole développe un circuit de manches qualificatives permettant d'accéder à la finale du FISE catégorie « amateur » qui se déroulera à Montpellier en mai 2023, dénommé FISE Métropole ;

- qu'afin de permettre la réalisation de ces manches qualificatives dans les communes participantes (Castelnau-le-Lez, Castries, Lattes et Vendargues), des conventions de mise à disposition de leurs skate-park respectifs doivent être conclues afin de définir les obligations respectives des parties ;
- que ces mises à dispositions sont consenties à titre gratuit, uniquement pour la durée de chaque événement.

D É C I D E

ARTICLE 1 : Des conventions pour la mise à disposition temporaire des skate-park des Villes de Castelnau-le-Lez, Castries, Lattes et Vendargues sont conclues avec chacune de ces communes, dans le cadre de l'organisation du FISE Métropole 2022.

ARTICLE 2 : Ces mises à disposition sont consenties à titre gratuit, aux dates suivantes :

- Pour la Ville de Castelnau-le-Lez, le 17 septembre 2022 ;
- Pour la Ville de Castries, le 1^{er} octobre 2022 ;
- Pour la Ville de Lattes, le 8 octobre 2022 ;
- Pour la Ville de Vendargues, le 15 octobre 2022.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les conventions visées à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Responsable du service gestion comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **09 SEP. 2022**

Monsieur le Vice-Président


Christian ASSAF



Publiée le : **12 SEP. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **12 SEP. 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AOT FISE Métropole 2022 Castelnau-le-Lez.pdf
- AOT FISE Métropole 2022 Castries.pdf
- AOT FISE Métropole 2022 Lattes.pdf
- AOT FISE Métropole 2022 Vendargues.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention entre
Montpellier Méditerranée Métropole et
Hérault Energies - Opération de
travaux sur la RM27 (phase 2) à Murviel-
lès-Montpellier - Programme de travaux
2022 - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver les demandes de subventions auprès d'organismes publics ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans les domaines des Voiries et de l'Espace Public ;

Considérant :

- Que Montpellier Méditerranée Métropole est autorité organisatrice de la distribution de l'énergie et, à ce titre, assure le suivi et le contrôle des concessions des réseaux de distribution de gaz, d'électricité, de chaleur et de froid sur son territoire ;

- Que cette compétence est exercée directement ou déléguée pour une partie du réseau électrique à des syndicats intercommunaux ;
- Que le syndicat mixte Hérault Energies est autorité concédante des réseaux d'électricité sur le territoire de 24 communes de la Métropole ;
- Qu'au titre de la programmation de travaux 2022, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite solliciter le Syndicat Hérault Energies par voie de subvention pour des travaux sur la commune de Murviel-lès-Montpellier (Pôle Piémonts Garrigues) ;
- Que le montant total prévisionnel des travaux de 83 252,52€ TTC est décomposé comme suit :
 - Travaux d'électricité : 39 732,78€ TTC ;
 - Travaux d'éclairage public : 43 519,74€ TTC.
- Que le plan de financement des travaux est le suivant :
 - Subventions potentielles Hérault Energies : 30 258,04€ ;
 - TVA sur les travaux récupérée par Hérault Energies : 6 112,74€ ;
 - Montant à charge de la Métropole : 46 881,74€ TTC.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver le projet de travaux à Murviel-lès-Montpellier – D27 phase 2 pour un montant prévisionnel global de 83 252,52€ TTC.

ARTICLE 2 : D'accepter le plan de financement proposé par Hérault Energies.

ARTICLE 3 : De solliciter les financements et subventions les plus élevées possibles de la part d'Hérault Energies.

ARTICLE 4 : De dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

ARTICLE 5 : D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou toute personne ayant reçu délégation, à signer la convention à venir ainsi que tout document relatif à cette affaire, et ce dans la limite de 20% supplémentaires du montant prévisionnel acté par la présente décision.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **14 SEP. 2022**

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : **16 SEP. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **16 SEP. 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la déconsignation à la suite de l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété SCI TELECOM - Lots de copropriété - Parcelle CH 112 - 1 rue Louis Lumière - Parc d'Activités des commandeurs - Commune de Lattes

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;

VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme opérationnel et de la Maîtrise foncière ;

- **VU** le Code de l'urbanisme et plus particulièrement l'article L 213-14 ;
- **VU** la décision de préemption du 01 décembre 2020 n° MD2020-1039 ;
- **VU** l'estimation des services fiscaux en date du 03 juin 2020 ;
- **VU** la décision de consignation du 03 février 2021 n°MD2021-072 ;
- **VU** la consignation n°AS2572600021 de la Caisse des Dépôts et Consignations du 08 avril 2021,
- **VU** la renonciation à vendre des propriétaires en date du 22 juillet 2022 ;

CONSIDERANT :

- que le 1^{er} décembre 2020 Montpellier Méditerranée Métropole a exercé son droit de préemption sur la propriété de la société SCI TELECOM, consistant en un local d'activités commerciales et des places de stationnement formant les lots 1 à 7 de la copropriété érigée sur la parcelle CH 112, 1 rue Louis Lumière, Parc d'Activités des commandeurs sur la commune de Lattes ;
- qu'à la suite d'un défaut d'accord amiable sur le prix d'acquisition du bien, Montpellier Méditerranée Métropole a saisi la juridiction compétente en matière d'expropriation pour fixation du prix ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole a consigné auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations la somme de CENT TRENTE TROIS MILLE CINQ CENTS EUROS (133 500 €) correspondant à 15 % de la valeur estimée par les services fiscaux de la propriété de la société SCI TELECOM, conformément aux articles L.213-4-1 et L.213-4-2 du code de l'urbanisme ;
- que le Juge de l'Expropriation a, par jugement du 30 mars 2022, fixé le prix d'acquisition à 985 600 € ;
- que par courrier du 22 juillet 2022 la SCI TELECOM par l'intermédiaire de son avocat a renoncé à la vente de son bien ;
- que la consignation porte sur un bien libre de toute charge ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : La somme de CENT TRENTE TROIS MILLE CINQ CENTS EUROS (133 500 €) capital et intérêt, sera déconsignée à la diligence de la Caisse des Dépôts et Consignations pour être versée sur le compte ouvert par Monsieur le responsable du Service de Gestion Comptable de Montpellier Méditerranée Métropole et imputée au compte de Montpellier Méditerranée Métropole (chapitre 911, nature 275).

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole procède à la déconsignation sous sa propre autorité et décharge la Caisse des Dépôts et Consignations de toutes responsabilités.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Responsable du Service de Gestion Comptable de Montpellier Méditerranée Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **30 AOUT 2022**

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : **31 AOUT 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

31 AOUT 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "requête
n°21MA02990 CAA-SAS -SAS LOTI SUD**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de « l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- VU la décision n°MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n°21MA02990 déposée près la Cour Administrative de Marseille le 27 juillet 2021 par la SAS Loti Sud contre le jugement du Tribunal Administratif n°2002119 du 27 mai 2021 rejetant la demande d'annulation de la délibération du 28 novembre 2021 par laquelle le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé le plan local d'urbanisme de la Commune de Fabrègues ;
- que le dossier a été transféré à la Cour Administrative d'Appel de Toulouse ;
- qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour Administrative d'Appel de Toulouse suite au dépôt de la requête n°21MA02990 par la SAS Loti Sud.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **24 AOUT 2022**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDREY



25 AOUT 2022

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **25 AOUT 2022**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au réaménagement de 80
prêts contractés par l'OPH ACM Habitat
pour la création de logements sociaux -
Maintien de la garantie d'emprunt de
Montpellier Méditerranée Métropole -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI dans le domaine de « l'Habitat, du Logement et des Parcours résidentiels » ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;
- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2022-277 du 26 juillet 2022 ;
- VU les contrats de prêt n°A172200H et n°A172200I en annexe signés entre ACM Habitat, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon ;

CONSIDÉRANT :

- que dans le cadre de la gestion active de sa dette, ACM Habitat, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ci-après l'Emprunteur, souhaite refinancer 80 prêts initialement octroyés par la Caisse des Dépôt et Consignations, par deux prêts à taux fixes très compétitifs contractés auprès de la Caisse d'Épargne Languedoc-Roussillon ;

- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de réitérer sa garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement de 80 lignes de prêt réaménagées d'un montant total de 118 000 000 €, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans les contrats de prêt n°A172200H et n°A172200I joints en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération.

DÉCIDE

ARTICLE 1 : D'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 100 % pour le remboursement des deux prêts de refinancement à taux fixes d'un montant total de 118 000 000 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse d'Épargne Languedoc-Roussillon, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions des contrats de prêt n°A172200H et n°A172200I joints en annexe et faisant partie intégrante de la présente décision.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse d'Épargne Languedoc-Roussillon, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des prêts.

ARTICLE 4 : Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse d'Épargne Languedoc-Roussillon de tout projet de réforme de la présente décision.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 SEP. 2022

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MEJRE



Publiée le : 06 SEP. 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 06 SEP. 2022
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CE - Contrat de prêt A12200H 20 ans.pdf
- CE - Contrat de prêt A172200I 30 ans.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Pôle des Systèmes d'Information Numériques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au
marché M0B0035RI "Utilisation,
maintenance et évolution du logiciel Visual
PLANNING"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine « Développement économique, et numérique » ;

- VU la décision n°MD2021-1225 attribuant le marché n°M0B0035RI à l'entreprise SIMPLICITI SAS, pour un montant maximum de 60 000 € HT et pour une durée de 4 ans (montant et durée toutes reconductions confondues) ;

CONSIDERANT :

- que l'Acte d'Engagement – Cahier des Clauses Particulières (AE-CCP) indique dans son article 4.1 : Durée de l'accord-cadre « l'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter du 1/01/2021 jusqu'au 31/12/2021. » ;

- que ce marché a été notifié le 08/02/2022.

- L'article R2194-1 du Code de la Commande Publique selon lequel « *un marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence dans les conditions prévues par voie réglementaire, lorsque [...] 5° Les modifications ne sont pas substantielles* » ;

- Il convient donc de modifier la période initiale et de lire l'article 4.1 comme suit : L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de sa notification.

D E C I D E

ARTICLE 1 : De modifier la période initiale et de lire l'article 4.1 comme suit : L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de sa notification.

Ainsi, la période initiale débute au 08/02/2022 et se termine 08/02/2023.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer cet avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26/08/2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 29 AOUT 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture : 29 AOUT 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:
- Projet d'avenant.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M2D0079RI
' Pilotage technique projets applicatifs
MOE dans le cadre de la convention UGAP
2022-2025 ' - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine « Développement économique, et numérique » ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de poursuivre les prestations de chefs de projet pour la mise en œuvre du schéma directeur des systèmes d'information en passant par la convention UGAP ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : De poursuivre les prestations de chefs de projet via la convention UGAP pour un montant de 500 000 € HT soit 600 000 € TTC.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **09 SEP. 2022**

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 12 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **12 SEP. 2022**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Pôle des Systèmes d'Information Numériques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la constitution d'un
groupement de commandes pour
l'acquisition de modules complémentaires,
services associés et maintenance pour les
logiciels de la gamme ArcGIS du Système
d'Information Géographique**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif au Code de la commande publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes, ainsi que de toutes modifications à celles-ci, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame, Hind EMAD dans le domaine « Développement économique, et numérique » ;

CONSIDERANT,

- Que dans un objectif de coordination et de groupement des achats, afin d'aboutir à des économies d'échelle et de rationaliser les achats et la dépense publique ; Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Montpellier ont décidé d'avoir recours à la mutualisation des procédures d'achats publics par le biais de la présente convention constitutive d'un groupement de commandes dans le cadre d'un marché relatif à l'acquisition de modules complémentaires, services associés et maintenance pour les logiciels de la gamme ArcGIS du Système d'Information Géographique ;
- Que la Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur de ce groupement et sa commission d'Appel d'Offres sera celle du groupement, chaque membre du groupement s'assurant de l'exécution du marché pour ce qui le concerne ;
- Que la procédure conjointe sera conforme au Code de la Commande publique et aboutira à la conclusion d'un accord cadre à bons de commande, pour une période d'exécution de 3 ans ferme ;
- Que l'estimation totale du besoin pour Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 240 000 € HT ;
- Que sous réserve des dispositions de l'article 3.4 de la présente convention, une fois la procédure de passation lancée, chaque membre du groupement s'engage à exécuter avec le candidat retenu, à hauteur de ses besoins propres, le marché résultant du présent groupement ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention de groupement de commandes publiques est conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, relative à la passation d'un marché pour l'acquisition de modules complémentaires, services associés et maintenance pour les logiciels de la gamme ArcGIS du Système d'Information Géographique, au terme d'une procédure de consultation lancée en commun pour le compte des membres du groupement.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole est désignée par l'ensemble des membres du groupement en qualité de coordonnateur du groupement, chaque collectivité étant chargée de la bonne exécution du marché pour ce qui la concerne.

ARTICLE 3 : Cette convention prend effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement jusqu'à la date d'expiration du marché, périodes de reconductions éventuelles comprises.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 SEP. 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 02 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 02 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention groupement commande - ARCGIS .pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Maîtrise d'Ouvrage

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché n°5057DC18 -
Conduite, d'exploitation et de maintenance
multitechnique de la médiathèque centrale
Émile ZOLA - Avenant n°1 - Autorisation
de signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la « Culture et du patrimoine historique » ;

- VU la décision n°MD2018-890 attribuant le marché n°5057DC18 du marché de maintenance multitechnique de la médiathèque centrale Emile Zola à l'entreprise Services Maintenance Energies, pour un montant forfaitaire annuel de 148 143,38 € HT et des prestations ponctuelles rémunérées par application des quantités réellement exécutées aux prix indiqués sur le BPU, sans minimum ni maximum, et pour une durée de 12 mois reconductible trois fois.

CONSIDÉRANT :

- qu'il y a lieu de prolonger la durée d'exécution de trois mois afin de réaliser la notification du marché en cours de maintenance multitechnique des 3 équipements culturels que sont la médiathèque Emile ZOLA, le musée FABRE et la Cité des Arts.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché de maintenance multitechnique de la médiathèque centrale Emile Zola avec l'entreprise Services Maintenance Energies de prolongation de la durée de trois mois pour un montant mensuel de 15 199,51 € HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant / le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

12/09/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 14 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

14 SEP. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- ZOLA 5057DC18 Avenant 1.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la garantie de l'emprunt
contracté par la SA d'HLM CDC Habitat
Social, pour la construction de 33
logements sociaux - Résidence
"ENIGMA", Avenue de Maguelone à
Lattes - Convention - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Claudine VASSAS-MEJRI en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de signature à Madame Claudine VASSAS-MEJRI dans le domaine de l'Habitat, Logement et Parcours résidentiels ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;

- **VU** le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2022-277 du 26 juillet 2022 ;

- **VU** le contrat de prêt n°132650 en annexe signé entre CDC Habitat Social, Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Considérant :

- que la Société Anonyme d'HLM CDC Habitat Social, ci-dessous nommée « l'Emprunteur », acquiert, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), 33 logements locatifs sociaux neufs, résidence « ENIGMA », avenue de Maguelone à Lattes. Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur AMETIS, comprend 22 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 11 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par l'atelier d'architecture montpelliérain NBJ Architectes ;

- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement d'un prêt d'un montant total de 3 361 272 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°132650 joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération ;

- qu'en contrepartie, l'Emprunteur s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs ;

- que la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75 % pour le remboursement du Prêt d'un montant total de 3 361 272 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°132650, constitué de 4 lignes de prêts, joint en annexe et qui fait partie intégrante de la présente décision.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **27 OCT. 2022**

Madame la Vice-Présidente


Claudine VASSAS MEIRI



Publiée le : 27 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **27 OCT. 2022**

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONTRAT DE PRET_132650_Enigma_Lattes.pdf
- CDCHS_CONV_Enigma_Lattes.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Architecture Bâtiments Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au dépôt d'un permis de
démolir pour une maison d'habitation et
annexes situées au 123 Route de Lattes à
Saint Jean de Védas**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- CONSIDERANT :**
- Que par un acte d'acquisition en date du 19 juillet 2022, Montpellier Méditerranée Métropole est devenue propriétaire d'une maison d'habitation et bâtiments annexes avec terrain attenant situés au 123 routes de Lattes, lieudit Rieucoulon, 34 270 Saint Jean de-Védas, sur une parcelle cadastrée BA 0080 à Saint Jean de Védas ;
- Que dans le cadre du projet de contournement Ouest de Montpellier et de la ligne 2 du tramway, il est nécessaire de procéder à la démolition de la maison et des bâtiments annexes situés sur ladite parcelle ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à déposer un permis de démolir concernant une maison d'habitations et ses bâtiments annexes situés au 123 routes de Lattes, lieudit Rieucoulon, 34 270 Saint Jean de Védas, sur une parcelle cadastrée BA 0080 à Saint Jean de Védas ;

ARTICLE 2 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer la demande de permis de démolir visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **0 7 SEP. 2022**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDREY



Publiée le : **0 8 SEP. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **0 8 SEP. 2022**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Conservatoire**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de
partenariat et d'occupation du domaine
public entre la Cité des Arts et l'association
Les Filles du mardi - Approbation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la signature des conventions à objet culturel, hors champ de la commande publique, représentant un engagement financier pour la Métropole inférieur ou égal à 50 000 € HT ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO dans le domaine de la Culture et du Patrimoine historique ;
- **CONSIDERANT**
 - Que la Cité des Arts et « Les filles du mardi » organisent un week-end d'hommage à Juliette Gréco, les 22 et 23 octobre 2022 ;
 - Que le hall de la Cité des Arts sera inauguré le dimanche 23 octobre 2022 à 16h, et dédié à Juliette Gréco, en présence de sa petite-fille et du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou de son représentant ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Dans le cadre de ce week-end d'hommage à Juliette Gréco, l'auditorium Edgard Varèse sera mis à disposition des « Filles du mardi » dans le cadre d'une représentation publique, prévue le dimanche 23 octobre 2022 à 17h.

ARTICLE 2 : La présente mise à disposition est conclue pour les 21 octobre (installations dans l'auditorium, dont « Les Grandes gueules »), 22 octobre (répétitions et ateliers) et 23 octobre 2022 (concert). Les horaires d'occupation sont de 9h à 20h les vendredis et samedis, de 14h à 20h le dimanche.

ARTICLE 3 : Compte tenu du caractère d'intérêt général des activités exercées par le partenaire, la mise à disposition est consentie à titre gratuit. Tous fluides nécessaires au fonctionnement des équipements utilisés par le partenaire (eau, électricité, chauffage, climatisation), sont pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole.

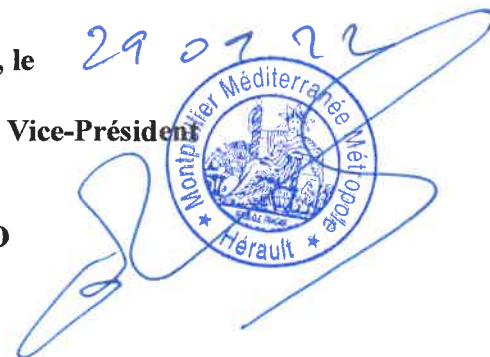
ARTICLE 4 : La Cité des Arts mettra à disposition de l'association un régisseur ou son adjoint, le temps de l'installation, des raccords, du concert et du démontage.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 30 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Les filles du mardi J Gréco.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un projet : Recycled
Water for LIFE (LIFE20 ENV/FR/000192 -
LIFE REWA) - Limiter les prélèvements
d'eau douce naturelle grâce à l'utilisation
d'eau recyclée multi-usage**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de demander à tout organisme financeur l'attribution de subventions ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL en matière de « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'Eau et de l'Assainissement » ;
- VU la délibération n°M2021-15 : Candidature de Montpellier Méditerranée Métropole au programme LIFE 2020 - Projet LIFE REWA (Recycled Water) - Limiter les prélèvements d'eau douce naturelle grâce au recyclage d'eau usée traitée ;
- VU l'accord de financement signé entre la Métropole et l'Union Européenne en date du 23 août 2021 portant sur le projet LIFE20 ENV/FR000192 Life REWA ;

CONSIDÉRANT :

- que l'Etat, les régions Occitanie et Nouvelle-Aquitaine se sont associées à l'Agence de l'Eau Adour Garonne pour créer l'Entente pour l'eau qui vise à répondre à l'urgence climatique pour contribuer à garantir la ressource qualitative et quantitative sur le bassin et éviter les conflits d'usages ;

- que l'entente pour l'eau a diffusé un appel d'offre (EC'EAU) destiné à promouvoir l'économie circulaire de l'eau et à soutenir les initiatives en faveur de la réutilisation des eaux usées traitées à des fins de substitution des ressources conventionnelles (eau potable et eau brute) ;
- que le projet LIFE REWA s'inscrit parfaitement dans les objectifs de cet appel à projet, la Métropole présente une candidature (en annexe) à l'appel à projet EC'EAU afin de compléter le financement européen ;
- que la subvention demandée, d'un montant de 459 389 € permettrait de réduire à 25,68 % la part d'autofinancement du projet.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver le projet de candidature et d'autoriser la signature du projet de candidature de Montpellier Méditerranée Métropole à l'appel à projet EC'EAU diffusé par l'entente pour l'Eau ainsi que toutes les pièces permettant sa mise en œuvre.

L'aide demandée à travers l'AAP EC'EAU s'élève à 459 389 €, autrement dit, la subvention demandée est de 25,68 % du montant global du projet.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera inscrite sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le projet et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **20 SEP. 2022**

Monsieur le Vice-Président

René REVOIL



Publiée le : **20 SEP. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **20 SEP. 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Dossier complet LIFE REWA pour EC'EAU (003).pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au marché n°M2B0004EP
- Construction d'un mur de soutènement
au 11 rue Bellevue à Restinclières -
Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président délégué aux Voiries et à l'Espace Public ;

Considérant :

- qu'il est nécessaire de construire un mur de soutènement au 11 rue de Bellevue à Restinclières ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L2123-1 et R2123-1 1° du Code de la commande publique sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 2 mois (hors période de préparation de 30 jours) ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Prix 60%
 - ° Valeur technique 40%

- qu'après analyse, l'entreprise Le Marcory sise 1 avenue de Montpellier à Clermont l'Hérault présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché M2B0004EP de construction d'un mur de soutènement situé au 11 rue de Bellevue à Restinclières à l'entreprise Le Marcory pour un montant estimatif de 89 972,10€ HT ;

Le marché prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux. Sa durée est de 2 mois (hors période de préparation de 30 jours).

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **14 SEP. 2022**

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : **16 SEP. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **16 SEP. 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°M0D0087EA - Marché global de
performance relatif à la modernisation de
la station d'épuration Maera dans une
démarche de développement durable**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement » ;
- VU la délibération du Conseil n°14828 du 26 juillet 2017, relative à l'extension et adaptation de la station de traitement des eaux usées « Maera » et approuvant le programme des travaux, son estimation ainsi que la procédure de passation du marché (procédure concurrentielle avec négociation) ;
- VU la décision MD2019-1211 du 3 décembre 2019 relative à la déclaration sans suite de la procédure de mise en concurrence lancée en mai 2018 ;

- VU la délibération n°M2020-457 du 17 décembre 2020, approuvant la mise à jour du programme des travaux de modernisation de la station de traitement des eaux usées MAERA et son enveloppe financière ainsi que le lancement d'une procédure de marché global de performances en vue de la désignation du groupement d'entreprises en charge de la conception/réalisation/exploitation et maintenance du projet de modernisation de MAERA ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il est nécessaire de moderniser la station d'épuration Maera dans une démarche de développement durable ;

- qu'une consultation concernant le marché global de performances comprenant une phase de conception, une phase de réalisation ainsi qu'une phase d'exploitation, relatif à la modernisation de la station d'épuration Maera est nécessaire ;

- qu'une procédure avec négociation a été lancée conformément aux articles R. 2124-1, R. 2131-16 à R. 2131-17, R. 2161-12 à R. 2161-60, R.2171-2 à R. 2171-3, L. 2124-1, L. 2124-3, L. 2171-1, L.2171-3, L. 2171-7 et L. 2171-8 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché global de performances pour une durée de 111 mois (9 ans + 3 mois) ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- ° Valeur financière de l'offre : 40%
- ° Valeur technique de l'offre pour la conception - réalisation : 30 %
- ° Valeur technique de l'offre pour l'exploitation : 15 %
- ° Démarche durable et intégration architecturale : 15 %

- que la Commission d'appel d'offres dans sa séance du 12/07/2022 a adopté le classement des offres et choisi l'offre du groupement OTV SUD (mandataire) sise L'Aquarène – 1, Place Montgolfier – 94417 SAINT MAURICE // VEOLIA EAU // RAZEL BEC // GTM SUD-OUEST TP GC // BOUYGUES ENERGIES ET SERVICES SAS // EGIS EAU // CABINET MERLIN // TOURRE SANCHIS // AI PROJECT présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M0D0087EA - Marché global de performances relatif à la modernisation de la station d'épuration Maera dans une démarche de développement durable au groupement OTV SUD (mandataire) sise L'Aquarène – 1, Place Montgolfier – 94417 SAINT MAURICE // VEOLIA EAU // RAZEL BEC // GTM SUD-OUEST TP GC // BOUYGUES ENERGIES ET SERVICES SAS // EGIS EAU/ CABINET MERLIN // TOURRE SANCHIS // AI PROJECT.

Le marché est conclu pour un montant incluant les coûts d'investissement et d'exploitation de :
248 909 656 € HT en tranche ferme plus tranche optionnelle 1 ;
237 610 887 € HT en tranche ferme plus tranche optionnelle 2.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Le délai global prévisionnel du marché est de 9 ans et 3 mois dont une période d'exploitation globale de 9 ans.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **06 SEP. 2022**

Monsieur le Vice-Président

René REVOL



Publiée le : **07 SEP. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **07 SEP. 2022**

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention
d'occupation temporaire pour travaux de
la parcelle privée de Monsieur Philippe
CHAILLAN - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics ou privés ou constituant une servitude ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans les domaines des Voiries et de l'Espace Public ;

CONSIDERANT :

- que la réalisation des travaux d'enfouissement du réseau aérien France Télécom traversant la RM 986^{E2} Route de Ganges nécessite un accès à la parcelle privée de Monsieur Philippe CHAILLAN cadastrée AK 26 sur la commune de Grabels ;
- que ces travaux nécessitent la réalisation d'une tranchée entre la chambre Orange et le poteau située sur la parcelle privée sus mentionnée ;
- que l'occupation de la parcelle privée pour l'exécution des travaux doit être consentie par le propriétaire par convention ;

- que la convention, objet de la présente décision, est conclue pour la durée des travaux (estimée à 15 jours) à compter de la date de la dernière signature de la convention.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation temporaire pour travaux de la parcelle de Monsieur Phillipe CHAILLAN.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **14 SEP. 2022**

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : **16 SEP. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **16 SEP. 2022**

Liste des annexes transmises en préfecture:

- cott Centre équestre VD.pdf
- ANNEXE.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Unité Assurances

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M8D5196AJ
- Souscription des contrats d'assurance
pour le compte de Montpellier
Méditerranée Métropole - Lot n°1 Risques
automobiles - Avenant de majoration n°1**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande Publique et Gestion active et optimisée du patrimoine » ;
- VU la décision n°MD2019-308 attribuant le lot n°1 du marché M8D5196AJ à la compagnie d'assurance SMACL, pour un montant de 1 226 963 € HT et pour une durée de 4 années et 9 mois (hors indice contractuel et évolution de la flotte automobile)

CONSIDÉRANT :

- que le contrat conclu avec cette compagnie d'assurance fixait une prime annuelle globale (calculée sur la base de prix unitaires par type de véhicule), indexée chaque année sur l'indice SRA publiée par l'INSEE et l'assiette de prime constituée par la flotte de véhicules;
- que par un courrier en date du 20 juin 2022, la compagnie d'assurance SMACL informait Montpellier Méditerranée Métropole que les résultats techniques du contrat étaient dégradés avec un rapport sinistre à prime qui s'élève à 90.40% depuis la prise d'effet du contrat ;
- que ces résultats rendaient nécessaires la modification des conditions contractuelles pour maintenir le contrat ;
- que ces modifications demeurent acceptables attendu que la sinistralité de Montpellier Méditerranée Métropole et le montant des sommes versées par la compagnie d'assurance au titre du contrat ont effectivement subi une augmentation significative depuis la conclusion du contrat ;
- que la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir, en vertu de l'alinéa 3 de l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant 1 au marché n°M8D5196AJ de Souscription de contrats d'assurances pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole – Lot 1 – Risques automobiles avec la compagnie d'assurance SMACL, ayant pour objet une augmentation des bases tarifaires de +10% et une application de nouvelles franchises pour tout sinistre relevant des garanties, telles définies à l'avenant.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2023 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 OCT. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 04 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant exceptionnel - 10 franchises

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Ressources Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Octroi de la protection fonctionnelle à Monsieur Michaël DELAFOSSE

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle lui permettant d'accorder la protection fonctionnelle aux élus qui en font la demande conformément aux dispositions de l'article L. 134-1 et suivants du Code général de la fonction publique et des articles L. 2123-34, L. 2123-35, L. 5217-7 et L. 5215-16 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de « l'Administration générale, Commande publique, et Gestion active et optimisée du patrimoine » ;

CONSIDERANT :

- que la Métropole est tenue d'accorder sa protection au Président, à l' élu le suppléant ou ayant reçu une délégation, d'une part, lorsque celui-ci fait l'objet de poursuites pénales à l'occasion de faits qui n'ont pas le caractère de faute détachable de l'exercice de ses fonctions et, d'autre part, lorsque celui-ci est victime de violences, menaces ou outrages à l'occasion ou du fait de ses fonctions ;
- qu'à ce titre, la Métropole doit prévenir les attaques à l'encontre de ses élus, leur apporter son soutien et son assistance dans les procédures judiciaires ;
- qu'au titre de l'assistance, la Métropole doit à l' élu une aide au recours au ministère d'avocat (librement choisi par l' élu) ainsi que la prise en charge des honoraires d'avocat utiles à sa défense ainsi que des frais de procédure sur justificatifs et des consignations ;

- que la Métropole, ayant pour obligation d'assurer une juste réparation du préjudice subi par l'élu, prendra en charge les dommages et intérêts qui lui sont alloués sur la base de la décision juridictionnelle définitive si la personne condamnée ne s'en est pas acquittée (la Métropole se retournant ensuite contre la personne condamnée) ;
- que Monsieur Michaël DELAFOSSE est victime de diffamation et d'atteinte à la vie privée dans un article paru dans le journal « L'Agglo Rieuse » paru le 24 août 2022 ;
- qu'au regard des faits existants, il n'a pas commis de faute personnelle pouvant remettre en cause son droit à la protection ;
- qu'il a effectué une demande de protection fonctionnelle.

DECIDE

ARTICLE 1 : La protection fonctionnelle est accordée à Monsieur Michaël DELAFOSSE dans le cadre de la première instance de l'affaire relative aux propos diffamatoires et d'atteinte à la vie privée dont il est victime.

ARTICLE 2 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 SEP. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 21 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent
M1D0100EP Travaux d'aménagement du
parking des Libertés à Castries - Avenant
n°1 - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans les domaines des voiries et de l'Espace Public ;
- VU la décision n°2022-140 attribuant le marché M1D0100EP de travaux d'aménagement du parking des Libertés à Castries à l'entreprise COLAS Midi Méditerranée pour un montant estimatif de 403 225,85 € HT et pour une durée de 5 mois (dont une période de préparation de 30 jours) ;

CONSIDÉRANT :

- que suite à une modification du choix des revêtements des places de parkings et de certains trottoirs pour les rendre perméables, il est nécessaire de passer un avenant pour introduire des prix nouveaux relatifs à cette modification ;

- que cette modification du choix des revêtements des places de parkings et de certains trottoirs pour les rendre perméables a également engendré une plus-value au marché de 29 570 € HT, soit 7,33 % d'augmentation, portant le nouveau montant du marché à 432 795,85 € HT.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché M1D0100EP avec l'entreprise COLAS Midi Méditerranée, avenant n°1 d'un montant de 29 570 € HT, portant le nouveau montant du marché à 432 795,85 € HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **15 SEP. 2022**

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : **15 SEP. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **15 SEP. 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet d'avenant 1.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au
marché M0D0013EA - Travaux de
raccordement des eaux usées de la ZAC
Cambacérès sur l'intercepteur Est**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement » ;
- VU la décision n°MD2021-1017 autorisant la signature du marché M0D0013EA - Raccordement des eaux usées de la ZAC CAMBACERES sur L'intercepteur Est au groupement SCAM TP (mandataire sis 825 Avenue de la Cresse St Martin-34660 COURNONSEC) EIFFAGE (cotraitant) - ABE SOL et COLAS (sous-traitants) ;

CONSIDÉRANT :

- que le cadre de l'exécution du marché, des adaptations techniques et une prolongation du délai d'exécution se sont avérées nécessaires compte tenu des circonstances particulières et imprévues ;
- qu'il convient d'introduire au marché des prix nouveaux, lesquels s'ajouteront à ceux prévus dans le Bordereau des Prix Unitaires afin de permettre la rémunération du titulaire conformément à ces adaptations techniques ;
- qu'il est donc nécessaire de passer un avenant pour introduire des prix nouveaux et permettre la rémunération du titulaire.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché M0D0013EA - Raccordement des eaux usées de la ZAC CAMBACERES sur L'intercepteur Est au groupement SCAM TP (mandataire sis 825 Avenue de la Cresse St Martin-34660 COURNONSEC) EIFFAGE (cotraitant) - ABE SOL et COLAS (sous-traitants).

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché. Le montant de l'avenant est de 30 544,68 € HT soit 5,01 % du montant du marché initial, soit un nouveau montant du marché de 640 534,70 € HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **20 SEP. 2022**

Monsieur le Vice-Président

René REVOL



Publiée le : **20 SEP. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **20 SEP. 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant 1- M0D0013EA.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de 131m²
de bien immobilier sis 5 rue Simone de
Beauvoir à Saint Jean de Védas
appartenant à Mme DURAND dans le
cadre de la réalisation de la ligne 5 de
tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;

- **VU** la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;
- **VU** l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;
- **VU** l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon.

CONSIDERANT :

- que 131 m² du bien immobilier sis 5 rue Simone de Beauvoir à Saint Jean de Védas cadastré section BW n°226, appartenant à Madame DURAND est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur la parcelle cadastrée section BW n°226.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 131 m² du bien immobilier sis 5 rue Simone de Beauvoir à Saint Jean de Védas, cadastré section BW n°226, appartenant à Madame DURAND.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 35 155 € (TRENTE CINQ MILLE CENT CINQUANTE CINQ EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Madame DURAND et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 6 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Madame DURAND.

ARTICLE 7 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5^{ème} ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 AOUT 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



30 AOUT 2022

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 AOUT 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PPA
- PUV
- AT-DTR

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de 70m² et
de 52m² de biens immobiliers sis Garrigue
du Pont à Saint Jean de Védas,
appartenant à l'indivision
PALIES/CIESLA, dans le cadre de la
réalisation de la ligne 5 de tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;

- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon.
- **CONSIDERANT** que 70 m² du bien immobilier sis Garrigue du Pont à Saint Jean de Védas, cadastré section BT n° 108 et que 52 m² du bien bien immobilier sis Garrigue du Pont à Saint Jean de Védas, cadastré section BT n° 158, appartenant à l'indivision PALIES/CIESLA, sont nécessaires à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de ces dites emprises ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur les parcelles cadastrées section BT n° 108 et BT n° 158 ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 70 m² du bien immobilier sis Garrigue du Pont à Saint Jean de Védas, cadastré section BT n° 108 et 52 m² du bien bien immobilier sis Garrigue du Pont à Saint Jean de Védas, cadastré section BT n° 158, appartenant à l'indivision PALIES/CIESLA.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition des biens immobiliers désignés à l'article 1 ci-dessus est fixé à 4 046 € (QUATRE MILLE QUARANTE SIX EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition des biens immobiliers désignés à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée des emprises désignées à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par l'indivision PALIES/CIESLA et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée des emprises désignées à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julié FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 6 : La convention d'autorisation de travaux sur les parcelles désignées à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par l'indivision PALIES/CIESLA.

ARTICLE 7 : La convention d'autorisation de travaux sur les parcelles désignées à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 AOUT 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



30 AOUT 2022

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 AOUT 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PPA

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de 45m² de
bien immobilier sis 110 rue Albert Viger à
MONTPELLIER appartenant à M. et
Mme MAYRAND dans le cadre de la
réalisation de la ligne 5 de tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon ;

CONSIDERANT :

- que 45 m² du bien immobilier sis 110 rue Albert Viger à MONTPELLIER, cadastré section IL n°237, appartenant à Monsieur et Madame MAYRAND, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;

- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;

- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur la parcelle cadastrée section IL n°237.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 45 m² du bien immobilier sis 110 rue Albert Viger à MONTPELLIER, cadastré section IL n°237 appartenant à Monsieur et Madame MAYRAND.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 29 850 € (VINGT NEUF MILLE HUIT CENT CINQUANTE EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5^{ème} ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur et Madame MAYRAND et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5^{ème} ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 6 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur et Madame MAYRAND.

ARTICLE 7 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5^{ème} ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 AOUT 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 30 AOUT 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 30 AOUT 2022
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- UF 5300 - PPA signée.pdf
- UF 5300 - PUV signée.pdf
- UF 5300 - AT-DTR-Plans signés.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société OXELTIS dans le
Biopole Euromédecine à Grabels**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Immeuble CAP GAMMA à Grabels : la société OXELTIS, représentée par Monsieur Jean-Marc ALLAIRE est une SAS dont l'activité est la prestation de services en chimie médicinale. Elle est candidate à la location du lot CG 2.3 d'une surface de 172 m² pour une période de 36 mois, portant sa surface locative totale à 784 m².
La société emploie 31 personnes et prévoit un effectif de 37 salariés à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société OXELTIS ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09 SEP. 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 12 SEP. 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 12 SEP. 2022
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de 2 403m²
de bien immobilier sis Le Frescau à
MONTPELLIER, appartenant à
l'indivision BARCELONNE, dans le cadre
de la réalisation de la ligne 5 de tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole; puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon ;

CONSIDERANT :

- que 2 403 m² du bien immobilier sis Le Frescau à MONTPELLIER, cadastré section PK n° 65, appartenant à l'indivision BARCELONNE est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;

- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 2 403 m² du bien immobilier sis Le Frescau à MONTPELLIER, cadastré section PK n° 65, appartenant à l'indivision BARCELONNE.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 35 363 € (TRENTE CINQ MILLE TROIS CENT SOIXANTE TROIS EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par l'indivision BARCELONNE et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 AOUT 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



[Handwritten signature]

Publiée le : 30 AOUT 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 30 AOUT 2022
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- UF 3090 - PPA signé.pdf
- UF 3090 - PUV signé.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de 75m² de
bien immobilier sis 54 route de Lavérune à
MONTPELLIER, appartenant à
BANQUE CIC SUD OUEST, dans le cadre
de la réalisation de la ligne 5 de tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2^{ème} phase de la 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon ;

CONSIDERANT :

- que 75 m² du bien immobilier sis 54 route de Lavérune à MONTPELLIER, cadastré section IV n°184, appartenant à BANQUE CIC SUD OUEST est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;

- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;

- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur la parcelle cadastrée section IV n°184.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 75 m² du bien immobilier sis 54 route de Lavérune à MONTPELLIER, cadastré section IV n°184, appartenant à BANQUE CIC SUD OUEST.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 32 763 € (TRENTE DEUX MILLE SEPT CENT SOIXANTE TROIS EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5^{ème} ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par BANQUE CIC SUD OUEST et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5^{ème} ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 6 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par BANQUE CIC SUD OUEST.

ARTICLE 7 : La convention d'autorisation de travaux sur les parcelles désignées à l'article 1. ci-dessus est signée par Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 AOUT 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 30 AOUT 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 30 AOUT 2022
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- UF 4980 - PPA signée.pdf
- UF 4980 - PUV signée.pdf
- UF 4980 - AT DTR signés.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de 34m² de
bien immobilier sis 147 rue Alber Viger à
MONTPELLIER, appartenant au syndicat
des copropriétaires de la propriété dans le
cadre de la réalisation de la ligne 5 de
tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2^{ème} phase de la 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;

- **VU** l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

- **VU** l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon.

CONSIDERANT :

- que 34 m² du bien immobilier sis 147 rue Albert Viger à MONTPELLIER, cadastré section IL n°234, appartenant au syndicat des copropriétaires est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;

- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;

- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur la parcelle cadastrée section IL n°234.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 34 m² du bien immobilier sis 147 rue Albert Viger à MONTPELLIER, cadastré section IL n°234, appartenant au syndicat des copropriétaires.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition des biens immobiliers désignés à l'article 1 ci-dessus est fixé à 33 364 € (TRENTE TROIS MILLE TROIS CENT SOIXANTE QUATRE EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5^{ème} ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par un représentant du syndicat des copropriétaires et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5^{ème} ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 6 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par un représentant du syndicat des copropriétaires.

ARTICLE 7 : La convention d'autorisation de travaux sur les parcelles désignées à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **30 AOUT 2022**

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE

The image shows a handwritten signature in black ink over a blue circular official stamp. The stamp contains the text "Montpellier Méditerranée Métropole" around the top and "Herault" at the bottom, with a central emblem.

Publiée le : **30 AOUT 2022**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **30 AOUT 2022**
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- UF 5280 - PPA signée.pdf
- UF 5280 - PUV signée.pdf
- UF 5280 - AT-DTR-plans signés.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de
financement amélioration de la défense
incendie du parc d'activité Aftalion
Baillargies - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Véronique NEGRET en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Véronique NEGRET dans les domaines de « Littoral, Prévention des Risques Majeurs et GEMAPI » ;

CONSIDÉRANT :

- que l’instruction récente de plusieurs projets d’extension d’activités par la Direction Déléguée des Cycles de l’Eau dans le Parc d’Activité « Aftalion » a révélé l’insuffisance de la défense incendie de la zone ;
- que pour assurer le fonctionnement, un bouclage du réseau d’eau potable sur la rue Paul Cézanne en amont par la pose d’une canalisation en fonte Ø 150 mm sur 105 ml est nécessaire ;
- que le Syndicat Mixte Garrigues Campagne étant propriétaire et compétent pour l’eau potable, dispose d’un monopole d’intervention sur les réseaux, qui servent également dans le cadre de la défense incendie, compétence de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- que le Syndicat Mixte Garrigues Campagne assurera la maîtrise d’ouvrage des travaux de pose de canalisations, propriétés du syndicat ;
- que dans le cadre de sa compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie, la Métropole doit rembourser au Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) le montant des travaux relatifs à ce bouclage de réseau soit une contribution financière prévisionnelle égale à 38 000 € HT.

DECIDE

ARTICLE 1 : D’autoriser la signature de la convention de financement amélioration de la défense incendie du parc d'activité Aftalion Baillargies entre Montpellier Méditerranée Métropole et Syndicat Mixte de Garrigues Campagne.

ARTICLE 2 : De dire que dans le cadre de sa compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie, la Métropole doit rembourser au Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) le montant des travaux relatifs à ce bouclage de réseau soit une contribution financière prévisionnelle égale à 38 000 € HT.

ARTICLE 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : D’autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29 SEP. 2022

Madame la Vice-Présidente

Véronique NEGRET



Publiée le : 03 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 03 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de financement amélioration de la défense incendie - Aftalion.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché n°M1C0030DS
- Maîtrise d'œuvre pour la rénovation des
bassins et plages de la piscine Pitot de
Montpellier Méditerranée Métropole -
Attribution

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président, le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives » ;

CONSIDÉRANT :

- la nécessité de confier une mission de maîtrise d'œuvre pour la rénovation des bassins et plages de la piscine Pitot de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- qu'une consultation a été lancée, conformément aux articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du code de la commande publique, sous la forme d'un marché à prix global et forfaitaire (forfait de rémunération provisoire), pour une durée prévisionnelle de vingt-quatre mois ;
- que les critères d'appréciation des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique au regard du mémoire technique : 60% ;
 - Prix des prestations au regard du montant global et forfaitaire mentionné à l'acte d'engagement : 40% ;
- qu'après analyse, le groupement ASTER BTP (mandataire) / OTEIS (co-traitant), sis au 29, bis avenue des Palmiers, à Nice (06100), présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M1C0030DS « Maîtrise d'œuvre pour la rénovation des bassins et plages de la piscine Pitot de Montpellier Méditerranée Métropole » au candidat ASTER BTP (mandataire) / OTEIS (co-traitant), sis au 29, bis avenue des Palmiers, à Nice (06100), pour un taux de rémunération fixé à 10,5% et un forfait de rémunération provisoire de 168 250 € HT (152 250 € pour les missions de base et 16 000 € HT pour la mission complémentaire).

La durée prévisionnelle d'exécution des prestations est de vingt-quatre mois. L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Responsable du service gestion comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

09 SEP. 2022

Monsieur le Vice-Président

Christian ASSAF



Publiée le : 12 SEP. 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 12 SEP. 2022
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'agrément de
candidature des sociétés SCI 41 et SAS
IGUAL dans la ZAC Charles Martel
Extension à Villeneuve-lès-Maguelone**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature des sociétés ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Charles Martel Extension à Villeneuve-lès-Maguelone. La SCI 41 et la SAS IGUAL sont candidates à l'acquisition du lot 10 de 1 614 m² pour la réalisation d'un bâtiment à vocation de bureaux et de stockage (surface de plancher maximale de 600 m²). La construction globale est de 5 397 m² répartie sur le lot 10 de la ZAC Charles Martel Extension, le lot 16 du lotissement Charles

Martel et sur les parcelles AS483 et AS484, déjà propriétés de la SCI 4I. L'utilisateur final sera la société IGUAL pour une activité de distribution de produits d'entretien. Elle compte actuellement 62 collaborateurs et prévoit un effectif de 79 salariés à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la SCI 4I et de la société IGUAL ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme est approuvé.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **09 SEP. 2022**

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : **12 SEP. 2022**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **12 SEP. 2022**
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature des sociétés SCI 41 et SAS
IGUAL dans le lotissement Charles Martel
à Villeneuve-lès-Maguelone**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique »
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature des sociétés ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans le lotissement Charles Martel à Villeneuve-lès-Maguelone. La SCI 41 et la SAS IGUAL sont candidates à l'acquisition du lot 16 de 3 519 m² pour la réalisation d'un bâtiment à vocation de bureaux et de stockage (surface de plancher maximale de 1 500 m²). La construction globale est de 5 397 m² répartie sur le lot 16 du lotissement Charles Martel et sur le lot 10 de la ZAC Charles Martel Extension et sur les parcelles AS483 et AS484, déjà propriétés de la SCI 41. L'utilisateur final sera la société IGUAL pour une activité de distribution de produits d'entretien. Elle compte actuellement 62 collaborateurs et prévoit un effectif de 79 salariés à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la SCI 41 et de la société IGUAL ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme est approuvé.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction

ARTICLE 4 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **09 SEP. 2022**

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 12 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **12 SEP. 2022**

Liste des annexes transmises en préfecture:

- IGUAL_DEMANDE D'AGREMENT_Lot CM_LOT 16.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Unité Assurances

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché n°M8D5196AJ
de souscription des contrats d'assurance
pour le compte de Montpellier
Méditerranée Métropole - Lot n°2
"Dommages aux biens" - Avenant n°4 de
majoration

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande Publique et Gestion active et optimisée du patrimoine » ;

- **VU** la décision MD2019-347 du 14/05/2019 attribuant le lot 2 du marché M8D5196AJ « Souscription des contrats d'assurances d'assurance permanentes de Montpellier Méditerranée Métropole » à la compagnie d'assurance SMACL, ;
- **VU** la décision MD2021-891 autorisant la signature de l'avenant « spécial avis d'échéance 2021 » comportant une évolution tarifaire sur la branche « Dommages aux biens » de 5% (y compris l'évolution indiciaire FFB de +0,07%) ;
- **VU** la décision MD2021-893 autorisant la signature de l'avenant 3 relatif à la révision de la superficie des bâtiments ;

Considérant :

- que par un courrier en date du 20 juin 2022, la compagnie d'assurance SMACL informait Montpellier Méditerranée Métropole que les résultats techniques du contrat étaient très dégradés avec un rapport sinistre à prime qui s'élève à 182% depuis la prise d'effet du contrat, ce qui rendait nécessaire la modification des conditions contractuelles;
- que la compagnie a donc pris la décision d'une évolution tarifaire sur la dernière année d'exécution du contrat, faisant passer le taux HT au m2 de 0,877841€ à 1,00951715€, l'adjonction d'une annexe imposant des clauses grands risques pour certains bâtiments, l'adjonction de limites à la clause d'automaticité de garantie ;
- que ces modifications demeurent acceptables attendu que la sinistralité de Montpellier Méditerranée Métropole et le montant des sommes versées par la compagnie d'assurance au titre du contrat ont effectivement subi une augmentation significative depuis la conclusion du contrat ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant 4 au marché n°M8D5196AJ de Souscription de contrats d'assurances pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole – Lot 2 – Dommages aux biens 1^{ère} ligne avec la compagnie d'assurance SMACL augmentant de 3.2 % pour le montant total du marché représentant 15 % d'augmentation pour la dernière année ; Soit un montant de cotisation 2023 de 361 430 € H.T (non inclus évolution de l'indice FFB et de la superficie des bâtiments pour l'année 2023).

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2023 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **10 OCT. 2022**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 14 OCT. 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **14 OCT. 2022**
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de
groupement de commandes entre la Ville
de Montpellier, Montpellier Méditerranée
Métropole, le Département de l'Hérault et
le Service Départemental d'incendie et de
secours de l'Hérault pour l'acquisition de
véhicules et d'équipements - Autorisation
de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif aux marchés publics
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du patrimoine » ;

Considérant :

Les exercices budgétaires contraints imposent une gestion rigoureuse des moyens financiers. Il s'agit aussi bien de rechercher la performance économique que de mettre en adéquation les besoins des services avec les moyens disponibles en rationalisant leur emploi.

Ainsi, la démarche de collaboration entre le Conseil départemental de l'Hérault et le SDIS 34 se formalise par une convention pluriannuelle dont l'un des objectifs est de réfléchir aux pistes de développement d'achat public entre les deux structures. C'est dans ce cadre qu'il avait été créé en 2016 et en 2020 un groupement de commande publique entre les deux structures relatives aux marchés d'acquisition de pièces détachées et d'entretien des deux parcs roulants.

Des démarches vertueuses de recherche de mutualisation d'actions et de moyens ont été entreprises également avec Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier. C'est dans cet esprit qu'il vous est proposé la création d'un nouveau groupement de commande publique pour l'achat de véhicules et d'équipements élargi à ces deux collectivités.

Le nouveau groupement de commandes est ainsi constitué de 4 membres : un établissement public local (le SDIS 34) et trois collectivités territoriales (Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le Département de l'Hérault) ; il est proposé que le Département de l'Hérault en soit le coordonnateur. La présidence de la commission d'appel d'offres sera assurée par le coordonnateur qui sera également chargé de l'attribution des marchés et de la gestion des opérations de sélection des cocontractants.

Les gammes d'achat prévisionnelles identifiées sont les suivantes :

- Gamme Berlines
- Gamme Pick up
- Gamme LxHx
- Gamme Equipements Incendie

Cette liste pourra être utilement complétée et enrichie par d'autres univers/segments d'achats au cours d'exécution de la convention.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le département de l'Hérault et le Service Départemental d'incendie et de secours de l'Hérault, conformément aux articles L2113-6 et L2113-7 du Code de la Commande Publique, pour l'acquisition de véhicules et d'équipements, convention aux termes de laquelle le Département de l'Hérault est désigné coordonnateur du groupement, et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour attribuer ce marché ;

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de Montpellier Méditerranée Métropole, tout chapitre ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Responsable du Service de Gestion Comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 OCT. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 04 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention_CD_SDIS34_3M_MTP GROUPEMENT ACHAT VEHICULES.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition du lot 816
sur l'assiette de la copropriété les Collines
d'Estanove, située 2 rue de l'Escoutadou et
2223 boulevard Paul Valéry à
MONTPELLIER, appartenant à Mme
ROUZIES Eliane, dans le cadre de la
réalisation de la ligne 5 de tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente, le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;

- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3,7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon ;

CONSIDERANT

- que le lot 811, sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove, les parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°805, situées 2, rue de l'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, propriété de Madame ROUZIES Eliane, sont nécessaires à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert le lot 816 sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées 2, rue de l'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, propriété de Madame ROUZIES Eliane.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 4 200 € (QUATRE MILLE DEUX CENT EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Madame ROUZIES Eliane et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **06 SEP. 2022**

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : **06 SEP. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **06 SEP. 2022**

Liste des annexes transmises en préfecture:

- UF4890-lot 816_PPA signée(new).pdf
- UF4890-lot 816_PUV signée(new).pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle cadastrée DV 640, rue des Tulipes
- Commune de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 Juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU l'accord de la société Vinci Immobilier pour céder à l'euro symbolique, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, la parcelle cadastrée DV 640 d'une emprise de 236 m², située rue des Tulipes sur la commune de Montpellier ;

- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir cette emprise permettant l'élargissement du trottoir rue des Tulipes à Montpellier ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la société Vinci Immobilier, ou toute société se substituant, la parcelle cadastrée DV 640 d'une emprise de 236 m², permettant l'élargissement du trottoir rue des Tulipes à Montpellier.

ARTICLE 2 : L'acquisition est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement. Le terrain acquis sera intégré au domaine public métropolitain.

ARTICLE 3 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 2 SEP. 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : - 5 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

- 5 SEP. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M2B0055PP
- Audit des Dispositifs de Retenue Routiers
- Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président Délégué aux Voiries et à l'Espace Public ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il est nécessaire de procéder à un audit des dispositifs de retenue routiers sur la voirie métropolitaine ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L2123-1 et R2123-1 1° du Code de la commande publique sous la forme d'un marché ordinaire non alloti pour une durée de 8 mois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique – 60%
 - Prix – 40%

- qu'après analyse, l'entreprise ASCODE sise 2090 route des Milles, impasse Opaline Bâtiment B à EIGUILLES présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché M2B0055PP d'audit des dispositifs de retenue routiers à l'entreprise ASCODE pour un montant de 45 500 € HT.

Le marché prend effet à compter de la notification. Sa durée est de 8 mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 SEP. 2022

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 16 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de
mandat de gestion et d'exploitation du
parking de l'Hôtel de Ville de Montpellier
à la SPL TaM - Attribution - Autorisation
de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE, dans les domaines des transports et mobilités actives ;

CONSIDERANT :

- Que la mise en place d'un opérateur professionnel pour gérer et exploiter le parc de stationnement situé sous le parvis de l'Hôtel de Ville de Montpellier, est nécessaire ;
- Que la SPL TaM a la capacité et les compétences pour exécuter cette mission ;
- Que l'offre transmise par la SPL TaM a permis de valider les compétences attendues ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Un mandat de gestion et d'exploitation est signé avec la SPL TaM afin de lui confier les prestations d'exploitation du parc de stationnement de l'Hôtel de Ville de Montpellier.

ARTICLE 2 : Le mandat a une durée de 5 ans, à compter de la notification de l'ordre de service prescrivant le commencement d'exécution des prestations.

ARTICLE 3 : Le montant du mandat s'élève à 1 840 603 € HT pour 5 ans. Cette dépense est prévue au budget annexe parking de la Métropole.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation est autorisée à signer le mandat visé à l'article 1 et tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier principal municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 SEP. 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 23 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire 23 SEP. 2022

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Pôle Déchets et Cycles de l'Eau
Service Ressources Transversales Déchets

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative relative au marché
n°M9D0083VD SUIVI POST
EXPLOITATION DE L'ISDND DE
CASTRIES - LOTS 1, 2 ET 3**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur François VASQUEZ en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur François VASQUEZ dans le domaine de « Collecte, Tri, Valorisation des déchets et à la Politique zéro déchets » ;
- VU la décision n°MD2019-1151 attribuant le marché M9D0083VD relatif au « Suivi post-exploitation de l'ISDND de Castries comme suit :

- Lot n°1 à l'entreprise SMTVD SA, 765, rue Henri Becquerel, 34000 Montpellier, pour le « suivi général, entretien courant et maintenance des équipements techniques, du bâtiment, prélèvements et analyses environnementales réglementaires périodiques du site de Castries », pour un montant estimé à 640 000 € HT sur la durée totale du marché, soit sur 3 ans ;
- Lot n°2 à l'entreprise OVIVE SAS, ZIA - 10, rue de Lorival, 59113 Seclin, pour l'« exploitation de l'unité de traitement des lixiviats du site de Castries », pour un montant estimé à 665 000 € HT sur la durée totale du marché, soit sur 3 ans ;
- Lot n°3 à l'entreprise GRS VALTECH 112, chemin de Mire, 69780 Saint Pierre de Chandieu, pour les « travaux de maintenance du réseau de captage et de traitement du biogaz, des dispositifs d'étanchéité de collecte et de stockage des eaux du site de Castries », pour un montant estimé à 233 000 € HT sur la durée totale du marché, soit sur 3 ans.

Considérant :

- qu'il convient de passer un avenant n°1 à chacun des 3 lots pour corriger l'erreur matérielle évidente de la formule de révision qui comporte un oubli de précision sur la pondération de la part variable indiquée au Cahier des Clauses Administratives commun aux 3 lots, et qui rend inapplicable la formule ;
- qu'il est également nécessaire de prolonger de 4 mois chacun des 3 lots, par ce même avenant n°1, et sans incidence financière, pour permettre de terminer les prestations interrompues du fait de l'épidémie de COVID 19.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature des avenants (avenant n°1 pour chacun des lots) au marché n°M9D0083VD relatif au « Suivi post-exploitation de l'ISDND de Castries » ;

- Avenant n°1 au lot n°1 avec l'entreprise SMTVD SA ;
- Avenant n°1 au lot n°2 avec l'entreprise OVIVE SAS ;
- Avenant n°1 au lot n°3 avec l'entreprise GRS VALTECH 112.

Les avenants n'ont aucune incidence sur le montant des lots du marché.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant / le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17/10/22

Monsieur le Vice-Président

François VASQUEZ



Publiée le : 21 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 21 OCT. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- M9D0083VD-lot1-avenant 1.doc
- M9D0083VD-lot2-avenant 1.doc
- M9D0083VD-lot3-avenant 1.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Aménagement et Réinvestissement Économiques et Urbains

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un accord cadre à
marchés subséquents pour des marchés de
travaux - Réalisation d'un réseau d'aires
d'accueil des gens du voyage sur le
territoire de Montpellier Méditerranée
Métropole - Aire de Cournonterral (2ème
tranche) - Autorisation de signature du
Marché Subséquent**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur RICO dans le domaine des aires d'accueil des gens du voyage ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

- VU la convention de mandat d'études et de travaux en date du 29 novembre 2016 au bénéfice de la SA3M, relative à la réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- VU la décision n° MD2018-1087 relative à la signature de l'accord-cadre n° 2942T19.03 relatif à l'attribution des marchés de travaux pour la réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 3 décembre 2018 et notifié le 22 janvier 2019;

CONSIDERANT :

- Qu'il y a lieu dans le cadre de la mise en œuvre d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage de la Métropole de Montpellier, d'attribuer des marchés de travaux pour la mise en œuvre de l'aire de grand passage de Juvignac ;

- que des marchés subséquents mono-attributaires ont été lancés sur le fondement de l'accord-cadre n°2942T19.06 – pour les lot 1, 2 et 3 ;

- que les offres respectent l'application des prix mentionnés aux bordereaux des prix unitaires de l'accord cadre ;

- qu'après analyse des offres, les entreprises suivantes, présentent des offres économiquement avantageuses :

- Lot 1 : terrassement, voirie, pluvial, clôture : L'entreprise JOULIE TP – rue des Barrys, 34660 Cournonsec,
- Lot 2 : réseaux humides sauf pluvial : L'entreprise MALET – ZA la Louvade, 34130 Manguio,
- Lot 3 : réseaux secs : L'entreprise REEL MEDITERRANEE – 165 avenue de la Billière, 34660 Cournonsec.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché subséquent n°7 relatif aux « travaux de réalisation d'une aire d'accueil des gens du voyage sur la commune de Juvignac :

- à l'entreprise JOULIE TP pour le lot 1 « Terrassement, Voiries, pluvial, clôture » d'un montant de 592 020,80 € HT,
- à l'entreprise MALET pour le lot 2 « Réseaux humides sauf pluvial » d'un montant de 201 431,31 € HT,
- à l'entreprise REEL MEDITERRANEE pour le lot 3 « Réseaux secs » d'un montant de 316 020,60 € HT.

Les marchés prennent effet à compter de la date fixée par l'ordre de service et pour une durée de 9 mois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 OCT. 2022

Monsieur le Conseiller Métropolitain

Jean-Pierre RICO



Publiée le : 28 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société TH ENERGIE
dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier.**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique »
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier: la société TH ENERGIE, représentée par Monsieur Lahcen TAHIRI, est spécialisée dans les travaux d'installation électrique de tous locaux. La société est candidate à location d'un local d'activité, le lot A05 (108,69 m²) pour une durée de 36 mois. Elle compte actuellement 3 salariés et prévoit un effectif de 4 personnes d'ici 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société TH ENERGIE ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le **09 SEP. 2022**

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 12 SEP. 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **12 SEP. 2022**
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Demande d'agrément TH ENERGIE.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des
parcelles en nature de voirie - rue Claude
Berri - commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU la demande de rétrocession formulée par la SERM, pour intégration au domaine public des parcelles à vocation publique, aménagées dans le cadre de la Z.A.C. Port Marianne – Les Jardins de la Lironde - rue Claude Berri, sur la commune de Montpellier ;

- **CONSIDERANT** la nécessité d'acquérir les parcelles cadastrées DL 610, DL 607, DL 688, DL 690, DL 692, DL 691, DL 145 intégrées dans l'emprise de la rue Claude Berri à Montpellier ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la SERM les parcelles à vocation publique aménagées dans le cadre de la ZAC Port Marianne – Les Jardins de la Lironde sur la commune de Montpellier, à savoir les parcelles intégrées dans la rue Claude Berri cadastrées DL 610, DL 607, DL 688, DL 690, DL 692, DL 691, DL 145.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu, à savoir des emprises de voirie.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 925.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 SEP. 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 21 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention
d'occupation temporaire entre Montpellier
Méditerranée Métropole et la société
Orange - Antenne relais située sur la
parcelle AV254 à Cournonterral - Reprise
de la convention par la société Totem
France**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération n°2020-96 du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant, si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions fixées par le Conseil de Métropole, ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation temporaire du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine ;

- VU la délibération n°14632 du 17 mai 2017 ayant pour objet l'implantation de relais de téléphonie mobile sur les immeubles propriétés de la Métropole, la mise en place de conventions types d'occupation du domaine public ainsi que la fixation des redevances annuelles d'occupation, leurs modalités d'actualisation et les modalités de renouvellement des conventions ;

- VU la Convention d'occupation temporaire du 15 septembre 2017 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société Orange, concernant l'installation d'une station relais de téléphonie mobile sur un terrain situé à Cournonterral (34 660) lieu-dit « Le Pioch », parcelle cadastrée n° AV 254 ;

CONSIDERANT :

- que suite à un Conseil d'Administration du 28 juillet 2021, la société Orange a procédé à un apport des actifs d'infrastructures passive mobile, dans la cadre du régime des fusions scissions, au profit de sa filiale, la SAS Totem France, sise 132, avenue Stalingrad 94 800 Villejuif ;

- que la SAS Totem France, filiale de la Société Orange, est chargée de reprendre en gestion des installations de téléphonie mobile de la société Orange ;

- qu'il convient que Montpellier Méditerranée Métropole donne son accord acceptant la reprise par la société Totem France des droits et obligations liées à la convention du 15 septembre 2017 concernant le relais de téléphonie mobile installé sur la parcelle AV 254 lieudit « Le Pioch » à Cournonterral.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole autorise la société Totem France à se substituer à la société Orange dans la convention d'occupation temporaire concernant la station relais de téléphonie mobile installée sur un terrain situé à Cournonterral (34 660) lieu-dit « Le Pioch », parcelle cadastrée n°AV 254.

ARTICLE 2 : La société Totem France reprend l'ensemble des droits, des obligations ainsi que les versements de redevance prévus par la convention d'occupation temporaire du 28 juillet 2021.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 07 SEP. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 08 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 08 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- N000406162_Convention_Montp_Med_Metropole_2017_32276K2.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au déclassement du
domaine public - emprise de 147 m² - Voie
communale n° 6 - Commune de
Cournonsec**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU le Code de la voirie routière notamment les articles L.141-3 et L.141-12 ;
- VU la demande de Monsieur Marc Gaze, propriétaire de la parcelle AP 23 située 890 rue des Maseliers à Cournonsec, qui souhaite régulariser une emprise de 147 m² environ, non cadastrée, à l'intérieur de sa propriété, derrière sa clôture ;
- **CONSIDERANT** la nécessité de constater la désaffectation du domaine public et de prononcer le déclassement de cette emprise avant de pouvoir la céder ;

- **CONSIDERANT** que ce terrain est intégré de fait dans l'unité foncière du propriétaire riverain depuis de nombreuses années, et que par conséquent, il n'est pas affecté à l'usage public ;
- **CONSIDERANT** que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait d'une emprise de 147 m² environ, en bordure de la « voirie communale n° 6 de Gigan à Courmonterral » sur la commune de Courmonsec.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public d'une emprise de 147 m² environ, en bordure de la « voirie communale n° 6 de Gigan à Courmonterral » sur la commune de Courmonsec.

ARTICLE 3 : Les services du cadastre seront sollicités pour procéder à la numérotation cadastrale de l'emprise désaffectée et déclassée.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 SEP. 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 21 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative relative au marché
n°M0D0098DM - Entretien et maintenance
des équipements et des dispositifs de
signalisation lumineuse tricolore**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président délégué aux Voiries et à l'Espace Public ;
- VU la décision n°2021-764 du 22 juillet 2021, attribuant le marché n°M0D0098DM d'entretien et de maintenance des équipements et des dispositifs de signalisation lumineuse tricolore à l'entreprise AXIMUM GES Midi Méditerranée pour un montant sans minimum ni maximum et pour une durée d'un an renouvelable trois fois ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il est nécessaire que le marché n°M0D0098DM précité puisse s'exécuter sur tous les budgets de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- que de fait, il est nécessaire de modifier la décision n°2021-764.

DECIDE

ARTICLE 1 : De dire que les dépenses relatives au marché n°M0D0098DM d'entretien et de maintenance des équipements et des dispositifs de signalisation lumineuse tricolore seront imputées sur les budgets principal et annexes de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **14 SEP. 2022**

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : **16 SEP. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **16 SEP. 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution de
subventions dans le cadre de l'appel à
projets lié à la candidature Montpellier
Capitale Européenne de la Culture 2028 -
Approbation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'attribuer individuellement les subventions et signer les conventions afférentes le cas échéant, aux tiers répondant aux appels à projets dont le règlement a été préalablement approuvé par le conseil de Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO, vice-Président délégué à la culture et au patrimoine historique ;
- VU la délibération M2022-157 du 31 mai 2022 approuvant le lancement de l'appel à projets dans le cadre de la candidature Montpellier Capitale Européenne de la Culture 2028 ;

CONSIDERANT :

- que l'appel à projets dans le cadre de la candidature Montpellier Capitale Européenne de la Culture 2028 a donné lieu au dépôt de xx dossiers, dont 15 ont été retenus pour cette première série d'attributions.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver une première série d'attribution de subventions aux quinze associations mentionnées ci-dessous, dans le cadre de l'appel à projets Montpellier Capitale Européenne de la Culture 2028, pour un montant de 251 580 € :

N° de dossier	Code association	Nom de l'association	Montant proposé
Métro-cult 001571	3746	Uni'sons	30 000 €
Métro-cult 001586	3846	Confluences	15 000 €
Métro-cult 001578	7613	Créatures créatrices	30 000 €
Métro-cult 001574	6850	Les caractères de la musique	30 000 €
Métro-cult 001570	5240	Boomerang	15 000 €
Métro-cult 001568	1110	Odette Louise	8 000 €
Métro-cult 001566	5804	Compagnie Chagall sans M	40 000 €
Métro-cult 001572	5665	En traits libres	25 000 €
Métro-cult 001579	6841	La Costumotek	3 280 €
Métro-cult 001565	1281	Kaïna	7 000 €
Métro-cult 001580	6135	L'Atelline	20 000 €
Métro-cult 001582	5052	Compagnie Autre Mina	15 000 €
Métro-cult 001581	1867	Pic et Colegram	5 000 €
Métro-cult 001569	105	Festival international du cinéma méditerranéen de Montpellier Cinemed	7 000 €
Métro-cult 001585	200	Objectif Image Montpellier	1 300 €

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les lettres d'engagement ou les conventions d'attribution de subvention avec les associations concernées

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur général des services et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

12/9/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 14 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **14 SEP. 2022**

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Projet 2022 3M.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires

Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au marché n°M1D0014AT
- Aménagement de voirie des chemins des
Mendrous et du Sablassou à Castelnau-le-
Lez - Avenant n°1 - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans le domaine de « la Voirie et l'Espace Public » ;

- VU la décision n°MD2021-700 du 21 juillet 2021 attribuant le marché n°M1D0014AT -Aménagement de voirie des chemins des Mendrous et du Sablassou à Castelnau-le-Lez au groupement EUROVIA LANGUEDOC ROUSSILLON/BOUYGUES ENERGIES ET SERVICES, dont EUROVIA LANGUEDOC ROUSSILLON est le mandataire, pour un montant de 1 797 000 € HT et pour une durée de 420 jours calendaires;

CONSIDÉRANT :

- que la réalisation de travaux complémentaires et supplémentaires a été nécessaire à la bonne exécution du marché et nécessite un avenant pris sur la base de l'article R2194-7 du CCP pour une modification non substantielle;
- que la réalisation de ces prestations complémentaires et la fermeture de chantier pour la période de Noël impliquent une prolongation des délais.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 du marché n°M1D0014AT -Aménagement de voirie des chemins des Mendrous et du Sablassou à Castelnau-le-Lez avec le groupement EUROVIA LANGUEDOC ROUSSILLON/BOUYGUES ENERGIES ET SERVICES.

Le montant initial de la tranche ferme du marché était de 1 175 323,40 € HT. Le montant de l'avenant est de 77 004,55 € HT. Le montant de la tranche ferme du marché après avenant est de 1 252 327,95 € HT, soit une augmentation de 6,55 %.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 SEP. 2022

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 12 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant n°1.pdf
- Avenant n°1 - Annexe n°1.pdf
- Avenant n°1 - Accostage final.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Ouest & Sud

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative relative à une
convention de Projet Urbain Partenarial
(PUP) avec le constructeur ' Pitch Immo '
pour une opération sise Quai Flora Tristan
- Commune de Montpellier (parcelles
cadastrées PE 02 et PE 03) - Avenant n°1 -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver la signature des conventions de Projet Urbain Partenarial (PUP) telles que prévues à l'article L332-11-3 et L. L332-11-4 du code de l'urbanisme ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie Manton dans les domaines de l'aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la maîtrise foncière ;
- VU la décision de Montpellier Méditerranée Métropole MD2022-956 du 25 juillet 2022 relative à la signature de la convention de Projet Urbain Partenarial avec le constructeur Pitch Promotion pour une opération sise quai Flora Tristan sur la commune de Montpellier (parcelles cadastrées PE02 et PE03) ;

CONSIDERANT :

- Que la convention de Projet Urbain Partenarial, objet de la décision MD2022-956, doit faire l'objet d'une modification suite au changement de nom commercial du constructeur « Pitch Promotion » devenu « Pitch Immo » ;
- Que les termes de la convention relatifs à la dénomination du constructeur sont modifiés conformément à l'avenant n°1 à la convention de participation ci-joint en annexe ;
- Que les autres termes de la décision de Montpellier Méditerranée Métropole MD2022-956 restent inchangés ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'approuver par avenant n°1 les nouveaux termes de la convention du Projet Urbain Partenarial annexée à la présente décision.

ARTICLE 2 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention de Projet Urbain Partenarial et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **09 SEP. 2022**

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 12 SEP. 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **12 SEP. 2022**
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:
- Convention PUP Flora Tristan_Avenant1.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au don de la Fondation
d'Entreprise du musée Fabre d'une œuvre
de Maurice DENIS (Granville 1870 - Paris
1943), La maison de cure de Palavas-les-
Flots - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO dans le domaine « Culture et Patrimoine historique » ;

CONSIDÉRANT :

- que la Fondation d'Entreprise du musée Fabre dont le siège social est sis 13 rue Montpelliéret 34000 Montpellier, représentée par son Président Claude CAZES, propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole une œuvre de Maurice DENIS (Granville 1870 – Paris 1943), *La maison de cure de Palavas-les-Flots*, Huile sur toile, H. 28 cm x L. 100 cm d'une valeur de 45 880 € (quarante cinq mille huit cent quatre vingt euros) ;

- que cette toile a reçu l'avis favorable des membres de la Délégation permanente en date du 22 juillet 2022 ;
- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de la Fondation d'Entreprise du musée Fabre dont le siège social est sis 13 rue Montpelliéret 34000 Montpellier, représentée par son Président Claude CAZES d'une œuvre de Maurice DENIS (Granville 1870 – Paris 1943), *La maison de cure de Palavas-les-Flots*, Huile sur toile, H. 28 cm x L. 100 cm d'une valeur de 45 880 € (quarante cinq mille huit cent quatre vingt euros).

ARTICLE 2 : Cette toile sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout contrat découlant du don visé à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 30 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 30 SEP. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de don Fondation d'Entreprise 2022.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché
subséquent n°M1D0098EP - Aménagement
de l'allée Constantin à Castelnau-le-Lez -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, dans le domaine de « la Voirie et l'Espace Public » ;
- VU la décision n°MD2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'appel d'offres dans sa séance du 13 Mars 2018 ;

- VU la décision n°MD2022-139 du 23 février 2022 attribuant le marché subséquent n°M1D0098EP - Aménagement de l'allée Constantin à Castelnau-le-Lez à l'entreprise EIFFAGE pour un montant de 294 473,30 € HT pour une durée d'exécution de 12 semaines hors période de préparation de 30 jours ;

CONSIDÉRANT :

- que la réalisation de travaux complémentaires et supplémentaires a été nécessaire à la bonne exécution du marché ;

- que l'ensemble de ces travaux ne peut pas être dissocié du marché initial pour des raisons techniques et financières, ainsi que pour des questions de responsabilité.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 du marché subséquent n° M1D0098EP - Aménagement de l'allée Constantin à Castelnau-le-Lez avec l'entreprise COLAS.

Le montant initial du marché était de 294 473,30 € HT. Le montant de l'avenant est de 43 860,70 € HT. Le nouveau montant du marché est de 338 334 € HT, soit une augmentation de 14,89 %.

Le délai d'exécution du marché était de 12 semaines hors période de préparation de 30 jours. Le délai est prolongé de 6 semaines. La durée d'exécution totale est donc de 18 semaines.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 SEP. 2022

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 15 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant n°1.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de
financement - Amélioration de la défense
incendie du Parc d'activité la Garrigue -
Castelnau-le-Lez - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Véronique NEGRET en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Véronique NEGRET dans les domaines de « Littoral, Prévention des Risques Majeurs et GEMAPI » ;

CONSIDERANT :

- que lors de l’instruction récente d’un permis de construire par la Direction Déléguée des Cycles de l’Eau pour l’extension d’une activité existante dans le Parc d’Activité « Les Garrigues » a révélé l’insuffisance de la défense incendie de la zone ;
- qu’un redimensionnement du réseau d’eau potable Avenue André Ampère sur 335 ml, actuellement d’une diamètre interne de 150 mm, doit être entrepris pour passer en 200 mm afin d’assurer un bon fonctionnement des poteaux incendie ;
- que le Syndicat Mixte Garrigues Campagne étant propriétaire et compétent pour l’eau potable, dispose d’un monopole d’intervention sur les réseaux, qui servent également dans le cadre de la défense incendie, compétence de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- que le Syndicat Mixte Garrigues Campagne assurera la maîtrise d’ouvrage des travaux de pose de canalisations, propriétés du syndicat ;
- que dans le cadre de sa compétence Défense Extérieure Contre l’Incendie, la Métropole doit rembourser au Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) le montant des travaux relatifs à ce redimensionnement de réseau soit une contribution financière prévisionnelle égale à 138 000 € HT ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d’autoriser la signature de la convention de financement amélioration de la défense incendie du Parc d’activité la Garrigue Castelnau-le-Lez.

La Métropole doit rembourser au Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) le montant des travaux relatifs à ce redimensionnement de réseau soit une contribution financière prévisionnelle égale à 138 000 € HT.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d’autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29 SEP. 2022

Madame la Vice-Présidente

Véronique NEGRET



Publiée le : 03 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 03 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de financement amélioration de la défense incendie du Parc d'activité la Garrigue Castelnau-le-Lez.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une demande de
subvention dans le cadre de la
participation à la Journée Nationale de la
Qualité de l'Air (JNQA) 2022 -
Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver les demandes de subventions auprès des organismes publics ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente, le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle TOUZARD dans les domaines de « la Transition écologique et solidaire, biodiversité, énergie, agroécologie et alimentaire » ;

CONSIDÉRANT :

- Que Montpellier Méditerranée Métropole identifie l'enjeu de sensibilisation du grand public sur l'importance de respirer un air non pollué comme essentiel à son action pour améliorer la qualité de l'air ;
- Que la 8^{ème} édition de la Journée Nationale de la Qualité de l'Air impulsée par le Ministère de la Transition écologique aura lieu le 14 octobre 2022 ;
- Que des actions organisées par Montpellier Méditerranée Métropole auront lieu lors de la Journée Nationale de la Qualité de l'Air durant la semaine du 10 au 15 octobre ;

- Qu'un financement de la DREAL Occitanie est disponible pour organiser des actions qui auront lieu dans le cadre de la Journée Nationale de la Qualité de l'Air ;

DÉCIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la demande et l'obtention d'une subvention de la DREAL dans le cadre d'un appel à projets proposé à l'occasion de la Journée Nationale de la Qualité de l'Air 2022 pouvant aller jusqu'à 1 000 € pour aider la Métropole à financer ses actions.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **26 SEP. 2022**

Madame la Vice-Présidente

Isabelle TOUZARD



Publiée le : 26 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **26 SEP. 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Relations Internationales Métropole

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative de la décision
MD2022-911 - Mission d'affaires mission
d'affaire à Heidelberg et l'accueil d'une
mission d'entreprises de Heidelberg sur le
territoire métropolitain - Financement -
Approbation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonctions à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle qui dans le cadre de la délibération relative à la prise en charge des frais de mission et de représentation des agents et des élus de la Métropole et des frais de déplacement et d'accueil de personnalités extérieures invitées d'autoriser :
 - octroyer tout mandat spécial à un ou plusieurs conseillers métropolitains pour représenter le Conseil de Métropole, entraînant un déplacement sur le territoire national ou international et pour lequel leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ;
 - approuver les déplacements nationaux et internationaux auxquels les agents de la Métropole peuvent être appelés à participer et pour lesquels leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ;

- approuver les cas dans lesquels des personnalités extérieures peuvent être invitées à se joindre à une délégation de la Métropole en raison de leur compétence ou de leur représentativité ainsi que les cas dans lesquels de telles personnalités peuvent être accueillies par la Métropole, les frais induits pouvant alors être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ;

- **VU** la Décision n°MD2022-911 du 18 août 2022 relative à la mise en place d'une mission d'affaire à Heidelberg ;

CONSIDERANT :

- que dans la décision n°MD2022-911 du 18 août 2022, concernant la participation à la mission d'affaires à Heidelberg il a été prévu 4 participants: 1 élu(e) et 3 techniciens (es).

- que la présence de l'élu(e) n'est plus d'actualité ;

- qu'il convient de modifier cette partie avec la participation de 4 techniciens(nes) et donc de modifier l'article 2 de la décision originale ;

- que cette modification n'a pas d'incidence financière sur la décision initiale.

DECIDE

ARTICLE 1 : La modification de l'article 2 de la décision originale n°MD2022-911 du 18 août 2022 en l'article 2 ci-dessous.

ARTICLE 2 : D'approuver la participation, à la mission à Heidelberg, de dix entreprises ou startup maximum accompagnées par quatre techniciens(nes).

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 SEP. 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 21 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la visite des membres du
Conseil d'administration du Groupement
des Autorités Responsables des Transports
(GART) en Suisse - Prise en charge des
frais - Autorisation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'approuver les déplacements nationaux et internationaux auxquels les agents de la Métropole peuvent être appelés à participer et pour lesquels leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ; d'approuver les cas dans lesquels des personnalités extérieures peuvent être invitées à se joindre à une délégation de la Métropole en raison de leur compétence ou de leur représentativité ainsi que les cas dans lesquels de telles personnalités peuvent être accueillies par la Métropole, les frais induits pouvant alors être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ;
- VU la délibération du Conseil du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU la décision n°MD2022-048 autorisant le renouvellement de l'adhésion de la collectivité au Groupement des Autorités Responsables des Transports (GART) pour 2022 ;

CONSIDÉRANT :

- que le GART a décidé de proposer à ses administrateurs la possibilité d'une visite du mardi 15 au jeudi 17 novembre 2022 en Suisse pour étudier ses infrastructures ferroviaires, ses pratiques intermodales et sa politique tarifaire (abonnement général, titre unique) ;

- que Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente dédiée aux Transports et aux Mobilités actives et membre du Conseil d'administration du GART, et Monsieur Etienne ROSSIGNOL, collaborateur de Cabinet, y participeront.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la prise en charge des frais de déplacement, hébergement et restauration de Madame Julie FRÊCHE et Monsieur Etienne ROSSIGNOL lors du déplacement des membres du conseil administration du GART en Suisse, pour une dépense maximale de 3 600 € TTC.

ARTICLE 2 : D'imputer les dépenses sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le **06 SEP. 2022**

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : **06 SEP. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **06 SEP. 2022**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la garantie de l'emprunt
contracté par la SA d'HLM Erilia pour la
construction de 17 logements sociaux -
Résidence ' Polynéa ', 120 Avenue de
Figuères à Lattes - Convention -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Claudine VASSAS-MEJRI en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI à l'Habitat, au Logement et aux Parcours résidentiels ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;
- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2022-277 du 26 juillet 2022 ;

- VU le contrat de prêt n°136968 en annexe signé entre la Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré Erilia, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Considérant :

- que la SA d'HLM Erilia, ci-dessous nommé « l'Emprunteur », acquiert, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), 17 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Polynéa », 120 Avenue des Figuières à Lattes. Le programme sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Cogedim comprend 11 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 6 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecte urbaniste montpellierain Fontès;

- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 1 671 822 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°136968 joint en annexe et qui fait partie intégrante de la présente décision ;

- qu'en contrepartie, l'Emprunteur s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs;

- que la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75% pour le remboursement du prêt d'un montant total de 1 671 822 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°136968, constitué de 4 lignes de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

ARTICLE 5 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 OCT. 2022

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MEJRE



Publiée le : 27 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CDC 2330.01 CT de prêt signé par Erilia.pdf
- GE_ERILIA_Convention_Polynéa.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Ouest & Sud

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'une
convention de Projet Urbain Partenarial
(PUP) avec la société 'SCCV Mantra 34'
pour une opération sise 75 rue du Fesquet
sur la Commune de Montpellier - Avenant
n°1 - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de d'approuver la signature des conventions de Projet Urbain Partenarial (PUP) telles que prévues à l'article L332-11-3 et L. L332-11-4 du code de l'urbanisme ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la maîtrise foncière ;
- VU la décision n°MD2022-955 du 25 juillet 2022 relative à la signature de la convention de Projet Urbain Partenarial avec le promoteur ALCYUM PROMOTEUR pour une opération sise 75 rue du Fesquet sur les parcelles cadastrées MT 145 et 146 ;

CONSIDERANT :

- que la convention de Projet Urbain Partenarial, objet de la décision MD2022-955, doit faire l'objet d'une modification suite à la création de la SCCV MANTRA 34 dépositaire du permis de construire ;
- que les termes de la convention relatifs à la dénomination du promoteur sont modifiés conformément à l'avenant n°1 à la convention de participation ci-joint en annexe ;
- que les autres termes de la décision du Président MD2022-955 restent inchangés.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver par avenant n°1 les nouveaux termes de la convention de Projet Urbain Partenarial annexée à la présente décision

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention de Projet Urbain Partenarial et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **14 SEP. 2022**

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : **15 SEP. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **15 SEP. 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet convention PUP Fesquet

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Réseau des Médiathèques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de
partenariat entre Montpellier
Méditerranée Métropole et l'association
Alliance française de Montpellier 2022-
2026 - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser la signature des conventions à objet culturel, hors champ de la commande publique, représentant un engagement financier pour la Métropole inférieur ou égal à 50 000 € HT,
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la culture et du patrimoine historique ;

CONSIDERANT :

- La volonté commune de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Association Alliance Française de Montpellier de coopérer dans le cadre du projet « Ateliers de conversation » porté avec le Réseau des médiathèques.

- L'Association Alliance Française de Montpellier collaborera gracieusement avec le Réseau des médiathèques pour co-animer des ateliers de conversation en direction des nouveaux arrivants, étudiant étrangers, migrants, réfugiés et des publics éloignés de la culture.

- Que ce partenariat nécessite la signature d'une convention de partenariat avec l'Association Alliance Française de Montpellier ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention de partenariat est conclue entre le Réseau des médiathèques et l'Association Alliance Française de Montpellier pour la saison 2022/2023. Cette convention pourra être renouvelée trois fois par tacite reconduction, pour une durée équivalente.

ARTICLE 2 : Cette convention est consentie à titre gracieux.

ARTICLE 3 : Les deux parties s'engagent à promouvoir les rencontres organisées dans le cadre de ce partenariat, sur les supports de communication dont elles disposent.

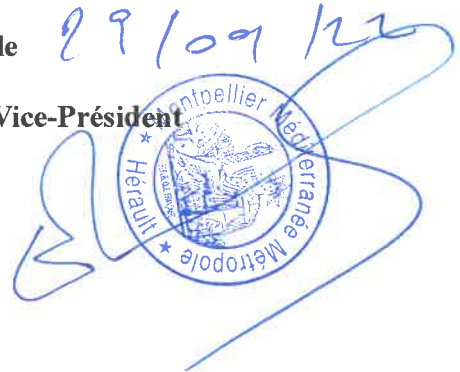
ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer la convention visée par l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 30 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONV. PART. PLURIANNUELLE ALLIANCE FRANCAISE EZ 2022 2026 modifiée DJB.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un Groupement de
commandes entre Montpellier
Méditerranée Métropole, le CCAS de
Montpellier et les Villes de Castelnau-le-
Lez, Cournonterral, Grabels, Jacou, Le
Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier,
Pérois, Pignan et Villeneuve-lès-Maguelone
pour l'acquisition de matériels
informatiques et audio visuels -
Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine « Développement économique, et numérique » ;

CONSIDERANT :

- Que dans un objectif de coordination et de groupement des achats, dans un souci d'économie, et de rationalisation, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les Villes de Castelnau-le-Lez, Cournonterral, Grabels, Jacou, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Pignan et Villeneuve-lès-Maguelone pour l'acquisition de matériels informatiques et audio visuels conformément à la Convention annexée à la présente décision ;

- Que Montpellier Méditerranée Métropole, désignée coordonnateur du groupement à ce titre, est notamment chargée de l'ensemble de la procédure de passation, y compris signature et notification du ou des marchés à intervenir. La Commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché pour ce qui le concerne ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les Villes de Castelnau-le-Lez, Cournonterral, Grabels, Jacou, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Pignan et Villeneuve-lès-Maguelone pour l'acquisition de matériels informatiques et audio visuels, convention aux termes de laquelle Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur du groupement, et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour attribuer ce marché ;

ARTICLE 2 : De dire que conformément aux termes de la convention, Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur du groupement de commandes et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour attribuer ce marché.

ARTICLE 3 : De dire que les dépenses concernant Montpellier Méditerranée Métropole seront imputées sur le budget Principal et Annexe tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer la convention visée à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 SEP. 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 21 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Conv_GC_Acquisition Matériels_vd.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un marché n°
M2C0014EA - Réhabilitation du réseau
d'eaux usées et création d'un poste de
refoulement d'eaux usées - Boulevard du
Théron à Cournonterral

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine de « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'Eau et de l'Assainissement » ;

Considérant :

- que la Direction déléguée des cycles de l'eau DDCE de Montpellier Méditerranée Métropole souhaite réorganiser le réseau d'eaux usées dans le périmètre du Boulevard Théron dans la commune de Cournonterral ;
- que ce réseau d'eaux usées est en mauvais état et sous-dimensionné pour faire face aux débits en cas d'évènements pluviaux importants ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L.2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la commande publique sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée d'exécution de 14 semaines dont 6 semaines de période de préparation ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Prix des prestations au regard du DQE : 40 %
 - ° Valeur technique : 60 %
- qu'après analyse, l'entreprise EHTP sise RD 172 La Mogère - Vauguières -34130 Mauguio présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n° M2C0014EA - Réhabilitation du réseau d'eaux usées et création d'un poste de refoulement d'eaux usées Boulevard du Théron à Cournonterral à l'entreprise EHTP sise RD 172 La Mogère - Vauguières -34130 Mauguio pour un montant estimatif de 139 975 € HT.

L'exécution de la période de préparation débute à compter de la date fixée par ordre de service. L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 SEP. 2022

Monsieur le Vice-Président

René REVOL



Publiée le : 28 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des lots 78
à 84 au sein de la copropriété résidence
d'Estanove, sise 2595 boulevard Paul
Valéry à MONTPELLIER, appartenant à
PROMOLOGIS, dans le cadre de la
réalisation de la ligne 5 de tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;

- **VU** la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;
- **VU** l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;
- **VU** l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon.

CONSIDERANT

- que les lots 78 à 84 au sein de la copropriété Résidence d'Estanove, sise 2595 boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, ayant pour assiette foncière les parcelles cadastrées section IL n° 225 et 503, appartenant à PROMOLOGIS, sont nécessaires à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert les lots 78 à 84 au sein de la copropriété Résidence d'Estanove, sise 2595 boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, ayant pour assiette foncière les parcelles cadastrées section IL n° 225 et 503, appartenant à PROMOLOGIS.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 81 080 € (QUATRE VINGT UN MILLE QUATRE VINGT EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée des lots désignés à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par PROMOLOGIS et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,

- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **14 SEP. 2022**

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 14 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **14 SEP. 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 20220708_UF4750 - PPA Parking-Promologis signée.pdf
- 20220708_UF4750 - PUV Parking-Promologis signée tampon.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de 110m²
de bien immobilier sis 34 route de
Lavérune à MONTPELLIER, appartenant
au syndicat des copropriétaires de la
résidence Le Lemon, dans le cadre de la
réalisation de la ligne 5 de tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente, le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;

- **VU** la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;
- **VU** l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;
- **VU** l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon.

CONSIDERANT

- que 110 m² du bien immobilier sis 34 route de Laverune à MONTPELLIER, cadastré section IV626, appartenant au syndicat des copropriétaires de la Résidence Le Lemon, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur la parcelle cadastrée IV 626.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 110 m² du bien immobilier sis 34 route de Laverune à MONTPELLIER, cadastré section IV626, appartenant au syndicat des copropriétaires de la Résidence Le Lemon.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 8 472.50 € (HUIT MILLE QUATRE CENT SOIXANTE DOUZE EUROS ET CINQUANTE CENTIMES), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par le Syndicat des copropriétaires de la Résidence le LEMON et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 6 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par le syndicat des copropriétaires de la résidence le Lemon.

ARTICLE 7 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **14 SEP. 2022**

Monsieur le Président

Michael DELAFOSSE



Publiée le : **14 SEP. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **14 SEP. 2022**

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 20220804_UF5090 - PPA signée RIV.pdf
- 20220804_UF5090 - PUV signée riv.pdf
- 20220804_UF5090 - AT DTR signés riv.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au recours à l'Union des
Groupements d'Achats Publics (UGAP)
pour le Développement de services en ligne
pour la relation aux usagers
Marché n° M2C0040RI - Autorisation de
recours**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine « Développement économique, et numérique » ;

Considérant :

- Que Montpellier Méditerranée Métropole a des besoins de développement de services en ligne pour parfaire la relation aux usagers ;
- Qu'aucun marché en cours à Montpellier Méditerranée Métropole ne permet de couvrir ces besoins ;
- Que l'UGAP a mis en place les marchés permettant de répondre à ces besoins ;
- Que par la délibération n°MD2022-41 du 25 janvier 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé une convention avec l'Union des Groupements d'Achats Publics pour une durée de 4 ans, ce partenariat permettant de bénéficier de conditions tarifaires préférentielles sur l'univers « Informatiques » et ce pour toutes les communes membres de la Métropole.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser les services de Montpellier Méditerranée Métropole à faire appel à l'UGAP pour le développement de services en ligne pour la relation aux usagers pour un montant maximum de 180 000 € HT pour une durée d'un an à compter de la date d'effet de cette décision.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 SEP. 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 23 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la délégation du Droit
de priorité de l'article L 240-1 du Code de
l'urbanisme à la Ville de Montpellier à
l'occasion de la cession du bien de l'Etat
dénommé Gymnase Jouanique**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme ou la délégation du droit de priorité selon les dispositions prévues à l'article L. 240-1 du Code de l'urbanisme ;
- VU l'article L.240-1 du Code de l'Urbanisme ;
- VU la déclaration de l'Etat du 5 septembre 2022, reçue le même jour, de mise en vente, dans le cadre de l'application du droit de priorité des articles L 240-1 et L 240-3 du Code de l'urbanisme, du « gymnase Jouanique » situé rue Jacques Dalcroze à Montpellier, cadastré MS 259 et MS 260, au prix de 50.000 € ;

- CONSIDERANT :

- qu'en application des articles L. 240-1 et suivants du Code de l'urbanisme, il est accordé aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale titulaires du droit de préemption urbain une priorité d'acquisition sur les projets de cession des biens de l'Etat ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole est titulaire de ce droit de priorité en tant que titulaire du droit de préemption urbain ;
- que l'articles L. 240-1 autorise la délégation de ce droit de priorité ;
- que la Ville de Montpellier a fait part de sa volonté d'acquérir l'immeuble dénommé « gymnase Jouanique » situé rue Jacques Dalcroze à Montpellier mis en vente par l'Etat ;
- que dans ces conditions, afin de permettre à la Ville de Montpellier de faire jouer le droit de priorité sur la cession de ce bien en vue de son acquisition, il y a lieu de déléguer le droit de priorité dont la Métropole est titulaire, à la Ville, à l'occasion de cette mise en vente par l'Etat ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole délègue le droit de priorité de l'article L. 240-1 du Code de l'urbanisme à la Ville de Montpellier, à l'occasion de la mise en vente par l'Etat de l'immeuble dénommé « Gymnase Jouanique », situé rue Jacques Dalcroze à Montpellier et cadastré parcelles MS 259 et MS 260.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 SEP. 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE

The image shows a blue ink signature of Michaël DELAFOSSE over a circular official stamp. The stamp contains the text 'Montpellier Méditerranée Métropole' and 'Hérault' around a central emblem.

Publiée le : 21 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la déconsignation à la
suite de l'exercice du droit de préemption
urbain - Propriété YAKHLAF - Local
commercial avec annexes lots 49-50-65
Résidence L'Espérou - Parcelle LR 48 -
Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans le domaine « Aménagement durable du territoire, Urbanisme opérationnel et Maîtrise foncière » ;

- VU la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement ;
- VU le Code de l'urbanisme et plus particulièrement l'article L 213-14 ;
- VU l'estimation des services fiscaux en date du 25 octobre 2019 ;
- VU la décision de préemption n° MD2019-1137 du 12 novembre 2019 ;
- VU la décision de consignation du 12 mars 2020 n° MD2020-239 ;
- VU la consignation n° 3129889 de la Caisse des Dépôts et Consignations du 13 mars 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 23 novembre 2021 approuvant la convention pré-opérationnelle Montpellier Méditerranée Métropole / Établissement Public Foncier (EPF) Occitanie / SA3M pour le traitement des copropriétés dégradées Pic Saint Loup et Espérou du quartier de la Mosson ;
- VU la convention tripartite pré-opérationnelle Montpellier Méditerranée Métropole / Établissement Public Foncier (EPF) Occitanie / SA3M du 25 février 2022 ;

CONSIDERANT :

- que le 12 novembre 2019 Montpellier Méditerranée Métropole a exercé son droit de préemption, à l'occasion du dépôt d'une déclaration d'intention d'aliéner, sur la propriété de Monsieur Ismail YAKHLAF, un local commercial avec réserves déclaré libre, constituant les lots 48-50-65 de la copropriété L'Espérou 136 avenue de Louisville à Montpellier, cadastrée section LR 48, au prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner soit 15.000 € ;
- que Maître Roland SALINDRE, notaire à LEDIGNAN (30) rédacteur de la déclaration d'intention d'aliéner, chargé de régulariser la vente de cette propriété à la Métropole suite à la préemption, avait fait part à la Métropole du refus du propriétaire de finalement vendre son bien ;
- que dans ces conditions, la survenance de cet événement du fait du propriétaire, constituant un obstacle au paiement du prix de vente dans le délai imparti par l'article L 213-14 du Code de l'Urbanisme en matière de droit de préemption, Montpellier Méditerranée Métropole avait consigné la somme de 15.000 € auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- qu'une convention pré-opérationnelle grand projet a été signée depuis par Montpellier Méditerranée Métropole, l'Établissement Public Foncier d'Occitanie et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée. Cette convention prévoit une intervention foncière spécifique de l'EPF d'Occitanie, dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain, sur les copropriétés de l'Espérou et du Pic Saint Loup afin de permettre le recyclage de ces deux ensembles immobiliers dégradés présentant de nombreux dysfonctionnements techniques et en difficultés financières ;

- qu'au titre de cette convention, l'EPF d'Occitanie, se porte acquéreur directement de la propriété de Monsieur YAKHLAF, un local commercial avec réserves, constituant les lots 48-50-65 de la copropriété L'Espérou 136 avenue de Louisville à Montpellier, cadastrée section LR 48 ;
- que dans ces conditions, la somme consignée par Montpellier Méditerranée Métropole peut être déconsignée pour être reversée sur son compte ;
- que la consignation porte sur un bien libre de toute charge ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : La somme de quinze-mille euros (15.000 €) capital et intérêt, sera déconsignée à la diligence de la Caisse des Dépôts et Consignations pour être versée sur le compte ouvert par Madame le Trésorier principal municipal et imputée au compte de Montpellier Méditerranée Métropole (chapitre 911, nature 275).

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole procède à la déconsignation sous sa propre autorité et décharge la Caisse des Dépôts et Consignations de toutes responsabilités.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 SEP. 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 21 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **21 SEP. 2022**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°M1D0105DC - Conduite d'exploitation
et de maintenance de la médiathèque
centrale Emile ZOLA, de la Cité des Arts
et du musée Fabre de Montpellier
Méditerranée Métropole - Lots 1,2 et 3 -
Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine « Culture et Patrimoine Historique » ;

Considérant :

- qu'il y a lieu d'effectuer la maintenance multitechnique des établissements culturels de Montpellier Méditerranée Métropole;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2132-7 du Code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre à prix mixtes en trois lots pour une durée d'un an reconductible trois fois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

Prix : 40 %

Valeur technique : 60 %

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 6 septembre 2022 a classé les offres et choisi :

CLIMATER MAINTENANCE MEDITERRANEE – VENDARGUES - pour le lot 1 « Médiathèque Centrale Emile ZOLA » pour un montant forfaitaire annuel de 139 030,00 € H.T. et un montant maximal annuel sur BPU de 100 000 € HT

SERVICE MAINTENANCE ENERGIE – MONTPELLIER - pour le lot 2 « Cité des Arts » pour un montant forfaitaire annuel de 134 827,81 € HT et un montant maximal annuel sur BPU de 150 000 € HT ;

EUROGEM – MONTPELLIER - pour le lot 3 « Musée FABRE et Hôtel Sabatier d'Espeyran » pour un montant forfaitaire annuel de 186 233,68 € HT et un montant maximal sur BPU de 150 000 € HT ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché conduite d'exploitation et de maintenance de la médiathèque centrale Emile ZOLA, de la Cité des Arts et du musée FABRE de Montpellier Méditerranée Métropole à l'entreprise :

CLIMATER MAINTENANCE MEDITERRANEE – VENDARGUES - pour le lot 1 « Médiathèque Centrale Emile ZOLA » pour un montant total de 956 120 € HT décomposé comme suit : 556 120 € HT pour la partie forfaitaire et sans minimum et avec un maximum de 400 000 € HT pour la partie sur BPU.

SERVICE MAINTENANCE ENERGIE – MONTPELLIER - pour le lot 2 « Cité des Arts » pour un montant total de 1 139 311,24 € HT décomposé comme suit : 539 311,24 € HT pour la partie forfaitaire et sans minimum et avec un maximum de 600 000 € HT pour la partie sur BPU.

EUROGEM – MONTPELLIER - pour le lot 3 « Musée FABRE et Hôtel Sabatier d'Espeyran » pour un montant total de : 1 344 934,72 € HT décomposé comme suit : 744 934,72 € HT pour la partie forfaitaire et sans minimum et avec un maximum de 600 000 € HT pour la partie sur BPU.

Le marché prend effet à compter du 1^{er} janvier 2023. Sa durée est de 1 an reconductible 3 fois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

29/07/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 30 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de 52m² de
bien immobilier sis 56 route de Lavérune à
MONTPELLIER, appartenant à Mme
VILALTA, dans le cadre de la réalisation
de la ligne 5 de tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente, 15 juillet 2020,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;

- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon.

CONSIDERANT

- que 52 m² du bien immobilier sis 56 route de Lavérune à MONTPELLIER, cadastré section IV n° 185, appartenant à Madame VILALTA est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur la parcelle cadastrée section IV n° 185.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 52 m² du bien immobilier sis 56 route de Lavérune à MONTPELLIER, cadastré section IV n° 185, appartenant à Madame VILALTA.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 23 022 € (VINGT TROIS MILLE VINGT DEUX EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Madame VILALTA et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 6 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Madame VILALTA.

ARTICLE 7 : La convention d'autorisation de travaux sur les parcelles désignées à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **14 SEP. 2022**

Monsieur le Président

Michael DELAFOSSE



Publiée le : **14 SEP. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

14 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 20220722_UF4970-PPA-signé-par-riverain.pdf
- 20220722_UF4970-PUV-signé-par-riverain.pdf
- 20220722_UF4970-AT-signé-par-riverain.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché M1D0093EA
- Création de trois aires de remplissage et
de rinçage sécurisée des pulvérisateurs -
Lot n° 1 : Génie civil, réseaux et
équipements**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine de la Gestion Raisonnée, Ecologique et Solidaire de l'Eau et de l'Assainissement ;

Considérant :

- que pour les secteurs de Pignan – Saussan, Cournonterral – Cournonsec – Fabrègues, et Montaud – Saint Drézéry, la création de trois aires de remplissage et de rinçage sécurisée des pulvérisateurs est nécessaire ;
- qu'une procédure adaptée ouverte a été lancée conformément aux articles L.2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la commande publique sous la forme d'un marché ordinaire. Cette procédure était divisée en deux lots : lot 1 « Génie Civil, réseaux et équipements » et Lot 2 « Sécurisation et intégration paysagère ».
- que le lot 2 « « Sécurisation et intégration paysagère » a été déclaré infructueux et qu'il va être relancé.
- que pour le lot 1 « Génie Civil, réseaux et équipements », deux variantes exigées supplémentaires (VES) étaient imposées.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur technique : 50 %
 - ° Délai d'exécution : 10 %
 - ° Prix des prestations : 40 %
- que l'offre du groupement SPIE BATIGNOLLES VALERIAN (mandataire) / BELLE ENVIRONNEMENT sis 330 rue de la Garenne – 34740 VENDARGUES présente l'offre technico - économique la plus avantageuse pour l'offre de base plus la VES 2 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n° M1D0093EA - Création de trois aires de remplissage et de rinçage sécurisée des pulvérisateurs au groupement SPIE BATIGNOLLES VALERIAN (mandataire) / BELLE ENVIRONNEMENT sis 330 rue de la Garenne – 34740 VENDARGUES pour un montant de 1 153 449,75 € HT pour la solution de base plus la variante exigée supplémentaire 2.

L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux. Sa durée est de 6,5 mois dont 45 jours de période de préparation.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 OCT. 2022

Monsieur le Vice-Président

René REVOL



Publiée le : 21 OCT. 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 21 OCT. 2022
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des relations institutionnelles et de l'événementiel

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relation à un mandat spécial -
Présentation d'une mission opérationnelle
à Saint Jacques de Compostelle et
Pontevedra - Autorisation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'octroyer tout mandat spécial à un ou plusieurs conseillers communautaires pour représenter le Conseil de Métropole, entraînant un déplacement sur le territoire national ou international et pour lequel leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ; d'approuver les déplacements nationaux et internationaux auxquels les agents de la Métropole peuvent être appelés à participer et pour lesquels leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ; d'approuver les cas dans lesquels des personnalités extérieures peuvent être invitées à se joindre à une délégation de la Métropole en raison de leur compétence ou de leur représentativité ainsi que les cas dans lesquels de telles personnalités peuvent être accueillies par la Métropole ; les frais induits pouvant alors être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ;

- CONSIDERANT :

- Que la Métropole de Montpellier a souhaité envoyer M. Boris Bellanger, élu communautaire et Adjoint au Maire délégué au Quartier Centre et au Patrimoine historique, à Saint Jacques de Compostelle du 23 au 25 août 2022, à l'occasion des journées internationales de Saint Roch, figure historique originaire de Montpellier, afin de garantir le rayonnement historique et patrimonial de la Ville et de la Métropole ;
- Qu'une mission technique d'observation « Ville à hauteur d'enfants » a été organisée, du 25 au 27 août, de façon concomitante, à Pontevedra, ville pionnière en Europe de l'aménagement des voiries et de l'espace public pour toutes et tous ;
- Que M. Yannick Goudy, directeur des Relations Institutionnelles et de l'Événementiel a participé à ces deux déplacements à Saint Jacques de Compostelle et à Pontevedra ;
- Que M. Arnaud Burtin, Responsable du service Développement territorial, Mme Marion Lapeyre, Chargée d'études sécurité des déplacements et M. Julien Teterel, chargé de projets aménagement ont participé à la mission technique à Pontevedra du 25 au 27 août 2022 ;
- Qu'il convient d'autoriser la prise en charge des frais liés à ces déplacements, pour les membres de la délégation ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver le déplacement de la délégation de la Métropole de Montpellier à Saint Jacques de Compostelle et à Pontevedra, en Espagne, du 23 au 27 août 2022.

ARTICLE 2 : D'autoriser la prise en charge des frais de déplacement et d'hébergement ainsi que des frais de restauration et autres frais divers des membres de la délégation estimée à 5 000 euros.

ARTICLE 3 : De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les documents relatifs à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **16 SEP. 2022**

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE

The image shows a blue ink signature of Michaël DELAFOSSE written over a circular official stamp. The stamp contains the text "Montpellier Méditerranée Métropole" around the perimeter and a central emblem featuring a sun and a building. The signature is a stylized, cursive script.

Publiée le : **16 SEP. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **16 SEP. 2022**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Site Archéologique Lattara Musée Henri Prades

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention dans le
cadre de mission d'expertise auprès de
l'entreprise Paloïse pour le projet de
création du musée de site des ' Colosses de
Memnon ' (Egypte) - Site archéologique
Lattara - musée Henri Prades**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la signature des conventions à objet culturel, hors champ de la commande publique, représentant un engagement financier pour la Métropole inférieur ou égal à 50 000 HT;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO dans le domaine « Culture et patrimoine historique » ;
- VU la décision n°MD2022-609 du 7 juin 2022 relative à une convention de mobilisation dans le cadre de mission d'expertise auprès de l'entreprise Paloïse pour le projet de création du musée de site des « Colosses de Memnon » (Egypte) – Site archéologique Lattara - musée Henri Prades ;
- **CONSIDERANT** le profil de Mme Diane Dusseaux, Directrice du Site archéologique Lattara - musée Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- **CONSIDERANT** que la Mission de l'Expertise Culturelle Internationale (MECI) du secrétariat général du ministère de la Culture a été sollicitée pour apporter des expertises issues des musées français afin d'accompagner les équipes de l'entreprise Paloïse dans la conception et la mise en œuvre de son projet de création de musée en plein air sur site des colosses de Memnon en Egypte ;
- **CONSIDERANT** que Site archéologique Lattara – musée Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole, est lui-même un musée de plein air valorisant un site archéologique qu'il présente donc de grandes similitudes avec le projet de l'entreprise Paloïse, et qu'il a été sollicité afin d'apporter ses savoir-faire, expertises et expérience dans le cadre du projet de coopération culturelle ;
- **CONSIDERANT** que cette collaboration scientifique et culturelle d'intérêt général entre les parties, contribue au renforcement et au rayonnement culturel de Montpellier Méditerranée Métropole et participe activement à la valorisation et à la médiation du patrimoine archéologique international auprès d'un large public ;
- **CONSIDERANT** la décision n° MD2022-609 du 7 juin 2022 susvisée, autorisait la signature d'une première version du projet de convention, mais qu'eu égard à l'évolution de la mission, il convient d'autoriser la signature d'une nouvelle version actualisée de ce projet de convention ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La décision n°MD2022-609 du 7 juin 2022 susvisée est abrogée et remplacée par la présente décision.

ARTICLE 2 : Une convention dans le cadre d'une mission d'expertise auprès de l'entreprise Paloïse pour le projet de création du musée de site des « Colosses de Memnon » (Egypte) est conclue entre le Secrétariat général du ministère de la Culture, la S.A.S. Paloïse le Site archéologique Lattara - musée Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Cette convention précise les conditions et modalités selon lesquelles le musée Lattara apporte au ministère son expérience et son expertise pour les besoins du programme d'assistance technique dans le cadre du projet élaboré et mis en œuvre par le ministère, afin d'assurer la bonne réalisation dudit projet.

ARTICLE 4 : Cette convention prendra effet à compter de sa date de signature, jusqu'à la fin de la mission d'expertise prévue en décembre 2022.

ARTICLE 5 : Cette convention est conclue moyennant le paiement d'une redevance pour service rendu à hauteur de 20 400,00 € (Vingt mille quatre cent euros) T.T.C. au profit de Montpellier Méditerranée Métropole. Elle n'implique aucun engagement financier de la part de Montpellier Méditerranée Métropole, l'intégralité des frais étant supportés par les autres partenaires. La propriété intellectuelle des résultats de la mission d'expertise, est dévolue à la SAS Paloïse.

ARTICLE 6 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention visée aux articles précédents.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le responsable du Service Gestion Comptable sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 30 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention VF Lattara-MECI-Paloise-Memnon - revu SAJI- 3M- Paloïse v.2.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Innovation Politiques Contractuelles Système d'Information Géographique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'adhésion de
Montpellier Méditerranée Métropole au
réseau européen Eurocities - Autorisation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser, au nom de la Métropole, l'adhésion à tout organisme (association...) dès lors que le montant de cette adhésion est inférieur à 10 000€, et autoriser le renouvellement de l'adhésion (sans limite de montant) aux associations et organismes dont elle est déjà membre ;

CONSIDERANT :

- Qu'Eurocities, fondé en 1986, basé à Bruxelles, est le réseau des grandes villes européennes (d'au moins 250 000 habitants) réunissant plus de 140 grandes villes européennes, issues de 39 pays différents, représentant les intérêts et les besoins de 130 millions de citoyens ;
- Que le réseau a pour objectifs de représenter la voix des villes au niveau de l'Union Européenne, pour apporter des changements sur le terrain ; de suivre et rendre compte aux villes des derniers développements de l'Union Européenne, des opportunités de financement et des tendances qui les affectent ; de faciliter l'échange de connaissances, d'expériences et de bonnes pratiques entre les villes pour étendre les solutions urbaines ; et de renforcer les capacités (former) pour relever les défis urbains actuels et futurs ;

- Qu'Eurocities coordonne de multiples projets dans le domaine de la mobilité, de la transition environnementale, de l'inclusion sociale et de l'innovation numérique et que cette approche multisectorielle permet d'avoir un regard croisé sur les différents enjeux du développement urbain et une vision globale de l'impact des politiques européennes sur les politiques locales ;
- Que ce réseau favorise l'apprentissage, l'échange entre les villes et permet de développer des relations de coopération entre villes ;
- Que les échanges et le travail collaboratif entre membres d'Eurocities s'effectuent principalement dans le cadre de forums thématiques (Culture, environnement, social, développement économique, société de la connaissance et mobilité) et de groupes de travail, parmi lesquels figure notamment le groupe « Aires métropolitaines » dans lequel pourrait opportunément s'inscrire Montpellier Méditerranée Métropole notamment pour alimenter les travaux relatifs à l'agenda urbain européen ;
- Que pour pour Montpellier Méditerranée Métropole, l'adhésion à Eurocities permettrait d'augmenter la contribution des programmes européens au financement des opérations métropolitaines et à leur qualité et à accroître le rayonnement de la Métropole au niveau européen et son influence auprès des institutions européennes ;
- Que dès 2022, l'adhésion à Eurocities est particulièrement indispensable dans le cadre de la candidature de Montpellier pour devenir capitale européenne de la culture en 2028 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole au réseau Eurocities dès 2022 (adhésion gratuite pour la fin de l'année 2022 puis payante lors du renouvellement de l'adhésion, le cas échéant),

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation de fonction, à signer tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole de Montpellier et Monsieur le Trésorier sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 SEP. 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 23 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Décision d'ester en justice "Cour d'Appel de Montpellier - Consorts BEDOS"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU la décision n° MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;

Considérant

- la déclaration d'appel n°22/03619, RG 04/223, déposée devant la Cour d'Appel de Montpellier par les consorts BEDOS contre le jugement du Tribunal Judiciaire n° RG 21/04708 rendu le 19 juillet 2022 déclarant que le chemin partant de la rue du Salaison et aboutissant en impasse devant leur maison (parcelle AW 27 et 28) sis sur la commune de Castelnau le Lez est propriété de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- la déclaration d'appel n°22/03605, RG 22/04307, déposée devant la Cour d'Appel de Montpellier par les consorts BEDOS contre le jugement du Tribunal Judiciaire RG 21/04708 rendu le 19 juillet 2022 déclarant que le chemin partant de la rue du Salaison et aboutissant en impasse devant leur maison (parcelle AW 27 et 28) sis sur la commune de Castelnau le Lez est propriété de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- Qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice devant la Cour d'Appel de Montpellier suite au dépôt des requêtes en appel n°22/03619, RG 04/223 et n°22/03605, RG 22/04307 par les consorts BEDOS.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats ACOCE.

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 OCT. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 04 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'accord-cadre à
marchés subséquents N°M1D0064AT -
Travaux de route, de voirie et d'ouvrages
d'art sur le territoire de Montpellier
Méditerranée Métropole - Lot 4 "ouvrages
d'art" - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président Délégué aux Voiries et à l'Espace Public ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il est nécessaire de passer un accord-cadre à marchés subséquents pour les travaux de route, de voirie et d'ouvrages d'art sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L2124-2, R2124-2 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché multi-attributaires à bons de commande à marchés subséquents avec maximum pour une durée d'un an renouvelable 3 fois ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Valeur technique au regard du mémoire technique : 70%
- Prix au regard du détail quantitatif estimatif : 30%

- que les lots 1 à 3 relatifs aux travaux de route et de voirie ont déjà fait l'objet d'une décision n°2022-896 autorisant la signature des marchés ;

- que l'attribution du lot 4 relatif aux ouvrages d'art a été mise en suspens suite à la nécessité d'établir des mises au point du marché ;

- que, pour rappel concernant le lot 4 « ouvrages d'art », la commission d'appel d'offres dans sa séance du 30 juin 2022 a classé les offres et choisi les entreprises ou groupements d'entreprises suivants présentant les offres économiquement les plus avantageuses :

- Groupement NGE GC / GUINTOLI sis RD172 La Mogère à Mauguio ;
- COFEX Méditerranée sise 3 rond-point Aéroport à Garons ;
- DEMATHIEU ET BARD Construction -IGC MEDITERRANÉE sise 1025 rue Henri Becquerel à Montpellier ;
- RAZEL BEC (Agence Languedoc) sise 1111 avenue Justin Bec à Saint-Georges d'Orques ;
- Groupement BUESA / STRAS sis rue René Gomez à Béziers ;
- BTPS Méditerranée sise 600 route de Marseille à Luynes.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le lot 4 « ouvrages d'art » du marché M1D0064AT aux entreprises et/ou groupements d'entreprises suivants, pour un montant maximum total de 4 000 000 € HT :

- Groupement NGE GC / GUINTOLI ;
- COFEX Méditerranée ;
- DEMATHIEU BARD Construction-IGC Méditerranée ;
- RAZEL BEC (Agence du Languedoc) ;
- Groupement BUESA / STRAS ;
- BTPS Méditerranée.

Le marché prend effet à compter de la notification. Sa durée est d'un an renouvelable 3 fois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Responsable du service gestion comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 SEP. 2022

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution des
marchés Missions CSPS (Coordination
Sécurité et Protection de la Santé) des
dépôts - Lot 1 : Centre d'Entretien et de
Maintenance des Hirondelles (CEMH) -
8M14K et Lot 2 : Centre d'Entretien et de
Maintenance de Grammont (CEMG) -
8M14L dans le cadre de la ligne 5 de
tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération nrelative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres, sans limitation de montants, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenant, protocoles transactionnels, ...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;

- VU la décision de Métropole n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°M9D5019DM18 pour l'étude et la réalisation de la 2^{ème} phase de la 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM (SPL Société Publique Locale depuis le 1^{er} juillet 2022) titulaire du marché ;
- VU la délibération du Conseil n°14388 du 14 décembre 2016 relative à la poursuite de la ligne 5 sur la section Nord ;

CONSIDERANT

- qu'une consultation a été lancée par TaM selon une procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la commande publique, portant sur la mission CSPS (Coordination Sécurité et Protection de la Santé) des dépôts CEMH et CEMG OT 8.14K/14L, dans le cadre de la ligne 5 de tramway ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 60% au regard de la valeur technique de l'offre et 40% pour le prix des prestations ;
- qu'après analyse , les offres des entreprises ci-dessous sont conformes aux attentes :

Lot 1 : Centre d'Entretien et de Maintenance des Hirondelles (CEMH) : APAVE SUD EUROPE sise à Saint Aunès (34)

Lot 2 : Centre d'Entretien et de Maintenance de Grammont (CEMG) : PRESENTS sise à Montpellier (34).

DECIDE

ARTICLE 1 : les lots du marché n°8.14K / 8.14L relatifs aux missions CSPS (Coordination Sécurité et Protection de la Santé) des dépôts CEMH et CEMG dans le cadre de la ligne 5 de tramway sont attribués aux entreprises suivantes :

Lot 1 : Centre d'Entretien et de Maintenance des Hirondelles (CEMH) : APAVE SUD EUROPE sise à Saint Aunès (34)

Lot 2 : Centre d'Entretien et de Maintenance de Grammont (CEMG) : PRESENTS sise à Montpellier (34).

Ces marchés sont conclus pour une durée de 7 ans à compter de leur notification.

ARTICLE 2 : les lots du marché n°8.14K / 8.14L sont conclus

Lot 1 : Centre d'Entretien et de Maintenance des Hirondelles (CEMH) : pour un montant global et forfaitaire de 25 760 € HT

Lot 2 : Centre d'Entretien et de Maintenance de Grammont (CEMG) : pour un montant global et forfaitaire de 104 160 € HT.

ARTICLE 3 : d'autoriser Monsieur le Directeur Général de TaM à signer les contrats visés à l'article 1

ARTICLE 4 : Au cours de l'exécution du marché, Monsieur le Directeur Général Délégué de TaM est autorisé à signer des décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant du marché en cas de prix unitaires et de 5% du montant du marché en cas de prix global et forfaitaire

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le 22 SEP. 2022

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÊCHE



Publiée le : 23 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché
Travaux Feeders Lot 3 n°8.42B.035 dans le
cadre de la réalisation de la ligne 5 de
tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres, sans limitation de montants, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenant, protocoles transactionnels, ...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2022 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU la délibération du Conseil n° 9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°2232 pour l'étude et la réalisation de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché,

- VU la décision de Métropole n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°M9D5019DM18 pour l'étude et la réalisation de la 2^{ème} phase de la 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM (SPL Société Publique Locale depuis le 1^{er} juillet 2022) titulaire du marché,
- VU la délibération du Conseil n°14388 du 14 décembre 2016 relative à la poursuite de la ligne 5 sur la section Nord.
- VU la décision n°MD2021-598 du 24 juin 2021 portant sur l'attribution du marché portant sur les travaux Feeders - lot 3 n°8.42B.035, dans le cadre de la ligne 5 de tramway, au groupement EHTP (mandataire) / GUINTOLI / REHACANA pour un montant de 3 230 104.50 € HT.

CONSIDERANT :

- que des modifications du programme initial ont engendré le besoin de prix nouveaux, notifiés en cours de travaux,
- qu'il est donc nécessaire de conclure un avenant au marché sur les travaux Feeders - lot 3 n°8.42B.035 ;
- l'avis favorable de la Commission d'Appels d'Offres de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 8 septembre 2022 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : de prendre acte de la conclusion d'un avenant n°1 ayant pour objet des modifications du programme initial et la régularisation de prix nouveaux notifiés en cours de travaux.

ARTICLE 2 : le montant de l'avenant est de 568 865.50 € HT portant ainsi le montant du marché à 3 798 970.00 € HT.

ARTICLE 3 : d'autoriser Monsieur le Directeur Général de TaM à signer l'avenant visé à l'article 1.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 SEP. 2022

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÊCHE



Publiée le : 19 SEP. 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 19 SEP. 2022
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:
- Avenant1 8.42B.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°05/TRAV/18
- Réalisation des infrastructures du parc
Gérard-Bruyère - Lot n° 2 : Ouvrages de
traitement de l'eau - Protocole
transactionnel**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives » ;
- VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

- VU le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération n° M2019-800 en date du 18 décembre 2019, actant l'effectivité du transfert du parc Gérard-Bruyère à Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la décision n° MD2019-1167 en date du 21 janvier 2020, autorisant la signature d'une convention de mandat de maîtrise d'ouvrage entre la Ville de Baillargues et Montpellier Méditerranée Métropole, ayant pour objet de confier à la Ville de Baillargues la continuité opérationnelle de certaines procédures pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la convention de mandat en date du 21 janvier 2020 entre la Ville de Baillargues et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la décision n° MD2020-084 en date du 12 février 2020, attribuant le lot n° 2 « Ouvrages de traitement d'eau » du marché n° 05/TRAV/18 « Réalisation des infrastructures du parc Gérard-Bruyère » au groupement SERPE SASU (mandataire) / RAZEL BEC / VÉOLIA (cotraitants) pour un montant de 2 709 199,23 € H.T. et pour une durée initiale de 18 mois ;
- VU la décision n° MD2021-174 en date du 12 mars 2021, rectifiant une erreur matérielle figurant dans le dispositif de la décision n° MD2020-084 ;
- VU la décision n° MD2021-793 en date du 10 septembre 2021, autorisant la signature d'un avenant n° 1 au lot n° 2 du marché n° 05/TRAV/18 d'un montant de 145 559,14 € H.T., portant ainsi le nouveau montant du marché à 2 854 758,37 € H.T. ;

CONSIDÉRANT :

- que dans le contexte de la crise sanitaire liée à la pandémie de covid-19, l'ensemble des sociétés engagées dans la réalisation des infrastructures du parc Gérard-Bruyère à Baillargues – lot n° 2 « Ouvrages de traitement de l'eau », ont été affectées par des préjudices dus à la période de confinement et par les consignes sanitaires générales, nécessitant l'adaptation de l'exécution du marché telle qu'initialement prévue et la prise en compte de ces nouvelles consignes sanitaires imposées dans le cadre de la lutte contre le covid-19 ;
- que par ailleurs, le projet initial a subi des modifications importantes à la demande de la maîtrise d'ouvrage ;
- que le groupement formé par SERPE SASU (mandataire), RAZEL BEC et VÉOLIA (cotraitants) a rédigé son mémoire technique et établi son offre sur la base d'un dossier de consultation des entreprises qui ne pouvait prendre en compte les difficultés rencontrées, qui sont apparues au cours de l'exécution et au fur et à mesure de l'avance des travaux ;
- qu'afin de prendre en compte les dépenses nouvelles générées par le groupement face à ces contraintes exceptionnelles et imprévisibles, il apparaît opportun d'établir, en dehors de tout cadre contentieux, les modalités permettant le règlement d'un montant correspondant à une participation aux frais générés en sus dans le cadre du chantier de réalisation des infrastructures du parc ;

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature du protocole transactionnel pour le marché n° 05TRAV18 – lot n° 2 « Ouvrages de traitement d'eau » avec le groupement formé par SERPE SASU (mandataire) / RAZEL BEC / VÉOLIA (cotraitants), d'un montant de 146 890,00 € H.T.
Le protocole transactionnel entrera en vigueur à compter de sa notification.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Responsable du service gestion comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 SEP. 2022

Monsieur le Vice-Président


Christian ASSAF



Publiée le : 23 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 05TRAV18 - L2 - Protocole transactionnel v03.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires

Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à avenant n°2 au marché
subséquent n°M9C0026AT - Travaux
d'aménagement de la rue des Crouzettes à
Montaud - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, dans le domaine de « la Voirie et l'Espace Public » ;

- **VU** la décision n°MD2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'appel d'offres dans sa séance du 13 Mars 2018 ;
- **VU** la décision n°MD2019-645 du 27 juin 2019 attribuant le marché subséquent n°M9C0026AT - Aménagement de la rue des Crouzettes à MONTAUD à l'entreprise COLAS MIDI MEDITERRANEE pour un montant de 142 294,160 € HT pour une durée de 2 mois et 3 semaines, période de préparation comprise ;
- **VU** la décision n°MD2021-096 du 22 février 2021 autorisant la signature de l'avenant de transfert entre COLAS MIDI MEDITERRANEE et COLAS France ;

Considérant :

- que dans le cadre des travaux d'aménagement du parking à proximité du cimetière, la présence de matériaux impropre à la réalisation d'une plateforme conforme aux exigences réglementaire a été découverte ;
- que la réalisation de travaux complémentaires et supplémentaires a été nécessaire à la bonne exécution du marché ;
- que l'ensemble de ces travaux ne peut pas être dissocié du marché initial pour des raisons techniques et financières, ainsi que pour des questions de responsabilité ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 du marché subséquent n° M9C0026AT - Aménagement de la rue des Crouzettes à MONTAUD avec l'entreprise COLAS France.

Le montant initial du marché était de 142 294,16 € HT. Le montant de l'avenant est de 21 301,96€ HT. Le nouveau montant du marché est de 163 596,12 € HT, soit une augmentation de 14,97 %.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 SEP. 2022

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 26 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- M9C0026AT - Avenant n°2.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Conservatoire

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°M2B0025DC - Acquisition d'un orgue
positif d'occasion**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la Culture et du Patrimoine historique ;

Considérant :

- qu'il est nécessaire d'acquérir un orgue positif d'occasion pour la Cité des Arts / Conservatoire ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 3 mois ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

Critères	Pondération
1-Valeur technique appréciée au regard des éléments indiqués dans le mémoire technique 1.1 Eléments de technicité indiqué dans les fiches techniques et photos : 35 points 1.2 Moyens humains et techniques proposé pour l'exécution : 5 points 1.3 Délais et méthodologie d'intervention proposée : 5 points	45%
2-Essai de l'instrument, vérification de l'état général de l'instrument et correspondance au besoin exprimé dans le CCTP	15%
3-Prix	40%

- qu'après analyse, l'auto-entreprise Alain Cahagne 2 avenue Marechal de Lattre de Tassigny 34110 Frontignan présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché d'acquisition d'un orgue positif d'occasion à l'auto-entreprise Alain Cahagne, pour un montant de 51 800 € HT ;


Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 3 mois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole ;

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27/09/22
Monsieur le Vice-Président
Eric PENSO

The block contains the date, recipient, and signatory. To the right, there is a handwritten signature in blue ink and a circular official stamp of Montpellier Méditerranée Métropole. The stamp features the text 'Montpellier Méditerranée Métropole' around the perimeter and 'Hérault' at the bottom. In the center is a coat of arms with the words 'PAUL RABAT' below it.

Publiée le : 27/09/2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 27/09/2022
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête
n°2204125-1 - Préfecture de l'Hérault"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU la décision n° MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;

Considérant

- la requête n°2204125-1 déposée le 5 août 2022 par la Préfecture de l'Hérault contre la délibération du Conseil de Métropole du 25 janvier 2022 approuvant la modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Baillargues.
- qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2204125-1 par la Préfecture de l'Hérault.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 OCT. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 04 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête
n°2204137-5 TA - Société 3F Occitanie"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU la décision n° MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;

Considérant

- la requête n°2204137-5 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 5 août 2022 par la Société 3F Occitanie contre l'arrêté de la Métropole de mise en sécurité n° MAI 2022-0090 en date du 7 juillet 2022 concernant la résidence du Mas de Rochet sise sur la commune de Castelnau-le-Lez ;
- Qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2204137-5 par la Société 3F Occitanie.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats ACOCE.

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 OCT. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 04 OCT. 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 04 OCT. 2022
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle OI 105 - Commune de Montpellier
- Constitutions de réserves foncières pour
le développement d'activités économiques**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de «l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise Foncière » ;
- VU le courrier en date du 8 septembre 2022, par lequel la société Distribution Sanitaire Chauffage (DSC) accepte l'offre à 2,3 millions d'euros formulée par Montpellier Méditerranée Métropole pour

l'acquisition de la parcelle dont elle propriétaire cadastrée OI 105, sise commune de Montpellier et demande une prise de possession anticipée au 30 septembre 2022 ;

- VU l'avis des services du pôle d'évaluation domaniale en date du 19 aout 2022 ;

- **CONSIDERANT** la nécessité d'acquérir la parcelle ci-dessus mentionnée afin de constituer des réserves foncières dans les zones urbaines déjà constituées permettant l'implantation d'entreprises sur le territoire et notamment dans le secteur de l'industries culturelles et créatives dans un contexte de tension sur le marché de l'immobilier d'activités et de développement d'une politique de sobriété foncière à l'échelle du territoire ;

- **CONSIDERANT** que l'opportunité de la prise de possession anticipée au 30 septembre 2022, préalablement à la réitération par acte authentique de la vente permettra de réaliser au plus tôt les aménagements nécessaires à l'utilisation du bien ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la société Distribution Sanitaire Chauffage (DSC), immatriculé au RCS de Compiègne sous le numéro 572 141 885, dont le siège social est situé 2 avenue des Charmes – ZAC du Parc Alata à VERNEUIL EN HALATTE (60550), la parcelle cadastrée OI n°105, d'une superficie cadastrale de 4 526 m², comportant un bâtiment à usage d'activités de 2 300 m² utiles, sise commune de Montpellier, lui appartenant.

ARTICLE 2 : La vente aura lieu moyennant le prix total de 2 300 000 € (deux millions trois cent mille euros) toutes indemnités confondues, les frais d'actes restant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte de prendre possession du bien de manière anticipée au plus tard le 30 septembre.

ARTICLE 4 : Cette prise de possession est consentie par la société Distribution Sanitaire Chauffage à titre gratuit.

ARTICLE 5 : Les dépenses liées à cette affaire sont prévues au budget général de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 6 : Toute personne ayant reçue délégation est autorisée à signer l'acte authentique d'achat visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame Le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 SEP. 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTRON



Publiée le : 21 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Architecture Bâtiments Sécurité

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°4983MG18 -
Nettoyage des locaux de Montpellier
Méditerranée Métropole - Avenant n°3 au
lot n°1 Bâtiment administratifs et
bâtiments annexes - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine ;

- **VU** le marché n°4983MG18 « Nettoyage des locaux de Montpellier Méditerranée Métropole lot n°1 : Bâtiment administratifs et bâtiments annexes notifié le 04 septembre 2018 à la société ARC EN CIEL SUD EST, 27 chemin des Etangs, 13920 Saint Mitre les Remparts ;
- **VU** l'avenant n°1, notifié le 11 mars 2019 portant sur le rajout de deux bâtiments avec modification du montant forfaitaire du marché public ;
- **VU** l'avenant n°2, notifié le 22 juillet 2022 portant sur la prolongation du marché d'un mois avec modification du montant forfaitaire du marché public ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il est nécessaire de conclure un avenant n°3 pour prolonger le présent marché en ce qui concerne les prestations à bon de commande sur Bordereau des Prix Unitaires pour une durée allant du 5 octobre au 18 novembre 2022 afin d'assurer la continuité du service public conformément à l'article 139 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;
- que l'avenant n°3 n'a pas d'incidence financière puisque la partie à bon de commande est sans minimum ni maximum.

DÉCIDE

ARTICLE 1 : De signer l'avenant n°3 au lot n°1 Bâtiment administratifs et bâtiments annexes du marché 4983MG18 avec la société ARC EN CIEL SUD EST afin de prolonger le marché du 05 octobre au 18 novembre 2022 inclus en ce qui concerne les prestations à bon de commande sur Bordereau des Prix Unitaires sans minimum ni maximum.

ARTICLE 2 : De dire que les dépenses seront imputées sur le budget Principal, budgets annexes, tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°3 de prolongation, visé à l'article 1 de la présente décision, et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 OCT. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 04 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête
2204624-3 TA - Ressources Humaines"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU la décision n° MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;

Considérant :

- la requête n° 2204624-3 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 5 septembre 2022 par Madame Georgiana PARNASSE contre le montant du complément indemnitaire qui lui a été versé en avril 2022.
- qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2204624-3 par Madame Georgiana PARNASSE.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats.

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 OCT. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 04 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête
n°2204559-8 TA - Antoine ZAKHARY"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;

Considérant :

- la requête n° 2204559-8 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 5 septembre 2022 par Monsieur Antoine ZAKHARY tendant à la désignation d'un expert pour expertise médicale consécutivement à un accident dont il a été victime à la piscine Neptune sise à Montpellier ;
- qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2204559-8 par Monsieur Antoine ZAKHARY.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée à Maître Gonzague PHELIP.

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 OCT. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 04 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Innovation Politiques Contractuelles Système d'Information Géographique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la candidature de
Montpellier Méditerranée Métropole à
l'appel à manifestation d'intérêt -
Approche territoriale intégrée - FEDER
2021-2027 - Autorisation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver les demandes de subventions auprès des organismes publics et autoriser les candidatures de la Métropole pour des appels à projets lorsqu'ils ont pour unique objet d'obtenir un financement ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur William ARS, Conseiller Métropolitain, dans le domaine du développement et de optimisation des financements européens et à l'évaluation des politiques publiques ;

CONSIDERANT :

- Que tous les sept ans, l'Union européenne révisé la stratégie d'attribution des fonds européens pour répondre aux enjeux des territoires et des populations et aux nouveaux défis de l'Union européenne ;

- Que pour la période 2021-2027, un projet de programme Occitanie FEDER-FSE+ (Fonds européen pour le développement régional – fonds social européen plus) a été soumis à la Commission européenne par l'autorité de gestion régionale, la Région Occitanie et qu'il porte sur deux piliers : favoriser un nouveau modèle de développement et promouvoir un ré-équilibre territorial ;
- Que la priorité 5 « Promouvoir le rééquilibrage territorial en réduisant les disparités et en valorisant les ressources » du programme FEDER-FSE+ permet de soutenir une stratégie de développement pilotée au niveau métropolitain et de soutenir le développement urbain durable et que, pour cette priorité, il est prévu un montant de 134M€ pour l'ensemble du territoire régional dont 16M€ pour les deux Métropoles ;
- Que pour sélectionner les territoires porteurs d'une stratégie Approche Territoriale Intégrée (ATI), l'autorité de gestion régionale a lancé mi-juin un appel à manifestation d'intérêt (AMI) pour lequel la date limite de candidatures a été fixée au 16 septembre 2022 ;
- Que la sélection des candidatures interviendra fin 2022 et débouchera sur une convention d'association entre chaque territoire sélectionné et la Région, pour la durée du programme 2021-2027 et que les projets s'inscrivant dans cette stratégie feront ensuite l'objet de dépôts de dossiers individualisés auprès de l'autorité de gestion ;
- Qu'à ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole a préparé une candidature qui s'intègre dans les cinq objectifs de l'AMI ATI : améliorer le cadre de vie des habitants en zone défavorisée, lutter contre la désertification médicale dans les zones urbaines défavorisées, développer le logement à destination des populations fragiles et marginalisées, développer les équipements culturels, touristiques et de loisir pour tous, moderniser et créer des centres de formation dédiés aux apprentis, aux formations paramédicales et/ou en travail social et d'éducation supérieure ;
- Que Montpellier Méditerranée Métropole est un territoire très attractif marqué par de forts contrastes économiques, un territoire relativement précaire (selon les données du contrat politique de la ville), un territoire qui présente une certaine vulnérabilité environnementale définie notamment dans son Plan Climat Air Energie ;
- Qu'en cohérence avec le contrat de relance et de transition écologique et le futur contrat territorial Occitanie, la stratégie s'articule autour des grands enjeux de transition écologique, de construction d'une économie productive et durable et de cohésion sociale et territoriale ;

DECIDE :

ARTICLE 1 : D'approuver le dossier de candidature de Montpellier Méditerranée Métropole à l'appel à manifestation d'intérêt « Approche territoriale intégrée » 2021-2027 ;

ARTICLE 2 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13.10.2022

Monsieur le Conseiller Métropolitain

William ARS



Publiée le : 14 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête
n°2204551-4 TA - Monsieur et Madame
GUIZARD"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;

Considérant

- la requête n° 2204551-4 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 5 septembre 2022 par Monsieur et Madame GUIZARD tendant à obtenir réparation pour préjudice subi sur leur propriété située au 24 impasse Johannes Kepler à Montpellier du fait des racines d'un arbre sis sur le domaine public Métropolitain ;
- qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2204551-4 par Monsieur et Madame GUIZARD.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée à Maître Gonzague PHELIP.

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 OCT. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 04 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la prise en charge des
frais de déplacement et autres frais
annexes dans le cadre de la délégation de
Montpellier à Bruxelles et Lille du 26 au 28
septembre 2022**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'octroyer tout mandat spécial à un ou plusieurs conseillers communautaires pour représenter le Conseil de Métropole, entraînant un déplacement sur le territoire national ou international et pour lequel leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ; d'approuver les déplacements nationaux et internationaux auxquels les agents de la Métropole peuvent être appelés à participer et pour lesquels leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ; d'approuver les cas dans lesquels des personnalités extérieures peuvent être invitées à se joindre à une délégation de la Métropole en raison de leur compétence ou de leur représentativité ainsi que les cas dans lesquels de telles personnalités peuvent être accueillies par la Métropole ; les frais induits pouvant alors être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric Penso dans le domaine de la Culture et du patrimoine historique ;

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite envoyer une délégation composée d'élus, d'agents de la Métropole et de personnalités extérieures à Bruxelles et Lille du 26 au 28 septembre, dans le cadre de la candidature Montpellier capitale européenne de la culture 2022 ;
- qu'il convient d'autoriser la prise en charge des frais liés à ce déplacement, pour les membres de la délégation ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver le déplacement de la délégation de Montpellier à Bruxelles et Lille du 26 au 28 septembre 2022.

ARTICLE 2 : D'autoriser la prise en charge des frais de déplacement et d'hébergement (estimés à 5 200 €) ainsi que des frais de restauration et autres frais divers des membres de la délégation.

ARTICLE 3 : De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les documents relatifs à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le

29/09/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 30 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la prise en charge des
frais de déplacement - Mission Londres
pour des agents de la Direction du
développement économique et de l'Emploi
de Montpellier Méditerranée Métropole -
Autorisation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver les cas dans lesquels les frais induits par les déplacements d'agents de la Métropole ou de personnalités extérieures (ainsi que l'accueil de ces dernières) peuvent être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du Développement économique et numérique ;
- **Considérant** que depuis plusieurs années, Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique en s'appuyant sur ses réseaux. Elle a renforcé son positionnement international afin de faciliter, au sein des réseaux internationaux d'incubation, l'implantation réciproque d'entreprises innovantes.

- **Considérant** la mission à Londres, organisée du 9 au 10 novembre 2022 par Ad'Occ en partenariat avec Business France, la présence d'agents de la Direction du Développement Economique de la Métropole est sollicitée pour valoriser la filière montpelliéraine des Industries Culturelles et Créatives auprès de professionnels et investisseurs britanniques. Le coût estimé de ces déplacements pour 2022 s'élève à **1 500 €**.

Il est donc proposé d'autoriser les déplacements ci-dessus pour les agents et les élus ainsi que la prise en charge au frais réels des aspects logistiques afférents à ces déplacements (transports, hôtels, restauration, etc.) dans la limite des coûts estimés ci-dessus.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser les déplacements à Londres des agents et/ou des élus concernés ainsi que la prise en charge ou le remboursement aux frais réels des dépenses afférentes à ces déplacements dans la limite de 1 500 € maximum.

ARTICLE 2 : de dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 SEP. 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 21 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention de
transfert de maîtrise d'ouvrage pour la
réalisation d'un pont sous la RD66 et la
création d'une continuité cyclable entre le
Pays de l'Or et la Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle portant sur la conclusion et la signature des conventions de transfert de maîtrise d'ouvrage ainsi que leurs avenants au sens de l'article L 2422-12 du Code de la Commande Publique
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRECHE pour le développement des modes de déplacements actifs et réseaux de pistes cyclables ;
- **CONSIDERANT** qu'afin d'assurer la continuité cyclable entre les territoires du Pays de l'Or et de Montpellier Méditerranée Métropole, l'Agglomération du Pays de l'Or souhaite poursuivre l'extension de la voie cyclable existante de l'intersection canal BRL / chemin du Mas Michel jusqu'à la RD66. (environ 1200ml).
- **CONSIDERANT** qu'il en va de même pour Montpellier Méditerranée Métropole qui veut étendre sa voie dédiée aux mobilités actives route de Vauguières sur la rue de la fontaine de la Banquière jusqu'au droit de la voie départementale RD66. (environ 850ml)
- **CONSIDERANT** que le lien entre ces deux tronçons doit être assuré par la création d'un ouvrage d'art de type pont-cadre sous la RD 66 (dimensions minimales 4m de largeur / 2.30 m en hauteur et

environ 30 m de linéaire).

- **CONSIDERANT** qu'afin de faire aboutir dans les meilleurs délais ce projet, les parties s'accordent à confier la maîtrise d'ouvrage de cette infrastructure et des deux tronçons susvisés à la Métropole.

DECIDE

Article 1^{er} :

La présente convention a pour objet, conformément aux dispositions de l'article 2.II de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985, modifiée, de l'article L.2422-12 du code de la commande publique et de l'article 42 de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification, de désigner la Métropole maître d'ouvrage unique de l'opération de réalisation d'un ouvrage d'art de type pont-cadre sous la RD66 et des pistes cyclables de raccordement afin de relier les réseaux de mobilités actives de l'Agglomération du Pays de l'Or et de la Métropole.

La réalisation de l'ouvrage d'art doit faire l'objet d'une délégation de maîtrise d'ouvrage du Département de l'Hérault à la Métropole car il sera réalisé dans l'emprise de la RD 66 et a donc vocation à intégrer son domaine public à l'issue de sa réalisation.

Dans un souci de continuité et de simplicité l'Agglomération du Pays de l'Or souhaite confier l'intégralité de la maîtrise d'ouvrage de l'opération à la Métropole, y compris la réalisation du tronçon de piste cyclable sur son territoire.

L'objet de la présente convention demeure la définition des conditions d'exercice de cette maîtrise d'ouvrage déléguée.

Le plan de financement de cette opération approuvé par les parties à la présente convention intègre les subventions de L'Etat et du Département et le reliquat à la charge de l'Agglomération du Pays de l'Or et de la Métropole. Il figure en annexe de la convention conformément à son dernier article.

Le transfert de maîtrise d'ouvrage du Département de l'Hérault et de l'Agglomération du Pays de l'Or à Montpellier Méditerranée Métropole impose à cette dernière d'assurer seule la responsabilité de la maîtrise d'ouvrage de l'opération et notamment de procéder dans le respect des règles du code de la commande publique, à la désignation du(es) titulaire(s) des marchés de maîtrise d'œuvre, marché de travaux et marchés annexes nécessaires à la réalisation de l'opération.

Article 2 :

L'opération objet de la convention, sera financée en application du plan de financement figurant en annexe 3 de la convention

L'Agglomération du Pays de l'Or perçoit l'ensemble des subventions de l'Etat et la Métropole l'intégralité de la subvention du Département

Article 3 :

La durée prévisionnelle de réalisation de l'ouvrage par la Métropole (date de réception) est de 30 mois à compter de la notification de la convention.

La durée prévisionnelle de réalisation de la piste cyclable sur le territoire de l'Agglomération du Pays de l'Or par la Métropole (date de réception) est de 30 mois à compter de la notification de la présente convention.

La date prévisionnelle d'achèvement de l'ensemble de l'opération est fixée au 31 décembre 2024 conformément à l'arrêté portant attribution de la subvention obtenue dans le cadre de la dotation régionale d'investissement de crédits d'Etat 2021 figurant en annexe 5 de la convention.

Article 4 :

De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 5 :

D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 6

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14-10-2022

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÊCHE



Publiée le : 18-10-2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 18/10/2022
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet convention transfert MO_V4 POA 3M CD34 (VD).docx
- Annexe 4_Subvention appel à projet fonds mobilités actives.PDF
- Annexe 5 Subvention dotation régionale d'invest. 2021.PDF
- plan de financement.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de 321m²
de bien immobilier sis 3210 route de
Lavérune à MONTPELLIER appartenant
à Monsieur et Madame MACCHI dans le
cadre de la réalisation de la ligne 5 de
tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;

- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon.

CONSIDERANT

- que 321 m² du bien immobilier sis 3210 route de Lavérune à MONTPELLIER, cadastré section PI n° 44 appartenant à Monsieur et Madame MACCHI est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur la parcelle cadastrée section PI n° 44.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 321 m² du bien immobilier sis 3210 route de Lavérune à MONTPELLIER, cadastré section PI n° 44 appartenant à Monsieur et Madame MACCHI.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé 5 008 € (CINQ MILLE HUIT EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur et Madame MACCHI et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 6 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur et Madame MACCHI.

ARTICLE 7 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 SEP. 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 23 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 20220831_UF3110 - PPA sign par riv.pdf
- 20220831_UF3110 - PUV sign par riv.pdf
- 20220831_UF3110 - AT DTR sign par riv.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de deux
garages - Parcelle KS1 lots 182 et 183 - rue
de Las Sorbes & avenue de Lodève -
Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU la réserve C 23 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Montpellier portant l'élargissement de la rue de Las Sorbes applicable à la parcelle KS 1, angle rue de Las Sorbes et avenue de Lodève ;
- VU l'estimation du pôle d'évaluations domaniales en date du 26 juillet 2021, estimant le bien à 15 000 € (quinze mille euros) par garage, soit 30 000 € (trente mille euros) pour deux garages ;

- **CONSIDERANT** l'accord de la propriétaire, Madame Claudie BENISTAND, en date du 07 septembre 2022, sur les modalités de la transaction ;
- **CONSIDERANT** la nécessité de la mise en œuvre de la réserve C 23 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Montpellier ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte l'acquisition des lots 182 et 183 de la parcelle KS1 située angle de la rue de Las Sorbes et de l'avenue de Lodève à Montpellier, en nature de garages, propriétés de Madame Claudie Benistand, en application de la réserve C 23 du Plan Local d'Urbanisme.

ARTICLE 2 : Cette transaction aura lieu pour un montant total de 30 000 € (trente mille euros), conforme avec l'estimation des services fiscaux.

ARTICLE 3 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de la Métropole.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 SEP. 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 21 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 21 SEP. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avis SF 26 juillet 2021

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Pôle Déchets et Cycles de l'Eau
Service Ressources Transversales Déchets

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°M1D0067VD Acquisition de bennes
amovibles pour les déchèteries de
Montpellier Méditerranée Métropole -
attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur François VASQUEZ en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur François VASQUEZ dans le domaine de « Collecte, tri, valorisation des déchets et à la politique zéro déchet » ;

Considérant :

- La nécessité de passer un marché pour l'acquisition de bennes amovibles pour les déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L.2124-2, R.2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre avec maximum pour une durée de 12 mois. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3, avec une durée de chaque période de reconduction de 12 mois, et d'une durée maximale du contrat toutes périodes confondues de 48 mois ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants
 - Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
 - Prix des prestations au regard du montant du DQE : 40% ;
- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 8 septembre 2022 a classé les offres et choisi la SAS TAM ROCH, sise ZI du Larzac, avenue du moulin de la Jasse-34750 Villeneuve-lès-Maguelone présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n°M1D0067VD Acquisition de bennes amovibles pour les déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole à la SAS TAM ROCH, sise ZI du Larzac, avenue du moulin de la Jasse-34750 Villeneuve-lès-Maguelone, pour un montant maximum annuel de 275 000 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Sa durée est de 12 mois. L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04 OCT. 2022
Monsieur le Vice-Président

François VASQUEZ



Publiée le : 05 OCT. 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 05 OCT. 2022
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un groupement de
commandes entre Montpellier
Méditerranée Métropole, le CCAS de
Montpellier et les Villes de Cournonterral,
Jacou, Le Crès, Montferrier-sur-Lez,
Montpellier et Pignan pour l'acquisition de
logiciels - Approbation - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes, ainsi que de toutes modifications à celles-ci, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine « Développement économique, et numérique » ;

CONSIDERANT :

- que dans un objectif de coordination et de groupement des achats, dans un souci d'économie, et de rationalisation, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre **Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les Villes de Cournonterral, Jacou, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier et Pignan pour l'acquisition de logiciels** conformément à la Convention annexée à la présente délibération ;

- que Montpellier Méditerranée Métropole, désignée coordonnateur du groupement à ce titre, est notamment chargée de l'ensemble de la procédure de passation, y compris signature et notification du ou des marchés à intervenir. La Commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché pour ce qui le concerne ;

- que la procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum, pour une période initiale d'exécution d'un an et pour une durée maximale, toutes reconductions comprises, de 4 ans ;

Cet accord-cadre est décomposé en plusieurs lots avec des montants totaux de commandes estimées à 1 500 000 € HT par an, pour ce qui concerne Montpellier Méditerranée Métropole ;

- que sous réserve des dispositions de l'article 3.4 de la présente convention, une fois la procédure de passation lancée, chaque membre du groupement s'engage à exécuter avec le candidat retenu, à hauteur de ses besoins propres, le marché résultant du présent groupement.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les Villes de Cournonterral, Jacou, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier et Pignan pour l'acquisition de logiciels.

ARTICLE 2 : De dire que conformément aux termes de la convention, Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur du groupement de commandes et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente.

ARTICLE 3 : De dire que les dépenses concernant Montpellier Méditerranée Métropole seront imputées sur le budget Principal et Annexe tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer la convention visée à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 SEP. 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 23 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Conv_GC_Acquisition logiciels_vd.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché
n°M2D0002DM pour les études et
réalisation de la régulation de trafic et de
la priorité aux feux pour les Bus à Haut
Niveau de Service (BHNS) de Montpellier
Méditerranée Métropole - Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres, sans limitation de montants, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenant, protocoles transactionnels, ...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du « Transport et des Mobilités actives » ;
- VU la délibération du Conseil n°M2021-615 du 14 décembre 2021 relative à la création de lignes de BHNS, appelées Bustram ;

Montpellier, le

29 SEP. 2022

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÊCHE



Publiée le : 11 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 11 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

CONSIDERANT :

- qu'une consultation a été lancée par Montpellier Méditerranée Métropole, en tant qu'entité adjudicatrice, selon une procédure négociée engagée sans mise en concurrence préalable conformément à l'article R.2122-3-3° du code de la commande publique, portant sur les missions d'études et réalisation de la priorité aux feux des lignes de BHNS de Montpellier Méditerranée Métropole et de la régulation de trafic ;
- que cette consultation est passée avec l'opérateur Gertrude SAEM, qui a équipé le système centralisé du PC Pétrarque. Ce système repose sur des algorithmes et des logiciels de traitement dont GERTRUDE SAEM conserve la propriété intellectuelle. Il équipe déjà 370 carrefours sur la Métropole, dont 262 carrefours pilotés avec une priorité absolue pour le tramway, avec des performances très satisfaisantes. Changer de fournisseur pour le projet des BHNS, qui ajoutera 141 carrefours créerait une situation d'inhomogénéité entre les nouveaux carrefours et l'existant, qui ne seraient pas compatibles avec le système central existant ; et nécessiterait un nouveau système central parallèle, générant des frais de maintenance, formation et exploitation supplémentaires pour le service gestionnaire ;
- que ce marché est passé sous forme d'un accord-cadre sans minimum et avec un maximum pour la durée totale de 2 000 000 € HT, en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 50% au regard de la valeur technique de l'offre et 50% pour le prix des prestations ;
- qu'après analyse, l'offre de Gertrude SAEM est conforme aux attentes et a été choisie ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché M2D0002DM relatif aux missions d'études et de réalisation de la régulation de trafic et la priorité aux feux des lignes de BHNS de Montpellier Méditerranée Métropole à l'entreprise Gertrude SAEM.

ARTICLE 2 : Le marché M2D0002DM est conclu pour un montant estimatif maximum de 2 000 00 euros HT pour les prestations à prix unitaires faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 2 000 000 € HT.

ARTICLE 3 : Le marché M2D000DM est conclu pour une durée de 8 ans à compter du démarrage qui est fixé par la date du premier bon de commande

ARTICLE 4 : D'autoriser Monsieur le Président ou son Vice-Président Délégué concerné à signer le contrat visé à l'article 1.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Maîtrise d'Ouvrage

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à une autorisation de dépôt de permis de construire sur l'Opéra Comédie

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la « Culture et du Patrimoine historique » ;

CONSIDÉRANT :

- le projet de mise en accessibilité de l'Opéra Comédie dans le cadre des Agendas d'Accessibilité Programmée ;
- qu'au vu de la nature des travaux envisagés, sur un site protégé au titre des monuments historiques, la réalisation de l'opération nécessite le dépôt d'un dossier de demande de permis de construire auprès des services compétents ;

DECIDE :

ARTICLE 1 : D'autoriser le dépôt d'un permis de construire pour la mise en œuvre des travaux sus-mentionnés ;

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer le dossier de demande de permis de construire visé à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 30 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 30 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché
n°M2D0058DM d'Assistance à Maîtrise
d'Ouvrage (AMO) pour l'acquisition de
bus à haut niveau de service électriques et
des systèmes de recharge et de supervision
- Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres, sans limitation de montants, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenant, protocoles transactionnels, ...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du « Transport et des Mobilités actives » ;
- VU la délibération du Conseil n°M2021-615 du 14 décembre 2021 relative à la création de lignes de BHNS, appelées Bustram.

Montpellier, le 29 SEP. 2022

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÊCHE



Publiée le : 11 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 11 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

CONSIDERANT :

- qu'une consultation a été lancée par Montpellier Méditerranée Métropole, agissant en tant qu'entité adjudicatrice, selon une procédure adaptée ouverte en application des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique ;
- que cette consultation concernait des prestations intellectuelles d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'acquisition de bus à haut niveau de service électriques et des systèmes de recharge et de supervision ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 60% au regard de la valeur technique de l'offre et 40% pour le prix des prestations ;
- qu'après analyse, l'offre du candidat Transamo est classée comme l'offre économiquement la plus avantageuse et a été choisie.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché M2D0058DM relatif à l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'acquisition de bus à haut niveau de service électriques et des systèmes de recharge et de supervision à l'entreprise Transamo.

ARTICLE 2 : Le marché M2D0058DM est conclu pour un montant forfaitaire de 349 784,00 € H.T et pour un montant maximum de 55 000,00 € HT concernant les prestations à prix unitaires faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum.

La durée du contrat démarre à sa notification jusqu'à la fin de la deuxième année de garantie du dernier véhicule mis en circulation.

Concernant les prestations rémunérées par un prix forfaitaire, les délais d'exécution sont ceux fixés dans le CCTP.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Président ou sa Vice-Présidente Déléguée concerné à signer le contrat visé à l'article 1.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Maîtrise d'Ouvrage

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une autorisation de
dépôt de permis de construire sur le
Théâtre Jean Claude Carrière - Site du
domaine d'O**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la culture et du patrimoine historique ;

CONSIDÉRANT :

- le projet de création de deux mezzanines pour le stockage de matériel du théâtre Jean Claude Carrière au sein du domaine d'O ;
- qu'au vu de la nature des travaux envisagés, la réalisation de l'opération nécessite le dépôt d'un dossier de demande de permis de construire auprès des services compétents ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le dépôt d'un permis de construire pour la mise en oeuvre des travaux sus-mentionnés ;

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer le dossier de demande de permis de construire visé à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

29/09/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 30 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1
prorogeant l'occupation de locaux par la
société EMMENETONCHIEN.COM au
sein de la pépinière d'entreprises Cap
Omega**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération du Conseil Métropolitain n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique ;
- VU la délibération du Conseil n°M2021-657 du 14 décembre 2021 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2022 au sein du bâtiment CAP OMEGA ;
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 26 septembre 2019 passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société EMMENETONCHIEN.COM pour l'occupation

de locaux au sein de CAP OMEGA ;

- VU la demande de la société EMMENETONCHIEN.COM de poursuivre son hébergement au sein de CAP OMEGA ;

- VU la validation par le comité d'agrément du BIC en date du 12 septembre 2022 de la demande susvisée ;

- CONSIDERANT:

- la réorganisation de la Direction du Développement Economique et Emploi et notamment les réflexions en cours sur la gestion de l'ensemble de son offre d'hébergement d'entreprises, pépinières et hors pépinières,
- la nécessité d'harmoniser les conventions d'occupation entre les différents bâtiments y compris dans les modalités de reconduction,
- la volonté d'harmoniser sur l'ensemble des bâtiments la tarification des redevances et les taux de progressivité associés selon la durée d'occupation,
- que la société EMMENETONCHIEN.COM se trouve en phase charnière de développement commerciale et stabilisation budgétaire et que la convention précitée arrive à échéance, elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,
- que la société EMMENETONCHIEN.COM conserve les critères exigés pour une prorogation de son hébergement au sein de CAP OMEGA,
- que dans l'attente d'une révision de la convention d'occupation actuelle et des tarifs à délibérer lors d'un prochain conseil métropolitain, une suite favorable est accordée par Montpellier Méditerranée Métropole pour un hébergement de courte durée,

D E C I D E

ARTICLE 1 : qu'un avenant n°1 à la convention d'occupation du domaine public susvisée est conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société EMMENETONCHIEN.COM à compter du 1^{er} octobre 2022 pour une durée de 6 mois et jusqu'au terme de la prorogation, fixé au 31 mars 2023.

ARTICLE 2 : qu'à l'échéance de cette prorogation de 6 mois, soit avant le terme du 31 mars 2023, la nouvelle version de la convention d'occupation pourra être proposée à la société, selon les tarifs en vigueur qui seront approuvés par le Conseil Métropolitain.

ARTICLE 3 : qu'à compter du 1^{er} octobre 2022, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société EMMENETONCHIEN.COM est de 182,08 euros, conformément au tarif applicable approuvé par la délibération n°M2021-657 du Conseil de Métropole en date du 14 décembre 2021.

ARTICLE 4 : que la recette résultant du présent avenant est inscrite au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : que Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : que Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée

Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **20 OCT. 2022**

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 21 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **21 OCT. 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Mission Espaces Publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Décision relative à la conclusion d'un marché subséquent à l'accord-cadre de maîtrise d'œuvre des espaces publics - Arceaux-Peyrou - Autorisation de signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU la convention de mandat en date du 23 mars 2021 au bénéfice de la SA3M, autorisée par

décision n°MD2021-015 du 25 février 2021;

- VU la décision n°MD2022-663 du 24 mai 2022 relative à la signature de l'accord-cadre mono-attributaire de maîtrise d'œuvre des espaces publics Arceaux-Peyrou ;

Considérant :

- que l'avancement du projet d'aménagement des espaces publics Arceaux-Peyrou nécessite la réalisation de prestations d'études ;
- qu'il est aujourd'hui nécessaire, sur le fondement de cet accord-cadre, de conclure un marché subséquent portant sur des missions de maîtrise d'œuvre de niveau études préliminaires ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché subséquent n°2 à l'accord-cadre de maîtrise d'œuvre des espaces publics Arceaux-Peyrou au groupement BASE / TECTA-EUPALINOS-QUARTIERS LUMIERES-INDDIGO-BOTANIQUE JARDINS PAYSAGE, correspondant à des prestations d'études préliminaires, pour un montant de 88 899,10 euros HT. Ce marché prendra effet à la date fixée par ordre de service. Sa durée est de 4 mois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres ;

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17/10/2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 18 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 18 OCT. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Mission Espaces Publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché
subséquent portant sur les travaux
d'aménagement paysager et de
déplacement d'une trémie piétonne dans
l'accord-cadre de maîtrise d'œuvre des
espaces publics Comédie Esplanade
Triangle - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;

- VU la convention de mandat en date du 9 juillet 2021 au bénéfice de la SA3M, autorisée par décision n°MD2021-666 en date du 7 juillet 2021 ;
- VU la décision n°MD2019-1058 du 5 novembre 2019 relative à la signature de l'accord-cadre mono-attributaire de maîtrise d'œuvre des espaces publics Comédie Esplanade Triangle ;
- VU la décision n° MD2022-353 du 28 mars 2022 relative à l'attribution d'un marché subséquent à l'accord-cadre de maîtrise d'œuvre des espaces publics Comédie Esplanade Triangle au groupement TER/TECT-SISMO-PER-ZEFCO-ON ;

CONSIDÉRANT :

- que des raisons techniques ont conduit le maître d'ouvrage à modifier le programme initial des travaux de création de fosses d'arbres ;
- qu'il est aujourd'hui nécessaire de prévoir une rémunération complémentaire au groupement de maîtrise d'œuvre afin de tenir compte de l'évolution de sa mission et de son degré de complexité.

DECIDE

ARTICLE 1 : De conclure un avenant n°1 au marché subséquent n°5 à l'accord-cadre de maîtrise d'œuvre des espaces publics Comédie Esplanade Triangle attribué au groupement TER/TECT-SISMO-PER-ZEFCO-ON d'un montant de 52 845 € HT, correspondant à des prestations complémentaires et portant le montant du marché à 356 638,28 € HT ;

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **02 NOV. 2022**

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : **03 NOV. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **03 NOV. 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- MPC_MS5_avenant 1 (002).pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition d'un fonds
de commerce de restauration - pizzeria -
Parcelle KS1 lots 182 et 183 - rue de Las
Sorbes & avenue de Lodève - Commune de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;

- **VU** la réserve C 23 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Montpellier prévoyant l'élargissement de la rue de Las Sorbes et applicable à la parcelle KS 1, angle rue de Las Sorbes et avenue de Lodève ;
- **VU** l'avis du pôle d'évaluations domaniales en date du 21 juillet 2022, estimant le bien en nature de pizzeria, enseigne « Yamma Pizza » ;
- **CONSIDERANT** l'accord de Monsieur Mohamed SAHBI pour la société AKOOLE, en date du 15 septembre 2022, pour céder son bail commercial sur les lots 182 et 183 de la parcelle KS1 à Montpellier, au prix de 52 000 € (cinquante-deux mille euros) pour tout prix sans autre indemnité, montant compatible avec l'estimation des services fiscaux ;
- **CONSIDERANT** la nécessité de la mise en œuvre de la réserve C 23 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Montpellier ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte la cession du bail commercial de Monsieur Mohamed SAHBI pour la société AKOOLE portant sur les lots 182 et 183 de la parcelle KS1 à Montpellier, située angle de la rue de Las Sorbes et de l'avenue de Lodève à Montpellier, en application de la réserve C 23 du PLU.

ARTICLE 2 : Cette transaction aura lieu au prix de 52 000 € (cinquante-deux mille euros), montant compatible avec l'estimation des services fiscaux.

ARTICLE 3 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié à la charge de la Métropole.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 SEP. 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke.

Publiée le : 21 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Estim SF 21 juil 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un Groupement de
commandes entre la Ville de Montpellier et
Montpellier Méditerranée Métropole -
Adhésion au ' Réseau des Acheteurs
Hospitaliers ' (RESAH) - Approbation -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine « Développement économique, et numérique » ;

CONSIDERANT :

- La volonté de rationaliser les achats, et surtout de pouvoir réaliser des économies d'échelle enjoint les collectivités, dans la mesure du possible, à se regrouper dans le cadre de groupement de commandes.

Dans cette perspective de recherche permanente de sources d'économie, le Code de la commande publique autorise le regroupement des entités publiques afin d'effectuer des achats performants sur divers secteurs de l'économie ;

- Que le code (article L2113-2 et suivants) permet également, afin d'optimiser certains achats, de recourir aux services de centrales d'achats, lesquelles réalisent pour leurs adhérents l'ensemble des procédures de mise en concurrence et de passation des marchés et accords-cadres, l'adhésion à la centrale permettant ensuite de bénéficier des contrats correspondants ;

- Que dans ce contexte, la Ville et la Métropole de Montpellier souhaitent mettre en place un groupement de commandes dans le cadre de l'adhésion à la centrale d'achat du groupement d'intérêt public « Réseau des Acheteurs Hospitaliers » (RESAH) aux fins d'une part d'accéder au catalogue des offres proposées et d'autre part d'obtenir les dossiers de marchés subséquents correspondant à l'évolution de leurs besoins, notamment dans les domaines de la sécurité informatique et des infrastructures réseaux et télécommunications.

La présente convention a donc pour objet de créer dans ce cadre, entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, un groupement de commandes régi par les dispositions des articles L. 2113-6 et suivants du Code de la commande publique. La convention prendra effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement ;

- Que la Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement. Chaque collectivité sera en charge de la bonne exécution du marché pour ce qui la concerne.

Concernant l'adhésion du groupement de commandes ainsi constitué au « RESAH », elle se formalise par :

- Une adhésion annuelle pour chaque membre d'un montant de 300 €.
- La signature d'une convention spécifique avec RESAH pour chaque prestation éventuelle assortie du paiement d'une contribution financière annuelle pour le groupement Ville-Métropole selon une répartition financière fixée à 50 % du montant pour chaque membre du groupement et chaque accord-cadre.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier afin d'approuver l'adhésion au Réseau des Acheteurs Hospitaliers et le recours à son catalogue des offres.

ARTICLE 2 : De dire que conformément aux termes de la convention, la Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement de commandes.

ARTICLE 3 : De dire que les dépenses concernant Montpellier Méditerranée Métropole seront imputées sur le budget Principal et Annexe, tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer la convention visée à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 SEP. 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 23 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION_GRPMT_RESAH_VD.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Expertise Financière

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un Emprunt de 10
millions d'euros sur 20 ans auprès de LA
BANQUE POSTALE pour le financement
des investissements 2022**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de procéder, dans les conditions définies par la délibération du Conseil portant cadre de la gestion active de la dette et de trésorerie, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux, et les opérations de réaménagement de dette, procéder à la réalisation des conventions d'ouverture de crédit de trésorerie et la gestion du programme obligataire court terme (NEU-CP), prendre les décisions mentionnées au III de l'article L.1618-2 et au a de l'article L.2221-5-1 sous réserve des dispositions de ce même article, et passer à cet effet les actes nécessaires ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT, 1^{er} Vice-Président, dans les domaines des Finances, des Politiques contractuelles et de la Coopération avec les communes ;
- VU l'offre établie par la Banque Postale et les conditions générales version CG-LPB-2021-12 y attachées, en réponse à la consultation de Montpellier Méditerranée Métropole concernant le financement de ses dépenses d'investissement ;

- **CONSIDERANT** que pour financer les investissements de Montpellier Méditerranée Métropole prévus et inscrits au budget, il convient de conclure un contrat d'emprunt ;
- **CONSIDERANT** que la proposition de la Banque Postale répond correctement à la demande ;

DECIDE

ARTICLE 1 : De contracter auprès de la Banque Postale, dont le siège est situé 115 rue de Sèvres – 75 275 Paris Cedex 06, un emprunt à hauteur de 10 000 000 Euros (Dix millions d'Euros), avec phase de mobilisation dont les caractéristiques sont précisées dans les articles suivants.

ARTICLE 2 : Le prêt est consenti jusqu'au 01/11/2044 et s'amortira sur 20 ans et 1 mois à compter de la date de consolidation fixée au 25/10/2024.

ARTICLE 3 : Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes:

Le contrat de prêt est composé d'une phase de mobilisation revolving et d'une tranche obligatoire.

Score GISSLER :	1A
Montant du contrat de prêt:	10 000 000,00 EUR
Durée du contrat de prêt :	22 ans et 1 mois (dont 2 ans de phase de mobilisation)
Objet du contrat de prêt :	financer les investissements

o Phase de mobilisation revolving

Pendant la phase de mobilisation, les fonds versés qui n'ont pas encore fait l'objet de la mise en place d'une tranche constituent l'encours en phase de mobilisation.

Durée :	2 ans, soit du 25/10/2022 au 25/10/2024
Versement des fonds :	à la demande de l'emprunteur avec versement automatique au terme de la phase de mobilisation ou à une date antérieure en cas de mise en place anticipée de la tranche.
Minimum de versement :	150 000,00 EUR
Taux d'intérêt :	index €STER + marge de 0.96%.
Base de calcul des intérêts :	nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours
Echéances d'intérêts :	périodicité mensuelle
Remboursement de l'encours en phase de mobilisation :	autorisé
Revolving:	oui

Montant minimum du
Remboursement : 150 000,00 EUR

Commissions: Commission de non utilisation de 0.10%

o **Tranche obligatoire à taux fixe du 25/10/2024 au 01/11/2044**

Cette tranche obligatoire est mise en place en une seule fois le 25/10/2024 par arbitrage automatique ou antérieurement en cas de mise en place anticipée de la tranche à taux fixe.

Montant : 10 000 000,00 EUR

Durée d'amortissement: 20 ans et 1 mois

Taux d'intérêt : taux fixe de 2.79%

Base de calcul des intérêts: nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours
Echéances d'amortissement
et d'intérêts: périodicité trimestrielle

Mode d'amortissement: constant

Remboursement anticipé: autorisé à une date d'échéance d'intérêts, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle. Un préavis de 50 jours calendaires est applicable.

Commissions: Commission d'engagement de 0,05 % du montant du contrat de prêt payable le jour de la mise en place de la tranche obligatoire soit 5 000 € (cinq mille euros).

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative au contrat de prêt ci-dessus, et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues avec la banque postale dans le contrat de prêt et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur Le Trésorier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

04 OCT. 2022

Monsieur le Premier Vice-Président

Renaud CALVAT



Publiée le : 04 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Expertise Financière

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un Emprunt de 10
millions d'euros sur 25 ans auprès de LA
BANQUE POSTALE pour le financement
des investissements 2022.**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de procéder, dans les conditions définies par la délibération du Conseil portant cadre de la gestion active de la dette et de trésorerie, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux, et les opérations de réaménagement de dette, procéder à la réalisation des conventions d'ouverture de crédit de trésorerie et la gestion du programme obligataire court terme (NEU-CP), prendre les décisions mentionnées au III de l'article L.1618-2 et au a de l'article L.2221-5-1 sous réserve des dispositions de ce même article, et passer à cet effet les actes nécessaires ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT, 1^{er} Vice-Président, dans les domaines des Finances, des Politiques contractuelles et de la Coopération avec les communes ;
- VU l'offre établie par la Banque Postale et les conditions générales version CG-LPB-2021-12 y attachées, en réponse à la consultation de Montpellier Méditerranée Métropole concernant le financement de ses dépenses d'investissement ;

- **CONSIDERANT** que pour financer les investissements de Montpellier Méditerranée Métropole prévus et inscrits au budget, il convient de conclure un contrat d'emprunt ;
- **CONSIDERANT** que la proposition de la Banque Postale répond correctement à la demande ;

DECIDE

ARTICLE 1 : De contracter auprès de la Banque Postale, dont le siège est situé 115 rue de Sèvres – 75 275 Paris Cedex 06, un emprunt à hauteur de 10 000 000 Euros (Dix millions d'Euros), avec phase de mobilisation dont les caractéristiques sont précisées dans les articles suivants.

ARTICLE 2 : Le prêt est consenti jusqu'au 01/11/2049 et s'amortira sur 25 ans et 1 mois à compter de la date de consolidation fixée au 25/10/2024.

ARTICLE 3 : Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes:

Le contrat de prêt est composé d'une phase de mobilisation revolving et d'une tranche obligatoire.

Score GISSLER :	1A
Montant du contrat de prêt:	10 000 000,00 EUR
Durée du contrat de prêt :	27 ans et 1 mois (dont 2 ans de phase de mobilisation)
Objet du contrat de prêt :	financer les investissements

o **Phase de mobilisation revolving**

Pendant la phase de mobilisation, les fonds versés qui n'ont pas encore fait l'objet de la mise en place d'une tranche constituent l'encours en phase de mobilisation.

Durée :	2 ans, soit du 25/10/2022 au 25/10/2024
Versement des fonds :	à la demande de l'emprunteur avec versement automatique au terme de la phase de mobilisation ou à une date antérieure en cas de mise en place anticipée de la tranche.
Minimum de versement :	150 000,00 EUR
Taux d'intérêt :	index €STER + marge de 1.03%.
Base de calcul des intérêts :	nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours
Echéances d'intérêts :	périodicité mensuelle
Remboursement de l'encours en phase de mobilisation :	autorisé
Revolving:	oui

Montant minimum du
Remboursement : 150 000,00 EUR

Commissions: Commission de non utilisation de 0.10%

o Tranche obligatoire à taux fixe du 25/10/2024 au 01/11/2049

Cette tranche obligatoire est mise en place en une seule fois le 25/10/2024 par arbitrage automatique ou antérieurement en cas de mise en place anticipée de la tranche à taux fixe.

Montant : 10 000 000,00 EUR

Durée d'amortissement: 25 ans et 1 mois

Taux d'intérêt : taux fixe de 2.80%

Base de calcul des intérêts: nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours

Echéances d'amortissement
et d'intérêts: périodicité trimestrielle

Mode d'amortissement: constant

Remboursement anticipé: autorisé à une date d'échéance d'intérêts, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle. Un préavis de 50 jours calendaires est applicable.

Commissions: Commission d'engagement de 0,05 % du montant du contrat de prêt payable le jour de la mise en place de la tranche obligatoire soit 5 000 € (cinq mille euros).

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative au contrat de prêt ci-dessus, et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues avec la banque postale dans le contrat de prêt et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur Le Trésorier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04 OCT. 2022

Monsieur le Premier Vice-Président

Renaud CALVAT



Publiée le : 04 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Expertise Financière

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un emprunt de 5
millions d'euros auprès de la Caisse des
Dépôts et des Consignations, pour le
financement de l'opération d'acquisition de
22 rames de tramway.**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de procéder, dans les conditions définies par la délibération du Conseil portant cadre de la gestion active de la dette et de trésorerie, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux, et les opérations de réaménagement de dette, procéder à la réalisation des conventions d'ouverture de crédit de trésorerie et la gestion du programme obligataire court terme (NEU-CP), prendre les décisions mentionnées au III de l'article L.1618-2 et au a de l'article L.2221-5-1 sous réserve des dispositions de ce même article, et passer à cet effet les actes nécessaires ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT, 1^{er} Vice-Président dans les domaines des Finances, des Politiques contractuelles et de la Coopération avec les communes ;
- VU la lettre d'offre de la Caisse des Dépôts et Consignations, dont l'objet est le financement de l'opération d'investissements d'infrastructures de transport;

- **CONSIDERANT** que pour assurer le financement de l'opération d'acquisition de 22 rames de tramway par Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de conclure un contrat d'emprunt ;
- **CONSIDERANT** que la proposition de la Caisse des Dépôts et Consignations répond correctement à la demande par sa lettre d'offre du 7 septembre 2022 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : De contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS, dont la délégation régionale Occitanie est située 181, place Ernest Granier – CS 59023 – Immeuble Oz'One – 34 965 Montpellier cedex 2, un prêt d'un montant total de 5 000 000 d'euros (Cinq millions d'Euros), dit « Mobi Prêt – PSPL » dont les caractéristiques sont précisées dans les articles suivants.

ARTICLE 2 : Le prêt est consenti pour une durée de 25 ans à compter de la phase d'amortissement.

ARTICLE 3 : Les principales caractéristiques et conditions financières de l'emprunt du type « Mobi Prêt – PSPL » sont les suivantes:

- Montant : 5 000 000 €
- Commission d'instruction : 0 €
- Pénalité de dédit : 1% du montant non mobilisé à l'issue de la phase de préfinancement
- Typologie Gissler : 1A

Phase de préfinancement :

- Durée : 6 mois
- Intérêts : Livret A + 0.6%

Phase d'amortissement :

- Taux d'intérêt : Livret A + 0.6%
- Durée : 25 ans
- Périodicité des échéances : Semestrielle
- Profil d'amortissement : Echéances et intérêts prioritaires
- Pénalités de remboursement anticipé : Indemnité actuarielle
- Modalité de remboursement anticipé : à date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû
- Modalité de révision : Double révision, en fonction de la variation du taux du Livret A
- Taux de progressivité de l'échéance : 0%

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative au contrat de prêt ci-dessus, et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans la convention et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04 OCT. 2022
Monsieur le Premier Vice-Président
Renaud CALVAT



Publiée le : 04 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la prise en charge des
frais de déplacement et autres frais
annexes dans le cadre de la délégation de
Montpellier à Porto les 3 et 4 octobre 2022
- Approbation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'octroyer tout mandat spécial à un ou plusieurs conseillers communautaires pour représenter le Conseil de Métropole, entraînant un déplacement sur le territoire national ou international et pour lequel leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ; d'approuver les déplacements nationaux et internationaux auxquels les agents de la Métropole peuvent être appelés à participer et pour lesquels leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ; d'approuver les cas dans lesquels des personnalités extérieures peuvent être invitées à se joindre à une délégation de la Métropole en raison de leur compétence ou de leur représentativité ainsi que les cas dans lesquels de telles personnalités peuvent être accueillies par la Métropole ; les frais induits pouvant alors être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric Penso dans le domaine de la Culture et du patrimoine historique ;

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite envoyer une délégation composée d'agents de la Métropole à Porto du 3 au 4 octobre, dans le cadre de la candidature Montpellier capitale européenne de la culture 2022 ;
- qu'il convient d'autoriser la prise en charge des frais liés à ce déplacement, pour les membres de la délégation, à savoir Sophie Léron (directrice de la stratégie) et Nicolas Dubourg, directeur artistique ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver le déplacement de la délégation de Montpellier à Porto du 3 au 4 octobre 2022.

ARTICLE 2 : D'autoriser la prise en charge des frais de déplacement et d'hébergement (estimés à 2 000 €) ainsi que des frais de restauration et autres frais divers des membres de la délégation.

ARTICLE 3 : De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les documents relatifs à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 30 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 30 SEP. 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la garantie de l'emprunt
contracté par la SA d'HLM 3F Occitanie
pour la construction de 27 logements
sociaux - Pension de Famille Jasse de
Maurin, 243 rue Jasse de Maurin à
Montpellier - Convention - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ; dans les conditions fixées par le code général des collectivités territoriales (articles L. 2252-1 et suivants, L. 5111-4 et L. 5217-1) et du code civil (article 2298), et dans le cadre du règlement intérieur adopté par délibération du Conseil de Métropole en matière de garantie d'emprunts ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Claudine VASSAS-MEJRI en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI à l'Habitat, au Logement et aux Parcours résidentiels ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;

- **VU** le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2022-277 du 26 juillet 2022 ;
- **VU** le contrat de prêt n°132165 en annexe signé entre la Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré 3F Résidences, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Considérant :

- que la SA d'HLM 3F Résidences, ci-dessous nommé « l'Emprunteur », acquiert dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), 27 logements locatifs sociaux neufs, en vue de la création de la pension de famille « Jasse de Maurin », 243 rue Jasse de Maurin à Montpellier. Le programme réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Nexity Non-Profit comprend 27 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture montpellierain Serrado ;
- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100 % le remboursement du prêt d'un montant total de 1 674 249 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°132165 joint en annexe ;
- qu'en contrepartie, l'Emprunteur s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson - Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs ;
- que la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 100 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 100% pour le remboursement du prêt d'un montant total de 1 674 249 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°132165, constitué de 2 lignes de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

ARTICLE 5 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **19 OCT. 2022**

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MEIRI



Publiée le : 20 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **20 OCT. 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PF Contrat de prêt 132165 signé le 25022022.pdf
- GE_PROMOLOGIS_Convention _ PF Jasse de Maurin.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la garantie de l'emprunt
contracté par la SA d'HLM 3F Résidences
pour la construction de 37 logements
sociaux - Centre d'Hébergement d'Urgence
' Jasse de Maurin', 243 Rue Jasse de
Maurin à Montpellier - Convention -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ; dans les conditions fixées par le code général des collectivités territoriales (articles L. 2252-1 et suivants, L. 5111-4 et L. 5217-1) et du code civil (article 2298), et dans le cadre du règlement intérieur adopté par délibération du Conseil de Métropole en matière de garantie d'emprunts ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Claudine VASSAS-MEJRI en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI à l'Habitat, au Logement et aux Parcours résidentiels ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;

- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2022-277 du 26 juillet 2022 ;
- VU les contrats de prêt n° 132147 en annexe signé entre la Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré 3F Résidences, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Considérant :

- que la SA d'HLM 3F Résidences, ci-dessous nommé « l'Emprunteur », acquiert dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), 37 logements locatifs sociaux neufs, Centre d'Hébergement d'Urgence « Jasse de Maurin », 243 rue Jasse de Maurin à Montpellier. Le programme réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Nexity Non-Profit comprend 37 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture montpellierain Serrado ;
- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100 % le remboursement du prêt d'un montant total de 2 760 213 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°132147 joint en annexe ;
- qu'en contrepartie, l'Emprunteur s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs ;
- que la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 100 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 100 % pour le remboursement du prêt d'un montant total de 2 760 213 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 132147, constitué de 2 lignes de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 OCT. 2022

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MEJRE



Publiée le : 20 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CHU Contrat de prêt 132147 signé le 25022022.pdf
- GE_3 f Résidences_Convention_CHU Jasse de Maurin.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Réseau des Médiathèques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au dépôt d'une demande
de subventions auprès de la Direction
Régionale des Affaires Culturelles (DRAC)
Occitanie dans le cadre du Contrat
Territoire Lecture**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver les demandes de subventions auprès des organismes publics ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la Culture et du Patrimoine historique ;
- VU la délibération M2021-481 en date du 28 septembre 2021 concernant le renouvellement du Contrat Territoire Lecture (CTL) pour la période 2021/2023 ;
- VU l'article Article 12 de la loi 2021-1717 dite loi Robert, rendant obligatoire l'adoption d'un Schéma de Développement de la Lecture Publique (SDLP) lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale décide que la lecture publique est d'intérêt intercommunal ;

CONSIDERANT :

- Qu'il est proposé d'inscrire l'élaboration de ce SDLP dans le cadre du CTL, et donc dans la

double continuité de l'étude de diagnostic et prospective interne du Réseau des médiathèques réalisée en 2021/22 dans ce même cadre et du Projet Culturel, Scientifique, Educatif et Social du Réseau ; qu'il s'agirait plus spécifiquement, en 2023, de confier au Département de la Stratégie Territoriale du Réseau des médiathèques l'élaboration d'un schéma territorial métropolitain de la lecture publique, qui interrogera notamment :

- La politique et les actions de coopération avec les bibliothèques ou ludothèques communales et associatives ;
- La distribution géographique des populations effectivement desservies par le Réseau et les éventuelles zones blanches ;
- Les actions de coopération territoriale avec les autres acteurs culturels des champs couverts par le Réseau (livre et lecture, CSTI, patrimoine écrit, médiation numérique, lutte contre l'illettrisme...);

- Que le cadre du Contrat Territoire Lecture permettrait de cofinancer un poste à hauteur de 20 000 € ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser, dans le cadre du dispositif CTL, le dépôt d'une demande de subventions auprès de la DRAC Occitanie au plus haut taux éligible, en vue de l'aide à la réalisation d'un diagnostic territorial de la lecture publique pour l'ensemble du Réseau des médiathèques ;

ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : **24 OCT. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **24 OCT. 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CTL - 2023 - Dossier de demande de subvention complété - v4.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention
d'occupation du domaine public pour
l'occupation de locaux par la société
GROUNDSPACE au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Alpha**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice – Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au Code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération du Conseil n° M2021-657 du 14 décembre 2021 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2022 au sein de la pépinière d'entreprises CAP ALPHA ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique ;
- VU la sollicitation de l'entreprise GROUNDSPACE pour intégrer une des pépinières du BIC de

Montpellier Méditerranée Métropole, CAP ALPHA sise à Clapiers ou CAP OMEGA sise Montpellier ;

- VU la validation pour la demande de mise à disposition d'une surface locative par le comité d'agrément du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 26 août 2022 ;

- CONSIDERANT:

- la réorganisation de la Direction du Développement Economique et Emploi et notamment les réflexions en cours sur la gestion de l'ensemble de son offre d'hébergement d'entreprises, pépinières et hors pépinières ;
- la nécessité d'harmoniser les conventions d'occupation entre les différents bâtiments y compris dans les modalités de reconduction ;
- la volonté d'harmoniser sur l'ensemble des bâtiments la tarification des redevances et les taux de progressivité associés selon la durée d'occupation ;
- que l'entreprise GROUNDSPACE répond aux critères exigés pour une installation à CAP ALPHA ;
- que dans l'attente d'une révision de la convention d'occupation type selon la délibération N° 8988 en date du 3 juillet 2009 et des tarifs à délibérer lors d'un prochain conseil métropolitain, une suite favorable est accordée par Montpellier Méditerranée Métropole pour un hébergement de courte durée de la société GROUNDSPACE ;

D E C I D E

ARTICLE 1: qu'une convention d'occupation du domaine public, est conclue entre la société GROUNDSPACE et le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole pour une période de 6 mois à compter du 01 octobre 2022 et jusqu'au 31 mars 2023.

ARTICLE 2: qu'à compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société GROUNDSPACE pour la surface de 24 m² qu'elle occupe dans la pépinière d'entreprises CAP ALPHA s'élève à 309.12 euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n° M2021-657 du Conseil de Métropole en date du 14 décembre 2021.

ARTICLE 3 : qu'à échéance de cette occupation de 6 mois, soit avant le terme du 31 mars 2023, la nouvelle version de la convention d'occupation pourra être proposée à la société, selon les tarifs en vigueur qui seront approuvés par le Conseil Métropolitain.

ARTICLE 4: que la recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5: que Madame la Vice-Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6: que Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 OCT. 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 21 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête
n°2204787-1 TA - Georges MICHALOUD"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU la décision n° MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;

Considérant

- la requête n°2204787-1 déposée le 15 septembre 2022 près le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur Georges MICHALOUD et Monsieur Pierre MAURETTE-PERRUCAT contre la délibération du Conseil de Métropole n° M2022-69 du 22 mars 2022 approuvant la modification n°14 du Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Montpellier ;
- qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2204787-1 par Monsieur Georges MICHALOUD et Monsieur Pierre MAURETTE-PERRUCAT.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 OCT. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 04 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête TA
n°2105519-4 - Monsieur Alain
FERRERES"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;

Considérant

- la requête n°2105519-4 déposée le 19 octobre 2021 par Monsieur Alain FERRERES, Président du Syndicat de chasse de la Méjanelle contre la décision n° MD 2021 – 512 du 16 septembre 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole portant résiliation de la convention sur l'exercice du droit de chasse consenti au bénéfice du Syndicat de chasse de la Méjanelle sur les communes de Lattes et de Montpellier ;
- qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2105519-4 par Monsieur Alain FERRERES.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est assurée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 OCT. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 04 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la garantie de l'emprunt
contracté par la SA d'HLM Un Toit Pour
Tous pour la construction de 9 logements
sociaux - Résidence ' SAVANNA ' - Impasse
de Babylone à Lattes - Convention -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Claudine VASSAS-MEJRI en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de signature à Madame Claudine VASSAS-MEJRI dans le domaine de l'Habitat, Logement et Parcours résidentiels ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;
- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2022-277 du 26 juillet 2022 ;

- VU le contrat de prêt n°133651 en annexe signé entre Un Toit Pour Tous, Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Considérant :

- que la Société Anonyme d'HLM Un Toit Pour Tous, ci-dessous nommée « l'Emprunteur », acquiert, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), 9 logements locatifs sociaux neufs, résidence « SAVANNA », Impasse de Babylone à Lattes. Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur NG Promotion, comprend 6 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 3 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par l'atelier d'architecture montpellierain A.C.O. Architectes ;

- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 201 975 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°133651 joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération ;

- qu'en contrepartie, l'Emprunteur s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs ;

- que la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75 % pour le remboursement du Prêt d'un montant total de 1 201 975 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°133651, constitué de 5 lignes de prêts, joint en annexe et qui fait partie intégrante de la présente décision.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 OCT. 2022

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MEJRI



Publiée le : 27 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONTRAT DE PRET_133651_TPT_SAVANNA.pdf
- CONV_GE_TPT_SAVANNA_Lattes.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de 66m² de
bien immobilier sis 2513 boulevard Paul
Valéry à MONTPELLIER, appartenant à
la SCI LA CRECHE, dans le cadre de la
réalisation de la ligne 5 de tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;

- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon.

CONSIDERANT

- que 66 m² du bien immobilier sis 2513 boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, cadastré section IL n° 286, appartenant à SCI LA CRECHE est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;

- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette emprise ;

- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur la parcelle cadastrée section IL n° 286.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 66 m² du bien immobilier sis 2513 boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, cadastré section IL n° 286, appartenant à SCI LA CRECHE.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition des biens immobiliers désignés à l'article 1 ci-dessus est fixé à 33 230 € (TRENTÉ TROIS MILLE DEUX CENT TRENTÉ EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par SCI LA CRECHE et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 6 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par SCI LA CRECHE.

ARTICLE 7 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 SEP. 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE

The image shows a blue ink signature of Michaël DELAFOSSE over a circular official stamp. The stamp contains the text 'Montpellier Méditerranée Métropole' and 'Hérault' around a central emblem.

Publiée le : 23 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 20220913_UF0200 PPA signée RIV.pdf
- 20220913_UF0200 PUV signée Riv.pdf
- 20220913_UF0200 AT DTR signée Riv.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative relative au marché
n°M0D0089DM - Entretien et maintenance
des équipements et des dispositifs de
signalisation lumineuse tricolore**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans le domaine des Voiries et de l'Espace Public ;
- VU la décision n°2021-764 du 22 juillet 2021, attribuant le marché n°M0D0089DM d'entretien et de maintenance des équipements et des dispositifs de signalisation lumineuse tricolore à l'entreprise AXIMUM GES Midi Méditerranée pour un montant sans minimum ni maximum et pour une durée d'un an renouvelable trois fois ;

- VU la décision n°2022-1102 du 14 septembre 2022, modifiant l'imputation budgétaire du marché prévue initialement ;

CONSIDÉRANT :

- Qu'il est nécessaire de préciser que le marché concerné par la décision modificative n°2022-1102 est bien le marché n°M0D0089DM et non le marché n°M0D0098DM ;

- Que de fait, il est nécessaire de modifier la décision n°2022-1102.

DECIDE

ARTICLE 1 : De dire que le marché concerné par la décision modificative n°2022-1102 est le marché n°M0D0089DM d'entretien et de maintenance des équipements et des dispositifs de signalisation lumineuse tricolore.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **28 SEP. 2022**

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : **29 SEP. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire **29 SEP. 2022**

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Conservatoire

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de
partenariat entre Montpellier
Méditerranée Métropole et l'Institut
Médico-Educatif "Les Muriers"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO, Vice-Président délégué à la Culture et au Patrimoine historique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la signature des conventions à objet culturel, hors champ de la commande publique, représentant un engagement financier pour la Métropole inférieur ou égal à 50 000 € HT ;

CONSIDERANT

- La Cité des Arts – Danse, Musique, Théâtre, (Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole) a été classé en 2007 dans la catégorie Conservatoire à Rayonnement Régional (C.R.R.) au sein du réseau national des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique par le Ministère de la Culture et de la Communication.
- L'association L'IME « Les Mûriers » répond à une mission de service public définie par l'arrêté préfectoral du 9 septembre 1999. L'établissement est agréé pour accueillir 59 adolescents de 12 à 20 ans

présentant pour la plupart un retard mental moyen, profond, et pour certains d'eux une déficience grave de la communication due à l'autisme ou des troubles apparentés.

- La mission principale de l'IME est – L'éducation professionnelle et les soins spécialisés pour enfants handicapés. La mission de l'institut est une réponse à une commande sociale relevant de l'action sociale et médico-sociale au sens de l'Article 5 de la loi du 2/01/2002, et notamment de l'alinéa 3 de l'Art. L. 311-1. : « Actions éducatives, médico-éducatives, médicales, thérapeutiques, pédagogiques et de formation adaptées aux besoins de la personne, à son niveau de développement, à ses potentialités, à l'évolution de son état ainsi qu'à son âge ».

DECIDE

ARTICLE 1 : La Cité des Arts et l'IME conviennent des conditions de mise à disposition d'un studio de danse afin que l'IME puisse animer un travail autour de la pratique dansée dans de bonnes conditions techniques. Cette mise à disposition est consentie au vu du planning prévisionnel d'occupation en annexe 1. Ce planning pourra être adapté ponctuellement en fonction de contraintes particulières, notamment lors des répétitions de spectacles. Les changements seront signalés en amont par l'équipe de la cité des arts. L'utilisation des locaux s'effectuera dans le respect de l'ordre public, des missions de l'IME, de l'hygiène et des bonnes mœurs.

Les parties conviennent d'un partenariat pédagogique dont l'objectif est de favoriser toutes les initiatives permettant la danse inclusive.

Ainsi les élèves et les professeurs de la Cité des Arts auront la possibilité de participer à un laboratoire chorégraphique

ARTICLE 2 : Ce partenariat concerne l'année scolaire 2022/2023.

ARTICLE 3 : Les engagement de l'IME

L'IME « Les Mûriers » s'engage à :

- respecter et à faire respecter les horaires cités dans la présente convention, avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité ainsi que des consignes particulières et s'engage à les appliquer, ainsi que les consignes spécifiques données par la Cité des Arts,
- affecter sur le site, aux horaires d'utilisation des locaux, un agent pour la surveillance des élèves,
- respecter et faire respecter par ses élèves et professeurs les conditions d'utilisation des lieux conformément aux règles d'usage en général et au règlement intérieur en particulier,
- respecter la capacité d'accueil des espaces utilisés, telle qu'elle aura été définie par le Directeur du site,
- respecter les protocoles sanitaires liés à l'épidémie de covid-19 en vigueur
- initier ses résidents à la danse
- promulguer l'information des offres pédagogiques et de diffusion que proposent la CDA.
- Inciter les résidents à rejoindre un parcours d'enseignement spécialisé proposé par de la CDA en inscription directe.

ARTICLE 4 : Engagements de Montpellier Méditerranée Métropole pour la Cité des Arts,

La Cité des arts s'engage à :

- mettre à la disposition de l'IME un studio de danse cité à l'article 1, pour l'ensemble des dates et créneaux horaires définis en annexe 1 de la présente convention,
- mettre à la disposition de l'IME des espaces en parfait état d'utilisation,
- maintenir à ses frais les espaces en parfait état de propreté,
- assumer toute charge liée à l'utilisation par l'IME (électricité, chauffage, eau, ...).
- accueillir la sortie d'atelier de l'IME dans le cadre des activités de diffusion de la CDA autour de la danse.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : **24 OCT. 2022**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **24 OCT. 2022**
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:
- Convention-Les Mûriers-2022-2023.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention
d'occupation du domaine public pour
l'occupation de locaux par la société
DIAPPYMED au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Alpha**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice – Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération du Conseil n° M2021-657 du 14 décembre 2021 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2022 au sein de la pépinière d'entreprises CAP ALPHA ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique ;
- VU la sollicitation de l'entreprise DIAPPYMED pour intégrer une des pépinières du BIC de

Montpellier Méditerranée Métropole, CAP ALPHA sise à Clapiers ou CAP OMEGA sise Montpellier ;

- VU la validation pour la demande de mise à disposition d'une surface locative par le comité d'agrément du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 13 septembre 2022 ;

- CONSIDERANT:

- la réorganisation de la Direction du Développement Economique et Emploi et notamment les réflexions en cours sur la gestion de l'ensemble de son offre d'hébergement d'entreprises, pépinières et hors pépinières ;
- la nécessité d'harmoniser les conventions d'occupation entre les différents bâtiments y compris dans les modalités de reconduction ;
- la volonté d'harmoniser sur l'ensemble des bâtiments la tarification des redevances et les taux de progressivité associés selon la durée d'occupation ;
- que l'entreprise DIAPPYMED répond aux critères exigés pour une installation à CAP ALPHA ;
- que dans l'attente d'une révision de la convention d'occupation type selon la délibération N° 8988 en date du 3 juillet 2009 et des tarifs à délibérer lors d'un prochain conseil métropolitain, une suite favorable est accordée par Montpellier Méditerranée Métropole pour un hébergement de courte durée de la société DIAPPYMED ;

D E C I D E

ARTICLE 1: qu'une convention d'occupation du domaine public, est conclue entre la société DIAPPYMED et le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole pour une période de 6 mois à compter du 01 octobre 2022 et jusqu'au 31 mars 2023.

ARTICLE 2: qu'à compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société DIAPPYMED pour la surface de 40,77 m² qu'elle occupe dans la pépinière d'entreprises CAP ALPHA s'élève à 428,90 euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n° M2021-657 du Conseil de Métropole en date du 14 décembre 2021.

ARTICLE 3 : qu'à échéance de cette occupation de 6 mois, soit avant le terme du 31 mars 2023, la nouvelle version de la convention d'occupation pourra être proposée à la société, selon les tarifs en vigueur qui seront approuvés par le Conseil Métropolitain.

ARTICLE 4: que la recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5: que Madame la Vice-Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6: que Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 OCT. 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 21 OCT. 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 21 OCT. 2022
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant n°8 à la
convention d'occupation du domaine
public conclue entre Montpellier
Méditerranée Métropole et la société
FRUITION SCIENCES pour une
extension de la surface de ses locaux au
sein du bâtiment MIBI**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique ;
- VU la délibération du Conseil n°M2021-657 du 14 décembre 2021 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2022 au sein du bâtiment MIBI;

- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 1^{er} juillet 2013 passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société FRUITION SCIENCES pour l'occupation de locaux au sein du MIBI ;

- **VU** la validation de la décision d'extension par le comité d'agrément en date du 13 septembre 2022;

- CONSIDERANT QUE :

- la société FRUITION SCIENCES a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour une extension de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI;
- Montpellier Méditerranée Métropole a réservé une suite favorable à cette demande ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Conformément à l'article III.3-2 de la convention d'occupation initiale prévoyant la modification des surfaces occupées par les entreprises au sein du MIBI, la société FRUITION SCIENCES est autorisée à compter du 1^{er} octobre 2022 à s'étendre sur le module B2.3 de 29,20 m². A compter de cette date, la surface locative passe de 78,10 m² à 107,30 m².

ARTICLE 2 : A compter de cette date, la durée d'occupation de cette surface est consentie jusqu'au 31 mars 2023.

ARTICLE 3 : Conformément au tarif applicable approuvé par délibération n°D2021-657 du Conseil de Métropole en date du 14 décembre 2021 , le loyer mensuel hors taxes et hors charges à payer par la société FRUITION SCIENCES pour la surface de 107,30 m² s'élève à 1 518,29 euros à compter du 1^{er} octobre 2022.

ARTICLE 4 : Les autres termes de la convention initiale en date du 1^{er} juillet 2013 non modifiés par le présent avenant demeurent inchangés.

ARTICLE 5 : La recette résultant de la présente décision est inscrite au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 6 : Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 OCT. 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 21 OCT. 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 21 OCT. 2022
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de
résidence artistique au sein de la résidence
littéraire Lattara - Approbation -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la signature des conventions à objet culturel, hors champ de la commande publique, représentant un engagement financier pour la Métropole inférieur ou égal à 50 000 € HT;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la culture et du patrimoine historique;

CONSIDERANT

- Que la résidence de création littéraire Lattara accueille des écrivains et permet également de soutenir la création culturelle en lien avec des acteurs culturels dans le cadre de partenariats extérieurs ;
- Que l'association la Baignoire promeut et diffuse les auteurs de textes destinés à la scène et, en l'occurrence, Tamara Saade, dans le cadre de la programmation du Warm up du Printemps des Comédiens ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'approuver la convention de résidence entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Baignoire et Tamara Saade, aux termes de laquelle cette dernière sera accueillie à titre gratuit dans la résidence littéraire Lattara du 12 au 25 septembre 2022.

ARTICLE 2 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention de résidence et tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le

27 09 22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 30 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 206373_convention_residence_Tamara_Saade_La_Baignoirev2(1).docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Architecture Bâtiments Sécurité

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une déclaration
préalable de travaux pour la pose de
clôtures sur un terrain au 885 Chemin de
Thermes à Castelnau-le-Lez - Parcelle
BA00031**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n° 2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celles d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir ou de déclaration préalable ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande Publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine »;
- CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'une parcelle n° BA 0031 située 885, chemin des Thermes – Serane – 34170 Castelnau-le-Lez,
- CONSIDERANT** que ladite parcelle, qui est une aire d'accueil pour de gens du voyage, nécessite la pose de clôtures et d'un portail de clôture ;

-CONSIDERANT qu'il convient de déposer une déclaration préalable pour réaliser l'ensemble des travaux programmés ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à déposer une déclaration préalable de travaux concernant la pose de clôtures et d'un portail de clôture sur la parcelle n° BA 0031 située 885, chemin des Thermes – Serane – 34170 Castelnau-le-Lez.

ARTICLE 2 : Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président, est autorisé à signer la déclaration visée à l'article 1 et tout document relatif à cette affaire, conformément aux dispositions de l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 OCT. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 04 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Architecture Bâtiments Sécurité

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une autorisation de
dépôt d'un permis de démolir pour une
maison et ses annexes situés au 626 rue de
la Cavallade à Montpellier - Parcelle SE
0118**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'une maison d'habitation et bâtiments annexes situés au 626 rue de la Cavallade à Montpellier, sur une parcelle cadastrée SE 0118 à Montpellier ;
- **CONSIDERANT** que dans le cadre des projets d'aménagements de la ZAC Hippocrate, il est nécessaire de procéder à la démolition de la maison et des bâtiments annexes situés sur ladite parcelle ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à déposer un permis de démolir concernant une maison d'habitation et ses bâtiments annexes situés au 626 rue de la Cavallade à Montpellier, sur une parcelle cadastrée SE 0118 à Montpellier.

ARTICLE 2 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer la demande de permis de démolir visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 OCT. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 04 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 04 OCT. 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Communication

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative aux contrats d'image des
sportifs montpelliérains dans le cadre de la
campagne Zéro Déchet - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

CONSIDERANT :

- Que dans le cadre de sa politique de transition écologique et solidaire, Montpellier Méditerranée Métropole mène une stratégie « Zéro déchet » et a engagé, à ce titre, de nombreux projets et actions afin de sensibiliser le grand public à une pratique eco-citoyenne.

Dans la lignée de cette stratégie « Zéro déchet », Montpellier Méditerranée Métropole souhaite dynamiser le tri sélectif des déchets sur son territoire au travers d'une nouvelle campagne de communication.

- Qu'afin de toucher le plus grand nombre de citoyens de la Métropole, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité faire participer à cette nouvelle campagne de communication des joueurs professionnels appartenant tous à des clubs emblématiques de la Métropole. ;

- Que Montpellier Méditerranée Métropole a donc sollicité trois de ses clubs professionnels afin d'utiliser à titre gracieux l'image de joueurs emblématiques :

* BASKET LATTES MONTPELLIER ACTIVITES PROFESSIONNELLES afin de voire participer à cette campagne de sensibilisation « Zéro déchet » le joueur professionnel Migna TOURÉ ;

* BASKET LATTES MONTPELLIER ACTIVITES PROFESSIONNELLES afin de voire participer à cette campagne de sensibilisation « Zéro déchet » le joueur professionnel Romane BERNIES ;

* MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB afin de voire participer à cette campagne de sensibilisation « Zéro déchet » le joueur professionnel Teji SAVANIER ;

* MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB VOLLEY-BALL afin de voire participer à cette campagne de sensibilisation « Zéro déchet » le joueur professionnel Nicolas LE GOFF ;

Les contrats d'image sont joints à la présente décision ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature des contrats d'image précité pour la campagne « Zéro Déchet ».

ARTICLE 2 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les contrats et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 OCT. 2022

Monsieur le Président



Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 05 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet de contrat d'image Nicolas LE GOFF MHSC VB.pdf
- Projet de contrat d'image TEJI SAVANIER MHSC.pdf
- Projet de contrat d'image Migna TOURE BLMA.pdf
- Projet de contrat d'image Romane Bernies BLMA.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Architecture Bâtiments Sécurité

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une déclaration
préalable de travaux pour la pose de
clôtures sur la parcelle CA 0002 située 2382
rue Fontaine de la Banquière à Lattes**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celles d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir ou de déclaration préalable ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande Publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'une parcelle n°CA 0002 située au 2382 rue Fontaine de la Banquière qui nécessite la pose de clôtures ;
- **CONSIDERANT** qu'il convient de déposer une déclaration préalable pour réaliser l'ensemble des travaux programmés ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à déposer une déclaration préalable de travaux concernant la pose de clôtures sur la parcelle CA 0002 située 2382 rue Fontaine de la Banquière à Lattes (34 970).

ARTICLE 2 : Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président, est autorisé à signer la déclaration visée à l'article 1 et tout document relatif à cette affaire, conformément aux dispositions de l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 OCT. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 04 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'agrément de
candidature de GAME SOURCE STUDIO
dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire
(HEM) à Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique »;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier : la société GAME SOURCE STUDIO, représentée par Monsieur Christophe GANDON est une SARL dont l'activité est le conseil, la création, l'acquisition et le développement en informatique et produits dérivés.
Elle est candidate à la location du lot B08D de 220 m² pour une durée conditionnée par la démolition de l'immeuble qui n'interviendra pas avant le 31/12/2024.
La société emploie 5 personnes et prévoit un effectif de 60 salariés à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société GAME SOURCE STUDIO ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 SEP. 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 28 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un contrat de location
entre Montpellier Méditerranée Métropole
et la société Félicita Films - Site Hélios
bâtiment L - Commune de Fabrègues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donnée à bail ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine «Développement Economique et Numérique» ;
- VU la délibération n°M2021-367 du 28 juillet 2021 portant sur les modalités d'accueil d'Acteurs de la filière des Industries Culturelles et Créatives sur le Site Hélios, commune de Fabrègues ;
- **CONSIDERANT :**
 - Que Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de ses missions de développement économique, dispose de locaux disponibles dans le site Hélios, situé Les 4 chemins RN 113, Commune de Fabrègues (34 960) à la location pour des entreprises ;

- Que la société Felicita Films recherche des locaux afin d'exercer son activité dans les domaines de l'audiovisuel et des industries créatives et culturelles (Production, exploitation de films de télévision, cinématographiques, publicitaires ou entreprises et toutes activités s'y rattachant) ;

-Que dans le cadre de la politique culturelle de la Métropole, les espaces dédiés au tournage sont mis à disposition à titre gracieux, les espaces devant servir à du stockage sont soumis à tarification ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat de location avec la société Félicita Films, sise 9 rue Emile Allez, 75017 PARIS 17, pour l'exercice d'activités destinées à l'audiovisuel.

ARTICLE 2 : La location concerne un local d'environ 172 m² dans le bâtiment L du site Hélios, Les 4 chemins RN 113 sur la Commune de Fabrègues (34 960).

ARTICLE 3 : Le contrat est conclu pour une période à compter de sa signature jusqu'au 30 septembre 2023.

ARTICLE 4 : Le montant mensuel de la redevance est de 501,66 € HT, soit 601,99 € TTC.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 SEP. 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 28 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Contrat Felicita Films- Hangar L 2022-2023 PDF.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société BIOPHILEUS
dans le VEAS Hannibal à Cournonsec**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS HANNIBAL à Cournonsec : la société BIOPHILEUS, représentée par Monsieur Patrick HIVIN est une SAS dont l'activité est la recherche et développement en biotechnologie. Elle est candidate à la location du lot A09 de 123,31 m² pour une période de 9 ans.
L'entreprise projette un effectif de 4 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société BIOPHILEUS ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 SEP. 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 28 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Architecture Bâtiments Sécurité

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution d'un
marché n° M2D0013MG "Nettoyage des
locaux de Montpellier Méditerranée
Métropole"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération n° 2020-96 du 15/07/2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine ;

CONSIDERANT

- Qu'il a lieu de procéder au nettoyage des locaux de Montpellier Méditerranée Métropole conformément au besoin exprimé par les services de la Métropole ;

- Qu'une procédure d'appel d'offres ouvert (n°M2D0013MG) a été lancée en date du 16 mai 2022, conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique, sous la forme d'un accord-cadre avec un montant maximum annuel de commandes de 1 540 000 € HT pour le lot n°1, avec un montant maximum annuel de commandes de 1 816 000 € HT pour le lot n°2, en estimation annuelle DPGF 27 000 € HT (prestations forfaitaires) avec un montant maximum annuel de commandes de 40 000 € HT pour le lot n°3 ;

- Que l'accord-cadre est conclu, pour les lots 1 et 2 pour une 1^{ère} période courant de sa notification au 31 décembre 2023, et pour le lot 3, pour une 1^{ère} période courant à compter du 2 décembre 2023 jusqu'au 31 décembre 2024.

Il sera ensuite reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3 pour les lots 1 et 2 et à 2 reconductions pour le lot 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. Le terme commun aux 3 lots sera le 31 décembre 2026 ;

- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres pour le lot n°1 étaient les suivants :

- 1 - La valeur technique au regard du mémoire technique pour 60%,
- 2 - Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif pour 40 % ;

- Que la commission d'appel d'offres de la Métropole dans sa séance du 22 septembre 2022 adopte l'offre du candidat **SOCIETE DE NETTOYAGE PROVENÇAL** (+ sous-traitant VERTIK), Actic pôle 12, bât A, 7 traverse Gaston de Flotte, 13012 MARSEILLE, sur la base d'un accord-cadre à bons de commande, avec un maximum annuel de 1 540 000 € H.T ;

- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres pour le lot n°2 étaient les suivants :

- 1 - La valeur technique au regard du mémoire technique pour 60%,
- 2 - Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif pour 40 % ;

- Que la commission d'appel d'offres de la Métropole dans sa séance du 22 septembre 2022 adopte l'offre du candidat **HYGIE SPHERE** (sous-traitant ALPIROC), 809 Rue Favre de Saint-Castor, 34187 MONTPELLIER CEDEX 4, sur la base d'accord-cadre à bons de commande avec un montant maximum annuel de 1 816 000 € H.T. ;

- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres pour le lot n°3 étaient les suivants :

- 1 - La valeur technique au regard du mémoire technique pour 60%,
- 2 - Prix des prestations au regard du montant total (Montant de la DPGF + montant total du détail quantitatif estimatif) pour 40 % ;

- Que la commission d'appel d'offres de la Métropole dans sa séance du 22 septembre 2022 adopte l'offre du candidat **HYGIE SPHERE** (+sous-traitant ALPIROC) pour un montant forfaitaire de 24 897,05 € H.T. et. sur la base d'un accord cadre à bons de commande avec un montant maximum de 40 000 € H.T.

Le lot 3 de la présente consultation, fera l'objet d'un accord-cadre « composite » (marché à prix mixtes) conclu avec un seul opérateur économique, comprenant une partie traitée sous la forme d'un marché ordinaire, et une partie traitée sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande. La partie « marché ordinaire » concerne les prestations suivantes : Prestations forfaitaires. La partie « accord-cadre à bons de commande » correspond des prestations régulières mensuelles et ponctuelles.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer l'accord-cadre n°M2D0013MG « Nettoyage des locaux de Montpellier Méditerranée Métropole » :

- pour le lot n°1 à la société **SOCIETE DE NETTOYAGE PROVENÇAL** (+ sous-traitant VERTIK) sur la base d'un accord-cadre à bons de commande, avec un maximum de 1 540 000 € HT annuel ;

- pour le lot n°2 à la société HYGIE SPHERE (sous-traitant ALPIROC), sur la base d'accord-cadre à bons de commande avec un montant maximum annuel de 1 816 000 € HT ;
- pour le lot n°3 à la société HYGIE SPHERE (+sous-traitant ALPIROC) pour un montant forfaitaire de 24 897,05 € HT et sur la base d'un accord cadre à bons de commande avec un montant maximum annuel de 40 000 € HT ;

ARTICLE 2 : L'accord-cadre est conclu, pour les lots 1 et 2 pour une 1^{ère} période courant de sa notification au 31 décembre 2023, et pour le lot 3, pour une 1^{ère} période courant à compter du 2 décembre 2023 jusqu'au 31 décembre 2024. Il sera ensuite reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3 pour les lots 1 et 2 et à 2 reconductions pour le lot 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. Le terme commun aux 3 lots sera le 31 décembre 2026 ;

ARTICLE 3 : De dire que les dépenses seront imputées sur le budget Principal, budgets annexes, tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer ce marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole de Montpellier et Monsieur le Responsable du service gestion comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 OCT. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 26 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Site Archéologique Lattara Musée Henri Prades

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'autorisation de
déposer des demandes de subventions pour
le site archéologique Lattara - Musée
Henri Prades au titre de l'année 2023**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'approuver les demandes de subventions auprès des organismes publics ;
- VU la délibération du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la Culture et du patrimoine historique ;

CONSIDERANT:

- Que le site archéologique Lattara - musée Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole poursuit le déploiement de ses actions de manière à conforter le positionnement et le rayonnement de cet établissement culturel ;

- Que sa programmation 2023 sera riche en événements et comprendra de nombreux temps forts, notamment grâce à la présentation de quatre expositions temporaires :
 - « Statues menhirs. Miroirs de pierre du néolithique » présentée du 7 octobre 2022 au 6 mars 2023
 - Une exposition d'art contemporain de l'artiste Aïcha Snoussi, organisée en partenariat avec le MO.CO du 19 novembre 2022 au 3 avril 2023 ;
 - « Septimanie. Le Languedoc entre Antiquité et Moyen âge », du 17 juin 2023 au 5 février 2024 ;
 - Une seconde exposition d'art contemporain organisée à l'automne 2023.
- Que Par ailleurs, des manifestations portant sur l'archéologie et le patrimoine (« Faites des fouilles ! », journées européennes du patrimoine, journées nationales de l'archéologie, nuit des musées, etc.), des conférences (mercredis de l'antiquité), ainsi que diverses actions culturelles (« Lattara'péros » – animations gratuites tous les mercredis de l'été, week-end familial d'animation autour de l'antiquité...) seront organisées tout au long de l'année ;
- Que les activités portées par le service des publics permettront d'aller au plus près de la population pour faire connaître l'archéologie ainsi que les richesses archéologiques du territoire ;
- Qu'En matière d'investissement, la campagne de restauration de biens archéologiques du musée Henri Prades sera prolongée pour continuer à protéger le patrimoine, le conserver, et le valoriser auprès d'un large public ;
- Qu'en raison de la teneur et de l'importance du programme d'activités et de restauration des biens meubles et immeubles du site archéologique Lattara – musée Henri Prades, il y a lieu de demander les subventions les plus élevées possibles auprès de l'État, de toute collectivité territoriale et de l'Union Européenne, à titre de soutien et d'accompagnement de l'établissement dans son développement ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser le dépôt de demandes de subventions au titre de l'année 2023 pour les projets, les activités, la conservation et la mise en valeur du patrimoine archéologique du Site archéologique Lattara – musée Henri Prades, auprès de l'Etat, de toute collectivité territoriale et de l'Union Européenne, ainsi que de tout partenaire public susceptible d'apporter un soutien financier aux projets de l'établissement ;

ARTICLE 2 : de dire que les recettes correspondantes seront inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole;

ARTICLE 3 : d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

28/10/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 31 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 31 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant numéro 2 au
marché n°M0D0067DC de vérifications
réglementaires des installations, bâtiments
et équipements de Montpellier
Méditerranée Métropole - lot 1 : Bâtiments
Culturels**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine « Culture et Patrimoine Historique » ;
- VU la décision n°MD2021-591 attribuant le lot n° 1 du marché M0D0067DC de vérifications réglementaires des installations, bâtiments et équipements de Montpellier Méditerranée Métropole au groupement SOCOTEC EQUIPEMENTS (mandataire), SOCOTEC ENVIRONNEMENT et SOCOTEC DIAGNOSTIC, pour un montant de 22 200 € HT annuel pour la partie forfaitaire et pour une durée de 48 mois, soit 88 800 € HT pour la durée du marché et sans minimum ni

maximum pour la partie sur bordereau de prix ;

- VU la décision n°MD2021-1000 autorisant la signature de l'avenant n° 1 ;

Considérant :

que le site de l'ancienne médiathèque Fellini – les Echelles de la Ville – est réintégré dans le parc des bâtiments du Pôle Culture et Patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant au marché M0D0067DC de vérifications réglementaires des installations, bâtiments et équipements de Montpellier Méditerranée Métropole – lot 1 avec le groupement SOCOTEC EQUIPEMENTS (mandataire), SOCOTEC ENVIRONNEMENT et SOCOTEC DIAGNOSTIC, avenant n°2 d'un montant de 164,28 euros HT, portant le nouveau montant du marché à 21344,28 € HT euros HT.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

20 10 22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 24 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 24 OCT. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution du lot n° 2
du marché n° M2D0040DC - Rénovation
des "bâches à eau" de l'aquarium Planet
Océan**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine « Culture et Patrimoine Historique » ;

Considérant :

- qu'il y a lieu de rénover les bâches à eau de l'Aquarium Planet Océan de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique sous la forme d'un marché ordinaire à prix forfaitaires, pour une durée de 6 mois à compter de la notification du marché et comportant deux lots ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 65 % pour la valeur technique et 35 % pour le critère prix.
- que le lot n°1 « Gros œuvre/Étanchéité » est déclaré sans suite pour motif d'intérêt général
- qu'après analyse pour le lot n°2 « Installations Aquariologiques », l'entreprise AQUA – TECH – rue des Antonins 78660 ABLIS, présente une offre économiquement avantageuse ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le lot n°2 « Installations Aquariologiques » du marché M2D0040DC de rénovation des bâches à eau de l'Aquarium Planet Océan de Montpellier Méditerranée Métropole à l'entreprise AQUA – TECH – rue des Antonins 78660 ABLIS présentant une offre économiquement avantageuse pour un montant forfaitaire de 189 844,00 € HT ;

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 6 mois.

Le délai d'exécution des travaux est de 4 mois et débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSON



Publiée le : **24 OCT. 2022**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire **24 OCT. 2022**
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de mise
à disposition de locaux - Hôtel d'Aurès
à l'association "Les Caractères de la
Musique" le samedi 1er octobre 2022**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la culture et du patrimoine historique ;

- CONSIDERANT

- Que l'association Les Caractères de la Musique a sollicité auprès de Montpellier Méditerranée Métropole l'autorisation de disposer d'une salle de l'Hôtel d'Aurès dans le cadre de l'organisation d'un concert du « Jeune Orchestre Baroque Européen » pour la manifestation « Le Grand Week-end » le samedi 1^{er} octobre 2022 Place Sainte-Anne, projet labellisé Montpellier Capitale Européenne de la Culture 2028,

- Que Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité répondre favorablement à cette sollicitation en mettant à disposition une salle située au sein de l'hôtel d'Aurès ;
- Qu'il convient de formaliser les modalités de cette mise à disposition ;

DECIDE

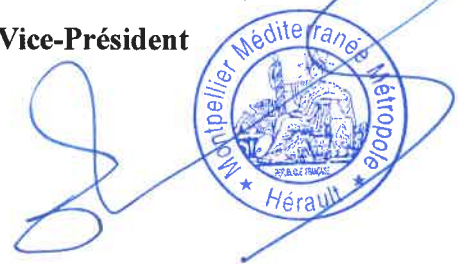
- **ARTICLE 1** : d'approuver la convention d'autorisation d'occupation du domaine public avec l'association Les Caractères de la Musique, jointe en annexe.
- **ARTICLE 2** : de dire que cette convention est conclue le samedi 1^{er} octobre 2022 de 17h30 à 20h30 et à titre gracieux.
- **ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

29/09/2022

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 30 SEP. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 SEP. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CEC_Convention occupation Hôtel d'Aurès.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°8.634 -
Travaux éclairage public dans le cadre de
la réalisation de la ligne 5 de tramway -
Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande publique ;
- VU la délibération relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres, sans limitation de montants, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenant, protocoles transactionnels, ...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;

- **VU** la décision de Métropole n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°M9D5019DM18 pour l'étude et la réalisation de la 2^{ème} phase de la 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM (SPL Société Publique Locale depuis le 1^{er} juillet 2022) titulaire du marché ;

- **VU** la délibération du Conseil n°14388 du 14 décembre 2016 relative à la poursuite de la ligne 5 sur la section Nord ;

CONSIDERANT :

- Qu'une consultation a été lancée par TaM selon une procédure avec négociation en application des articles L.2124-4 et R.2161-21 à R.2161-23 du code de la commande publique portant sur les travaux d'éclairage public n°8.634 dans le cadre de la ligne 5 de tramway ;

- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 60% au regard de la valeur technique de l'offre et 40% pour le prix des prestations ;

- Qu'après analyse, l'offre du groupement SPIE CITY NETWORKS (mandataire) / CITEOS SAS TRAVESSET sise à Saint-Jean de Védas (34) est conforme aux attentes ;

- Que la Commission d'Appel d'Offres de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 22 septembre 2022 a désigné l'attributaire ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Le marché n°8.634 relatif aux travaux d'éclairage public dans le cadre de la ligne 5 de tramway est attribué au groupement SPIE CITY NETWORKS (mandataire) / CITEOS SAS TRAVESSET sise à Saint-Jean de Védas (34)

ARTICLE 2 : Le marché n°8.634 est conclu pour un montant de 5 887 950,86 € HT résultant du Détail Quantitatif Estimatif et pour une durée de 38 mois (hors garantie de parfait achèvement) à compter de sa notification décomposée comme suit :

- 3 mois de période de préparation
- 35 mois d'exécution des travaux

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Directeur Général de TaM à signer le contrat visé à l'article 1

ARTICLE 4 : Au cours de l'exécution du marché, Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer des décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant du marché en cas de prix unitaires et de 5% du montant du marché en cas de prix global et forfaitaire

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le 8 / 10 / 2022

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÊCHE



Publiée le : 10.10.2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

10.10.2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires

Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Programme de travaux 2022 - Demande de
subventions Hérault Energies
Avenue du Général Grollier à Pignan**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver les demandes de subventions auprès d'organismes publics ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président Délégué aux Voiries et à l'Espace Public ;

Considérant :

- Que Montpellier Méditerranée Métropole est autorité organisatrice de la distribution de l'énergie et, à ce titre, assure le suivi et le contrôle des concessions des réseaux de distribution de gaz, d'électricité, de chaleur et de froid sur son territoire ;
- Que cette compétence est exercée directement ou déléguée pour une partie du réseau électrique à des syndicats intercommunaux ;
- Que le syndicat mixte Hérault Energies est autorité concédante des réseaux d'électricité sur le territoire de 24 communes de la Métropole ;
- Qu'au titre de la programmation de travaux 2022, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite solliciter le Syndicat Hérault Energies par voie de subvention pour des travaux sur la commune de Pignan (Pôle Plaine Ouest) ;
- Que le montant total prévisionnel des travaux de 269 638,82€ TTC est décomposé comme suit :
 - Travaux d'électricité : 59 520,65€ TTC
 - Travaux d'éclairage public : 101 782,70€ TTC

- Travaux de télécommunications : 108 335,47€ TTC
- Que le plan de financement des travaux est le suivant :
 - Subventions potentielles Hérault Energies : 29 939,32€
 - TVA sur les travaux récupérée par Hérault Energies : 9 621,79€
 - Montant à charge de la Métropole : 230 077,71€ TTC

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver le projet de travaux à Pignan – Avenue du Général Grollier pour un montant prévisionnel global des travaux de 269 638,82€ TTC.

ARTICLE 2 : D'accepter le plan de financement proposé par Hérault Energies.

ARTICLE 3 : De solliciter les financements et subventions les plus élevées possibles de la part d'Hérault Energies.

ARTICLE 4 : De dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

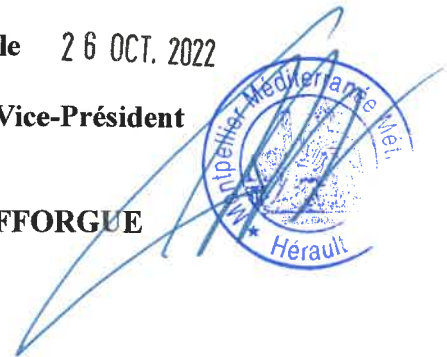
ARTICLE 5 : D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou toute personne ayant reçu délégation, à signer la convention à venir ainsi que tout document relatif à cette affaire, et ce dans la limite de 20% supplémentaires du montant prévisionnel acté par la présente décision.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Responsable du service gestion comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 OCT. 2022

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 26 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Pôle Proximité Espaces Publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une demande de
subvention auprès d'Hérault Energies -
Renforcement du Poste Ecarts à
Sussargues -Programme de travaux 2022 -
Autorisation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver les demandes de subventions auprès d'organismes publics ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans le domaine des Voiries et de l'Espace Public ;

Considérant :

- Que Montpellier Méditerranée Métropole est autorité organisatrice de la distribution de l'énergie et, à ce titre, assure le suivi et le contrôle des concessions des réseaux de distribution de gaz, d'électricité, de chaleur et de froid sur son territoire ;

- Que cette compétence est exercée directement ou déléguée pour une partie du réseau électrique à des syndicats intercommunaux ;
- Que le syndicat mixte Hérault Energies est autorité concédante des réseaux d'électricité sur le territoire de 24 communes de la Métropole ;
- Qu'au titre de la programmation de travaux 2022, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite solliciter le Syndicat Hérault Energies par voie de subvention pour des travaux sur la commune de Sussargues (Pôle Cadoule et Bérange) ;
- Que le montant total prévisionnel des travaux de 30 536,00 € TTC est décomposé comme suit :
 - Travaux d'électricité : 30 536,00 € TTC ;
- Que le plan de financement des travaux est le suivant :
 - Subventions potentielles Hérault Energies : 20 670,52€
 - TVA sur les travaux récupérée par Hérault Energies : 4 697,85€
 - Montant à charge de la Métropole : 5 167,63€

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver le projet de travaux à Sussargues – Renforcement du Poste Ecart pour un montant prévisionnel global des travaux de 30 536,00 € TTC.

ARTICLE 2 : D'accepter le plan de financement proposé par Hérault Energies.

ARTICLE 3 : De solliciter les financements et subventions les plus élevées possibles de la part d'Hérault Energies.

ARTICLE 4 : De dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

ARTICLE 5 : D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou toute personne ayant reçu délégation, à signer la convention à venir ainsi que tout document relatif à cette affaire, et ce dans la limite de 20% supplémentaires du montant prévisionnel acté par la présente décision.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Responsable du service gestion comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 OCT. 2022

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 14 OCT. 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire 14 OCT. 2022
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet de convention HE SUSSARGUES Renfo poste écarts.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une demande de
subventions auprès d'Hérault Energies -
Rue du Fon de l'Hospital à Saint Jean de
Védas - Programme de travaux 2022 -
Autorisation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver les demandes de subventions auprès d'organismes publics ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans le domaine des Voiries et de l'Espace Public ;

Considérant :

- Que Montpellier Méditerranée Métropole est autorité organisatrice de la distribution de l'énergie et, à ce titre, assure le suivi et le contrôle des concessions des réseaux de distribution de gaz, d'électricité, de chaleur et de froid sur son territoire ;

- Que cette compétence est exercée directement ou déléguée pour une partie du réseau électrique à des syndicats intercommunaux ;
- Que le syndicat mixte Hérault Energies est autorité concédante des réseaux d'électricité sur le territoire de 24 communes de la Métropole ;
- Qu'au titre de la programmation de travaux 2022, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite solliciter le Syndicat Hérault Energies par voie de subvention pour des travaux sur la commune de Saint-Jean de Védas (Pôle Plaine Ouest) ;
- Que le montant total prévisionnel des travaux de 292 174,91€ TTC est décomposé comme suit :
 - Travaux d'électricité : 85 322,68 € TTC
 - Travaux d'éclairage public : 184 854,07 € TTC
 - Travaux de télécommunications : 21 998,16 € TTC
- Que le plan de financement des travaux est le suivant :
 - Subventions potentielles Hérault Energies : 43 317,66€
 - TVA sur les travaux récupérée par Hérault Energies : 13 126,57€
 - Montant à charge de la Métropole : 235 730,68 € TTC ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver le projet de travaux à Saint –Jean de Védas – Rue du Fon de l'Hospital pour un montant prévisionnel global des travaux de 292 174,91€ TTC.

ARTICLE 2 : D'accepter le plan de financement proposé par Hérault Energies.

ARTICLE 3 : De solliciter les financements et subventions les plus élevées possibles de la part d'Hérault Energies.

ARTICLE 4 : De dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

ARTICLE 5 : D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou toute personne ayant reçu délégation, à signer la convention à venir ainsi que tout document relatif à cette affaire, et ce dans la limite de 20% supplémentaires du montant prévisionnel acté par la présente décision.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Responsable du service gestion comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 OCT. 2022

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 14 OCT. 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 14 OCT. 2022
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- St Jean de Vedas Fon Hospital - décision et convention.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires

Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une demande de
subvention auprès d'Hérault Energies -
Chemin du Courpouyan à Juvignac -
Programme de travaux 2022**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver les demandes de subventions auprès d'organismes publics ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président Délégué aux Voiries et à l'Espace Public ;

Considérant :

- Que Montpellier Méditerranée Métropole est autorité organisatrice de la distribution de l'énergie et, à ce titre, assure le suivi et le contrôle des concessions des réseaux de distribution de gaz, d'électricité, de chaleur et de froid sur son territoire ;
- Que cette compétence est exercée directement ou déléguée pour une partie du réseau électrique à des syndicats intercommunaux ;
- Que le syndicat mixte Hérault Energies est autorité concédante des réseaux d'électricité sur le territoire de 24 communes de la Métropole ;
- Qu'au titre de la programmation de travaux 2022, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite solliciter le Syndicat Hérault Energies par voie de subvention pour des travaux sur la commune de Juvignac (Pôle Piémonts et Garrigues) ;
- Que le montant total prévisionnel des travaux de 9 715,27€ TTC est décomposé comme

suit :

- Travaux d'électricité : 9 475,27€ TTC
- Travaux de télécommunications : 240,00€ TTC
- Que le plan de financement des travaux est le suivant :
- Subventions potentielles Hérault Energies : 4 810,52€
- TVA sur les travaux récupérée par Hérault Energies : 1 457,74€
- Montant à charge de la Métropole : 3 447,01€

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver le projet de travaux à Juvignac – Chemin du Courpouyran pour un montant prévisionnel global des travaux de 9 715,27€ TTC.

ARTICLE 2 : D'accepter le plan de financement proposé par Hérault Energies.

ARTICLE 3 : De solliciter les financements et subventions les plus élevées possibles de la part d'Hérault Energies.

ARTICLE 4 : De dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus ;

ARTICLE 5 : D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou toute personne ayant reçu délégation, à signer la convention à venir ainsi que tout document relatif à cette affaire, et ce dans la limite de 20% supplémentaires du montant prévisionnel acté par la présente décision.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Responsable du service gestion comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 26 OCT. 2022

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE

Publiée le : 26 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un bail précaire de
location entre Montpellier Méditerranée
Métropole et la société ICF Sud-Est
Méditerranée - Locaux immeuble Etoile
Richter, place Ernest Granier à
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donnée à bail ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole a réalisé l'acquisition de bâtiments administratifs situés dans l'immeuble Etoile Richter, Place Ernest-Granier à Montpellier (34 000) et qu'à ce titre, la Métropole a repris en gestion un contrat de location en cours conclu entre l'ancien propriétaire et la société ICF SUD-EST MÉDITERRANÉE, SA d'HLM, sise Boulevard Marius-Vivier-Merle, Immeuble Anthémis, 69 003 Lyon ;

- que ledit contrat de location porte sur des locaux à usage commerciaux au 7^{ième} étage, d'une superficie de 312 m² environ, correspondant au lot 430 du règlement de copropriété ainsi que 5 places de parking au 1^{ier} sous-sol correspondant aux lots 1165-1166-1171-1172-1773 ;
- que par un acte extra-judiciaire en date du 6 avril 2022, la société ICF a adressé à Montpellier Méditerranée Métropole son congé aux fins de résiliation du bail commercial pour le 31 octobre 2022 ;
- que la société ICF, qui doit aménager dans de nouveaux locaux, rencontre des difficultés concernant les travaux et l'approvisionnement de certains matériaux et a sollicité la Métropole par un courrier en date du 14 juillet 2022 afin d'obtenir une prolongation de la location ;
- qu'il convient d'accorder à la société ICF un délai supplémentaire par la signature d'un contrat précaire d'une durée 3 mois à compter du 1^{er} novembre 2022 ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat précaire de location avec la société ICF SUD-EST MÉDITERRANÉE concernant des locaux et places de stationnement situés dans l'immeuble Etoile Richter, place Ernest Granier à Montpellier.

ARTICLE 2 : Le contrat porte des locaux à usage commerciaux au 7^{ième} étage, d'une superficie de 312m² environ, correspondant au lot 430 du règlement de copropriété ainsi que 5 places de parking au 1^{er} sous-sol correspondant aux lots 1165-1166-1171-1172-1773.

ARTICLE 3 : Le contrat est conclu pour une durée de 1 mois renouvelable deux fois 1 mois à compter du 1^{er} novembre 2022, soit pour une durée maximum arrivant à terme au 31 janvier 2023.

ARTICLE 4 : La présente location est consentie et acceptée moyennant une redevance mensuelle de 7 260,85 € TTC charges comprises.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer le contrat visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 OCT. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 26 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet contrat ICF (2).pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant de transfert
du marché n°M1D0040EA - Réhabilitation
du réseau d'Eaux Usées (EU) et la création
d'un poste de refoulement à Baillargues,
Route Impériale / Chemin du Petit
Bonheur - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de l'Administration Générale, commande publique, et gestion active et optimisée du patrimoine ;

- **VU** la décision n°MD2022-768 du 15/06/2022 attribuant le marché n° M1D0040EA - Réhabilitation du réseau d'Eaux Usées (EU) et la création d'un poste de refoulement à Baillargues, Route Impériale / Chemin du Petit Bonheur au Groupement SOGEA (mandataire)/EHTP) sis 381 avenue du Mas d'Argelliers CS 90005 – 34078 Montpellier Cedex 3. Le marché est conclu pour un montant estimatif de 1 795 106 € HT ;

Le marché prend effet à compter de la date fixée par ordre de service. Sa durée est de 40 semaines décomposées comme suit : période de préparation d'une durée de 6 semaines et durée d'exécution de 34 semaines. ;

- **VU** la délibération n°12901 du 28 avril 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a décidé de créer une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-17, et R.2221-63 à R.2221-94 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), et a voté ses statuts, régie en charge de la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole ;

- **VU** la délibération n°M2021-102 du 29 mars 2021, par laquelle le Conseil de Métropole a acté le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1er janvier 2023, cette mise en régie consistant en une extension du périmètre de compétences de la Régie des Eaux actuelle ;

- **VU** la délibération n°M2021-612 du 14 décembre 2021 par laquelle les statuts de la régie des eaux, devenue régie de l'eau et de l'assainissement, ont été modifiés en conséquence ;

Considérant :

- que dès lors qu'à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice de la compétence assainissement collectif et non collectif ;

DECIDE

ARTICLE 1 : à compter du 1er janvier 2023, la régie de l'eau potable et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole se substitue de plein droit à Montpellier Méditerranée Métropole en tant que co-contractant dans le cadre du marché n° M1D0040EA - Réhabilitation du réseau d'Eaux Usées (EU) et la création d'un poste de refoulement à Baillargues, Route Impériale / Chemin du Petit Bonheur et ayant pour titulaire le Groupement SOGEA (mandataire)/EHTP) sis 381 avenue du Mas d'Argelliers CS 90005 – 34078 Montpellier Cedex 3. Le contrat s'exécutera dans les conditions antérieures jusqu'à son échéance, étant précisé que la substitution de personne morale au contrat en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

ARTICLE 2 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 OCT. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 14 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet d'avenant de transfert.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au déclassement du
domaine public - Tronçons d'anciens
chemins désaffectés - Z.A.C. CANNABE -
Commune de Cournonterral**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU le Code de la voirie routière notamment les articles L.141-3 et L.141-12 ;
- VU la demande de la SERM (Société Equipement de la Région Montpelliéraine), aménageur de la ZAC Cannabe (Zone Aménagement Concerté) à Cournonterral, qui souhaite acquérir les emprises d'anciennes voiries intégrées dans des lots de la ZAC,
- VU le constat d'huissier dressé le 26 juillet 2022 attestant que les 6 emprises concernées pour une superficie totale de 546 m², ne sont plus affectées à l'usage public,

- **CONSIDERANT** la nécessité de constater la désaffectation du domaine public et de prononcer le déclassement de ces emprises avant de pouvoir les céder, sachant que ces terrains sont intégrés dans des lots de ZAC et que par conséquent, ils ne sont plus affectés à l'usage public ;
- **CONSIDERANT** que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie, dans la mesure où la SERM aménageur, a reconstitué d'autres voies et d'autres accès ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait de 6 emprises identifiées par des lettres, a 6 m², b 254 m², c 2m², d 118 m², e 8 m², et f 158 m², soit une superficie totale de 546 m² sur la commune de Cournonterral, section cadastrale AV.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public de 6 emprises pour une superficie totale de 546 m², sur la commune de Cournonterral.

ARTICLE 3 : Les services du cadastre seront sollicités pour procéder à la numérotation cadastrale des emprises désaffectées et déclassées

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

13 OCT. 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

14 OCT. 2022

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

14 OCT. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société DEINOVE dans
le bâtiment Cap Sigma à Grabels**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Immeuble CAP SIGMA à Grabels : la société DEINOVE, représentée par Monsieur Alexis RIDEAU est un laboratoire de recherche et développement de nouveaux antimicrobiens et autres produits naturels.
Locataire des lots 0.2 (34 m²), 1.1 (728 m²), 2.1 (167 m²), 2.2 (125 m²) et 2.3 (436 m²), la société est candidate à la conclusion d'un nouveau bail commercial pour ces mêmes lots.«m»
L'entreprise projette un effectif de 50 collaborateurs à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société DEINOVE ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le **10 OCT. 2022**

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 14 OCT. 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **14 OCT. 2022**
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société ID SOLUTIONS
dans l'immeuble Cap Gamma à Grabels**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Immeuble CAP GAMMA à Grabels : la société ID SOLUTIONS, représentée par la société IDEA INVEST SAS, Président, elle-même représentée par Madame Lise GREWIS, Présidente, est un laboratoire de recherche sur le diagnostic humain (développement, production, marketing, vente et assistance technique dans le domaine du diagnostic biologique).
Locataire du lot CG 3.4 de 151 m², la société est candidate à la prolongation de son bail pour une durée de 12 mois soit jusqu'au «m»31 décembre 2023.

L'entreprise projette un effectif de 12 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société ID SOLUTIONS ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **10 OCT. 2022**

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 14 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire **14 OCT. 2022**

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de
mandat de Maîtrise d'ouvrage avec la SPL
TaM pour la réalisation des études et des
travaux des 5ères lignes de Bustram -
autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres, sans limitation de montants, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenant, protocoles transactionnels, ...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du « Transport et des Mobilités actives » ;
- VU la délibération du Conseil M2021-615 du 14 décembre 2021 relative à l'approbation du programme de création de lignes de BHNS, appelées Bustram ;

- **VU** la délibération du Conseil M2022-253 du 26 juillet 2022 relative à l'approbation du bilan de concertation portant sur 5 lignes de Bustram ;
- **VU** la délibération M2021-314 du 28 juillet 2021 relative à l'approbation du principe de transformation de la SAEML TaM en Société Publique Locale ;

CONSIDERANT :

- Que dans le cadre des dispositions de la loi n°2010-559 du 28 mai 2010 et de l'article L2422-5 du Code de la Commande Publique, Montpellier Méditerranée Métropole décide de déléguer sa maîtrise d'ouvrage à la SPL TaM, sise à Montpellier ;
- Que l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération Bustram mise à jour par le Pôle Mobilités est de 362,5 M € HT aux conditions économiques de juin 2022;

DECIDE

ARTICLE 1 : De signer une convention de mandat avec la SPL TaM pour lui attribuer les missions de coordination et de pilotage des études et des travaux pour la réalisation des 5èes lignes de Bustram, en relation et sous le contrôle de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Le contrat de mandat de maîtrise d'ouvrage est conclu pour un montant forfaitaire de 7 929 76 5€ HT, pour une durée de 9 ans à compter de sa signature par les deux parties.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Président ou son Vice-Président Délégué concerné à signer le contrat visé à l'article 1.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 OCT. 2022

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÉCHE



Publiée le : 17 OCT. 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture : 17 OCT. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Mandat Bustram.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société ID SOLUTIONS
dans l'immeuble CAP DELTA à Grabels**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Immeuble CAP GAMMA à Grabels : la société ID SOLUTIONS, représentée par la société IDEA INVEST SAS, Président, elle-même représentée par Madame Lise GREWIS, Présidente, est un laboratoire de recherche sur le diagnostic humain (développement, production, marketing, vente et assistance technique dans le domaine du diagnostic biologique).
Locataire des lots CD 1A et 1B de 795 m² et CD 03 de 40,50 m², la société est candidate à la prolongation de ses baux pour une durée de 18 mois soit jusqu'au «m»31 décembre 2023.

L'entreprise projette un effectif de 33 personnes à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société ID SOLUTIONS ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **1 0 OCT. 2022**

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : **1 4 OCT. 2022**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **1 4 OCT. 2022**
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société ID SOLUTIONS
dans l'immeuble CAP SIGMA à Grabels**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Immeuble CAP SIGMA à Grabels : la société ID SOLUTIONS, représentée par la société IDEA INVEST SAS, Président, elle-même représentée par Madame Lise GREWIS, Présidente, est un laboratoire de recherche sur le diagnostic humain (développement, production, marketing, vente et assistance technique dans le domaine du diagnostic biologique). Locataire des lots CS 04, 05, 06, 07, 08, 09 et 11 représentant 272 m², la société est candidate à la prolongation de son bail pour une durée de 18 mois soit jusqu'au 31 décembre 2023.

L'entreprise projette un effectif de 8 personnes à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société ID SOLUTIONS ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **1 0 OCT. 2022**

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 1 4 OCT. 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **1 4 OCT. 2022**
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché 5043SG18
- Prestations d'organisation de séjours,
acquisition de titres de transport,
hébergement hôtelier et prestations
annexes - Avenant n°1 - Autorisation
de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN ;
- VU la décision n°D2017-887 du 14 novembre 2017 relative à la mise en place d'une convention constitutive de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ;

- VU la décision n°MD2018-778 du 25 septembre 2018 attribuant l'accord-cadre à bons de commande n°5043SG18 « Prestations d'organisation de séjours, acquisition de titres de transport, hébergement hôtelier et prestations annexes » ;
- **CONSIDERANT** que l'accord-cadre à bons de commande n°5043SG18 « Prestations d'organisation de séjours, acquisition de titres de transport, hébergement hôtelier et prestations annexes », sans minimum ni maximum, a été attribué pour une durée initiale d'un an à compter de la notification, reconductible trois fois ;
- **CONSIDERANT** l'allotissement suivant de l'accord-cadre : lot 1 (déplacements sur le territoire national) et lot 2 (déplacements à l'étranger) attribués à l'entreprise IDSUD VOYAGES SAS (T4EX), sise à Marseille ; lot 3 (accueil de délégations, intervenants et personnalités extérieures sur le territoire de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole et alentours) attribué à l'entreprise MONDIAL EVASION, sise à Saint-Etienne ;
- **CONSIDERANT** la nécessité d'assurer la continuité des prestations d'organisation de séjours, d'acquisition de titres de transport, d'hébergement hôtelier durant le délai de la procédure de renouvellement, prestations indispensables à la réalisation de l'action publique ;

DECIDE

ARTICLE 1 : De conclure un avenant n°1 de prolongation de la durée de l'accord-cadre sans incidence financière, lequel stipule :

- Pour les lots 1, 2 et 3, une prolongation de six mois de la durée de l'accord-cadre, à compter respectivement du 15 octobre 2022 pour les lots 1 et 2, et du 14 octobre 2022 pour le lot 3 ;
- Pour les lots 1 et 2, une modification des conditions d'exécution avec l'arrêt du service 24/24h et le changement des horaires du prestataire.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13/10/22

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 13/10/2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 13/10/2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de mise
à disposition de locaux entre la Ville de
Villeneuve-lès-Maguelone et Montpellier
Méditerranée Métropole - Centre
technique municipal**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- **CONSIDERANT** que dans le cadre de la compétence Voirie, il convient pour des raisons logistiques et pratiques que les agents métropolitains affectés aux missions de service public de voirie et travaillant sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone puissent bénéficier d'un accès à certains espaces sur des sites et dans des bâtiments communaux ;

- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de conclure avec la commune de Villeneuve-lès-Maguelone une convention de mise à disposition d'usage portant sur des espaces situés dans le Centre technique municipal de Villeneuve-lès-Maguelone, sis Route de la gare RM 185 E3, à savoir la partie d'un garage d'environ 106m² dédié aux agents avec espace de restauration, un espace d'aisance ainsi qu'un espace de stockage pour engin listés dans la convention ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe une convention de mise à disposition d'usage de locaux avec la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone.

ARTICLE 2 : La convention porte sur la partie de l'un des garages du Centre technique municipal de Villeneuve-lès-Maguelone d'environ 106 m² dédié aux agents avec espace de restauration, un espace d'aisance, ainsi qu'un espace de stockage pour engins listés dans la convention ;

ARTICLE 3 : La convention de mise à disposition est conclue pour l'année 2022, renouvelable tacitement 5 fois un an.

ARTICLE 4 : La mise à disposition de l'ensemble des biens est réalisée à titre gracieux. Les charges concernant les fluides, électricité et entretien des locaux sont évaluées pour un forfait semestriel de 2 700 euros.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 OCT. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIE



Publiée le : 04 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet de convention VLM.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Santé et de la Prévention
Unité administrative qualité de vie au travail

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Renouvellement de l'adhésion de
Montpellier Méditerranée Métropole à
l'association Groupement des Entreprises
Françaises dans la Lutte contre le Cancer
(GEFLUC)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Joël RAYMOND en qualité de Vice –Président ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, et notamment celle d'autoriser au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction accordée à Monsieur Joël RAYMOND, dans le domaine des « Ressources Humaines et au Dialogue social »,

CONSIDERANT

- que dans le cadre des actions de prévention menées pour la santé des agents de Montpellier Méditerranée Métropole, l'association Groupement des Entreprises Françaises dans la Lutte contre le Cancer (GEFLUC) est un partenaire prépondérant depuis plus de 10 ans désormais ;
- que son action se situe auprès des entreprises de la région Occitanie, en partenariat avec les chefs d'entreprise, les Directions des ressources humaines, la médecine du travail pour mettre en place

des programmes de sensibilisation et de prévention des risques des cancers en proposant des actions adaptées à chaque entreprise ;

- que pour poursuivre ce partenariat, notamment par des conférences sur des démarches de prévention alcool, dépistages des cancers, hygiène de vie et pour que l'association GEFLUC déploie le programme Ge-Test, application d'évaluation des risques de cancer liés aux habitudes de vie, auprès des agents de la Métropole, il est nécessaire d'adhérer à cette association ;
- que cette demande d'adhésion s'inscrit ainsi plus globalement dans une démarche de soutien à la recherche scientifique et de lutte contre le cancer ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'approuver le renouvellement d'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association GEFLUC pour l'année 2022.

ARTICLE 2 : d'autoriser le versement d'une cotisation à l'association GEFLUC d'un montant de 3 500 € au titre de l'année 2022.

ARTICLE 3 : Les crédits nécessaires à l'adhésion sont inscrits au budget primitif 2022.

ARTICLE 4 : Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, est autorisé à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame La Trésorière sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 OCT. 2022**

Monsieur le Vice-Président

Joël RAYMOND



Publiée le : 20 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

20 OCT. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- ConvM3MGefluc2022 (002).docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Gestion Comptable

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un ajout d'une dépense
supplémentaire et une augmentation de
l'avance - Régie d'avances Manifestations
Culturelles - Pôle Culture et Patrimoine -
Autorisation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de créer, modifier, supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Renaud CALVAT en qualité de 1^{er} Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT dans le domaine des Finances ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22 ;

- **VU** le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée ;
- **VU** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- **VU** l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- **VU** les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer, de modifier et de supprimer les régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole ;
- **VU** l'avis conforme de Monsieur le Responsable du SGC Métropole, en date du 21 septembre 2022 ;
- **CONSIDERANT**, l'augmentation du nombre de manifestations augmentant et se développant, il convient de permettre le paiement des intermittents et techniciens dans des délais raisonnables quand il y a un caractère urgent ou pouvant entraver le bon déroulement de la manifestation. Il convient également d'augmenter l'avance ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Il est institué une régie d'avances auprès du Pole Culture et Patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Cette régie est installée 355 rue Vendémiaire à 34000 Montpellier.

ARTICLE 3 : La régie paie les dépenses suivantes :

- les frais d'hébergement (hôtels, locations meublées),
- les frais de déplacement (train, avion, taxi, parking, transports en commun),
- les frais de restauration (achat d'alimentation et boissons, restauration individuelle, petits déjeuners),
- les frais de location ou d'achat de petits matériels divers (papeterie, quincaillerie, outillage, petits mobiliers, matériels de sonorisation ou d'éclairage, fournitures et produits d'entretien, plantes et articles de décoration),
- les frais de location de véhicules,
- les frais pour travaux d'impression de documents,
- les frais pour la réalisation d'outils et d'objets de communication (T-shirts, badges, tours de cou),
- les frais d'achats de livres et de documentation.
- Rémunération des intermittents du spectacle (GUSO), techniciens du spectacle (GUSO), artistes via GUSO ou association et associations pour prestation en lien avec la manifestation.

ARTICLE 4 : Les dépenses désignées à l'article 3 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- espèces,
- carte bancaire,
- chèque,
- virement bancaire.

ARTICLE 5 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès de la Trésorerie Générale.

ARTICLE 6 : L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

ARTICLE 7 : Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à VINGT MILLE EUROS (20 000,00 €).

ARTICLE 8 : Le régisseur verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives des opérations de dépenses tous les mois et obligatoirement :

- au 31 décembre de l'année,
- en cas de changement du régisseur,
- au terme de la régie.

ARTICLE 9 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 10 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

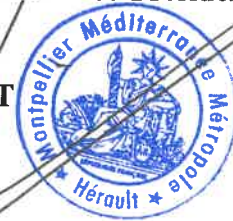
ARTICLE 11 : Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 12 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Responsable du SGC Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04 OCT. 2022

Monsieur le Premier Vice-Président

Renaud CALVAT



Publiée le : 04 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avis trésorerie.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au réaménagement de 80
prêts contractés par l'OPH ACM Habitat
pour la création de logements sociaux -
Maintien de la garantie d'emprunt de
Montpellier Méditerranée Métropole -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Claudine VASSAS-MEJRI en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de signature à Madame Claudine VASSAS-MEJRI dans le domaine de l'Habitat, Logement et Parcours résidentiels ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;

- **VU** le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2022-277 du 26 juillet 2022 ;
- **VU** les contrats de prêt n°A172200H et n°A172200I en annexe signés entre ACM Habitat, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon ;

Considérant :

- que dans le cadre de la gestion active de sa dette, ACM Habitat, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ci-après l'Emprunteur, souhaite refinancer 80 prêts initialement octroyés par la Caisse des Dépôt et Consignations, par deux prêts à taux fixes très compétitifs contractés auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon ;
- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de réitérer sa garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement de 80 lignes de prêt réaménagées d'un montant total de 118 000 000 €, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans les contrats de prêt n°A172200H et n°A172200I joints en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 100 % pour le remboursement des deux prêts de refinancement à taux fixes d'un montant total de 118 000 000 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions des contrats de prêt n°A172200H et n°A172200I joints en annexe et faisant partie intégrante de la présente décision.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des prêts.

ARTICLE 4 : Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon de tout projet de réforme de la présente décision.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 OCT. 2022

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MEJRI



Publiée le : 27 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 202618_CE - Contrat de pret signe 20 ans.pdf
- 202619_CE - Contrat de pret signe 30 ans.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°G2D0027RI
"Infogérance et prestations d'assistance à
l'exploitation du Système d'Information
(S.I.)" pour le groupement de commandes
entre Montpellier Méditerranée Métropole,
la Ville de Montpellier et le CCAS de
Montpellier - Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine « Développement économique, et numérique » ;

CONSIDERANT :

- Qu'afin de rationaliser leurs achats et de réaliser des économies d'échelle, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le CCAS de Montpellier ont signé une convention le 31 mars 2021 afin de constituer un groupement de commandes pour la passation d'un marché d'infogérance et de prestations d'assistance à l'exploitation du Système d'Information (S.I.) ;

- Que Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordinateur du groupement et sa commission d'Appel d'Offres est celle du groupement, chaque membre du groupement s'assurant de l'exécution du marché pour ce qui le concerne ;

- Qu'à ce titre, une procédure de mise en concurrence a été lancée en appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la Commande Publique (C.C.P.) ;

- Que le marché n° G2D0027RI est passé en application des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du CCP. C'est un marché à prix mixtes : une partie des prestations est passée selon un marché ordinaire et l'autre selon un accord cadre à bons de commande mono attributaire avec un maximum biannuel, conformément aux articles R2162-1 à R2162-6, et R2162-13 et R2162-14 du CCP.

Cet accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles. Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

Le marché a une durée de 2 ans à compter de la notification, reconductible 1 fois, soit 4 ans maximum au total ;

- Que les critères d'analyse des offres sont pondérés de la manière suivante

* Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%

* Prix des prestations au regard du total du montant forfaitaire mentionné à l'acte d'engagement, multiplié par 2 plus le total du DQE, afin d'analyser le prix sur 4 ans: 40%

- Que la Commission d'Appel d'Offres, dans sa séance du 22 septembre 2021, a adopté le classement et l'offre du candidat EXPERIS France a été jugée économiquement avantageuse ;

D E C I D E

ARTICLE 1 D'attribuer le marché n° G2D0027RI « Infogérance et prestations d'assistance à l'exploitation du Système d'Information (S.I.) » en groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le CCAS de Montpellier, à la société EXPERIS France sise 15 rue Christian Paux 44 000 Nantes, pour une durée de 2 ans à compter de la notification, reconductible 1 fois soit 4 ans maximum au total.

ARTICLE 2 : De dire que le marché G2D0027RI est un marché à prix mixte. Ainsi, pour la partie forfaitaire, le montant forfaitaire bi- annuel est de 1 176 059,53€ HT. Pour la partie à bons de commandes, les maximums sont les suivants :

- 6 000 000 € H.T pour les années N et N+1 ;
- 8 000 000 € H.T pour les années N+2 et N+4.

ARTICLE 3 : De dire que les dépenses concernant Montpellier Méditerranée Métropole seront imputées sur le budget principal et budgets annexes tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché visé à l'article 1 et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

10 OCT. 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



14 OCT. 2022

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

14 OCT. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la prise en charge des
frais des auteurs invités de la 38ème
Comédie du Livre et à l'autorisation du
dépôt des demandes de subventions
afférentes à la manifestation - Autorisation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver les cas dans lesquels des personnalités extérieures peuvent être invitées à se joindre à une délégation de la Métropole en raison de leur compétence ou de leur représentativité ainsi que les cas dans lesquels de telles personnalités peuvent être accueillies par la Métropole, les frais induits pouvant alors être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la culture et du patrimoine historique ;

CONSIDERANT :

- Que la 38^{ème} édition de la Comédie du Livre – Dix jours en Mai se tiendra du 5 au 14 mai 2023 sur le territoire de la Métropole de Montpellier ;
- Que les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration des auteurs, artistes, professionnels du livre ou du spectacle invités seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole, tout comme leur rémunération, conformément aux préconisations du Centre National du Livre ;
- Que la manifestation est susceptible de bénéficier de subventions de la part d'organismes publics ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la prise en charge des rémunérations ainsi que des frais de déplacement, hébergement et restauration des invités, directement ou par remboursement, au réel et sur justificatif, pour un montant global maximum évalué à 175 000 €.

ARTICLE 2 : D'autoriser le dépôt des demandes de subventions les plus larges pour cette manifestation, notamment auprès de la Région Occitanie, du Centre National du Livre et de la Société Française des Intérêts des Auteurs de l'Ecrit (SOFIA).

ARTICLE 3 : De dire que les crédits seront inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services ainsi que Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le

22/10/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 24 OCT. 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture : 24 OCT. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution de
subventions dans le cadre de l'appel à
projets lié à la candidature Montpellier
Capitale Européenne de la Culture 2028 -
Approbation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'attribuer individuellement les subventions et signer les conventions afférentes le cas échéant, aux tiers répondant aux appels à projets dont le règlement a été préalablement approuvé par le conseil de Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO, vice-Président délégué à la culture et au patrimoine historique ;
- VU la délibération M2022-157 du 31 mai 2022 approuvant le lancement de l'appel à projets dans le cadre de la candidature Montpellier Capitale Européenne de la Culture 2028 ;

CONSIDERANT

- Que l'appel à projets dans le cadre de la candidature Montpellier Capitale Européenne de la Culture 2028 a donné lieu au dépôt de plus de 200 dossiers, dont 6 ont été retenus pour cette deuxième série d'attributions ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'approuver une deuxième série d'attribution de subventions aux six associations mentionnées ci-dessous, dans le cadre de l'appel à projets Montpellier Capitale Européenne de la Culture 2028, pour un montant global de 120 000 € ;

N° de dossier	Code association	Nom de l'association	Montant proposé
Métro-cult 001598	7766	Les Loustics du Pic	20 000 €
Métro-cult 001595	6275	Studio 411 galerie	20 000 €
Métro-cult 001597	4191	Illusion et Macadam	20 000 €
Métro-cult 001589	6535	LineUp	20 000 €
Métro-cult 001596	7224	Les Nuits Claires	20 000 €
Métro-cult 001575	4194	Fonds Régional d'Art Contemporain Occitanie Montpellier	20 000 €

ARTICLE 2 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les lettres d'engagement ou les conventions d'attribution de subvention avec les associations concernées ;

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur général des services et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20/10/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 24 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Projet 2022 3M.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Expertise Financière

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un Emprunt de 20
millions d'euros auprès de la Société
Générale - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle procéder, dans les conditions définies par la délibération du Conseil portant cadre de la gestion active de la dette et de trésorerie, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux, et les opérations de réaménagement de dette, procéder à la réalisation des conventions d'ouverture de crédit de trésorerie et la gestion du programme obligataire court terme (NEU-CP), prendre les décisions mentionnées au III de l'article L.1618-2 et au a de l'article L.2221-5-1 sous réserve des dispositions du c de ce même article, et passer à cet effet les actes nécessaires ;
- VU l'offre établie par la Société Générale en réponse à la consultation bancaire de Montpellier Méditerranée Métropole concernant le financement de ses dépenses d'investissement et le projet de contrat de prêt ci-annexé ;
- **CONSIDERANT** que pour financer les investissements de Montpellier Méditerranée Métropole prévus et inscrits au budget, il convient de conclure un contrat d'emprunt ;

- **CONSIDERANT** que la proposition de la Société Générale répond correctement à la demande ;

DECIDE

ARTICLE 1 : De contracter auprès de la Société Générale, dont le siège est situé 29 Boulevard Haussmann, 75009 Paris, un emprunt d'un montant total de 20 000 000 Euros (Vingt millions d'Euros) dont les caractéristiques sont précisées dans les articles suivants.

ARTICLE 2 : Le prêt est consenti jusqu'au 02/09/2044 et s'amortira sur 20 ans à compter de la date de consolidation fixée au 02/09/2024.

ARTICLE 3 : Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes:

Phase de mobilisation revolving : oui

Nominal :	20 000 000 €
Début :	Date de signature du contrat
Fin :	02/09/2024
Intérêts:	Euribor* 1, 3, 6 mois (selon la date de décaissement) + 0.40 %
Commission de non utilisation :	De la signature du contrat jusqu'à la consolidation, une commission de 0.05% l'an est perçue semestriellement ou à la fin de la phase de mobilisation à terme échu sur l'encours moyen non utilisé.
	* floorés à zéro.

Phase de consolidation :

D'un commun accord entre la Société Générale et Montpellier Méditerranée Métropole, il est décidé de procéder à la mise en place d'un tirage de consolidation à « Taux Variable de Marché » sur le contrat « Taux de Marché » selon les conditions présentées ci – dessous :

Montant :	20 000 000 euros
Date de départ :	02/09/2024
Maturité :	02/09/2044 (durée 20 ans)
Amortissement :	Linéaire (capital constant)
Périodicité :	Trimestrielle
Base de calcul :	Exact/360
Taux d'intérêts :	Chaque périodicité du 02/09/2024 au 02/09/2044 : Euribor 3 mois + 0.49% (cotation en date du 28/09/2022). La cotation devra être réactualisée au moment de la mise en place, le niveau maximum sera de Euribor 3 mois + 0.55% sinon l'opération ne pourra être conclue. <i>L'Euribor 3 mois est fixé à J-2 début de période. Indice flooré à 0.</i>

Soulte de rupture des conditions financières :

Une soulte de rupture des conditions financières sera due par le client (i) dans un certain nombre de cas et (ii) selon des modalités précises, ceux-ci étant définis dans la proposition commerciale transmise dans le cadre de la présente consultation bancaire.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative au contrat de prêt ci-dessus, et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues avec la banque postale dans le contrat de prêt et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur Le Trésorier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **2 9 SEP. 2022**

Monsieur le Président

Michael DELAFOSSE

The image shows a blue ink signature of Michael DELAFOSSE over a circular official stamp. The stamp contains the text 'Montpellier Méditerranée Métropole' and 'Herault' with a central emblem.

Publiée le : **2 9 SEP. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **2 9 SEP. 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Modèle de contrat a taux de marché.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Mission Espaces Publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de
transfert de maîtrise d'ouvrage de la Ville
à la Métropole pour la réalisation de
travaux de démolition du bâtiment du
poste de police et de restauration du
bâtiment du Mess des Officiers en
cohérence avec les aménagements
d'espaces publics - Projet Comédie
Esplanade - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la conclusion de conventions de transfert maîtrise d'ouvrage ainsi que leurs avenants au sens de l'article L.2422-12 du Code de la commande publique;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;

- VU la convention de mandat en date du 9 juillet 2021 au bénéfice de la SA3M, autorisée par décision n°MD2021-666 en date du 7 juillet 2021 ;

CONSIDÉRANT :

- Que l'avancement des aménagements d'espaces publics du projet Comédie-Esplanade rend nécessaire la réalisation des travaux de démolition du bâtiment du poste de police et de restauration du bâtiment du Mess des Officiers ;
- Que la Métropole, dans le cadre du mandat qui la lie avec la SA3M, souhaite porter la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble de l'opération décrite ci-dessus ;
- Qu'en tant que maître d'ouvrage de l'ensemble de l'opération, la Métropole assure l'entière responsabilité de l'exécution des travaux dont elle a la charge dans le respect de la législation en vigueur ;
- Que cette convention, conclue à titre gratuit, a pour objet d'acter le principe de transfert de la maîtrise d'ouvrage à Montpellier Méditerranée Métropole et d'en fixer les modalités d'application. La convention prendra effet à compter de sa notification, jusqu'à la réception et la levées de réserves de réception.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la désignation de Montpellier Méditerranée Métropole comme maître d'ouvrage pour la réalisation des travaux de démolition du bâtiment du poste de police et de restauration du bâtiment du Mess des Officiers.

ARTICLE 2 : d'approuver la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention à venir ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 OCT. 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 21 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- projet de convention Ville 3M demolition PN et rehabilitation OT_v...

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la mise à disposition du
rez-de-chaussé de l'Hôtel d'Aurès du 18 au
21 octobre 2022 à l'Association
Transit/Collectif photographique**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public dans les conditions du code général de la propriété des personnes publiques (articles L. 2121-1 et suivants) à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO, Vice-Président délégué à la culture et au patrimoine historique ;

CONSIDERANT

- Que l'association Transit/Collectif photographique a sollicité auprès de Montpellier Méditerranée Métropole l'autorisation de disposer du rez-de-chaussée de l'Hôtel d'Aurès pour l'organisation d'une soirée anniversaire des 20 ans de l'association et de présentation de leur projet labellisé Montpellier Capitale Européenne de la Culture 2028, le jeudi 20 octobre 2022
- Que Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité répondre favorablement à cette sollicitation en mettant à disposition le rez-de-chaussée situé au sein de l'hôtel d'Aurès ;

- Qu'il est nécessaire de prévoir des temps de montage et démontage ;
- Qu'il convient de formaliser les modalités de cette mise à disposition ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'approuver les termes et d'autoriser la signature de la convention d'autorisation d'occupation du domaine public avec l'association Transit/Collectif Photographique, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : de dire que cette convention est conclue du mardi 18 octobre 2022 09h au vendredi 21 octobre 2022 18h et à titre gracieux ;

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

21/10/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : **24 OCT. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **24 OCT. 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CEC_Convention occupation Hôtel d'Aurès transit 20221020.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Projets Stratégiques Transversaux**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature du Domaine de Lattes SC
pour la réalisation d'un programme
immobilier dans la ZAC Ode à la Mer acte
2**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;



CONSIDERANT la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la SA3M, en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Ode à la Mer acte 2 à Lattes. La société LE DOMAINE DE LATTES, représentée par ELLIPSE (Gérante) représentée par Monsieur Pascal BRUNEL (Président) est candidate à l'acquisition du lot 25D d'un total de de 4 546 m² (parcelles cadastrées section CL numéro 59 pour 4 080 m² et section CL numéro 60 a, b et c pour 1 785 m²) pour la réalisation d'un programme immobilier de 77 logements. La surface de plancher prévue est de 4 548 m² répartis en 1 365 m² SDP logements sociaux, 909 m² SDP en accession abordable, 2 274 m² SDP en accession libre.

DECIDE

ARTICLE 1 : La candidature de la société LE DOMAINE DE LATTES, représentée par ELLIPSE (Gérante) et Monsieur Pascal BRUNEL (Président) ci-dessus mentionnée est agréée

ARTICLE 2 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

 Montpellier, le 17/10/2022
Monsieur le Président

Michael DELAFOSSE

Publiée le : 18 OCT. 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 18 OCT. 2022
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Projets Stratégiques Transversaux

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'agrément de
candidature de SCCV les hauts de Lattes
pour la réalisation d'un programme
immobilier dans la ZAC Ode à la Mer acte
2

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;

CONSIDERANT la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la SA3M, en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Ode à la Mer acte 2 à Lattes. La SCCV LES HAUTS DE LATTES représentée par PITCH PROMOTION SNC (Gérante) représentée par PITCH PROMOTION SAS (Gérante) représentée par Monsieur Pierre CABROL (gérant) est candidate à l'acquisition du lot 25F d'un total de de 4 841 m² (parcelles cadastrées section CL numéro 62 pour 3 140 m² et section CL numéro 68 pour 1 701 m²) pour la réalisation d'un programme immobilier de 83 logements. La surface de plancher prévue est de 4 998 m² répartis en 1 521 m² SDP logements sociaux, 888 m² SDP en accession abordable, 2 589 m² SDP en accession libre.

La demande d'agrément porte sur la parcelle CL68 (ex CL61a) vendue aux acquéreurs pour

optimiser très favorablement le projet initialement prévu sur la parcelle CL62 en cours de vente à l'acquéreur par les consorts LETELLIER.

DECIDE

ARTICLE 1 : La candidature de la SCCV LES HAUTS DE LATTES représentée par PITCH PROMOTION ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **17 OCT. 2022**

Monsieur le Président

Michael DELAFOSSE



Publiée le : **18 OCT. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **18 OCT. 2022**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché
n°M2B0026EA - Anticipation et suivi en
temps réel des événements météorologiques**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Véronique NEGRET dans les domaines de « Littoral, Prévention des Risques Majeurs et GEMAPI » ;

Considérant :

- que la métropole a besoin d'anticiper les risques hydrométéorologiques sur le territoire, de capitaliser la donnée, de l'utiliser pour des retours d'expérience ainsi que pour alimenter les études (hydrologiques, urbanisme, modélisation) ;
- qu'un marché de prévisions météorologiques de précision locale concernant les phénomènes de pluie, vent, température, orage, gel et neige est nécessaire ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° et aux articles

L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162- 13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre pour une durée de 1 an reconductible 3 ans. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat toutes périodes confondues est de 4 ans. Les prestations seront rémunérées par application aux quantités réellement exécutées des prix unitaires fixés dans le bordereau des prix. Le marché est conclu sans minimum et un maximum de 15 000 € par an, soit en l'espèce sur les 4 périodes annuelles ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

° Valeur technique : 60 %

° Prix des prestations : 40 %

- qu'après analyse, l'entreprise METEO France sis 2, Bd Château Double - 13090 Aix en Provence, présente une offre économiquement avantageuse ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n° M2B0026EA - Anticipation et suivi en temps réel des événements météorologiques à MÉTÉO FRANCE sis 2, Bd Château Double - 13090 Aix en Provence.

Les prestations seront rémunérées par application aux quantités réellement exécutées des prix unitaires fixés dans le bordereau des prix. Le marché est conclu sans minimum et un maximum de 15 000 € par an, soit en l'espèce sur les 4 périodes annuelles.

Le marché prend effet à compter de sa notification et ordre de service. Sa durée est de 1 an et peut être reconduit pendant 3 ans. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat toutes périodes confondues est de 4 ans.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022, 2023, 2024 et 2025 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 OCT. 2022

Madame la Vice-Présidente

Véronique NEGRET



Publiée le : 21 OCT. 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 21 OCT. 2022
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de 258m² et
132m² de bien immobilier sis 680 route de
Lavérune à SAINT JEAN DE VEDAS,
appartenant à l'indivision ARNAL dans le
cadre de réalisation de la ligne 5 de
tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de

maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon.

CONSIDERANT

- que 258 m² du bien immobilier sis 680 route de Lavérune à SAINT-JEAN-DE-VEDAS, cadastré section BW n° 365 et une emprise de 132 m² du bien bien immobilier sis 680 route de Lavérune à SAINT-JEAN-DE-VEDAS, cadastré section BW n° 366 , appartenant à l'indivision ARNAL sont nécessaires à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;

- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de ces dites emprises ;

- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur les parcelles cadastrées section BW n° 365 et BW n°366 ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 258 m² du bien immobilier sis 680 route de Lavérune à SAINT-JEAN-DE-VEDAS, cadastré section BW n° 365 et une emprise de 132 m² du bien immobilier sis 680 route de Lavérune à SAINT-JEAN-DE-VEDAS, cadastré section BW n° 366 , appartenant à l'indivision ARNAL.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition des biens immobiliers désignés à l'article 1 ci-dessus est fixé à 59 306 € (CINQUANTE NEUF MILLE TROIS CENT SIX EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition des biens immobiliers désignés à l'article 1 ci-dessus est signé par :

• Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

• Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée des emprises désignées à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par l'indivision ARNAL et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée des emprises désignées à l'article 1 ci-dessus est signée par :

• Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des

Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,

• Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 6 : La convention d'autorisation de travaux sur les parcelles désignées à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par l'indivision ARNAL.

ARTICLE 7 : La convention d'autorisation de travaux sur les parcelles désignées à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

17 OCT 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



18 OCT. 2022

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire 18 OCT. 2022

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 20220915_UF2300 - PPA signée Riv.pdf
- 20220915_UF2300 - PUV signée Riv.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de 28m² de
bien immobilier sis 150 rue Albert Viger à
MONTPELLIER, appartenant à M. et
Mme REMOND dans le cadre de la
réalisation de la ligne 5 de tramway -
Autorisation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de

maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;

- **VU** l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

- **VU** l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon.

CONSIDERANT

- que 28 m² du bien immobilier sis 150 rue Albert Viger à MONTPELLIER, cadastré section IL n° 236 appartenant à Monsieur et Madame REMOND, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;

- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;

- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur la parcelle cadastrée section IL n° 236 ;

- que lors de la réalisation des travaux de reconstitution, il pourra ou non être garanti la tenue du sujet n°3 ;

- qu'en cas de non maintien de l'arbre, il sera nécessaire d'autoriser l'indemnisation dudit sujet.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 28 m² du bien immobilier sis 150 rue Albert Viger à MONTPELLIER, cadastré section IL n° 236 appartenant à Monsieur et Madame REMOND.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 13 803 € (TREIZE MILLE HUIT CENT TROIS EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur et Madame REMOND et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 6 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur et Madame REMOND.

ARTICLE 7 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 8 : En cas de non maintien du sujet n°3, l'indemnisation pour le préjudice subi sera de 13 248 € (TREIZE MILLE DEUX CENT QUARANTE HUIT EUROS) sur la base de l'expertise arboricole.

ARTICLE 9 : Le protocole d'accord concernant l'indemnisation désigné à l'article 8 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 10 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

17 OCT. 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 18 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 20220829_UF5270 - PPA signée par Riv.pdf
- 20220829_UF5270 - PUV signée par RIV.pdf
- 20220829_UF5270 - AT DTR signé par RIV.pdf
- 20220829_UF5270 - Protocole Accord Arbres signé Riv.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché n°
M2D0008EA - Fourniture et pose
d'équipements hydro climatologiques
caméras et feux lumineux**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Véronique NEGRET en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Véronique NEGRET dans le domaine « Littoral, prévention des risques majeurs, GEMAPI » ;

CONSIDERANT :

- Qu'il est nécessaire de moderniser certaines stations existantes en réutilisant au mieux les équipements déjà en place, de créer de nouvelles stations hydro climatologiques et de former les équipes 3M à l'utilisation et à la maintenance du système ;
- Qu'un accord-cadre de fourniture et pose d'équipements hydro climatologiques caméras et feux lumineux est nécessaire ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 et aux articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre avec un minimum de 30000 € HT et un maximum de 300 000 € HT par an pour une durée de 1 an et peut faire l'objet de 3 reconductions ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur technique : 60%
 - ° Prix des prestations : 40%
- Que l'offre de l'entreprise CENEAU sise 265 Avenue de l'industrie 34820 Teyran, et son sous-traitant SPIE CityNetworks présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n° M2D0008EA - Fourniture et pose d'équipements hydro climatologiques caméras et feux lumineux à la société CENEAU sise 265 Avenue de l'industrie 34820 TEYRAN, et son sous-traitant SPIE CityNetworks.

L'accord-cadre est conclu avec un minimum de 30 000 € HT et un maximum de 300 000 € HT par an.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an. L'accord-cadre est reconductible trois fois un an. Les délais d'exécution des commandes seront annoncés dans chaque bon de commande.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 OCT. 2022

Madame la Vice-Présidente

Véronique NEGRET



Publiée le : 21 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un marché
n°M2D0006EA - Maintenance préventive
et curative d'équipements hydro
climatologiques caméras et feux lumineux

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Véronique NEGRET dans les domaines de « Littoral, Prévention des Risques Majeurs et GEMAPI » ;

Considérant :

- qu'il est nécessaire de moderniser certaines stations existantes en réutilisant au mieux les équipements déjà en place, de créer de nouvelles stations hydro climatologiques et de former les équipes 3M à l'utilisation et à la maintenance du système ;
- qu'un accord-cadre de maintenance préventive et curative d'équipements hydro climatologiques caméras et feux lumineux est nécessaire ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à

R. 2161-5 et aux articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre avec un minimum de 7 500 € HT et un maximum de 180 000 € HT par an pour une durée de 1 an. L'accord-cadre est reconductible trois fois un an.

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

° Valeur technique : 60%

° Prix des prestations : 40%

- que l'offre de l'entreprise CENEAU sise 265 Avenue de l'industrie 34820 TEYRAN présentant l'offre économiquement avantageuse ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer marché n° M2D0006EA - Maintenance préventive et curative d'équipements hydro climatologiques caméras et feux lumineux à la société CENEAU sise 265 Avenue de l'industrie 34820 TEYRAN.

L'accord-cadre est conclu avec un minimum de 7 500 € HT et un maximum de 180 000 € HT par an.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an. L'accord-cadre est reconductible trois fois un an.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 OCT. 2022

Madame la Vice-Présidente

Véronique NEGRET



Publiée le : 21 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Maîtrise d'Ouvrage

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une autorisation de
dépôt d'un permis de construire sur le site
de Victoire 2 à Saint Jean de Vedas**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric Penso, Vice-Président délégué à la culture et au patrimoine historique ;

CONSIDÉRANT :

- le projet de mise en accessibilité du patio de Victoire 2 ainsi que la réalisation d'une scène et de loges attenantes.
- qu'au vu de la nature des travaux envisagés, la réalisation de l'opération nécessite le dépôt d'un dossier de demande de permis de construire auprès des services compétents.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le dépôt d'un permis de construire pour la mise en oeuvre des travaux sus-mentionnés ;

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer le dossier de demande de permis de construire visé à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

21/10/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 24 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **24 OCT. 2022**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Pôle Proximité Espaces Publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention
constitutive d'un groupement de
commandes permanent pour les
prestations d'aménagement et d'entretien
des espaces verts et naturels, d'animations
et de sensibilisation à l'écologie, à
l'agriculture urbaine et à l'achat de
produits liés à l'agriculture locale entre la
Ville de Montpellier et Montpellier
Méditerranée Métropole - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes, ainsi que de toutes modifications à celles-ci, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice Président délégué aux Voiries et à l'Espace Public ;

CONSIDERANT

- Que dans le cadre des transferts de compétence à la Métropole et dans un souci d'objectif de continuité des prestations liées aux espaces verts et naturels sur le territoire de Montpellier, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole vont être amenées à faire appel à des prestataires pour des fournitures et des prestations d'aménagement et d'entretien des espaces verts et naturels.

- Que conformément aux dispositions des articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique, et afin d'optimiser la qualité des services et des dépenses publiques, il paraît opportun que les deux collectivités groupent leurs commandes en associant leurs besoins pour la gestion de certaines prestations et fournitures sur les espaces verts et naturels ;

- Que l'ensemble des prestations concernées sont les suivantes :

- au nettoyage sur les espaces verts et le parc zoologique,
- aux prestations d'aménagement et d'entretien des espaces verts
- à l'entretien du patrimoine arboré
- à l'expertise du Patrimoine arboré
- à la fourniture des arbres et arbustes :
- aux inventaires et diagnostics environnementaux
- au fleurissement
- aux fournitures horticoles
- à l'installation et maintenance de l'arrosage
- à la serrurerie
- à la maçonnerie
- à la signalétique
- aux prestations d'animations de sensibilisation à l'environnement (écologie et agriculture urbaine)
- à la vinification et l'achat de bouteilles de vin issu de la production du Mas Nougui

- Que considérant l'évaluation des besoins de chaque membre du groupement, il est donc proposé de créer un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole en vue de la conclusion de marchés ou accords-cadres ; la Ville de Montpellier, en sa qualité de coordonnateur, se chargera de l'ensemble de la procédure de passation.

DECIDE

ARTICLE 1 : De valider le principe de la constitution d'un groupement de commandes permanent entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole en vue de la conclusion de marchés ou accords-cadres relatifs à la gestion de certaines prestations et fournitures sur les espaces verts et naturels.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne compétente à signer la convention afférente, telle que présentée enannexe, ainsi que tout document relatif à la mise en oeuvre de celle-ci.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Responsable du service gestion comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 OCT. 2022

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 26 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention GC 2022 Ville 3M Version définitive.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Réseau des Médiathèques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention avec le
Manoir du Crime pour la mise à
disposition à titre gracieux du salon de
l'espace Homère/Lire Autrement de la
Médiathèque centrale Émile-Zola -
Autorisation de Signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser la signature des conventions à objet culturel, hors champ de la commande publique, représentant un engagement financier pour la Métropole inférieur ou égal à 50 000 € HT ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la culture et du patrimoine historique ;

CONSIDERANT :

- Que Montpellier Méditerranée Métropole et Sète Agglo pôle Méditerranée ont déposé la candidature de Montpellier « Capitale Européenne de la Culture 2028 » avec l'ensemble des acteurs culturels du territoire ;

- Que l'association LE MANOIR DU CRIME a été retenue pour la mise en place d'*escape game* dans le cadre de cette candidature ;
- Que l'association LE MANOIR DU CRIME pour ce projet a sollicité auprès du Réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole la mise à disposition du salon de l'espace Homère/Lire Autrement au sein de la médiathèque centrale Emile Zola afin de programmer cette action. ;
- Que Montpellier Méditerranée Métropole dispose de locaux répondant aux critères de la recherche du MANOIR DU CRIME, et a en conséquence répondu favorablement à cette sollicitation.

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention de mise à disposition de locaux à titre gracieux est conclue avec LE MANOIR DU CRIME. Cette convention concerne la mise à disposition à titre gracieux de locaux situés à la médiathèque centrale Émile Zola, 218 boulevard de l'Aéroport International 34000 Montpellier, du 15 novembre au 11 décembre 2022 pour l'installation et l'exploitation de l'*escape game*.

ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

28/10/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 31 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 31 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- RM MC CONVENTION DE MISE A DISPOSITION A TITRE GRACIEUX-Manoir du Crime 2022 (002).docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la mise à disposition des
parcelles SK 149 et SK 151 Rue de la
Cavalade - Travaux extension Ligne 1 du
tramway - commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
- VU la délibération n° M2020-96 en date du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Coralie MANTION, en qualité de deuxième Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU la demande du Groupement d'entreprises Bouygues Travaux Publics Régions France / BUESA SAS / PRO-FOND SAS, mandaté par ASF, pour une occupation des parcelles cadastrées SK 149 et SK 151, situées rue de la Cavalade à Montpellier, appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de la réalisation de l'extension de la 1^{ère} ligne de tramway de Montpellier entre la station Odysseum et la Gare Montpellier Sud de France, et plus particulièrement du doublement du pont sur l'autoroute A 709 ;

- **CONSIDERANT** la nécessité de l'occupation pour l'implantation d'une base de vie de chantier, des parcelles cadastrées SK 149 et SK 151 d'une superficie de 4 437 m², situées rue de la Cavallade à Montpellier,
- **CONSIDERANT** que cette occupation n'est pas de nature à remettre en cause les projets de Montpellier Méditerranée Métropole sur ce secteur,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe une convention d'occupation temporaire avec le Groupement d'entreprises Bouygues Travaux Publics Régions France / BUESA SAS / PRO-FOND SAS, mandaté par ASF pour l'occupation des parcelles cadastrées SK 149 et SK 151, d'une superficie de 4 437 m², situées rue de la Cavallade sur la commune de Montpellier, pour une durée maximale de vingt-quatre (24) mois jusqu'au 31 août 2024.

ARTICLE 2 : La convention est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet, est autorisée à signer la convention d'occupation temporaire visée à l'article 1 et tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **25 OCT. 2022**

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : **31 OCT. 2022**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **31 OCT. 2022**
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des parcours professionnels et des compétences
Service Formation

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'accord-cadre
N°G2B0049RH
Prestations de formations bureautiques**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Joël RAYMOND dans les domaines des « Ressources humaines et du Dialogue social » ;

Considérant :

- qu'il y a lieu de procéder à une mise en concurrence pour des prestations de formations bureautiques ; des formations destinées aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article à l'article R2123-1 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché accord-cadre à bons de commande pour une durée initiale d'1 an et qui pourra être reconduit une fois pour une durée d'1 an ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants

- Valeur technique 40%

Moyens humains, pédagogiques (13 points), Référent administratif (4 pt), Le nombre de formateurs (4 pt), Le CV des formateurs (5 pt), entre 0 et 5 ans d'expérience en formateur bureautique

Organisation administrative et Méthodologie proposée (22 points)

Référence du candidat dans le domaine concerné notamment auprès de collectivités territoriales (5 points dont 2 pt si références avec les Collectivités Territoriales) ;

- Valeur prix 60%

- qu'après analyse, l'entreprise ENI Service, 2A RUE BENJAMIN FRANKLIN - 44801 SAINT HERBLAIN, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché Prestations de formations bureautiques à l'entreprise ENI Service, marché passé sans minimum et avec un maximum de 43 000 € HT par année d'exécution.

Le marché prend effet à compter de novembre 2022. Il est conclu pour une durée d'1 an et pourra être reconduit une fois pour une durée d'1 an.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

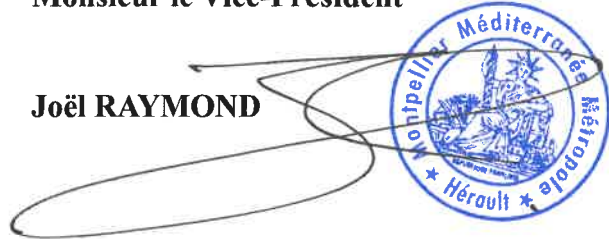
ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 OCT. 2022

Monsieur le Vice-Président

Joël RAYMOND



14 OCT. 2022

Publiée le :

Accusé de réception ~~14 OCT. 2022~~ Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M0B0033RI
"maintenance et assistance aux prestations
complémentaires du logiciel SOLIS" -
Avenant n°1- Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine « Développement économique, et numérique » ;
- VU la décision n°MD2020-921 attribuant le marché n°M0B0033RI « maintenance et assistance aux prestations complémentaires du logiciel SOLIS » à l'entreprise CITIZEN UP, pour un montant maximum de 80 000€HT et pour une durée de 4 ans (montant et durée toutes reconductions confondues).

CONSIDERANT :

- Le procès-verbal en date du 31 mars 2022 approuvant toutes les dispositions du projet de traité de fusion en date du 23/12/2021 par absorption de la société SAS CITIZEN, sise Le Mont Bernard 51 000 Châlons en Champagne immatriculée sous le numéro 420 871 717 RCS de Châlons-en-Champagne, déposé auprès du greffe du tribunal de commerce d'Aix-en-Provence et auprès du greffe du tribunal de Châlons-en-Champagne le 23/12/2021 et constatant la réalisation de la fusion de ARCHE MC2 avec CITYZEN à compter du 31/03/2022 ;

- Les nouveaux besoins pour faire développer un module (aides indirectes) complémentaire pour le Fonds Solidarité Logement ;

- L'article R2194-1 du Code de la Commande Publique selon lequel *« un marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence dans les conditions prévues par voie réglementaire, lorsque [...] 5° Les modifications ne sont pas substantielles »*

Il convient d'une part de substituer le nouveau titulaire ARCHE MC2, sise Domaine de la Parade 1600 Route des Milles 13 090 Aix en Provence, à l'ancien titulaire CITIZEN SAS et d'autre part de modifier la répartition des montants annuels indiqués dans l'Acte d'engagement (AE).

D E C I D E

ARTICLE 1 : De transférer le marché M0B0033RI « maintenance et assistance aux prestations complémentaires du logiciel SOLIS » à la société ARCHE MC2 et de modifier la répartition des montants annuels indiqués dans l'AE comme précisé dans l'avenant.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer cet avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal, budgets annexe tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 OCT. 2022

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 21 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la cession d'un tracteur
vétuste de marque Mc Cormick
immatriculé DD-668-XD équipé d'une
épareuse de marque Noremat - Centre 113
à Vendargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale, Commande publique et gestion active et optimisée du Patrimoine» ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un tracteur vétuste de marque Mc Cormick immatriculé DD-668-XD équipé d'une épareuse de marque Noremat ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver tracteur vétuste et qu'il convient de le céder ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède un tracteur vétuste de marque Mc Cormick immatriculé DD-668-XD équipé d'une épareuse de marque Noremat au Centre 113, sis 390 Les portes Domitiennes 34 740 à Vendargues.

ARTICLE 2 : Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 OCT. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIE



Publiée le : 28 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Énergie et Télécom

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un avenant n°1 au
marché n° M1B0114MG Dépose et
remplacement de la pompe à chaleur du
site Cap Omega - Autorisation de signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique
- VU la délibération n° 2020-96 du 15/07/2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU le marché n° M1B0114MG « Dépose et remplacement de la pompe à chaleur du site Cap Omega », notifié le 04/05/2022 à la société Bouygues E&S FM France, sise Parc Club du Millénaire Bât 5, 1025 rue Henri Becquerel, 34 935 Montpellier.

CONSIDERANT:

- que conformément à l'article R2194-7 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ne sont pas substantielles ;
- que dans le cadre du marché M1B0114MG, la prestation de raccordement de la nouvelle pompe à chaleur à la Gestion Technique Centralisée (GTC) présente sur le site ainsi que la mise à jour de cette dernière n'ont pas été effectuées ;
- que du fait de la disparition de cette prestation, il convient de la retirer du poste i-2-5 de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire ;
- que le montant initial pour la partie forfaitaire du marché est le suivant :
 - Taux de la TVA : 20%
 - Montant HT : 56 763,81 €
 - Montant TTC : 68 116,57 €
- que l'avenant 1 a une incidence financière sur le montant de l'accord-cadre :
Montant de l'avenant 1 pour la partie forfaitaire :
 - Taux de la TVA : 20%
 - Montant HT : - 2 329,90 €
 - Montant TTC : - 2 795,88 €
 - -4,1 % d'écart introduit par l'avenant :

Nouveau montant total du marché public pour la partie forfaitaire :

- Taux de la TVA : 20%
- Montant HT : 54 433,91 €
- Montant TTC : 65 320,69 €

D E C I D E

ARTICLE 1 : De signer un avenant n°1 au marché M1B0114MG « Dépose et remplacement de la pompe à chaleur du site Cap Omega » avec le titulaire, la société Bouygues E&S FM France.

ARTICLE 2 : de dire que l'avenant n°1 a une incidence financière sur le montant de la partie forfaitaire du marché. Le nouveau montant pour la partie forfaitaire est de 54 433,91 € HT soit 65 320,69 € TTC.

ARTICLE 3 : Les dépenses seront imputées sur le budget Principal et Annexe tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 visé à l'article 1 de la présente décision, et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 OCT. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 26 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un contrat de location
de locaux de courte durée entre
Montpellier Méditerranée Métropole et la
société "Les Associations Mutuelles Le
Conservateur" - Immeuble Etoile Richter
à Montpellier - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération n° 2020-96 du 15/07/2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- **CONSIDERANT :**
 - Que Montpellier Méditerranée Métropole est devenue propriétaire de l'immeuble situé au 80 Etoile Richter, Place Ernest Granier à Montpellier (34 000) suite à la signature d'un acte d'acquisition en date du 15 mars 2022 ;

- Que la société « Les Associations Mutuelles le Conservateur » dont le siège est situé 59 rue de la Faisanderie, 75 116 Paris, dispose d'un contrat de location conclu avec l'ancien propriétaire dudit immeuble, portant sur l'occupation de locaux situés au 3^{ième} étage d'une superficie 259,06 m², y compris les parties communes, correspondant au lot 414 ainsi que de 4 emplacements de parking situés au niveau -1 correspondant aux lots 1084 et 1087 ;
- Que par un courrier du 10/12/2021 adressé à l'ancien propriétaire, la société d'assurance « Associations mutuelles le conservateur » a donné son congé pour quitter les lieux loués au 31/10/2022 ;
- Que la société « Associations Mutuelles le Conservateur » a sollicité la Métropole afin de prolonger la location par la signature d'un bail précaire de courte durée prenant effet à partir du 1^{ier} novembre 2022 en raison d'un retard de travaux de rénovation dans des locaux acquis par la société et destinés à leur réaménagement ;
- Qu'il convient d'accorder à la société Les Associations Mutuelles le Conservateur un bail de courte durée pour une durée allant du 1^{ier} novembre 2022 au 30 juin 2023 ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat de location de courte durée avec la société « Les Associations mutuelles le conservateur », locataire de locaux dans l'immeuble situé au 80 Etoile Richter, Place Ernest Granier à Montpellier (34 000).

ARTICLE 2 : Le contrat de location concerne des locaux d'une superficie de 259,06 m² situés 3^{ième} étage de l'immeuble, y compris les parties communes, correspondant au lot 414, ainsi que 4 emplacements de parking situés au niveau -1 correspondant aux lots 1084 et 1087.

ARTICLE 3 : Le contrat de location arrivera prendra effet au 1^{ier} novembre 2022 pour s'achever le 30 juin 2023.

ARTICLE 4 : Le contrat est consenti pour un loyer trimestriel payable d'avance de 15 775,18 TTC charges comprises.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 OCT. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 28 OCT. 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 28 OCT. 2022
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Expertise Financière

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au transfert d'emprunts
conclus par Montpellier Méditerranée
Métropole auprès du Crédit Foncier
affectés au budget annexe Assainissement
suite à la Création d'une Régie Unique "au
et Assainissement"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment de procéder, dans les conditions définies par la délibération du Conseil portant cadre de la gestion active de dette et de trésorerie, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux, et les opérations de réaménagement de dette, procéder à la réalisation des conventions d'ouverture de crédit de trésorerie et la gestion du programme obligataire court terme (NEU-CP), prendre les décisions mentionnés au III de l'article L.1618-2 et au a de l'article L.2221-5-1 sous réserve des dispositions du c de ce même article, et passer à cet effet les actes nécessaires,
- VU la délibération n°MD2022-28 du 25 janvier 2022 relative à la définition du cadre de gestion active de la dette et de la trésorerie de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice 2022,
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Renaud CALVAT en qualité de 1^{er} Vice-Président le 15 juillet 2020,

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT dans les domaines des Finances, des Politiques contractuelles et de la Coopération avec les communes,
- VU la délibération n°MD2021-102 du 29 mars 2021 actant le choix d'une gestion en régie du service public de l'assainissement à compter du 1^{er} janvier 2023,
- VU la délibération n°MD2021-612 du 14 décembre 2021 portant création d'une Régie unique d'eau potable et d'assainissement, et approuvant la modification des statuts de la Régie des eaux,
- **CONSIDERANT** que la création de la régie unique de l'eau et de l'assainissement emporte de droit le transfert des contrats d'emprunts relatifs au budget Assainissement,

DECIDE

ARTICLE 1 : Les contrats d'emprunts réalisés par Montpellier Méditerranée Métropole auprès du Crédit Foncier et affectés au budget annexe Assainissement de la Métropole de Montpellier sont transférés à la Régie de l'Eau et de l'Assainissement au 1^{er} janvier 2023.

ARTICLE 2 : la Régie de l'Eau et de l'Assainissement s'engage à régler toutes les sommes dues à hauteur du capital restant dû au 1^{er} janvier 2023.

ARTICLE 3 : Les contrats concernés sont les suivants :

Les deux contrats ci-dessous sont transférés intégralement :

Montant Initial	2 464 000 €	536 000 €
N° de contrat	7780551U / C704406	7780551U / C704407
CRD à transférer au 31/12/2022	1 329 770.65 €	289 268.19 €
Taux d'intérêt	Taux fixe 4.98%	Taux fixe 4.98%
Amortissement	Annuel	Annuel
Echéance finale	01/12/2033	01/12/2033

Le contrat ci-dessous est transféré partiellement (car affecté partiellement au budget assainissement)

	Part transférée	Part conservée par Montpellier Méditerranée Métropole
Montant Initial	8 000 000 €	22 000 000 €
N° de contrat	7780826G / C704749	7780826G / C704749
CRD à transférer au 31/12/2022	4 266 666.67 €	11 733 333.33 €
Taux d'intérêt	Taux fixe 4.34%	Taux fixe 4.34%
Amortissement	Trimestriel	Trimestriel
Echéance finale	19/12/2038	19/12/2038

Les pièces nécessaires à la réalisation de ces opérations seront signées par les parties intéressées.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'ensemble des pièces nécessaires à la réalisation de ces opérations, et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

20/10/2022

Monsieur le Premier Vice-Président

Renaud CALVAT



Publiée le : 24 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire :

Envoi Préfecture : 24 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Marché M8D0022EP de maintenance et
réparation des ouvrages d'art
Décision modificative**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif aux marchés publics;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président délégué aux Voiries et à l'Espace Public ;
- VU la décision n°MD2019-823 attribuant les lots n°1 et 2 du marché M8D0022EP de maintenance et réparation des ouvrages d'arts aux groupements d'entreprises suivants, pour un montant minimum annuel de 100 000 € HT et un maximum annuel par lot de 1 000 000 euros HT et pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois par tacite reconduction.
 - lot 1 : Ouvrages d'art hors Montpellier : groupement d'entreprises COFEX Méditerranée / DEMATHIEU BARD – IGC MEDITERRANEE ;
 - lot 2 : Ouvrages d'art sur Montpellier : groupement d'entreprises DEMATHIEU BARD Construction – IGC MEDITERRANEE / COFEX Méditerranée.

Considérant :

- qu'il est nécessaire que le marché précité puisse s'exécuter sur tous les budgets de Montpellier Méditerranée Métropole.
- que de fait, il est nécessaire de modifier la décision n°2019-823.

DECIDE

ARTICLE 1 : de dire que les dépenses relatives au marché M8D0022EP de maintenance et réparation des ouvrages d'art seront imputées sur les budgets principal et annexes de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

ARTICLE 2 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Responsable du service gestion comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 OCT. 2022

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 26 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de
résidence artistique de l'auteur Philippe
MALONE au sein de la résidence littéraire
Lattara - Approbation - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la signature des conventions à objet culturel, hors champ de la commande publique, représentant un engagement financier pour la Métropole inférieur ou égal à 50 000 € HT ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO, vice-président délégué à la culture et au patrimoine historique ;

CONSIDERANT :

- Que la résidence de création littéraire Lattara accueille des écrivains et permet également de soutenir la création culturelle en lien avec des acteurs culturels dans le cadre de partenariats extérieurs ;
- Que l'association la Baignoire promeut et diffuse les auteurs de textes destinés à la scène et, en l'occurrence, Philippe AYRAULT dit Philippe MALONE, dans le cadre de sa programmation

DECIDE

ARTICLE 1 : d'approuver la convention de résidence entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Baignoire et Philippe AYRAULT dit Philippe MALONE aux termes de laquelle ce dernier sera accueilli à titre gratuit dans la résidence littéraire Lattara du 27 novembre au 11 décembre 2022

ARTICLE 2 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention de résidence et tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

20/10/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 24 OCT. 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 24 OCT. 2022
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:
- convention_residence_Philippe_Malone_La_Baignoire.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché d'assistance
à maîtrise d'ouvrage - Programmation
muséographique et technique pour
l'extension du Musée Fabre de Montpellier
- Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine « Culture et Patrimoine »
- VU la convention de mandat en date du 30 mai 2022 au bénéfice de SA3M Montpellier ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de réaliser des études préalables à la construction de l'extension du Musée Fabre ;
- Qu'une procédure adaptée a été lancée conformément à l'article L.2123-1 du Code de la

commande publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commandes pour une durée de 4 ans ;

- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- ° Prix : 30 % ;
- ° Valeur technique : 70 % ;

- Qu'après analyse, le groupement AB Programmation – Paris 13^{ème} – mandataire du groupement, CORPUS Architecture, L. GAUDENZI, FUTUR ANTERIEUR, CETRAC Ingénierie, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la programmation muséographique et techniques pour l'extension du musée Fabre à Montpellier, au groupement AB Programmation - mandataire du groupement-, CORPUS Architecture, L. GAUDENZI, FUTUR ANTERIEUR, CETRAC Ingénierie, pour un montant de 190 000 € HT maximum. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 4 ans.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 24 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture 24 OCT. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une acquisition foncière
pour la réalisation de la ligne 5 de tramway
- Boulevard Paul Valéry à Montpellier,
IT81 - PLANES**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRECHE, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRECHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

- **VU** l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon.

CONSIDERANT :

- que 160 m² du bien immobilier sis boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, cadastré section IT n° 81 appartenant à l'indivision PLANES, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur la parcelle cadastrée section IT n° 81.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 160 m² du bien immobilier sis boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, cadastré section IT n° 81 appartenant à l'indivision PLANES.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 16 925 € (SEIZE MILLE NEUF CENT VINGT CINQ EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par l'indivision PLANES et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 6 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par l'indivision

PLANES.

ARTICLE 7 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **17 OCT. 2022**

Monsieur le Président

Michael DELAFOSSE



Publiée le : 18 OCT. 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire **18 OCT. 2022**
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 20220426_UF3310-avis-domaine-AR-2022-34172-30410 DS 8541700-IT81.pdf
- 20221006_UF3310 AT Signée Riv.pdf
- 20221006_UF3310 PPA Signée Riv.pdf
- 20221006_UF3310 PUV signée Riv.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une acquisition foncière
pour la réalisation de la ligne 5 de tramway
- 2, rue de L'Escoutadou et 2223,
boulevard Paul Valéry à Montpellier - IK
n°271, IK n°274 et IL n°505 - SCI
SODECLA**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRECHE, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRECHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération

5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon.

CONSIDERANT :

-que les lots 830 et 855, sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, propriété de la SCI SODECLA, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;

- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert lots 830 et 855, sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, propriété de la SCI SODECLA.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 8 300 € (HUIT MILLE TROIS CENT EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction ;
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par la SCI SODECLA et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction ;
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM , conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 17 OCT. 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire 18 OCT. 2022

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 20220707_UF4890-lot830-855-avis-domaine-2022-34172- 51200DS9196040.pdf
- 20221004_UF4890 - Lots 830 855 - PPA signée Riv.pdf
- 20221004_UF4890 - Lots 830 855 - PUV signée Riv.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Commune de Lattes - Décision relative à
l'acquisition de la parcelle cadastrée
section CI n°36**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en-dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la promesse unilatérale de vente en date du 07 octobre 2022 par laquelle la Société Anonyme Grand Sud représenté par son Liquidateur Monsieur Michel MONTLAUR promet de céder à Montpellier Méditerranée Métropole, au prix de 60 345 €, la parcelle cadastrée CI 36, d'une superficie cadastrale de 2235 m²,

- **CONSIDERANT** la nécessité d'acquérir ce bien immobilier, partie intégrante du domaine routier métropolitain et dont la régularisation est indispensable.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la Société Anonyme Grand Sud représentée par son liquidateur Monsieur Michel MONTLAUR la parcelle cadastrée CI 36 sur la commune de Lattes, d'une superficie cadastrale de 2235 m².

ARTICLE 2 : L'acquisition aura lieu moyennant le prix de 60 345 € (soixante mille trois cent quarante-cinq euros) majoré des frais d'actes notariés à la charge de la Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget général de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'acte authentique constatant l'acquisition du bien visé à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25 OCT. 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 26 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la vente de trois
emprises - Ancien chemin déclassé - Rue de
l'Abreuvoir - Commune de Saussan**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 € ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU La décision n° MD 2022-449 en date du 24 mai 2022, relative au déclassement du domaine public d'un ancien chemin non cadastré, en impasse, sur la commune de Saussan ;
- VU la demande de Monsieur Jacques FAURE, propriétaire riverain, d'acquérir les trois parcelles créées sur l'emprise de l'ancien chemin déclassé débouchant rue de l'Abreuvoir à Saussan ;
- VU l'estimation de France Domaine n° 2022-34295 – 61620 en date du 7 septembre 2022 qui évalue le bien à 50 €/m² ;
- VU l'accord de Monsieur Jacques FAURE par mail en date du 27 septembre 2022 pour acquérir la totalité de l'emprise du chemin déclassé au prix fixé par France Domaines, après la purge du droit

de priorité notifié aux riverains ;

- **CONSIDERANT** qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver ces trois parcelles créées et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées dans ce secteur, dans la mesure où il s'agit d'une ancienne impasse à l'abandon ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole vend à Monsieur Jacques FAURE la totalité de l'emprise d'un ancien chemin déclassé du domaine public, soit 3 parcelles nouvellement cadastrées AH 440 pour 48 m², AH 439 de 13 m², et AH 438 de 6 m², pour une emprise totale de 67 m².

ARTICLE 2 : La transaction aura lieu au prix fixé par France Domaine, soit 50 €/m², ce qui représente un montant total de 3 350 €. La recette correspondant à cette transaction sera affectée au budget de la Métropole.

ARTICLE 3 : L'acte notarié de transfert de propriété sera rédigé aux frais de l'acquéreur.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 OCT. 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 21 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- plan cadastral
- estimation des domaines 7 sept 2022.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une acquisition foncière
pour la réalisation de la ligne 5 de tramway
- 2223 boulevard Paul Valéry à Montpellier
- lot 852 - IK n°271, IK n°274 et IL n°505 -
propriété de la SC INOVE**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRECHE, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRECHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-

638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon.

- **CONSIDERANT** que le lot 852, sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées lieu-dit 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, propriété de la SC INOVE, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;

- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert le lot 852, sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées lieu-dit 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, propriété de la SC INOVE.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 4 200 € (QUATRE MILLE DEUX CENT EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par la SC INOVE et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 OCT. 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 18 OCT. 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **18 OCT. 2022**
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 20220331_UF4890-lot852-Avis domaine_2022.34172.23267-DS8243449.pdf
- 20220922_UF4890 Lot 852 - PPA signée par Tous.pdf
- 20220922_UF4890 Lot 852 PUV signée Riv.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une acquisition foncière
pour la réalisation de la ligne 5 de tramway
- 2223, boulevard Paul Valéry à
Montpellier - lots 814 et 815 - parcelles IK
n°271, IK n°274 et IL n°505 - SCI ADMG
IMMO**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRECHE, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRECHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération

5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

- **VU** l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon ;

- **CONSIDERANT** que les lots 814 et 815, sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, propriété de la SCI ADMG IMMO, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;

- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert les lots 814 et 815, sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, propriété de la SCI ADMG IMMO.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 8 400 € (HUIT MILLE QUATRE CENT EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par la SCI ADMG IMMO et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM , conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

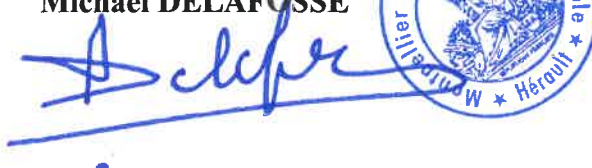
ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole

et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 OCT. 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 18 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **18 OCT. 2022**

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 20220331_UF4890 - Lots 814-815 Avis domaine.pdf
- 20220926_UF4890 - Lots 814-815 PPA signée Riv.pdf
- 20220926_UF4890 - lots 814-815 PUV signée Riv.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une acquisition foncière
pour la réalisation de la ligne 5 de tramway
- 2223, boulevard Paul Valéry à
Montpellier - Lots 828 et 829 - parcelles IK
n°271, IK n°274 et IL n°505 - SCI
ARIELLE REMY**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRECHE, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRECHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération

5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

- **VU** l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon ;

- **CONSIDERANT** que les lots 828 et 829, sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées lieu-dit 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, propriété de la SCI ARIELLE REMY, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;

- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert les lots 828 et 829, sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, propriété de la SCI ARIELLE REMY.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 8 300 € (HUIT MILLE TROIS CENT EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par la SCi ARIELLE REMY et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM , conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole

et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 OCT. 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 18 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **18 OCT. 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 20220519_UF4890 LOTS 828 829 - Avis domaine Valeur sans bien occupé.pdf
- 20220929_UF4890 Lots 828-829 - PPA signée Riv.pdf
- 20220929_UF4890 Lots 828-829 - PUV signée Riv.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une acquisition foncière
pour la réalisation de la ligne 5 de tramway
- 2223, boulevard Paul Valéry à
Montpellier - lot 833 - parcelles IK n°271,
IK n°274 et IL n°505 - SCI LES
THOUARINES**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRECHE, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRECHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération

5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

- **VU** l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon ;

- **CONSIDERANT** que le lot 833, sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, propriété de la SCI LES THOUARINES, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;

- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert le lot 833, sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, propriété de la SCI LES THOUARINES.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 4 200 € (QUATRE MILLE DEUX CENT EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par la SCI LES THOUARINES et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM , conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole

et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 OCT. 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE

The image shows a blue ink signature of Michaël DELAFOSSE written over a circular official stamp. The stamp contains the text "Montpellier Méditerranée Métropole" around the top and "Herault" at the bottom, with a central emblem featuring a sun and a figure.

Publiée le : 18 OCT. 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 18 OCT. 2022
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 20220317_UF4890 Lot 833 Avis domaine.pdf
- 20221003_UF4890 Lot 833 PPA Sign Riv.pdf
- 20221003_UF4890 Lot 833 PUV Sign Riv.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Décision relative à l'acquisition de la Halle de l'Innovation - Quartier Cambacérès à Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise Foncière ;
- VU le traité de concession signé en date du 16 octobre 2013 entre la Métropole et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour la réalisation du quartier aujourd'hui dénommé Cambacérès, et son avenant n°1 en date du 14 février 2014 confiant à la SA3M la réalisation du bâtiment dénommé la Halle de l'Innovation sur une assiette foncière totale de 3 618 m² composée d'emprises à prendre sur les parcelles SO 61 pour 1774 m², 57 pour 1268 m² et 32 partie a pour 576 m² ;

- **VU** le dernier Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la ZAC Cambacérès approuvé par la délibération du Conseil de Métropole n°2022-421 en date du 4 octobre 2022 fixant le montant du rachat du bâtiment à 14 767 000 € HT,

- **VU** l'avis des services du pôle d'évaluation domaniale en date du 16 septembre 2022 ;

- **CONSIDERANT** la nécessité d'acquérir auprès de la SA3M le bâtiment dénommé de la Halle de l'Innovation dans le cadre de l'exercice de la compétence développement économique afin d'accueillir une cinquantaine d'entreprises dans le domaine de l'Innovation ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole, les parcelles SO 61 partie a pour 1 774 m², SO 57 partie a pour 1268 m² et SO 32 partie a pour 576 m², soit une superficie totale de 3 618 m², représentant l'assiette foncière du bâtiment de l'Halle de l'Innovation, bâtiment d'une surface de plancher de 7 560 m².

ARTICLE 2 : L'acquisition aura lieu moyennant le prix de 14 767 000 € (quatorze millions sept cent soixante sept mille euros) hors taxes, les frais d'actes restant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses liées à cette affaire sont prévues au budget général de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçue délégation est autorisée à signer l'acte authentique d'achat visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame Le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25 OCT. 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 26 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- d-30726_PLAN-DE-DIVISION-PROJET-L.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'autorisation d'accès
aux emprises ferroviaires - Ligne Le Crès
Vendargues - Études préalables pour la
réalisation du Bustram**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'urbanisme et la maîtrise foncière ;
- VU le tracé de la ligne du BUSTRAM et de la voie verte V70 sur les communes de Le Crès et Vendargues,
- VU le projet d'autorisation d'accès aux emprises ferroviaires portant sur la ligne Le Crès Vendargues, dont l'assiette foncière est composée des parcelles cadastrées BE 33 et BL 337, sur la commune du Crès puis sur la commune de Vendargues, BA34, BB 217, BB 237, BD 304, BA 36, BB 128, BB 159, BB 209, prévoyant la possibilité pour la Métropole ou toute personne dûment habilitée par elle, de pénétrer sur les emprises ferroviaires pendant une durée de deux ans ;

- **CONSIDERANT** la nécessité pour Montpellier Méditerranée Métropole de réaliser les études préalables aux travaux d'aménagement du Bustram et de la voie verte en anticipation de la signature du transfert de gestion qui interviendra après la fermeture administrative de la ligne ferroviaire entre le Crès et Vendargues ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe avec SNCF RESEAU une autorisation d'accès aux emprises ferroviaires portant sur la ligne Le Crès Vendargues, dont l'assiette foncière est composée des parcelles cadastrées BE 33 et BL 337, sur la commune du Crès puis sur la commune de Vendargues, BA34, BB 217, BB 237, BD 304, BA 36, BB 128, BB 159, BB 209, pour une durée de deux ans.

ARTICLE 2 : Cette autorisation d'accès est consentie sans contre-partie financière.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'autorisation d'accès mentionnée à l'article 1.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25 OCT. 2022

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 26 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- emprises ferroviaires.pdf
- AUTORISATION-ACCES-LIGNE FERROVIAIRE.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une acquisition foncière
pour la réalisation de la ligne 5 de tramway
- 2223, boulevard Paul Valéry à
Montpellier - Lots 830 et 855 - parcelles IK
n°271, IK n°274 et IL n°505 - SCI
SODECLA**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRECHE, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRECHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération

5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

- **VU** l'arrêté préfectoral n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, sur un secteur de 3.7 Km allant du rond-point Paul FAJON à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'E.A.I, avec mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier sur ce tronçon ;

- **CONSIDERANT** que les lots 830 et 855, sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, propriété de la SCI SODECLA, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;

- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert lots 830 et 855, sur l'assiette de la copropriété Les Collines d'Estanove parcelles cadastrées IK n°271, IK n°274 et IL n°505, situées 2, rue de L'Escoutadou et 2223, boulevard Paul Valéry à MONTPELLIER, propriété de la SCI SODECLA.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 8 300 € (HUIT MILLE TROIS CENT EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par la SCI SODECLA et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Laurent SENIGOUT, Directeur Général de TaM , conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole

et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 OCT. 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 18 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **18 OCT. 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 20220707_UF4890-lot830-855-avis-domaine-2022-34172- 51200DS9196040.pdf
- 20221004_UF4890 - Lots 830 855 - PPA signée Riv.pdf
- 20221004_UF4890 - Lots 830 855 - PUV signée Riv.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à des mandats spéciaux -
Présentation d'une mission opérationnelle
à Heidelberg - Autorisation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'octroyer tout mandat spécial à un ou plusieurs conseillers communautaires pour représenter le Conseil de Métropole, entraînant un déplacement sur le territoire national ou international et pour lequel leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ; d'approuver les déplacements nationaux et internationaux auxquels les agents de la Métropole peuvent être appelés à participer et pour lesquels leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ; d'approuver les cas dans lesquels des personnalités extérieures peuvent être invitées à se joindre à une délégation de la Métropole en raison de leur compétence ou de leur représentativité ainsi que les cas dans lesquels de telles personnalités peuvent être accueillies par la Métropole ; les frais induits pouvant alors être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ;

CONSIDERANT

- Qu'à la suite de l'invitation de Monsieur le Maire de Heidelberg, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole souhaite, en complément de la délégation de la Ville de Montpellier, envoyer une délégation composée de Julie FRÊCHE, Vice-Présidente déléguée au Transport et aux Mobilités actives, de Clare HART, Vice-Présidente déléguée au Rayonnement international et à la Coopération européenne, de Hervé MARTIN, Conseiller

métropolitain, et du directeur du pôle Mobilité, à Heidelberg, en Allemagne, du 11 au 13 septembre 2022, afin de participer à une mission exploratoire ;

- Que les liens de coopération entre Montpellier et Heidelberg, depuis 60 ans, souhaitent être renforcés et étendus aux axes de coopération dans les domaines de la mobilité, de l'aménagement urbain, du sport et de la jeunesse ;
- Qu'il convient d'autoriser la prise en charge des frais liés à ce déplacement, pour les membres de la délégation ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'accorder des mandats spéciaux à Julie FRÊCHE, Vice-Présidente déléguée au Transport et aux Mobilités actives, de Clare HART, Vice-Présidente déléguée au Rayonnement international et à la Coopération européenne, de Hervé MARTIN, Conseiller métropolitain, et du directeur du pôle Mobilité, pour le déplacement à Heidelberg, du 11 au 13 septembre 2022.

ARTICLE 3 : D'autoriser la prise en charge des frais de déplacement, des frais de restauration et autres frais divers des membres de la délégation (estimés à 3 000 €).

ARTICLE 4 : De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les documents relatifs à cette affaire.

**Montpellier, le** 02 NOV. 2022
Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 02 NOV. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 02 NOV. 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Gestion Comptable

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la modification de
l'adresse de la régie du Parking de l'Hôtel
de Ville à la suite du changement de
prestataire**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de créer, modifier, supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole ;
- VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22 ;
- VU le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée ;
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT en qualité de Premier Vice-Président délégué aux Finances ;

-VU la délégation de fonction aux Finances, aux Politiques contractuelles et à la Coopération avec les communes, données à Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président et notamment celle de créer, de modifier et de supprimer les régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole ;

-VU la décision n° D2015-697 du 8 décembre 2015, portant création d'une régie de recettes pour les droits de stationnement (parking Hôtel de Ville) à Montpellier, auprès du Pôle des Mobilités de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'avis conforme du 14 octobre 2022, du Responsable du SGC Métropole,

CONSIDERANT, la nouvelle attribution par marché au prestataire TAM, l'adresse de la régie du parking de l'Hôtel de Ville est modifiée ;

D E C I D E

La décision n° D2015-697 modifiée est corrigée comme suit :

ARTICLE 1 : Il est institué une régie de recettes pour le parking Hôtel de Ville, auprès du Pôle des Mobilités de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Cette régie est installée dans les locaux de la TAM, 125 rue Léon-Trotsky – 34075 Montpellier.

ARTICLE 3 : La régie encaisse les produits suivants :

- droits de stationnement dans le parking,
- cartes d'abonnement.

ARTICLE 4 : Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- en espèces,
- par carte bancaire,
- par chèque,
- par virement (bancaire, mandat administratif),
- par prélèvement automatique.

Elles sont perçues contre remise à l'utilisateur de tickets de reçu magnétique issus de la caisse automatique, factures ou cartes d'abonnement.

ARTICLE 5 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualités auprès de la Trésorerie Générale.

ARTICLE 6 : L'intervention de mandataires à lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

ARTICLE 7 : Un fonds de caisse d'un montant de 2 600 € est mis à disposition du régisseur.

ARTICLE 8 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 200 000 €.

ARTICLE 9 : Le régisseur est tenu de verser auprès du SGC Métropole le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 8, et au minimum une fois par mois.

ARTICLE 10 : Le régisseur verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des justificatifs des opérations de recettes tous les mois et obligatoirement :

- au 31 décembre de chaque année,

- en cas de changement de régisseur,
- au terme de la régie.

ARTICLE 11 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 12 : Le régisseur bénéficie du régime indemnitaire lié à ses fonctions, défini par l'assemblée délibérante et précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 13 : Le mandataire suppléant ne percevra pas d'indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 14 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Responsable du SGC Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20/10/2022

Monsieur le Premier Vice-Président

Renaud CALVAT



Publiée le : 24 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Gestion Comptable

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la modification de la
régie d'avances des Moyens Généraux et
des Bâtiments - Augmentation du montant
de l'avance**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de créer, modifier, supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole ;
- VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- VU le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- VU la délibération n°M2022-63 en date du 22 mars 2022 portant instauration du régime

indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) et son annexe 2 fixant la part IFSE sujétions attribuée aux régisseurs et mandataires suppléants ;

- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT en qualité de Premier Vice-Président délégué aux Finances ;

-**VU** la délégation de fonction aux Finances, aux Politiques contractuelles et à la Coopération avec les communes, donnée à Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, et notamment celle de créer, de modifier et de supprimer des régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,

-**VU** la décision n°2018-330 modifiée, du Président du Conseil de Communauté en date du 23 avril 2018 portant création d'une régie d'avances auprès de la Direction des Bâtiments,

- **VU** la décision n°MD2021-434 en date du 28 avril 2021 relative à l'ajout d'une dépense ;

- **VU** l'avis conforme du 14 octobre 2022 , de Monsieur le Responsable du SGC,

CONSIDERANT, que pour assurer le bon fonctionnement de la régie d'avances des Moyens Généraux et des Bâtiments, il convient d'augmenter le montant de l'avance.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La décision n° MD2018-330 modifiée, du Président du Conseil de Communauté en date du 23 avril 2018 a institué une régie d'avance auprès de la Direction des Bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole, elle est corrigée comme suit.

ARTICLE 2 : Cette régie est installée 50, place Zeus - 34961 Montpellier.

ARTICLE 3 : La régie paie les dépenses suivantes :

- dépenses de matériel et de fonctionnement (achat de petites fournitures),
- règlement des dépenses de cartes grises par internet,
- location de matériel,
- frais de carburant et *carburant (charge) électrique*,
- règlement des avertisseurs de zones de danger par internet.

ARTICLE 4 : Les dépenses désignées à l'article 3 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- en espèces,
- par chèque,
- par carte bancaire.

ARTICLE 5 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualités auprès de la Direction Départementale des Finances Publiques.

ARTICLE 6 : L'intervention de mandataires à lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

ARTICLE 7 : Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 3 000 €.

ARTICLE 8 : Le régisseur verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des justificatifs des opérations de paiement tous les mois et obligatoirement :

- au 31 décembre de chaque année,
- en cas de changement de régisseur,
- au terme de la régie.

ARTICLE 9 : Le régisseur est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 10 : Le régisseur bénéficie du régime indemnitaire lié à ses fonctions définies par l'assemblée délibérante et précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 11 : Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 12 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Responsable du SGC sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20/10/2022

Monsieur le Premier Vice-Président

Renaud CALVAT



Publiée le : 24 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 24 OCT. 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété SCI LE
CAP - Terrain supportant une station de
lavage automobiles - Parcelle BC 67 - 570
route de Nîmes - Commune de Le Crès**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans le domaine de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme opérationnel et de la Maîtrise foncière ;

- VU l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2016 portant création de la Zone d'Aménagement Différé « Le Camp Bertrand » et désignant la Commune de LE CRES comme titulaire du droit de préemption ;
- VU l'étude hydraulique du 21 mai 2016 réalisée dans le cadre des études préalables au réinvestissement urbain du secteur dit de la RM 613 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole en date du 18 novembre 2019 approuvant le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) révisé ;
- VU la déclaration d'intention d'aliéner en date du 28 juillet 2022, envoyée par Maître SOUCHE notaire à Pérols, reçue en Mairie de LE CRES le 1^{er} août 2022, concernant la vente par la société SCI LE CAP, d'un terrain occupé supportant une station de lavage automobiles, situé 570 route de Nîmes, cadastré section BC 67, au prix de 407.310 € ;
- VU la délibération de la Commune de LE CRES du 12 septembre 2022, déléguant à Montpellier Méditerranée Métropole le droit de préemption à l'occasion de l'aliénation de ce bien ;
- VU le constat dressé le 5 octobre 2022 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme ;
- VU l'avis de France domaine ;

CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain et de gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;
- que cette parcelle est impactée par l'emplacement réservé n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune destiné à l'aménagement de la route métropolitaine RM 613 afin d'accueillir le Trambus et permettre sa requalification ;
- qu'une opération de requalification urbaine est envisagée sur ce secteur stratégique métropolitain en complément de la requalification de la RM 613 et de sa desserte par le Trambus ;
- que cette parcelle est aussi concernée par la réalisation d'un ouvrage de réparation hydraulique du secteur. Que cet ouvrage hydraulique fait partie de l'ensemble des travaux et ouvrages que la Métropole doit entreprendre le long de la voie ferrée Sète à Tarascon, ces importants travaux étant un préalable au projet métropolitain de requalification de la RM 613 ;
- que dans ces conditions, l'acquisition de cette parcelle est indispensable en vue de réaliser les projets énoncés ci-dessus, projets conformes aux articles L.210-1 et L.300-1 du code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de réaliser des équipements collectifs, de mettre en œuvre un projet urbain et de permettre le renouvellement urbain ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété de la SCI LE CAP, un terrain occupé supportant une station de lavage automobiles, situé 570 route de Nîmes, cadastré section BC 67.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien occupé est fixé à 250.000 €, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **25 OCT. 2022**

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 25 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **25 OCT. 2022**

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Innovation Politiques Contractuelles Système d'Information Géographique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'adhésion de
Montpellier Méditerranée Métropole au
réseau Centre Français des Fonds et
fondations (CFF)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de d'autoriser, au nom de la Métropole, l'adhésion à tout organisme (association...) dès lors que le montant de cette adhésion est inférieur à 10 000€, et autoriser le renouvellement de l'adhésion (sans limite de montant) aux associations et organismes dont elle est déjà membre ;

CONSIDERANT :

- Que le Centre Français des Fonds et fondations (CFF), fondé à l'initiative de sept fondations françaises, basé à Paris, rassemble tous les fonds et fondations et plus largement les organismes collectant ou distribuant des dons en mécénat ;
- Que le CFF met à disposition des fondations, fonds de dotation et structures mécénat une plateforme d'échanges et de mise en commun d'expériences afin d'apporter des conseils pour accompagner la création et le développement du mécénat et de représenter les intérêts communs des fondations et fonds ;
- Que ce réseau favorise les échanges sur des enjeux stratégiques tels que le climat, l'éducation, les personnes en fragilité humaine, sur les territoires et fondations, la gestion financière, les stratégies de soutien et la notion d'impact ;

- Que Montpellier Méditerranée Métropole développe son activité mécénat et a toute légitimité à se joindre au cercle thématique « Territoires et Fondations » qui a pour but de contribuer au développement du ou des territoires dans lesquels elle opère.
- Que les échanges et le travail collaboratif entre adhérents permettent une montée en compétence, en compréhension de secteur et que Montpellier Méditerranée Métropole gagnera en expériences et réflexions sur les sujets essentiels tels que de le développement durable, l'écologie, la transition énergétique ;
- Que dès 2022, l'adhésion au CFF est particulièrement indispensable pour accompagner la stratégie du mécénat dans sa priorisation des politiques publiques à soutenir ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole au réseau CFF dès 2022 qui s'élève à 500 € pour un an glissant.

ARTICLE 2 : De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation de fonction, à signer tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole de Montpellier et Monsieur le Trésorier sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 OCT. 2022

Monsieur le Président

Michael DELAFOSSE



Publiée le : 21 OCT. 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire : 21 OCT. 2022
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la garantie d'emprunts
d'opérations d'investissement et de
réaménagement de dette réalisés par
l'OPH ACM Habitat - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Claudine VASSAS-MEJRI en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI dans le domaine de « l'Habitat, du Logement et des Parcours résidentiels » ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;
- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2022-277 du 26 juillet 2022 ;

- **VU** les contrats de prêt n°DD19760159 et n°DD19760260 en annexe signés entre ACM Habitat, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ci-après l'Emprunteur, et ARKEA Banque Entreprises et institutionnels ;

Considérant :

- que dans le cadre de la gestion active de sa dette, ACM Habitat, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ci-après l'Emprunteur, souhaite réaménager 9 prêts initialement octroyés par la Caisse des Dépôt et Consignations, par deux prêts à taux fixes très compétitifs contractés auprès de la banque ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels ;

- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de réitérer sa garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement de 9 lignes de prêt réaménagées d'un montant total de 20 000 000 €, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans les contrats de prêt n°DD19760159 et n°DD19760260 joints en annexe et faisant partie intégrante de la présente décision.

DÉCIDE

ARTICLE 1 : d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 100 % pour le remboursement des deux prêts de refinancement à taux fixes d'un montant total de 20 000 000 € souscrits par l'Emprunteur auprès de ARKEA Banque Entreprises et institutionnels, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions des contrats de prêt n°DD19760159 et n°DD19760260 joints en annexe et faisant partie intégrante de la présente décision.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de ARKEA Banque Entreprises et institutionnels, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des prêts.

ARTICLE 4 : Le Président s'engage à informer, sans délai, ARKEA Banque Entreprises et institutionnels de tout projet de réforme de la présente décision.

ARTICLE 5 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 OCT. 2022

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MEJRL



Publiée le : 27 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DD19760159.pdf
- DD19760260.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Convention de mise à disposition de l'Hôtel
d'Aurès à la Ville de Montpellier pour
l'événement Cœur de Ville en Lumières du
23 au 27 novembre 2022 - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public dans les conditions du code général de la propriété des personnes publiques (articles L. 2121-1 et suivants) à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric Penso, vice-Président délégué à la culture et au patrimoine historique ;

CONSIDERANT :

- que la Ville de Montpellier a sollicité auprès de Montpellier Méditerranée Métropole l'autorisation de disposer de l'Hôtel d'Aurès pour l'événement Cœur de Ville en lumières, la façade du bâtiment étant l'objet de projections les vendredi 25 et samedi 26 novembre 2022 ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité répondre favorablement à cette sollicitation en mettant à disposition l'Hôtel d'Aurès ;
- qu'il est nécessaire des temps de montage et démontage des installations techniques ;
- qu'il convient de formaliser les modalités de cette mise à disposition ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'approuver la convention d'autorisation d'occupation du domaine public avec la Ville de Montpellier, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : de dire que cette convention est conclue du mercredi 23 novembre 2022 jusqu'au dimanche 27 novembre 2022 09h et à titre gracieux ;

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

28/10/22

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 31 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 31 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention occupation Hôtel d'Aurès Ville coeur de ville en lumières.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une demande de
subvention auprès d'Hérault Energies -
Beaulieu Chemin du Ginestet -
Modification de la convention -
Approbation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver les demandes de subventions auprès d'organismes publics ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président délégué aux Voiries et à l'Espace Public ;
- VU la décision MD2022-037 autorisant la signature de la convention relative à l'opération de travaux d'électricité sur la commune de Beaulieu - Chemin de Ginestet, opération financée à 100% par Hérault Energies ;

Considérant :

- Que l'opération de travaux d'électricité prévue initialement a été modifiée pour y intégrer des travaux d'éclairage public nécessitant une participation de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Que le montant initial prévisionnel des travaux de 22 872,57 € TTC est désormais de 39 081,22 € TTC ;

- Que le nouveau montant total prévisionnel des travaux de 39 081,22 € TTC est décomposé comme suit :
 - Travaux d'électricité : 34 730,75 € TTC ;
 - Travaux d'éclairage public : 4 350,47 € TTC ;
- Que le plan de financement des travaux est le suivant :
 - Subventions potentielles Hérault Energies : 29 387,56 € ;
 - TVA sur les travaux récupérée par Hérault Energies : 5 343,19 € ;
 - Montant à charge de la Métropole : 4 350,47 € TTC ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver le nouveau projet de travaux à Beaulieu – Chemin du Ginestet pour un montant prévisionnel global des travaux de 39 081,22 € TTC ;

ARTICLE 2 : D'accepter le plan de financement proposé par Hérault Energies et de solliciter les financements et subventions les plus élevées possibles de la part d'Hérault Energies ;

ARTICLE 3 : De dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole ;

ARTICLE 4 : D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou toute personne ayant reçu délégation, à signer la convention à venir ainsi que tout document relatif à cette affaire, et ce dans la limite de 20% supplémentaires du montant prévisionnel acté par la présente décision.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Responsable du service gestion comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 OCT. 2022

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 26 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession d'un véhicule
vétuste de marque Renault Clio
immatriculé 190-APV-34 - Centre 113 à
Vendargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale, Commande publique et gestion active et optimisée du Patrimoine» ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Renault Clio immatriculé 190-APV-34 ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le céder ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède un véhicule vétuste de marque Renault Clio immatriculé 190-APV-34 au Centre 113, sis 390 Les portes Domitiennes, 34 740 à Vendargues.

ARTICLE 2 : Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 OCT. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 26 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession d'un véhicule
vétuste de marque Renault Clio
immatriculé EE-514-YL - Centre 113 à
Vendargues

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale, Commande publique et gestion active et optimisée du Patrimoine» ;
- **CONSIDÉRANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Renault Clio immatriculé EE-514-YL ;
- **CONSIDÉRANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le céder ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède un véhicule vétuste de marque Renault Clio immatriculé EE-514-YL au Centre 113, sis 390 Les portes Domitiennes, 34 740 à Vendargues.

ARTICLE 2 : Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 OCT. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 26 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession d'un véhicule
vétuste de marque Renault Clio
immatriculé EP-092-HZ - Centre 113 à
Vendargues

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale, Commande publique et gestion active et optimisée du Patrimoine» ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Renault Clio immatriculé EP-092-HZ ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le céder ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède un véhicule vétuste de marque Renault Clio immatriculé EP-092-HZ au Centre 113, sis 390 Les portes Domitienne, 34 740 à Vendargues.

ARTICLE 2 : Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 OCT. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDREN



Publiée le : 26 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession d'un véhicule
vétuste de marque Renault Kangoo
immatriculé EH-452-LP - Centre 113 à
Vendargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération n° 2020-96 du 15/07/2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale, Commande publique et gestion active et optimisée du Patrimoine» ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Renault Kangoo immatriculé EH-452-LP ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le céder ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède un véhicule vétuste de marque Renault Kangoo immatriculé EH-452-LP au Centre 113, sis 390 Les portes Domitiennes, 34 740 à Vendargues.

ARTICLE 2 : Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 OCT. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 26 OCT. 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 26 OCT. 2022
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession pour réforme
d'un véhicule de marque Renault Kangoo
immatriculé EL-543-HJ Centre 113 à
Vendargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération n° 2020-96 du 15/07/2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale, Commande publique et gestion active et optimisée du Patrimoine» ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Renault Kangoo immatriculé EL-543-HJ ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le céder ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède un véhicule vétuste de marque Renault Kangoo immatriculé EL-543-HJ au Centre 113, sis 390 Les portes Domitiennes, 34 740 à Vendargues.

ARTICLE 2 : Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 OCT. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 26 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession d'un véhicule
vétuste de marque Renault Kangoo
immatriculé AG-396-KQ - Centre 113 à
Vendargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération n° 2020-96 du 15/07/2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale, Commande publique et gestion active et optimisée du Patrimoine» ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Renault Kangoo immatriculé AG-396-KQ ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le céder ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède un véhicule vétuste de marque Renault Kangoo immatriculé AG-396-KQ au Centre 113, sis 390 Les portes Domitiennes, 34 740 à Vendargues.

ARTICLE 2 : Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 OCT. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 26 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession d'un véhicule
vétuste de marque Renault Kangoo
immatriculé FB-210-XK - Centre 113 à
Vendargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération n° 2020-96 du 15/07/2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale, Commande publique et gestion active et optimisée du Patrimoine» ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Renault Kangoo immatriculé FB-210-XK ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le céder ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède un véhicule vétuste de marque Renault Kangoo immatriculé FB-210-XK au Centre 113, sis 390 Les portes Domitiennes, 34 740 à Vendargues.

ARTICLE 2 : Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 OCT. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIAN



Publiée le : 26 OCT. 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 26 OCT. 2022
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession d'un véhicule
vétuste de marque Renault Trafic
immatriculé CZ-149-YK - Centre 113 à
Vendargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale, Commande publique et gestion active et optimisée du Patrimoine» ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Renault Trafic immatriculé CZ-149-YK ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le céder ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède un véhicule vétuste de marque Renault Trafic immatriculé CZ-149-YK au Centre 113, sis 390 Les portes Domitiennes, 34 740 à Vendargues.

ARTICLE 2 : Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 OCT. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDREY



Publiée le : 26 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession d'un véhicule
vétuste de marque Renault Twingo
immatriculé XQ-430-AP - Centre 113 à
Vendargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale, Commande publique et gestion active et optimisée du Patrimoine» ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Renault Twingo immatriculé XQ-430-AP ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le céder ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède un véhicule vétuste de marque Renault Twingo immatriculé XQ-430-AP au Centre 113, sis 390 Les portes Domitienne, 34 740 à Vendargues.

ARTICLE 2 : Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le 24 OCT. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 26 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession d'un véhicule
vétuste de marque Renault Mégane
immatriculé 292-APX-34 - Centre 113 à
Vendargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale, Commande publique et gestion active et optimisée du Patrimoine» ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Renault Megane immatriculé 292-APX-34 ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le céder ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède un véhicule vétuste de marque Renault Mégane immatriculé 292-APX-34 au Centre 113, sis 390 Les portes Domitiennes, 34 740 à Vendargues.

ARTICLE 2 : Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 OCT. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 26 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession d'un véhicule
vétuste de marque Citroën Jumper
immatriculé EP-061-LP - Centre 113 à
Vendargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale, Commande publique et gestion active et optimisée du Patrimoine» ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Citroën Jumper immatriculé EP-061-LP ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le céder ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède un véhicule vétuste de marque Citroën Jumper immatriculé EP-061-LP au Centre 113, sis 390 Les portes Domitiennes, 34 740 à Vendargues.

ARTICLE 2 : Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 OCT. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIAN



Publiée le : 26 OCT. 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture : 26 OCT. 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession d'un véhicule
vétuste de marque Citroën C2 immatriculé
682-AGW-34 - Centre 113 à Vendargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale, Commande publique et gestion active et optimisée du Patrimoine» ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Citroën C2 immatriculé 682-AGW-34 ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le céder ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède un véhicule vétuste de marque Citroën C2 immatriculé 682-AGW-34 au Centre 113, sis 390 Les portes Domitiennes, 34 740 à Vendargues.

ARTICLE 2 : Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 OCT. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRY



Publiée le : 26 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession d'un véhicule
vétuste de marque Iveco polybenne
immatriculé EL-183-HJ - Centre 113 à
Vendargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale, Commande publique et gestion active et optimisée du Patrimoine» ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Iveco Polybenne immatriculé EL-183-HJ ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le céder ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède un véhicule vétuste de marque Iveco Polybenne immatriculé EL-183-HJ au Centre 113, sis 390 Les portes Domitiennes, 34 740 à Vendargues.

ARTICLE 2 : Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 OCT. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 26 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession d'un véhicule
vétuste de marque Citroën C2 immatriculé
681-AGW-34 - Centre 113 Vendargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale, Commande publique et gestion active et optimisée du Patrimoine» ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Citroën C2 immatriculé 681-AGW-34 ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le céder ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède un véhicule vétuste de marque Citroën C2 immatriculé 681-AGW-34 au Centre 113, sis 390 Les portes Domitiennes, 34 740 à Vendargues.

ARTICLE 2 : Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 OCT. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIE



Publiée le : 26 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention
d'occupation précaire de locaux entre
Montpellier Méditerranée Métropole et la
société RAZEL-BEC - Locaux 3 avenue
Georges-Clemenceau à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire de locaux à usage de bureau situés au 3 avenue Georges-Clemenceau à Montpellier, parcelle cadastrée EV 0281 et EV0282 ;
- **CONSIDERANT** que la société RAZEL-BEC, filiale du groupe FAYAT, en charge de réaliser des travaux de réseaux humides anticipés dans le cadre du projet de la Ligne 5 de tramway, recherche un local afin de disposer d'un espace de Bureau et de parking ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe une convention d'occupation précaire avec la société RAZEL-BEC agence Languedoc, sise CS 20030, 34 433 Saint Jean de Védas cedex.

ARTICLE 2 : La convention porte sur un espace de bureaux de 143 m² ainsi que cellier et parking de 38 m² le tout situé au 3, avenue Georges-Clemenceau, 34 000 Montpellier.

ARTICLE 3 : Le bail précaire prendra effet à compter de sa signature et arrivera à terme au 31 août 2023.

ARTICLE 4 : Les travaux menés par la société Razel-Bec s'inscrivant dans le cadre du projet de la ligne 5 du Tramway, le présent bail précaire est consenti moyennant une redevance à l'euro symbolique.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 OCT. 2022

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 26 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet convention précaire Razel-Bec.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de co-
maîtrise d'ouvrage entre la Commune de
Grabels et Montpellier Méditerranée
Métropole pour la réhabilitation de l'école
Joseph Deltheil - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la conclusion de conventions de transfert de maîtrise d'ouvrage ainsi que leurs avenants au sens de l'article L.2422-12 du Code de la commande publique et L.115-2 du code de la voirie routière ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans le domaine des Voiries et de l'Espace Public ;

Considérant :

- Que la commune de Grabels a pour objet de réhabiliter l'école Joseph Deltheil ainsi que son parvis ;
- Que la requalification de cet espace s'accompagne d'aménagements des espaces publics et des voiries attenants ;
- Que ces programmes d'aménagements relèvent de compétences distinctes entre la commune de Grabels et Montpellier Méditerranée Métropole ;

- Qu'en application de l'article L.2422-12 du Code de la Commande Publique, « Lorsque la réalisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération » ;
- Que ville de Grabels est désignée comme maître d'ouvrage unique de l'opération d'aménagement du parvis et des abords de l'école Joseph Delteil ;
- Que le coût global de l'opération est estimée à 4 138 501 € HT dont 791 704,50 € HT de travaux de voirie et de réseaux divers répartis entre la ville de Grabels et la Métropole (142 000 € HT) ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la convention de co maîtrise d'ouvrage entre la ville de Grabels et Montpellier Méditerranée Métropole pour la réhabilitation de l'école Joseph Delteil, convention désignant la ville de Grabels comme maître d'ouvrage unique pour l'opération.

ARTICLE 2 : De dire que les crédits seront inscrits au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou toute personne ayant reçu délégation, à signer la convention à venir ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 OCT. 2022

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 26 OCT. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 OCT. 2022

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- GRA Projet convention co maitrise ouvrage version définitive 20 10 2022.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un mandat spécial -
Présentation d'une mission opérationnelle
à Daejeon en Corée - Autorisation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'octroyer tout mandat spécial à un ou plusieurs conseillers communautaires pour représenter le Conseil de Métropole, entraînant un déplacement sur le territoire national ou international et pour lequel leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ; d'approuver les déplacements nationaux et internationaux auxquels les agents de la Métropole peuvent être appelés à participer et pour lesquels leurs frais pourront être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ; d'approuver les cas dans lesquels des personnalités extérieures peuvent être invitées à se joindre à une délégation de la Métropole en raison de leur compétence ou de leur représentativité ainsi que les cas dans lesquels de telles personnalités peuvent être accueillies par la Métropole ; les frais induits pouvant alors être pris en charge ou remboursés au réel et sur justificatifs ;

CONSIDERANT

- Que Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité envoyer Mme Clare Hart, Vice-Présidente déléguée au Rayonnement international et à la Coopération Européenne ainsi qu'un membre du Cabinet de la Ville de Montpellier à participer au 7ème Congrès Mondial des dirigeants locaux et régionaux ;

- Que cet événement est organisé par l'Organisation Mondiale de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) à Daejon, en Corée, du 10 au 14 octobre 2022 ;
- Que lors de ce Sommet, Mme la Vice-présidente a participé à des tables rondes sur les thématiques suivantes : rôle de la culture dans la lutte contre le réchauffement climatique, l'espace public comme espace d'amélioration et de préservation de la santé mentale, digitalisation dans la stratégie de développement durable des villes ;
- Qu'elle est intervenue en binôme avec un élu de la Ville Changwon, en Corée, sur la thématique de l'inclusion sociale et notamment sur le sujet de l'adaptation des villes au vieillissement de la population ;
- Qu'il convient d'autoriser la prise en charge des frais liés à ce déplacement ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver le déplacement de Mme Clare Hart, Vice-Présidente déléguée au Rayonnement international et à la Coopération Européenne, à Daejon, en Corée, du 10 au 16 octobre 2022, pour participer au 7^{ème} Congrès Mondial de CGLU.

ARTICLE 2 : D'autoriser la prise en charge des frais de déplacement et d'hébergement ainsi que des frais de restauration et autres frais divers de Mme Hart participant à ce congrès (estimés à 5 000 €).

ARTICLE 3 : De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les documents relatifs à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

02 NOV. 2022

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 02 NOV. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 02 NOV. 2022

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 3
ARRETES REGLEMENTAIRES

SOMMAIRE

N°AFFAIRE	Titre des Affaires	Pages
MAR2022-0045	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Montferrier-sur-Lez	768
MAR2022-0047	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier	771
MAR2022-0054	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme de la Commune du Crès	774
MAR2022-0065	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Prades-le-Lez	776
MAR2022-0066	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Vendargues	778
MAR2022-0069	Arrêté modificatif relatif à la composition des commissions consultatives paritaires de Montpellier Méditerranée Métropole	780
MAR2022-0070	Elections professionnelles 2022 - Heure de début des opérations de recensement des votes par correspondance	784
MAR2022-0071	Délégations de signature - Département Services Publics de l'Environnement et des Transports	786
MAR2022-0075	Arrêté instituant un bureau central de vote pour les élections des représentants du personnel au Comité Social Territorial et composant le bureau de vote - Elections professionnelles 2022	795
MAR2022-0076	Arrêté instituant un bureau central de vote pour les élections des représentants du personnel pour la Commission Administrative Paritaire Catégorie A et portant composition du bureau de vote - Elections professionnelles 2022	798
MAR2022-0077	Arrêté instituant un bureau central de vote pour les élections des représentants du personnel pour la Commission Administrative Paritaire Catégorie B et portant composition du bureau de vote - Elections professionnelles 2022	801
MAR2022-0078	Arrêté instituant un bureau central de vote pour les élections des représentants du personnel pour la Commission Administrative Paritaire Catégorie C et portant composition du bureau de vote - Elections professionnelles 2022	804
MAR2022-0079	Arrêté instituant un bureau central de vote pour les élections des représentants du personnel pour la Commission Consultative Paritaire et portant composition du bureau de vote - Elections professionnelles 2022	807
MAR2022-0080	Arrêté instituant un bureau de vote secondaire pour les élections des représentants du personnel au Comité Social Territorial et composant le bureau de vote - Elections professionnelles 2022	810
MAR2022-0082	Arrêté instituant un bureau secondaire de vote pour les élections des représentants du personnel pour la Commission Administrative Paritaire Catégorie A et portant composition du bureau de vote - Elections professionnelles 2022	813

N°AFFAIRE	Titre des Affaires	Pages
MAR2022-0083	Arrêté instituant un bureau secondaire de vote pour les élections des représentants du personnel pour la Commission Administrative Paritaire Catégorie B et portant composition du bureau de vote - Élections professionnelles 2022	816
MAR2022-0084	Arrêté instituant un bureau secondaire de vote pour les élections des représentants du personnel pour la Commission Administrative Paritaire Catégorie C et portant composition du bureau de vote - Élections professionnelles 2022	819
MAR2022-0085	Arrêté instituant un bureau secondaire de vote pour les élections des représentants du personnel pour la Commission Consultative Paritaire et portant composition du bureau de vote - Élections professionnelles 2022	822
MAR2022-0086	Arrêté instituant un bureau secondaire de vote pour les élections des représentants du personnel pour la Commission Administrative Paritaire Catégorie A et portant composition du bureau de vote - Élections professionnelles 2022	825
MAR2022-0087	Arrêté instituant un bureau de vote secondaire pour les élections des représentants du personnel au Comité Social Territorial et composant le bureau de vote - Élections professionnelles 2022	828
MAR2022-0088	Arrêté instituant un bureau secondaire de vote pour les élections des représentants du personnel pour la Commission Administrative Paritaire Catégorie B et portant composition du bureau de vote - Élections professionnelles 2022	831
MAR2022-0089	Arrêté instituant un bureau secondaire de vote pour les élections des représentants du personnel pour la Commission Administrative Paritaire Catégorie C et portant composition du bureau de vote - Élections professionnelles 2022	834
MAR2022-0090	Arrêté instituant un bureau secondaire de vote pour les élections des représentants du personnel pour la Commission Consultative Paritaire et portant composition du bureau de vote - Élections professionnelles 2022	837
MAR2022-0091	Arrêté instituant un bureau secondaire de vote pour les élections des représentants du personnel pour la Commission Administrative Paritaire Catégorie C et portant composition du bureau de vote - Élections professionnelles 2022	840
MAR2022-0092	Arrêté instituant un bureau secondaire de vote pour les élections des représentants du personnel pour la Commission Administrative Paritaire Catégorie B et portant composition du bureau de vote - Élections professionnelles 2022	843
MAR2022-0093	Arrêté instituant un bureau secondaire de vote pour les élections des représentants du personnel pour la Commission Administrative Paritaire Catégorie A et portant composition du bureau de vote - Élections professionnelles 2022	846
MAR2022-0094	Arrêté instituant un bureau de vote secondaire pour les élections des représentants du personnel au Comité Social Territorial et composant le bureau de vote – Élections professionnelles 2022	849

N°AFFAIRE	Titre des Affaires	Pages
MAR2022-0095	Arrêté instituant un bureau secondaire de vote pour les élections des représentants du personnel pour la Commission Administrative Paritaire Catégorie A et portant composition du bureau de vote - Élections professionnelles 2022	852
MAR2022-0096	Arrêté instituant un bureau secondaire de vote pour les élections des représentants du personnel pour la Commission Administrative Paritaire Catégorie B et portant composition du bureau de vote - Élections professionnelles 2022	855
MAR2022-0097	Arrêté instituant un bureau secondaire de vote pour les élections des représentants du personnel pour la Commission Administrative Paritaire Catégorie C et portant composition du bureau de vote - Élections professionnelles 2022	858
MAR2022-0098	Arrêté instituant un bureau secondaire de vote pour les élections des représentants du personnel pour la Commission Consultative Paritaire et portant composition du bureau de vote - Élections professionnelles 2022	861
MAR2022-0099	Désignation des membres de la commission métropolitaine des taxis	864



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté portant mise à jour du Plan Local
d'Urbanisme (PLU) de la Commune de
Montferrier-sur-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, L.332-11-3, L.332-11-4, R.153-18 et les articles R.123-13 et R.123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- VU le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- VU le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Montferrier-sur-Lez approuvé le 25 janvier 2007, révisé le 11 décembre 2007, modifié le 27 juin 2008, modifié le 20 mai 2009, mis en compatibilité le 28 août 2013, mis à jour le 30 juillet 2018, mis à jour le 17 mai 2021, mis à jour le 03 juin 2022 ;
- VU la décision n°MD2022-144 en date du 1^{er} mars 2022 autorisant la signature de la convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « SCCV Olivia », pour une opération d'aménagement dénommée « Clos Olivia » sur les parcelles cadastrées AH0165, AH0166, AH0167, AH0168 et AH0100 sur la Commune de Montferrier-sur-Lez ;

- **VU** le périmètre de PUP annexé à la convention signée le 11 mars 2022 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « SCCV Olivia ».

- **VU** l'arrêté préfectoral en date du 22 juillet 2022 portant inscription au titre des monuments historiques de l'aqueduc Saint-Clément situé sur les Communes de Montferrier-sur-Lez, Saint-Clément-de-Rivière et Montpellier ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Montferrier-sur-Lez est mis à jour pour reporter en annexe le périmètre du Projet Urbain Partenarial (PUP) et l'arrêté préfectoral susvisés.

ARTICLE 2 : Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de MONTFERRIER-SUR-LEZ (4 impasse du château - 34980 MONTFERRIER-SUR-LEZ), ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction déléguée à la Planification, l'Environnement et l'Appui aux Territoires (50 place Zeus - 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'à la mairie de Montferrier-sur-Lez.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de Montferrier-sur-Lez sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 1 déc. 2022

Madame la Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 02/12/22

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-201092-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 02/12/22

Réception en Préfecture : 02/12/22

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal

administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté portant mise à jour du Plan Local
d'Urbanisme (PLU) de la Ville de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.151-43, L.152-7, L.153-8, L.153-60, L.311-1, L.332-11-3, L.332-11-4, R.153-18 et les articles R.123-13 et R.123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- VU le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- VU le PLU de la Ville de Montpellier approuvé le 02 mars 2006, mis à jour le 23 novembre 2006, modifié le 21 décembre 2006, mis en compatibilité le 15 janvier 2007, mis en compatibilité le 30 avril 2007, mis à jour le 04 mai 2007, mis en compatibilité le 18 juin 2007, modifié le 25 juin 2007, mis à jour le 20 juillet 2007, mis en compatibilité le 09 octobre 2007, mis à jour le 15 avril 2008, modifié le 17 novembre 2008, mis à jour le 02 décembre 2008, modifiée le 22 juin 2009, mis à jour le 10 juillet 2009, modifié le 29 mars 2010, mis à jour le 13 avril 2010, mis en compatibilité le 20 avril 2011, modifié le 09 mai 2011, mis à jour le 24 mai 2011, modifié le 25 juillet 2011, modifié le 07 novembre 2011, mis à jour le 09 janvier 2012, mis à jour le 17 juillet 2012, modifié le 23 juillet 2012, révisé le 01 octobre 2012, mis à jour le 14 mai 2013, modifié le 22 juillet 2013, mis à jour le 05 août 2013, mis en compatibilité le 28 août 2013, modifié le 17 février 2014, mis à jour le 03 juillet 2014, mis en compatibilité le 16 juillet 2014, modifié le 05 mars 2015, mis à jour le 23 avril 2015, mis en compatibilité le 18 mai 2015, modifié le 28 mai 2015, mis à jour le 30 septembre 2015, mis à jour le 03 novembre 2015, modifié le 29 mars 2017, mis à jour le 22 décembre 2017,

modifié le 29 mars 2018, mis en compatibilité le 22 mai 2018, mis à jour le 10 juillet 2018, mis à jour le 3 septembre 2018, mis à jour le 22 octobre 2018, modifié le 18 avril 2019, mis à jour le 4 septembre 2019, mis à jour le 11 décembre 2019, modifié le 31 janvier 2020, mis à jour le 16 septembre 2020, mis à jour le 15 octobre 2020, mis à jour le 12 novembre 2020, mis à jour le 09 décembre 2020, mis à jour le 11 mars 2021, mis à jour le 17 mai 2021, mis en compatibilité le 28 juillet 2021, mis en compatibilité le 2 septembre 2021, mis à jour le 9 septembre 2021, modifié le 28 septembre 2021, mis à jour le 11 mars 2022, modifié le 22 mars 2022, mis à jour le 06 avril 2022, mis à jour le 03 juin 2022 ;

- VU la délibération n°V2022-276 du Conseil Municipal en date du 28 juillet 2022 relative à la création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) des Hauts de la Croix d'Argent.

- VU l'arrêté préfectoral en date du 22 juillet 2022 portant inscription au titre des monuments historiques de l'aqueduc Saint-Clément situé sur la Ville de Montpellier et les Communes de Montferrier-sur-Lez et Saint-Clément-de-Rivière ;

- VU la décision n°MD2022-955 du Conseil de Métropole en date du 25 juillet 2022 autorisant signature de la convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « Alcyum Promotion » sur les parcelles cadastrées MT145 et MT146 situées sur le territoire de la Ville de Montpellier ;

- VU le périmètre de PUP annexé à la convention signée le 04 octobre 2022 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « Alcyum Promotion » ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier est mis à jour pour reporter en annexe le périmètre de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) des Hauts de la Croix d'Argent, l'arrêté préfectoral et le périmètre de Projet Urbain Partenarial (PUP) susvisés.

ARTICLE 2 : Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public en mairie de Montpellier à la Direction de l'Urbanisme Appliqué (1, place Georges Frêche - 34267 MONTPELLIER) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction déléguée de la Planification, de l'Environnement et de l'Appui aux Territoires (50, place Zeus 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Montpellier.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 29 nov. 2022

Madame la Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 30/11/22

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-212676-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30/11/22

Réception en Préfecture : 30/11/22

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme de la Commune du Crès

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, R.153-18, R311-12 et l'article R.123-13 dans sa rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- VU le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- VU le PLU de la Commune du Crès approuvé le 09 juin 2010, modifié le 29 juillet 2010, modifié le 31 juillet 2013, modifié le 17 décembre 2013, mis à jour le 28 novembre 2014, mis à jour le 20 mars 2017, modifié le 29 mars 2018, mis en compatibilité le 9 décembre 2019, mis à jour le 11 décembre 2019, mis à jour le 17 mai 2021 ;
- VU la délibération n° DM 68 - 2022 du Conseil Municipal en date du 12 septembre 2022 relative à la suppression de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) « Via Domitia » ;

- VU la délibération n° DM 69 - 2022 du Conseil Municipal en date du 12 septembre 2022 relative à la suppression de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) « Olivette » ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune du Crès est mis à jour pour reporter en annexe la suppression des Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) susvisés.

ARTICLE 2 : Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie du Crès (Place de la Mairie - 34290 LE CRES) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Planification Environnement et Appui aux Territoires (50, place Zeus - 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie du Crès.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Madame la Directrice Générale des Services de la Commune du Crès sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 8 nov. 2022

Madame la Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 14/11/22

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-206137-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14/11/22

Réception en Préfecture : 14/11/22

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DM_68_2022_CLÔTURE_DE_LA_ZONE_D_AMÉNAGEMENT_CONCERTÉE_ZAC_VIA_DOMITIA-tamponne.pdf

- DM_69_2022_CLÔTURE_DE_LA_ZONE_D_AMÉNAGEMENT_CONCERTÉE_ZAC)_OLIVETTE-tamponne.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Prades-le-Lez

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.151-43, L.152-7, L.153-8, L.153-60, R.153-18 et l'article R.123-13 dans sa rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- VU le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président ;
- VU la délibération relative à l'élection de Mme Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- VU le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Prades-le-Lez approuvé le 27 août 2012, mis à jour le 09 avril 2013, mis à jour le 25 mars 2014, modifié le 23 avril 2014, mis à jour le 10 juin 2014, modifié le 28 septembre 2016, mis à jour le 27 mars 2017, mis à jour le 22 mars 2018, modifié le 23 juillet 2019, mis à jour le 06 novembre 2020, mis à jour le 09 décembre 2020, mis à jour le 17 mai 2021, mis à jour le 26 mai 2021 ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 22 juillet 2022 portant inscription au titre des monuments historiques de l'aqueduc Saint-Clément situé sur les Communes de Montferrier-sur-Lez, Saint-Clément-de-Rivière et Montpellier ;

- VU le périmètre annexé à l'arrêté préfectoral en date du 22 juillet 2022 portant inscription au titre des monuments historiques de l'aqueduc Saint-Clément situé sur les Communes de Montferrier-sur-Lez, Saint-Clément-de-Rivière et Montpellier ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Prades-sur-Lez est mis à jour pour reporter en annexe l'arrêté préfectoral susvisé.

ARTICLE 2 : Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de Prades-le-Lez (Place du 8 mai 1945 - 34730 PRADES-LE-LEZ), ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction déléguée à la Planification, l'Environnement et l'Appui aux Territoires (50 place Zeus - 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'à la mairie de Prades-le-Lez.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de Prades-le-Lez sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 29 nov. 2022

Madame la Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 30/11/22

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-209538A-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30/11/22

Réception en Préfecture : 30/11/22

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Arrêté_Inscription Aqueduc St Clement.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Vendargues

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, L.424-1, R.153-18, R.424-24 et l'article R.123-13 dans sa rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- VU le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- VU le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Vendargues approuvé le 27 juin 2013, modifié le 12 décembre 2013, modifié le 09 octobre 2014, mis à jour le 28 juin 2017, modifié le 26 juillet 2017, modifié le 18 octobre 2018, mis à jour le 09 décembre 2020, mis à jour le 11 mars 2021, mise à jour le 17 mai 2021, mise à jour le 18 mars 2022 ;
- VU la délibération n°51/2022 du Conseil Municipal de Vendargues en date du 19 octobre 2022 instaurant un périmètre d'étude sur le secteur du centre-village au titre de l'article L.424-1 du Code de l'Urbanisme ;
- VU la délibération n°51/2022 du Conseil Municipal de Vendargues en date du 19 octobre 2022 instaurant un périmètre d'étude le long de la RM 613 au titre de l'article L.424-1 du Code de l'Urbanisme ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Vendargues est mis à jour pour reporter en annexe les périmètres d'étude susvisés.

ARTICLE 2 : Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de Vendargues (Place de la Mairie - 34742 VENDARGUES) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus - 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Vendargues.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de Vendargues sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 29 nov. 2022

Madame la Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 30/11/22

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-210984-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30/11/22

Réception en Préfecture : 30/11/22

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Administration des Ressources Humaines
Service Carrière

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté modificatif relatif à la composition
des commissions consultatives paritaires de
Montpellier Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **Vu** le Code général des collectivités territoriales,
- **Vu** le décret n°2016-1858 du 23 décembre 2016 relatif aux commissions consultatives paritaires et aux conseils de discipline de recours des agents contractuels de la fonction publique territoriale,
- **Vu** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **Vu** la délibération n°6230 du Conseil du 21 décembre 2004 portant création des commissions administratives paritaires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **Vu** la délibération n°M2020-94 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **Vu** l'arrêté n° MAR2019-0160 du 14 mai 2019 portant composition des Commissions Consultatives Paritaires de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **Considérant** l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **Considérant** qu'il convient de modifier l'article 2 de l'arrêté n° MAR2019-01602 en date du 14 mai 2019 relatif à la composition des membres des commissions administratives paritaires de catégories A, B et C.

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° MAR2019-0160 du 14 mai 2019 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Les Commissions Consultatives Paritaires de Montpellier Méditerranée Métropole sont constituées comme suit :

Commission Consultative Paritaire – Catégorie A

**Représentants de
l'administration TITULAIRES**

M. Michaël DELAFOSSE
Président de la Commission Consultative Paritaire
Mme Florence BRAU
M. Joël RAYMOND

**Représentants de
l'administration SUPPLEANTS**

M. Eric PENSO
Mme Brigitte DEVOISELLE
M. Guy LAURET

**Représentants du personnel
TITULAIRES**

M. Yann LE MARTRET (UNSA)
Mme Isaure QUENTIN (UNSA)
M. Guillaume HUMBERT

**Représentants du personnel
SUPPLEANTS**

M. Laurent BIASETTI (UNSA)
Mme Astrid JOUSSET (UNSA)
M. Sam Djafari SANDIANI

Commission Consultative Paritaire – Catégorie B

**Représentants de
l'administration TITULAIRES**

M. Michaël DELAFOSSE
Président de la Commission Consultative Paritaire
Mme Florence BRAU

M. Joël RAYMOND
Mme Maryse FAYE

**Représentants de
l'administration SUPPLEANTS**

M. Eric PENSO
Mme Brigitte DEVOISELLE
M. Guy LAURET
Mme Régine ILLAIRE

**Représentants du personnel
TITULAIRES**

M. Yannick DELANOY (UNSA)
Mme Manon LACRAMPE (UNSA)
M. Patrice HERAL (UNSA)
M. Aïkanouch AKOPIAN

**Représentants du personnel :
SUPPLEANTS**

Mme Karine PELEAU (UNSA)
M. Roman RICHAUME (UNSA)
Mme Amélie JEANPERRIN (UNSA)
M. Fabrice ALBEROLA

Commission Consultative Paritaire – Catégorie C

**Représentants de
l'administration TITULAIRES**

M. Michaël DELAFOSSE
Président de la Commission Consultative Paritaire
Mme Florence BRAU
M. Joël RAYMOND
Mme Maryse FAYE

**Représentants de
l'administration SUPPLEANTS**

M. Eric PENSO
Mme Brigitte DEVOISELLE
M. Guy LAURET
Mme Régine ILLAIRE

**Représentants du personnel
TITULAIRES**

M. Florian DONNANTUONO (UNSA)
Mme Nathalie RAMIERE (UNSA)
M. Tony BURNENS (UNSA)
Mme Elodie LORENZO (UNSA)

**Représentants du personnel
SUPPLEANTS**

M. Sidi OUARDI (UNSA)
M. Kevin BRUNOT-PHILIPPOT (UNSA)
M. Mohamed BELHADJ (UNSA)
Mme Estelle FONTENEAU (UNSA)

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 21 nov. 2022

Monsieur le Vice-Président

Signé.

Joël RAYMOND

Publiée le : 22/11/22

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-212806-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21/11/22

Réception en Préfecture : 21/11/22

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Elections professionnelles 2022 - Heure de début des opérations de recensement des votes par correspondance

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code Général de la Fonction Publique ;
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique Territoriale ;
- VU l'arrêté du 9 mars 2022 fixant la date des prochaines élections professionnelles dans la fonction publique ;
- VU le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics et notamment l'article 45 ;
- VU le décret n° 2016-1858 du 23 décembre 2016 modifié relatif aux commissions consultatives paritaires de la fonction publique territoriale ;
- VU le Décret n°89-229 du 17 avril 1989 relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;
- VU le Décret n° 2020-1533 du 8 décembre 2020 relatif aux commissions administratives paritaires et aux conseils de discipline de la fonction publique territoriale ;
- VU le Décret n° 2021-1624 du 10 décembre 2021 modifiant certaines dispositions relatives aux commissions consultatives paritaires de la fonction publique territoriale ;
- VU le Décret n° 2016-1858 du 23 décembre 2016 relatif aux commissions consultatives paritaires de la fonction publique territoriale, ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : Les élections professionnelles auront lieu le jeudi 8 décembre 2022 de 7h30 à 17h sans interruption.

ARTICLE 2 : L'heure de début des opérations de recensement des votes par correspondance, par émargement sur les listes électorales est fixée à 14h, soit 3 heures avant la clôture des votes en présentiel à l'urne afin de faciliter les opérations de dépouillement de l'ensemble des votes.

ARTICLE 3 : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 28 nov. 2022

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 29/11/22

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-212897B-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29/11/22

Réception en Préfecture : 29/11/22

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Délégations de signature
Département Services Publics
de l'Environnement et des Transports**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en tant que Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 15 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité technique ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Département Services Publics de l'Environnement et des Transports (DSPET) est composé des directions suivantes :

- Direction des Mobilités (DM)
- Direction Paysage et Biodiversité (DPB)

ARTICLE 2 : La direction des Mobilités est composée des services suivants :

- Service Exploitation des services de déplacement
- Service Déplacements et sécurité routière

Monsieur Yannick JACOB, directeur du Pôle Mobilités, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction des Mobilités placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- Délégation de signature pour les Plans de Mobilités Employeurs (PDME) ;
- Délégation de signature pour les actes, courriers et documents relatifs aux dérogations individuelles à la Zone à faible émission (ZFE) dans les conditions prévues par l'arrêté instaurant la ZFE ;
- Délégation de signature pour les actes, courriers et documents relatifs aux demandes de versement de subvention pour l'achat d'un vélo à assistance électrique ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yannick JACOB, les délégations ci-dessus sont accordées au directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Yannick JACOB et du directeur adjoint, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-1 : Monsieur Hervé LAMBERT, responsable du service Exploitation des services de déplacement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
 - En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Hervé LAMBERT, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yannick JACOB.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable de Monsieur Hervé LAMBERT et de Monsieur Yannick JACOB, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

Madame Sophie BANETTE, chargée des investissements et du patrimoine au sein de la Direction des Mobilités, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité délégation de signature pour signer les documents attestant de la conformité des opérations de génération et de conservation des clés de sécurité de la mise en billettique.

Madame Sophie BANETTE est également responsable de la procédure de mise en circulation des véhicules affectés au service des transports publics de Montpellier Méditerranée Métropole. Dans le cadre de cette mission, procuration pour effectuer les démarches et délégation de signature sont accordées à Madame Sophie BANETTE pour signer les documents utiles à l'immatriculation des véhicules affectés au service des transports publics propriété de Montpellier Méditerranée Métropole.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie BANETTE, ces délégations sont accordées à Monsieur Hervé LAMBERT.

ARTICLE 2-2 : Le responsable du service Déplacements et Sécurité routière reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Déplacements et Sécurité routière, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yoni BOUKRISS, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Déplacements et Sécurité routière et de Monsieur Yoni BOUKRISS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yannick JACOB.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Déplacements et Sécurité routière, de Monsieur Yoni BOUKRISS et de Monsieur Yannick JACOB, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 3 : La Direction Paysage et Biodiversité est composée des services suivants :

- Jardins et espaces naturels
- Bureau d'études et paysage
- Gestion des ressources

Monsieur Patrick BERGER, directeur du Pôle Biodiversité, Paysages, Agroécologie et Alimentation, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction Paysage et Biodiversité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Laurent GUILLAUME, directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Patrick BERGER et de Monsieur Laurent GUILLAUME, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 3-1 : Madame Pauline LAMBREY, responsable du service Jardins et espaces naturels, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Pauline LAMBREY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Laurent GUILLAUME.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Pauline LAMBREY et de Monsieur Laurent GUILLAUME, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick BERGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Pauline LAMBREY, de Monsieur Laurent GUILLAUME et de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus sont accordées Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 3-2 : Madame Hélène CHAMAYOU-STEINIGER, responsable du service Bureau d'études et paysage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène CHAMAYOU-STEINIGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Laurent GUILLAUME.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Hélène CHAMAYOU-STEINIGER et de Monsieur Laurent GUILLAUME, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick BERGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Hélène CHAMAYOU-STEINIGER, de Monsieur Laurent GUILLAUME et de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus sont accordées Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 3-3 : Madame Patricia CLAVEL, responsable du service Gestion des ressources, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Patricia CLAVEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Laurent GUILLAUME.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Patricia CLAVEL et de Monsieur Laurent GUILLAUME, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick BERGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Patricia CLAVEL, de Monsieur Laurent GUILLAUME et de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus sont accordées Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 4 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 25 nov. 2022

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25/11/22

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-213223-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25/11/22

Réception en Préfecture : 25/11/22

Notifié le : 25/11/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégations de signature
Pôle Sécurités et Tranquillité publique**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en tant que Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 15 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du pôle approuvé en Comité technique ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Pôle des Sécurités et de la Tranquillité Publique est composé des missions, des directions déléguées et du service suivants :

- Mission Sécurité Civile
- Mission Prévention de la Délinquance
- Direction Déléguée de la Police Territoriale
- Service Ressources

Monsieur Jean-Pierre VIALAY, directeur du Pôle des Sécurités et de la Tranquillité Publique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son pôle ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes relevant de son pôle dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € TTC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Pierre VIALAY, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine MARTY, directrice adjointe du Pôle des Sécurités et de la Tranquillité Publique.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Jean-Pierre VIALAY et de Madame Catherine MARTY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Jean-Pierre VIALAY, de Madame Catherine MARTY et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER, Directrice Générale Déléguée Qualité des services à la population.

ARTICLE 2 : Monsieur Thomas DUBIEZ, responsable de la Mission Sécurité Civile, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la mission placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa mission ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de sa mission dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes relevant de sa mission dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thomas DUBIEZ, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine MARTY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Thomas DUBIEZ et de Madame Catherine MARTY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Pierre VIALAY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Thomas DUBIEZ, de Madame Catherine MARTY et de Monsieur Jean-Pierre VIALAY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Thomas DUBIEZ, de Madame Catherine MARTY, de Monsieur Jean-Pierre VIALAY et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

ARTICLE 3 : Monsieur ANTONIO PAIXAO DO SENHOR, responsable de la Mission Prévention de la Délinquance, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la mission placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa mission ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de sa mission dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes relevant de sa mission dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur ANTONIO PAIXAO DO SENHOR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine MARTY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur ANTONIO PAIXAO DO SENHOR et de Madame Catherine MARTY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Pierre VIALAY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur ANTONIO PAIXAO DO SENHOR, de Madame Catherine MARTY et de Monsieur Jean-Pierre VIALAY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur ANTONIO PAIXAO DO SENHOR, de Madame Catherine MARTY, de Monsieur Jean-Pierre VIALAY et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

ARTICLE 4 : La Direction Déléguée de la Police Territoriale, au sein du Pôle des Sécurités et de la Tranquillité Publique, est composée de la Police Métropolitaine des Transports.

Monsieur Jérémie GUIRAUDOU, directeur délégué de la Police Territoriale, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction déléguée placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction déléguée ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction déléguée dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jérémie GUIRAUDOU, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine MARTY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Jérémie GUIRAUDOU et de Madame Catherine MARTY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Pierre VIALAY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Jérémie GUIRAUDOU, de Madame Catherine MARTY et de Monsieur Jean-Pierre VIALAY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Jérémie GUIRAUDOU, de Madame Catherine MARTY, de Monsieur Jean-Pierre VIALAY et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

ARTICLE 5 : Madame Catherine MARTY, responsable du service Ressources, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures de marchés publics et accords-cadres relevant de son service dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € TTC ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Catherine MARTY, les délégations ci-dessus sont accordées au responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Catherine MARTY et du responsable de service adjoint, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Pierre VIALAY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Catherine MARTY, du responsable de service adjoint et de Monsieur Jean-Pierre VIALAY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Catherine MARTY, du responsable de service adjoint, de Monsieur Jean-Pierre VIALAY et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

ARTICLE 6 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 28 nov. 2022

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 29/11/22

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-213680-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29/11/22

Réception en Préfecture : 29/11/22

Notifié le : 29/11/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté
instituant un bureau central de vote pour
les élections des représentants du
personnel au Comité Social Territorial et
composant le bureau de vote - Élections
professionnelles 2022**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code général de la fonction publique,
- VU le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- VU l'arrêté interministériel du 9 mars 2022 fixant les dates des élections professionnelles dans la Fonction Publique Territoriale au jeudi 8 décembre 2022,
- VU la note d'information de la DGCL du 27 mai 2022 relative aux élections des représentants du personnel aux comités sociaux territoriaux, aux commissions administratives paritaires et aux commissions consultatives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 14 juin 2022 fixant à 13 le nombre de représentants titulaires au Comité Social Territorial,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Il est institué à la Salle Pelloutier de l'Hôtel de Métropole, un bureau central de vote

pour l'élection des représentants du personnel au Comité Social Territorial. Il sera ouvert le jeudi 8 décembre 2022, de 7 heures 30 heures à 17 heures 00.

ARTICLE 2 : Joel RAYMOND, Vice-Président aux Ressources humaines et au Dialogue social est désigné pour assurer la Présidence du bureau de vote.

ARTICLE 3 : Blandine FORTIN PEYRON, Directrice du Pôle Ressources Humaines est désignée pour assurer la suppléance de la Présidence du bureau de vote.

ARTICLE 4 : Le reste du bureau de vote est composé des personnes suivantes :

Secrétaire : Stéphanie BISTON MOULIN, Chargée du Dialogue Social

Délégué de liste CFDT titulaire : LORTHIOIS Patrice

Délégué de liste CFDT suppléant : FABRE Stéphane

Délégué de liste CGT titulaire : IRLES Fabrice

Délégué de liste FO titulaire : HERNANDEZ Edwige

Délégué de liste FO suppléant : MILLET Céline

Délégué de liste SUD titulaire : FOURES François

Délégué de liste UNSA titulaire : CAMPOS Sandrine

ARTICLE 5 : Les électeurs votent à bulletin secret pour une liste sans radiation, ni adjonction de noms et sans modification, sous peine de nullité du bulletin.

Le vote a lieu en personne, mais certains électeurs peuvent être admis à voter par correspondance dans les conditions prévues par les textes en vigueur. Les agents admis à voter par correspondance ne peuvent en aucun cas voter à l'urne.

ARTICLE 6 : Dès la clôture du scrutin fixée à 17 heures 00, le bureau central procède au recensement (décompte du nombre de votants établi au vu des émargements de la liste électorale) et au dépouillement du suffrage.

Le bureau central de vote détermine alors le nombre total de suffrages valablement exprimés obtenus par chaque liste.

ARTICLE 7 : Dès la fin du dépouillement du scrutin, le bureau central de vote dresse le procès-verbal récapitulatif de l'ensemble des opérations électorales et procède immédiatement à la proclamation des résultats.

ARTICLE 8 : Le procès-verbal est affiché et adressé sans délai à la Préfecture ainsi qu'aux délégués des listes de candidats.

ARTICLE 9 : Les contestations sur la validité des opérations électorales sont portées dans un délai de cinq jours à compter de la proclamation des résultats devant le Président du bureau central de vote, qui statue dans les quarante-huit heures en motivant sa décision. Il en adresse immédiatement une copie au Préfet du Département.

Montpellier, le 7 déc. 2022

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 07/12/22

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-214626-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07/12/22

Réception en Préfecture : 07/12/22

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté
instituant un bureau central de vote pour
les élections des représentants du
personnel pour la Commission
Administrative Paritaire Catégorie A et
portant composition du bureau de vote -
Élections professionnelles 2022**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code général de la fonction publique,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- VU le décret n° 89-229 du 17 avril 1989 relatif aux Commissions Administratives Paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- VU le décret n° 2020-1533 du 8 décembre 2020 relatif aux Commissions Administratives Paritaires et aux conseils de discipline de la fonction publique territoriale
- VU l'arrêté interministériel du 9 mars 2022 fixant les dates des élections professionnelles dans la Fonction Publique Territoriale au jeudi 8 décembre 2022,
- VU la note d'information de la DGCL du 27 mai 2022 relative aux élections des représentants du personnel aux comités sociaux territoriaux, aux commissions administratives paritaires et aux commissions consultatives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

ARRETE

ARTICLE 1 : Il est institué à la Salle Pelloutier de l'Hôtel de Métropole, un bureau central de vote pour l'élection des représentants du personnel à la Commission Administrative Paritaire A. Il sera ouvert le jeudi 8 décembre 2022, de 7 heures 30 heures à 17 heures 00.

ARTICLE 2 : Bruno PATERNOT, élu communautaire, est désigné pour assurer la Présidence du bureau de vote.

ARTICLE 3 : Clément PRUNIERES, Directeur de Cabinet, est désigné pour assurer la suppléance de la Présidence du bureau de vote.

ARTICLE 4 : Le reste du bureau de vote est composé des personnes suivantes :

Secrétaire : JOCTEUR MONROZIER Olivier

Secrétaire suppléant : DUCOURET Céline

Délégué de liste CFDT titulaire : LORTHIOIS Patrice

Délégué de liste CFDT suppléant : FABRE Stéphane

Délégué de liste FO titulaire : HERNANDEZ Edwige

Délégué de liste FO suppléant : SANTANA José

Délégué de liste UNSA titulaire : BERNARD Laurent

Délégué de liste UNSA suppléant : LANDEMAINE Catherine

ARTICLE 5 : Les électeurs votent à bulletin secret pour une liste sans radiation, ni adjonction de noms et sans modification, sous peine de nullité du bulletin.

Le vote a lieu en personne, mais certains électeurs peuvent être admis à voter par correspondance dans les conditions prévues par les textes en vigueur. Les agents admis à voter par correspondance ne peuvent en aucun cas voter à l'urne.

ARTICLE 6 : Dès la clôture du scrutin fixée à 17 heures 00, le bureau central procède au recensement (décompte du nombre de votants établi au vu des émargements de la liste électorale) et au dépouillement du suffrage.

Le bureau central de vote détermine alors le nombre total de suffrages valablement exprimés obtenus par chaque liste.

ARTICLE 7 : Dès la fin du dépouillement du scrutin, le bureau central de vote dresse le procès-verbal récapitulatif de l'ensemble des opérations électorales et procède immédiatement à la proclamation des résultats.

ARTICLE 8 : Le procès-verbal est affiché et adressé sans délai à la Préfecture ainsi qu'aux délégués des listes de candidats.

ARTICLE 9 : Les contestations sur la validité des opérations électorales sont portées dans un délai de cinq jours à compter de la proclamation des résultats devant le Président du bureau central de vote, qui statue dans les quarante-huit heures en motivant sa décision. Il en adresse immédiatement une copie au Préfet du Département.

Montpellier, le 7 déc. 2022

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 07/12/22

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-214689-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07/12/22

Réception en Préfecture : 07/12/22

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté
instituant un bureau central de vote pour
les élections des représentants du
personnel pour la Commission
Administrative Paritaire Catégorie B et
portant composition du bureau de vote -
Élections professionnelles 2022**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code général de la fonction publique,
- VU le Code électoral notamment ses articles L60 à L64,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- VU le décret n° 89-229 du 17 avril 1989 relatif aux Commissions Administratives Paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- VU le décret n° 2020-1533 du 8 décembre 2020 relatif aux Commissions Administratives Paritaires et aux conseils de discipline de la fonction publique territoriale
- VU l'arrêté interministériel du 9 mars 2022 fixant les dates des élections professionnelles dans la Fonction Publique Territoriale au jeudi 8 décembre 2022,
- VU la note d'information de la DGCL du 27 mai 2022 relative aux élections des représentants du

personnel aux comités sociaux territoriaux, aux commissions administratives paritaires et aux commissions consultatives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

ARRETE

ARTICLE 1 : Il est institué à la Salle Pelloutier de l'Hôtel de Métropole, un bureau central de vote pour l'élection des représentants du personnel à la Commission Administrative Paritaire B. Il sera ouvert le jeudi 8 décembre 2022, de 7 heures 30 heures à 17 heures 00.

ARTICLE 2 : Yvan NOSBE, Elu communautaire est désigné pour assurer la Présidence du bureau de vote.

ARTICLE 3 : Laurence BONNET, Directrice de l'Administration des Ressources Humaines est désignée pour assurer la suppléance de la Présidence du bureau de vote.

ARTICLE 4 : Le reste du bureau de vote est composé des personnes suivantes :

Secrétaire : GOUTEBROZE Elsa
Secrétaire suppléant : BISTON MOULIN Stéphanie
Délégué de liste CFDT titulaire : LORTHIOIS Patrice
Délégué de liste CFDT suppléant : FABRE Stéphane
Délégué de liste FO titulaire : HERNANDEZ Edwige
Délégué de liste FO suppléant : LAGUARDA Guilhem
Délégué de liste SUD titulaire : BARRY Régine
Délégué de liste UNSA titulaire : BLIEK Ludovic
Délégué de liste UNSA suppléant : GILBERT Carole

ARTICLE 5 : Les électeurs votent à bulletin secret pour une liste sans radiation, ni adjonction de noms et sans modification, sous peine de nullité du bulletin.

Le vote a lieu en personne, mais certains électeurs peuvent être admis à voter par correspondance dans les conditions prévues par les textes en vigueur. Les agents admis à voter par correspondance ne peuvent en aucun cas voter à l'urne.

ARTICLE 6 : Dès la clôture du scrutin fixée à 17 heures 00, le bureau central procède au recensement (décompte du nombre de votants établi au vu des émargements de la liste électorale) et au dépouillement du suffrage.

Le bureau central de vote détermine alors le nombre total de suffrages valablement exprimés obtenus par chaque liste.

ARTICLE 7 : Dès la fin du dépouillement du scrutin, le bureau central de vote dresse le procès-verbal récapitulatif de l'ensemble des opérations électorales et procède immédiatement à la proclamation des résultats.

ARTICLE 8 : Le procès-verbal est affiché et adressé sans délai à la Préfecture ainsi qu'aux délégués des listes de candidats.

ARTICLE 9 : Les contestations sur la validité des opérations électorales sont portées dans un délai de cinq jours à compter de la proclamation des résultats devant le Président du bureau central de vote, qui statue dans les quarante-huit heures en motivant sa décision. Il en adresse immédiatement

une copie au Préfet du Département.

Montpellier, le 7 déc. 2022

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 07/12/22

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-214628-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07/12/22

Réception en Préfecture : 07/12/22

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté
instituant un bureau central de vote pour
les élections des représentants du
personnel pour la Commission
Administrative Paritaire Catégorie C et
portant composition du bureau de vote -
Élections professionnelles 2022**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code général de la fonction publique,
- VU le Code électoral notamment ses articles L60 à L64,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- VU le décret n° 89-229 du 17 avril 1989 relatif aux Commissions Administratives Paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- VU le décret n° 2020-1533 du 8 décembre 2020 relatif aux Commissions Administratives Paritaires et aux conseils de discipline de la fonction publique territoriale
- VU l'arrêté interministériel du 9 mars 2022 fixant les dates des élections professionnelles dans la Fonction Publique Territoriale au jeudi 8 décembre 2022,
- VU la note d'information de la DGCL du 27 mai 2022 relative aux élections des représentants du

personnel aux comités sociaux territoriaux, aux commissions administratives paritaires et aux commissions consultatives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

ARRETE

ARTICLE 1 : Il est institué Salle Pelloutier de l'Hôtel de Métropole, un bureau central de vote pour l'élection des représentants du personnel à la Commission Administrative Paritaire C. Il sera ouvert le jeudi 8 décembre 2022, de 7 heures 30 heures à 17 heures 00.

ARTICLE 2 : Mikel SEBLIN, élu communautaire est désigné pour assurer la Présidence du bureau de vote.

ARTICLE 3 : Catherine ALBERTI JULLIEN, Directrice Générale Déléguée est désignée pour assurer la suppléance de la Présidence du bureau de vote.

ARTICLE 4 : Le reste du bureau de vote est composé des personnes suivantes :

Secrétaire : GASCON VIDAL Laurence

Secrétaire suppléant : RICCHINI Ambre

Délégué de liste CFDT titulaire : LORTHIOIS Patrice

Délégué de liste CFDT suppléant : FABRE Stéphane

Délégué de liste CGT titulaire : IRLES Fabrice

Délégué de liste FO titulaire : HERNANDEZ Edwige

Délégué de liste FO suppléant : LOPEZ Evelyne

Délégué de liste SUD titulaire : BELADAM Salmia

Délégué de liste UNSA titulaire : WAGNER Laurent

ARTICLE 5 : Les électeurs votent à bulletin secret pour une liste sans radiation, ni adjonction de noms et sans modification, sous peine de nullité du bulletin.

Le vote a lieu en personne, mais certains électeurs peuvent être admis à voter par correspondance dans les conditions prévues par les textes en vigueur. Les agents admis à voter par correspondance ne peuvent en aucun cas voter à l'urne.

ARTICLE 6 : Dès la clôture du scrutin fixée à 17 heures 00, le bureau central procède au recensement (décompte du nombre de votants établi au vu des émargements de la liste électorale) et au dépouillement du suffrage.

Le bureau central de vote détermine alors le nombre total de suffrages valablement exprimés obtenus par chaque liste.

ARTICLE 7 : Dès la fin du dépouillement du scrutin, le bureau central de vote dresse le procès-verbal récapitulatif de l'ensemble des opérations électorales et procède immédiatement à la proclamation des résultats.

ARTICLE 8 : Le procès-verbal est affiché et adressé sans délai à la Préfecture ainsi qu'aux délégués des listes de candidats.

ARTICLE 9 : Les contestations sur la validité des opérations électorales sont portées dans un délai de cinq jours à compter de la proclamation des résultats devant le Président du bureau central de vote, qui statue dans les quarante-huit heures en motivant sa décision. Il en adresse immédiatement une copie au Préfet du Département.

Montpellier, le 7 déc. 2022

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 07/12/22

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-214653-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07/12/22

Réception en Préfecture : 07/12/22

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté
instituant un bureau central de vote pour
les élections des représentants du
personnel pour la Commission
Consultative Paritaire et portant
composition du bureau de vote - Élections
professionnelles 2022**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code général de la fonction publique,
- VU le Code électoral notamment ses articles L60 à L64,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, le décret n° 2016-1858 du 23 décembre 2016 relatif aux Commissions Consultatives Paritaires et aux conseils de discipline de recours des agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale,
- VU le décret n° 2020-1533 du 8 décembre 2020 relatif aux Commissions Administratives Paritaires et aux conseils de discipline de la fonction publique territoriale
- VU l'arrêté interministériel du 9 mars 2022 fixant les dates des élections professionnelles dans la Fonction Publique Territoriale au jeudi 8 décembre 2022,
- VU la note d'information de la DGCL du 27 mai 2022 relative aux élections des représentants du personnel aux comités sociaux territoriaux, aux commissions administratives paritaires et aux

Commissions Consultatives Paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

ARRETE

ARTICLE 1 : Il est institué en Salle Pelloutier de l'Hôtel de Métropole, un bureau central de vote pour l'élection des représentants du personnel à la Commission Consultative Paritaire. Il sera ouvert le jeudi 8 décembre 2022, de 7 heures 30 heures à 17 heures 00.

ARTICLE 2 : Zohra DIRHOUSI, Elue communautaire est désignée pour assurer la Présidence du bureau de vote.

ARTICLE 3 : Laurence BONNET, Directrice de l'Administration des Ressources Humaines est désignée pour assurer la suppléance de la Présidence du bureau de vote.

ARTICLE 4 : Le reste du bureau de vote est composé des personnes suivantes :

Secrétaire : LOSSILLA Stéphane

Secrétaire suppléant : RICCHINI Ambre

Délégué de liste UNSA : GUTIERREZ Bruno

ARTICLE 5 : Les électeurs votent à bulletin secret pour une liste sans radiation, ni adjonction de noms et sans modification, sous peine de nullité du bulletin.

Le vote a lieu en personne, mais certains électeurs peuvent être admis à voter par correspondance dans les conditions prévues par les textes en vigueur. Les agents admis à voter par correspondance ne peuvent en aucun cas voter à l'urne.

ARTICLE 6 : Dès la clôture du scrutin fixée à 17 heures 00, le bureau central procède au recensement (décompte du nombre de votants établi au vu des émargements de la liste électorale) et au dépouillement du suffrage.

Le bureau central de vote détermine alors le nombre total de suffrages valablement exprimés obtenus par chaque liste.

ARTICLE 7 : Dès la fin du dépouillement du scrutin, le bureau central de vote dresse le procès-verbal récapitulatif de l'ensemble des opérations électorales et procède immédiatement à la proclamation des résultats.

ARTICLE 8 : Le procès-verbal est affiché et adressé sans délai à la Préfecture ainsi qu'aux délégués des listes de candidats.

ARTICLE 9 : Les contestations sur la validité des opérations électorales sont portées dans un délai de cinq jours à compter de la proclamation des résultats devant le Président du bureau central de vote, qui statue dans les quarante-huit heures en motivant sa décision. Il en adresse immédiatement une copie au Préfet du Département.

Montpellier, le 7 déc. 2022

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 07/12/22

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-214629-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07/12/22

Réception en Préfecture : 07/12/22

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté
instituant un bureau de vote secondaire
pour les élections des représentants du
personnel au Comité Social Territorial et
composant le bureau de vote - Élections
professionnelles 2022**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code général de la fonction publique,
- VU le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- VU l'arrêté interministériel du 9 mars 2022 fixant les dates des élections professionnelles dans la Fonction Publique Territoriale au jeudi 8 décembre 2022,
- VU la note d'information de la DGCL du 27 mai 2022 relative aux élections des représentants du personnel aux comités sociaux territoriaux, aux commissions administratives paritaires et aux commissions consultatives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 14 juin 2022 fixant à 13 le nombre de représentants titulaires au Comité Social Territorial,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Il est institué un bureau de vote secondaire à l'Ouest du territoire Métropolitain au

gymnase Albert BATTEUX, pour l'élection des représentants du personnel au Comité Social Territorial. Il sera ouvert le jeudi 8 décembre 2022, de 7 heures 30 heures à 17 heures 00.

ARTICLE 2 : Véronique NEGRET, Elue communautaire est désignée pour assurer la Présidence du bureau de vote.

ARTICLE 3 : Véronique BRUNET, Elue communautaire est désignée pour assurer la suppléance de la Présidence du bureau de vote.

ARTICLE 4 : Le reste du bureau de vote est composé des personnes suivantes :

Secrétaire : PRZYBYLSKI Arthur

Secrétaire suppléant : SCAPIN Mélanie

Délégué de liste CFDT titulaire : LORTHIOIS Patrice

Délégué de liste CFDT suppléant : FABRE Stéphane

Délégué de liste CGT titulaire : IRLES Fabrice

Délégué de liste FO titulaire : HERNANDEZ Edwige

Délégué de liste FO suppléant : MILLET Céline

Délégué de liste SUD titulaire : FOURES François

Délégué de liste UNSA titulaire : CAMPOS Sandrine

ARTICLE 5 : Les électeurs votent à bulletin secret pour une liste sans radiation, ni adjonction de noms et sans modification, sous peine de nullité du bulletin.

Le vote a lieu en personne, mais certains électeurs peuvent être admis à voter par correspondance dans les conditions prévues par les textes en vigueur. Les agents admis à voter par correspondance ne peuvent en aucun cas voter à l'urne.

ARTICLE 6 : Dès la clôture du scrutin fixée à 17 heures 00, le bureau central procède au recensement (décompte du nombre de votants établi au vu des émargements de la liste électorale) et au dépouillement du suffrage.

Le bureau central de vote détermine alors le nombre total de suffrages valablement exprimés obtenus par chaque liste.

ARTICLE 7 : Dès la fin du dépouillement du scrutin, le bureau central de vote dresse le procès-verbal récapitulatif de l'ensemble des opérations électorales et procède immédiatement à la proclamation des résultats.

ARTICLE 8 : Le procès-verbal est affiché et adressé sans délai à la Préfecture ainsi qu'aux délégués des listes de candidats.

ARTICLE 9 : Les contestations sur la validité des opérations électorales sont portées dans un délai de cinq jours à compter de la proclamation des résultats devant le Président du bureau central de vote, qui statue dans les quarante-huit heures en motivant sa décision. Il en adresse immédiatement une copie au Préfet du Département.

Montpellier, le 7 déc. 2022

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 07/12/22

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-214691-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07/12/22

Réception en Préfecture : 07/12/22

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté
instituant un bureau secondaire de vote
pour les élections des représentants du
personnel pour la Commission
Administrative Paritaire Catégorie A et
portant composition du bureau de vote -
Élections professionnelles 2022**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code général de la fonction publique,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- VU le décret n° 89-229 du 17 avril 1989 relatif aux Commissions Administratives Paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- VU le décret n° 2020-1533 du 8 décembre 2020 relatif aux Commissions Administratives Paritaires et aux conseils de discipline de la fonction publique territoriale
- VU l'arrêté interministériel du 9 mars 2022 fixant les dates des élections professionnelles dans la Fonction Publique Territoriale au jeudi 8 décembre 2022,
- VU la note d'information de la DGCL du 27 mai 2022 relative aux élections des représentants du personnel aux comités sociaux territoriaux, aux commissions administratives paritaires et aux commissions consultatives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

ARRETE

ARTICLE 1 : Il est institué un bureau de vote secondaire à l'Ouest du territoire Métropolitain au gymnase Albert BATTEUX, pour l'élection des représentants du personnel à la Commission Administrative Paritaire A. Il sera ouvert le jeudi 8 décembre 2022, de 7 heures 30 heures à 17 heures 00.

ARTICLE 2 : Sébastien COTE, élu communautaire est désigné pour assurer la Présidence du bureau de vote.

ARTICLE 3 : Véronique BRUNET, Elue communautaire est désignée pour assurer la suppléance de la Présidence du bureau de vote.

ARTICLE 4 : Le reste du bureau de vote est composé des personnes suivantes :

Secrétaire : SCAPIN Mélanie

Secrétaire suppléant : PRZYBYLSKI Arthur

Délégué de liste CFDT titulaire : LORTHIOIS Patrice

Délégué de liste CFDT suppléant : FABRE Stéphane

Délégué de liste FO titulaire : HERNANDEZ Edwige

Délégué de liste FO suppléant : SANTANA José

Délégué de liste UNSA titulaire : BERNARD Laurent

Délégué de liste UNSA suppléant : LANDEMAINE Catherine

ARTICLE 5 : Les électeurs votent à bulletin secret pour une liste sans radiation, ni adjonction de noms et sans modification, sous peine de nullité du bulletin.

Le vote a lieu en personne, mais certains électeurs peuvent être admis à voter par correspondance dans les conditions prévues par les textes en vigueur. Les agents admis à voter par correspondance ne peuvent en aucun cas voter à l'urne.

ARTICLE 6 : Dès la clôture du scrutin fixée à 17 heures 00, le bureau central procède au recensement (décompte du nombre de votants établi au vu des émargements de la liste électorale) et au dépouillement du suffrage.

Le bureau central de vote détermine alors le nombre total de suffrages valablement exprimés obtenus par chaque liste.

ARTICLE 7 : Dès la fin du dépouillement du scrutin, le bureau central de vote dresse le procès-verbal récapitulatif de l'ensemble des opérations électorales et procède immédiatement à la proclamation des résultats.

ARTICLE 8 : Le procès-verbal est affiché et adressé sans délai à la Préfecture ainsi qu'aux délégués des listes de candidats.

ARTICLE 9 : Les contestations sur la validité des opérations électorales sont portées dans un délai de cinq jours à compter de la proclamation des résultats devant le Président du bureau central de vote, qui statue dans les quarante-huit heures en motivant sa décision. Il en adresse immédiatement

une copie au Préfet du Département.

Montpellier, le 7 déc. 2022

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 07/12/22

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-214719-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07/12/22

Réception en Préfecture : 07/12/22

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté
instituant un bureau secondaire de vote
pour les élections des représentants du
personnel pour la Commission
Administrative Paritaire Catégorie B et
portant composition du bureau de vote -
Élections professionnelles 2022**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code général de la fonction publique,
- VU le Code électoral notamment ses articles L60 à L64,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- VU le décret n° 89-229 du 17 avril 1989 relatif aux Commissions Administratives Paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- VU le décret n° 2020-1533 du 8 décembre 2020 relatif aux Commissions Administratives Paritaires et aux conseils de discipline de la fonction publique territoriale
- VU l'arrêté interministériel du 9 mars 2022 fixant les dates des élections professionnelles dans la Fonction Publique Territoriale au jeudi 8 décembre 2022,
- VU la note d'information de la DGCL du 27 mai 2022 relative aux élections des représentants du personnel aux comités sociaux territoriaux, aux commissions administratives paritaires et aux

commissions consultatives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Il est institué un bureau de vote secondaire à l'Ouest du territoire Métropolitain au gymnase Albert BATTEUX, pour l'élection des représentants du personnel à la Commission Administrative Paritaire Catégorie B. Il sera ouvert le jeudi 8 décembre 2022, de 7 heures 30 heures à 17 heures 00.

ARTICLE 2 : Christophe BOURDIN, Elu communautaire est désigné pour assurer la Présidence du bureau de vote.

ARTICLE 3 : Véronique BRUNET, Elue communautaire est désignée pour assurer la suppléance de la Présidence du bureau de vote.

ARTICLE 4 : Le reste du bureau de vote est composé des personnes suivantes :

Secrétaire : AUBERTIN Raphael

Secrétaire suppléant : BENSAIDI Farida

Délégué de liste CFDT titulaire : LORTHIOIS Patrice

Délégué de liste CFDT suppléant : FABRE Stéphane

Délégué de liste FO titulaire : HERNANDEZ Edwige

Délégué de liste FO suppléant : LAGUARDA Guilhem

Délégué de liste SUD titulaire : BARRY Régine

Délégué de liste UNSA titulaire : BLIEK Ludovic

Délégué de liste UNSA suppléant : GILBERT Carole

ARTICLE 5 : Les électeurs votent à bulletin secret pour une liste sans radiation, ni adjonction de noms et sans modification, sous peine de nullité du bulletin.

Le vote a lieu en personne, mais certains électeurs peuvent être admis à voter par correspondance dans les conditions prévues par les textes en vigueur. Les agents admis à voter par correspondance ne peuvent en aucun cas voter à l'urne.

ARTICLE 6 : Dès la clôture du scrutin fixée à 17 heures 00, le bureau central procède au recensement (décompte du nombre de votants établi au vu des émargements de la liste électorale) et au dépouillement du suffrage.

Le bureau central de vote détermine alors le nombre total de suffrages valablement exprimés obtenus par chaque liste.

ARTICLE 7 : Dès la fin du dépouillement du scrutin, le bureau central de vote dresse le procès-verbal récapitulatif de l'ensemble des opérations électorales et procède immédiatement à la proclamation des résultats.

ARTICLE 8 : Le procès-verbal est affiché et adressé sans délai à la Préfecture ainsi qu'aux délégués des listes de candidats.

ARTICLE 9 : Les contestations sur la validité des opérations électorales sont portées dans un délai de cinq jours à compter de la proclamation des résultats devant le Président du bureau central de vote, qui statue dans les quarante-huit heures en motivant sa décision. Il en adresse immédiatement une copie au Préfet du Département.

Montpellier, le 7 déc. 2022

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 07/12/22

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-214720-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07/12/22

Réception en Préfecture : 07/12/22

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté
instituant un bureau secondaire de vote
pour les élections des représentants du
personnel pour la Commission
Administrative Paritaire Catégorie C et
portant composition du bureau de vote -
Élections professionnelles 2022**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le code général de la fonction publique,
- VU le Code électoral notamment ses articles L60 à L64,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- VU le décret n° 89-229 du 17 avril 1989 relatif aux Commissions Administratives Paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- VU le décret n° 2020-1533 du 8 décembre 2020 relatif aux Commissions Administratives Paritaires et aux conseils de discipline de la fonction publique territoriale
- VU l'arrêté interministériel du 9 mars 2022 fixant les dates des élections professionnelles dans la Fonction Publique Territoriale au jeudi 8 décembre 2022,

- VU la note d'information de la DGCL du 27 mai 2022 relative aux élections des représentants du personnel aux comités sociaux territoriaux, aux commissions administratives paritaires et aux commissions consultatives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Il est institué un bureau de vote secondaire à l'Ouest du territoire Métropolitain au gymnase Albert BATTEUX, pour l'élection des représentants du personnel à la Commission Administrative Paritaire Catégorie C. Il sera ouvert le jeudi 8 décembre 2022, de 7 heures 30 heures à 17 heures 00.

ARTICLE 2 : Clare HART, Elue communautaire est désignée pour assurer la Présidence du bureau de vote.

ARTICLE 3 : Véronique BRUNET, Elue communautaire est désignée pour assurer la suppléance de la Présidence du bureau de vote.

ARTICLE 4 : Le reste du bureau de vote est composé des personnes suivantes :

Secrétaire : BENSAIDI Farida

Secrétaire suppléant : AUBERTIN Raphael

Délégué de liste CFDT titulaire : LORTHIOIS Patrice

Délégué de liste CFDT suppléant : FABRE Stéphane

Délégué de liste CGT titulaire : IRLES Fabrice

Délégué de liste FO titulaire : HERNANDEZ Edwige

Délégué de liste FO suppléant : LOPEZ Evelyne

Délégué de liste SUD titulaire : BELADAM Salmia

Délégué de liste UNSA titulaire : WAGNER Laurent

ARTICLE 5 : Les électeurs votent à bulletin secret pour une liste sans radiation, ni adjonction de noms et sans modification, sous peine de nullité du bulletin.

Le vote a lieu en personne, mais certains électeurs peuvent être admis à voter par correspondance dans les conditions prévues par les textes en vigueur. Les agents admis à voter par correspondance ne peuvent en aucun cas voter à l'urne.

ARTICLE 6 : Dès la clôture du scrutin fixée à 17 heures 00, le bureau central procède au recensement (décompte du nombre de votants établi au vu des émargements de la liste électorale) et au dépouillement du suffrage.

Le bureau central de vote détermine alors le nombre total de suffrages valablement exprimés obtenus par chaque liste.

ARTICLE 7 : Dès la fin du dépouillement du scrutin, le bureau central de vote dresse le procès-verbal récapitulatif de l'ensemble des opérations électorales et procède immédiatement à la proclamation des résultats.

ARTICLE 8 : Le procès-verbal est affiché et adressé sans délai à la Préfecture ainsi qu'aux délégués des listes de candidats.

ARTICLE 9 : Les contestations sur la validité des opérations électorales sont portées dans un délai de cinq jours à compter de la proclamation des résultats devant le Président du bureau central de vote, qui statue dans les quarante-huit heures en motivant sa décision. Il en adresse immédiatement une copie au Préfet du Département.

Montpellier, le 7 déc. 2022

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 07/12/22

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-214661-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07/12/22

Réception en Préfecture : 07/12/22

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté
instituant un bureau secondaire de vote
pour les élections des représentants du
personnel pour la Commission
Consultative Paritaire et portant
composition du bureau de vote - Élections
professionnelles 2022**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code général de la fonction publique,
- VU le Code électoral notamment ses articles L60 à L64,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- VU le décret n° 89-229 du 17 avril 1989 relatif aux Commissions Administratives Paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- VU le décret n° 2020-1533 du 8 décembre 2020 relatif aux Commissions Administratives Paritaires et aux conseils de discipline de la fonction publique territoriale
- VU l'arrêté interministériel du 9 mars 2022 fixant les dates des élections professionnelles dans la Fonction Publique Territoriale au jeudi 8 décembre 2022,
- VU la note d'information de la DGCL du 27 mai 2022 relative aux élections des représentants du

personnel aux comités sociaux territoriaux, aux commissions administratives paritaires et aux commissions consultatives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Il est institué un bureau de vote secondaire à l'Ouest du territoire Métropolitain au gymnase Albert BATTEUX, pour l'élection des représentants du personnel à la Commission Consultative Paritaire. Il sera ouvert le jeudi 8 décembre 2022, de 7 heures 30 heures à 17 heures 00.

ARTICLE 2 : Serge DESSEIGNE, Elu communautaire est désigné pour assurer la Présidence du bureau de vote.

ARTICLE 3 : Véronique BRUNET, Elue communautaire est désignée pour assurer la suppléance de la Présidence du bureau de vote.

ARTICLE 4 : Le reste du bureau de vote est composé des personnes suivantes :

Secrétaire : SCAPIN Mélanie

Secrétaire suppléant : PRZYBYLSKI Arthur

Délégué de liste UNSA : GUTIERREZ Bruno

ARTICLE 5 : Les électeurs votent à bulletin secret pour une liste sans radiation, ni adjonction de noms et sans modification, sous peine de nullité du bulletin.

Le vote a lieu en personne, mais certains électeurs peuvent être admis à voter par correspondance dans les conditions prévues par les textes en vigueur. Les agents admis à voter par correspondance ne peuvent en aucun cas voter à l'urne.

ARTICLE 6 : Dès la clôture du scrutin fixée à 17 heures 00, le bureau central procède au recensement (décompte du nombre de votants établi au vu des émargements de la liste électorale) et au dépouillement du suffrage.

Le bureau central de vote détermine alors le nombre total de suffrages valablement exprimés obtenus par chaque liste.

ARTICLE 7 : Dès la fin du dépouillement du scrutin, le bureau central de vote dresse le procès-verbal récapitulatif de l'ensemble des opérations électorales et procède immédiatement à la proclamation des résultats.

ARTICLE 8 : Le procès-verbal est affiché et adressé sans délai à la Préfecture ainsi qu'aux délégués des listes de candidats.

ARTICLE 9 : Les contestations sur la validité des opérations électorales sont portées dans un délai de cinq jours à compter de la proclamation des résultats devant le Président du bureau central de vote, qui statue dans les quarante-huit heures en motivant sa décision. Il en adresse immédiatement une copie au Préfet du Département.

Montpellier, le 7 déc. 2022

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 07/12/22

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-214676-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07/12/22

Réception en Préfecture : 07/12/22

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté
instituant un bureau secondaire de vote
pour les élections des représentants du
personnel pour la Commission
Administrative Paritaire Catégorie A et
portant composition du bureau de vote -
Élections professionnelles 2022**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code général de la fonction publique,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- VU le décret n° 89-229 du 17 avril 1989 relatif aux Commissions Administratives Paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- VU le décret n° 2020-1533 du 8 décembre 2020 relatif aux Commissions Administratives Paritaires et aux conseils de discipline de la fonction publique territoriale
- VU l'arrêté interministériel du 9 mars 2022 fixant les dates des élections professionnelles dans la Fonction Publique Territoriale au jeudi 8 décembre 2022,
- VU la note d'information de la DGCL du 27 mai 2022 relative aux élections des représentants du personnel aux comités sociaux territoriaux, aux commissions administratives paritaires et aux commissions consultatives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

ARRETE

ARTICLE 1 : Il est institué un bureau de vote secondaire à l'Est du territoire Métropolitain à la Médiathèque Françoise Giroud à CASTRIES, pour l'élection des représentants du personnel à la Commission Administrative Paritaire A. Il sera ouvert le jeudi 8 décembre 2022, de 7 heures 30 heures à 17 heures 00.

ARTICLE 2 : Eliane LLORET, élue communautaire est désigné pour assurer la Présidence du bureau de vote.

ARTICLE 3 : Victor KAHN, collaborateur de cabinet est désigné pour assurer la suppléance de la Présidence du bureau de vote.

ARTICLE 4 : Le reste du bureau de vote est composé des personnes suivantes :

Secrétaire : CHAUVIN Nathalie

Secrétaire suppléant : MORESCO Morgane

Délégué de liste CFDT titulaire : LORTHIOIS Patrice

Délégué de liste CFDT suppléant : FABRE Stéphane

Délégué de liste FO titulaire : HERNANDEZ Edwige

Délégué de liste FO suppléant : SANTANA José

Délégué de liste UNSA titulaire : BERNARD Laurent

Délégué de liste UNSA suppléant : LANDEMAINE Catherine

ARTICLE 5 : Les électeurs votent à bulletin secret pour une liste sans radiation, ni adjonction de noms et sans modification, sous peine de nullité du bulletin.

Le vote a lieu en personne, mais certains électeurs peuvent être admis à voter par correspondance dans les conditions prévues par les textes en vigueur. Les agents admis à voter par correspondance ne peuvent en aucun cas voter à l'urne.

ARTICLE 6 : Dès la clôture du scrutin fixée à 17 heures 00, le bureau central procède au recensement (décompte du nombre de votants établi au vu des émargements de la liste électorale) et au dépouillement du suffrage.

Le bureau central de vote détermine alors le nombre total de suffrages valablement exprimés obtenus par chaque liste.

ARTICLE 7 : Dès la fin du dépouillement du scrutin, le bureau central de vote dresse le procès-verbal récapitulatif de l'ensemble des opérations électorales et procède immédiatement à la proclamation des résultats.

ARTICLE 8 : Le procès-verbal est affiché et adressé sans délai à la Préfecture ainsi qu'aux délégués des listes de candidats.

ARTICLE 9 : Les contestations sur la validité des opérations électorales sont portées dans un délai de cinq jours à compter de la proclamation des résultats devant le Président du bureau central de vote, qui statue dans les quarante-huit heures en motivant sa décision. Il en adresse immédiatement une copie au Préfet du Département.

Montpellier, le 7 déc. 2022

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 07/12/22

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-214678-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07/12/22

Réception en Préfecture : 07/12/22

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté
instituant un bureau de vote secondaire
pour les élections des représentants du
personnel au Comité Social Territorial et
composant le bureau de vote - Élections
professionnelles 2022**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code général de la fonction publique,
- VU le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- VU l'arrêté interministériel du 9 mars 2022 fixant les dates des élections professionnelles dans la Fonction Publique Territoriale au jeudi 8 décembre 2022,
- VU la note d'information de la DGCL du 27 mai 2022 relative aux élections des représentants du personnel aux comités sociaux territoriaux, aux commissions administratives paritaires et aux commissions consultatives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 14 juin 2022 fixant à 13 le nombre de représentants titulaires au Comité Social Territorial,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Il est institué un bureau de vote secondaire à l'Est du territoire Métropolitain à la

Médiathèque Françoise Giroud à Castries, pour l'élection des représentants du personnel au Comité Social Territorial. Il sera ouvert le jeudi 8 décembre 2022, de 7 heures 30 à 17 heures 00.

ARTICLE 2 : Florence AUBY, élu communautaire est désigné pour assurer la Présidence du bureau de vote.

ARTICLE 3 : Lucas MOULIN, collaborateur de cabinet est désigné pour assurer la suppléance de la Présidence du bureau de vote.

ARTICLE 4 : Le reste du bureau de vote est composé des personnes suivantes :

Secrétaire : MORESCO Morgane

Secrétaire suppléant : CHAUVIN Nathalie

Délégué de liste CFDT titulaire : LORTHIOIS Patrice

Délégué de liste CFDT suppléant : FABRE Stéphane

Délégué de liste CGT titulaire : IRLES Fabrice

Délégué de liste FO titulaire : HERNANDEZ Edwige

Délégué de liste FO suppléant : MILLET Céline

Délégué de liste SUD titulaire : FOURES François

Délégué de liste UNSA titulaire : CAMPOS Sandrine

ARTICLE 5 : Les électeurs votent à bulletin secret pour une liste sans radiation, ni adjonction de noms et sans modification, sous peine de nullité du bulletin.

Le vote a lieu en personne, mais certains électeurs peuvent être admis à voter par correspondance dans les conditions prévues par les textes en vigueur. Les agents admis à voter par correspondance ne peuvent en aucun cas voter à l'urne.

ARTICLE 6 : Dès la clôture du scrutin fixée à 17 heures 00, le bureau central procède au recensement (décompte du nombre de votants établi au vu des émargements de la liste électorale) et au dépouillement du suffrage.

Le bureau central de vote détermine alors le nombre total de suffrages valablement exprimés obtenus par chaque liste.

ARTICLE 7 : Dès la fin du dépouillement du scrutin, le bureau central de vote dresse le procès-verbal récapitulatif de l'ensemble des opérations électorales et procède immédiatement à la proclamation des résultats.

ARTICLE 8 : Le procès-verbal est affiché et adressé sans délai à la Préfecture ainsi qu'aux délégués des listes de candidats.

ARTICLE 9 : Les contestations sur la validité des opérations électorales sont portées dans un délai de cinq jours à compter de la proclamation des résultats devant le Président du bureau central de vote, qui statue dans les quarante-huit heures en motivant sa décision. Il en adresse immédiatement une copie au Préfet du Département.

Montpellier, le 7 déc. 2022

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 07/12/22

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-214663-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07/12/22

Réception en Préfecture : 07/12/22

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté
instituant un bureau secondaire de vote
pour les élections des représentants du
personnel pour la Commission
Administrative Paritaire Catégorie B et
portant composition du bureau de vote -
Élections professionnelles 2022**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code général de la fonction publique,
- VU le Code électoral notamment ses articles L60 à L64,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- VU le décret n° 89-229 du 17 avril 1989 relatif aux Commissions Administratives Paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- VU le décret n° 2020-1533 du 8 décembre 2020 relatif aux Commissions Administratives Paritaires et aux conseils de discipline de la fonction publique territoriale
- VU l'arrêté interministériel du 9 mars 2022 fixant les dates des élections professionnelles dans la Fonction Publique Territoriale au jeudi 8 décembre 2022,
- VU la note d'information de la DGCL du 27 mai 2022 relative aux élections des représentants du

personnel aux comités sociaux territoriaux, aux commissions administratives paritaires et aux commissions consultatives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

ARRETE

ARTICLE 1 : Il est institué bureau de vote secondaire à l'Est du territoire Métropolitain à la Médiathèque Françoise Giroud à Castries pour l'élection des représentants du personnel à la Commission Administrative Paritaire B. Il sera ouvert le jeudi 8 décembre 2022, de 7 heures 30 heures à 17 heures 00.

ARTICLE 2 : Alain BEDEAU est désigné pour assurer la Présidence du bureau de vote.

ARTICLE 3 : Mattéo VILLE-BEJEAN est désignée pour assurer la suppléance de la Présidence du bureau de vote.

ARTICLE 4 : Le reste du bureau de vote est composé des personnes suivantes :

Secrétaire : BAILLE-KRAMKIMEL Céline

Secrétaire suppléant : MORESCO Morgane

Délégué de liste CFDT titulaire : LORTHIOIS Patrice

Délégué de liste CFDT suppléant : FABRE Stéphane

Délégué de liste FO titulaire : HERNANDEZ Edwige

Délégué de liste FO suppléant : LAGUARDA Guilhem

Délégué de liste SUD titulaire : BARRY Régine

Délégué de liste UNSA titulaire : BLIEK Ludovic

Délégué de liste UNSA suppléant : GILBERT Carole

ARTICLE 5 : Les électeurs votent à bulletin secret pour une liste sans radiation, ni adjonction de noms et sans modification, sous peine de nullité du bulletin.

Le vote a lieu en personne, mais certains électeurs peuvent être admis à voter par correspondance dans les conditions prévues par les textes en vigueur. Les agents admis à voter par correspondance ne peuvent en aucun cas voter à l'urne.

ARTICLE 6 : Dès la clôture du scrutin fixée à 17 heures 00, le bureau central procède au recensement (décompte du nombre de votants établi au vu des émargements de la liste électorale) et au dépouillement du suffrage.

Le bureau central de vote détermine alors le nombre total de suffrages valablement exprimés obtenus par chaque liste.

ARTICLE 7 : Dès la fin du dépouillement du scrutin, le bureau central de vote dresse le procès-verbal récapitulatif de l'ensemble des opérations électorales et procède immédiatement à la proclamation des résultats.

ARTICLE 8 : Le procès-verbal est affiché et adressé sans délai à la Préfecture ainsi qu'aux délégués des listes de candidats.

ARTICLE 9 : Les contestations sur la validité des opérations électorales sont portées dans un délai de cinq jours à compter de la proclamation des résultats devant le Président du bureau central de

vote, qui statue dans les quarante-huit heures en motivant sa décision. Il en adresse immédiatement une copie au Préfet du Département.

Montpellier, le 7 déc. 2022

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 07/12/22

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-214665-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07/12/22

Réception en Préfecture : 07/12/22

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté
instituant un bureau secondaire de vote
pour les élections des représentants du
personnel pour la Commission
Administrative Paritaire Catégorie C et
portant composition du bureau de vote -
Élections professionnelles 2022**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code général de la fonction publique,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- VU le décret n° 89-229 du 17 avril 1989 relatif aux Commissions Administratives Paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- VU le décret n° 2020-1533 du 8 décembre 2020 relatif aux Commissions Administratives Paritaires et aux conseils de discipline de la fonction publique territoriale
- VU l'arrêté interministériel du 9 mars 2022 fixant les dates des élections professionnelles dans la Fonction Publique Territoriale au jeudi 8 décembre 2022,
- VU la note d'information de la DGCL du 27 mai 2022 relative aux élections des représentants du personnel aux comités sociaux territoriaux, aux commissions administratives paritaires et aux commissions consultatives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

ARRETE

ARTICLE 1 : Il est institué un bureau de vote secondaire à l'Est du territoire Métropolitain à la Médiathèque Françoise Giroud à CASTRIES, pour l'élection des représentants du personnel à la Commission Administrative Paritaire C. Il sera ouvert le jeudi 8 décembre 2022, de 7 heures 30 heures à 17 heures 00.

ARTICLE 2 : Isabelle ARCOS est désignée pour assurer la Présidence du bureau de vote.

ARTICLE 3 : Lucas MOULIN, collaborateur de cabinet est désigné pour assurer la suppléance de la Présidence du bureau de vote.

ARTICLE 4 : Le reste du bureau de vote est composé des personnes suivantes :

Secrétaire : MORESCO Morgane
Secrétaire suppléant : BAILLE-KRAMKIMEL Céline

Délégué de liste CFDT titulaire : LORTHIOIS Patrice
Délégué de liste CFDT suppléant : FABRE Stéphane
Délégué de liste CGT titulaire : IRLES Fabrice
Délégué de liste FO titulaire : HERNANDEZ Edwige
Délégué de liste FO suppléant : LOPEZ Evelyne
Délégué de liste SUD titulaire : BELADAM Salmia
Délégué de liste UNSA titulaire : WAGNER Laurent

ARTICLE 5 : Les électeurs votent à bulletin secret pour une liste sans radiation, ni adjonction de noms et sans modification, sous peine de nullité du bulletin.

Le vote a lieu en personne, mais certains électeurs peuvent être admis à voter par correspondance dans les conditions prévues par les textes en vigueur. Les agents admis à voter par correspondance ne peuvent en aucun cas voter à l'urne.

ARTICLE 6 : Dès la clôture du scrutin fixée à 17 heures 00, le bureau central procède au recensement (décompte du nombre de votants établi au vu des émargements de la liste électorale) et au dépouillement du suffrage.

Le bureau central de vote détermine alors le nombre total de suffrages valablement exprimés obtenus par chaque liste.

ARTICLE 7 : Dès la fin du dépouillement du scrutin, le bureau central de vote dresse le procès-verbal récapitulatif de l'ensemble des opérations électorales et procède immédiatement à la proclamation des résultats.

ARTICLE 8 : Le procès-verbal est affiché et adressé sans délai à la Préfecture ainsi qu'aux délégués des listes de candidats.

ARTICLE 9 : Les contestations sur la validité des opérations électorales sont portées dans un délai de cinq jours à compter de la proclamation des résultats devant le Président du bureau central de vote, qui statue dans les quarante-huit heures en motivant sa décision. Il en adresse immédiatement une copie au Préfet du Département.

Montpellier, le 7 déc. 2022

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 07/12/22

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-214667-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07/12/22

Réception en Préfecture : 07/12/22

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté
instituant un bureau secondaire de vote
pour les élections des représentants du
personnel pour la Commission
Consultative Paritaire et portant
composition du bureau de vote - Élections
professionnelles 2022**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code général de la fonction publique,
- VU le Code électoral notamment ses articles L60 à L64,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- VU le décret n° 2016-1858 du 23 décembre 2016 relatif aux Commissions Consultatives Paritaires et aux conseils de discipline de recours des agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale,
- VU le décret n° 2020-1533 du 8 décembre 2020 relatif aux Commissions Administratives Paritaires et aux conseils de discipline de la fonction publique territoriale
- VU l'arrêté interministériel du 9 mars 2022 fixant les dates des élections professionnelles dans la Fonction Publique Territoriale au jeudi 8 décembre 2022,
- VU la note d'information de la DGCL du 27 mai 2022 relative aux élections des représentants du

personnel aux comités sociaux territoriaux, aux commissions administratives paritaires et aux commissions consultatives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

ARRETE

ARTICLE 1 : Il est institué un bureau de vote secondaire à l'Est du territoire Métropolitain à la Médiathèque Françoise Giroud à CASTRIES pour l'élection des représentants du personnel à la Commission Consultative Paritaire. Il sera ouvert le jeudi 8 décembre 2022, de 7 heures 30 heures à 17 heures 00.

ARTICLE 2 : Frédéric FESQUET est désigné pour assurer la Présidence du bureau de vote.

ARTICLE 3 : Victor KAHN est désigné pour assurer la suppléance de la Présidence du bureau de vote.

ARTICLE 4 : Le reste du bureau de vote est composé des personnes suivantes :

Secrétaire : CHAUVIN Nathalie

Secrétaire suppléant : MORESCO Morgane

Délégué de liste UNSA : GUTIERREZ Bruno

ARTICLE 5 : Les électeurs votent à bulletin secret pour une liste sans radiation, ni adjonction de noms et sans modification, sous peine de nullité du bulletin.

Le vote a lieu en personne, mais certains électeurs peuvent être admis à voter par correspondance dans les conditions prévues par les textes en vigueur. Les agents admis à voter par correspondance ne peuvent en aucun cas voter à l'urne.

ARTICLE 6 : Dès la clôture du scrutin fixée à 17 heures 00, le bureau central procède au recensement (décompte du nombre de votants établi au vu des émargements de la liste électorale) et au dépouillement du suffrage.

Le bureau central de vote détermine alors le nombre total de suffrages valablement exprimés obtenus par chaque liste.

ARTICLE 7 : Dès la fin du dépouillement du scrutin, le bureau central de vote dresse le procès-verbal récapitulatif de l'ensemble des opérations électorales et procède immédiatement à la proclamation des résultats.

ARTICLE 8 : Le procès-verbal est affiché et adressé sans délai à la Préfecture ainsi qu'aux délégués des listes de candidats.

ARTICLE 9 : Les contestations sur la validité des opérations électorales sont portées dans un délai de cinq jours à compter de la proclamation des résultats devant le Président du bureau central de vote, qui statue dans les quarante-huit heures en motivant sa décision. Il en adresse immédiatement une copie au Préfet du Département.

Montpellier, le 7 déc. 2022

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 07/12/22

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-214671-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07/12/22

Réception en Préfecture : 07/12/22

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté instituant un bureau secondaire de
vote pour les élections des représentants du
personnel pour la Commission
Administrative Paritaire Catégorie C et
portant composition du bureau de vote -
Élections professionnelles 2022**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code général de la fonction publique,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- Vu le décret n° 89-229 du 17 avril 1989 relatif aux Commissions Administratives Paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- VU le décret n° 2020-1533 du 8 décembre 2020 relatif aux commissions administratives paritaires et aux conseils de discipline de la fonction publique territoriale
- VU l'arrêté interministériel du 9 mars 2022 fixant les dates des élections professionnelles dans la Fonction Publique Territoriale au jeudi 8 décembre 2022,
- VU la note d'information de la DGCL du 27 mai 2022 relative aux élections des représentants du personnel aux comités sociaux territoriaux, aux commissions administratives paritaires et aux commissions consultatives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

ARRETE

ARTICLE 1 : Il est institué un bureau de vote secondaire à l'Est du territoire Métropolitain à la Médiathèque Françoise Giroud à CASTRIES, pour l'élection des représentants du personnel à la Commission Administrative Paritaire C. Il sera ouvert le jeudi 8 décembre 2022, de 7 heures 30 heures à 17 heures 00.

ARTICLE 2 : Isabelle ARCOS est désignée pour assurer la Présidence du bureau de vote.

ARTICLE 3 : MORESCO Morgane est désignée pour assurer la suppléance de la Présidence du bureau de vote.

ARTICLE 4 : Le reste du bureau de vote est composé des personnes suivantes :

Secrétaire : BAILLE-KRAMKIMEL Céline

Délégué de liste CFDT titulaire : LORTHIOIS Patrice

Délégué de liste CFDT suppléant : FABRE Stéphane

Délégué de liste CGT titulaire : IRLES Fabrice

Délégué de liste FO titulaire : HERNANDEZ Edwige

Délégué de liste FO suppléant : LOPEZ Evelyne

Délégué de liste SUD titulaire : BELADAM Salmia

Délégué de liste UNSA titulaire : WAGNER Laurent

ARTICLE 5 : Les électeurs votent à bulletin secret pour une liste sans radiation, ni adjonction de noms et sans modification, sous peine de nullité du bulletin.

Le vote a lieu en personne, mais certains électeurs peuvent être admis à voter par correspondance dans les conditions prévues par les textes en vigueur. Les agents admis à voter par correspondance ne peuvent en aucun cas voter à l'urne.

ARTICLE 6 : Dès la clôture du scrutin fixée à 17 heures 00, le bureau central procède au recensement (décompte du nombre de votants établi au vu des émargements de la liste électorale) et au dépouillement du suffrage.

Le bureau central de vote détermine alors le nombre total de suffrages valablement exprimés obtenus par chaque liste.

ARTICLE 7 : Dès la fin du dépouillement du scrutin, le bureau central de vote dresse le procès-verbal récapitulatif de l'ensemble des opérations électorales et procède immédiatement à la proclamation des résultats.

ARTICLE 8 : Le procès-verbal est affiché et adressé sans délai à la Préfecture ainsi qu'aux délégués des listes de candidats.

ARTICLE 10 : Les contestations sur la validité des opérations électorales sont portées dans un délai de cinq jours à compter de la proclamation des résultats devant le Président du bureau central de vote, qui statue dans les quarante-huit heures en motivant sa décision. Il en adresse immédiatement une copie au Préfet du Département.

Montpellier, le 8 déc. 2022

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 08/12/22

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-214841-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 08/12/22

Réception en Préfecture : 08/12/22

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté
instituant un bureau secondaire de vote
pour les élections des représentants du
personnel pour la Commission
Administrative Paritaire Catégorie B et
portant composition du bureau de vote -
Élections professionnelles 2022**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code général de la fonction publique,
- VU le Code électoral notamment ses articles L60 à L64,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- VU le décret n° 89-229 du 17 avril 1989 relatif aux Commissions Administratives Paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- VU le décret n° 2020-1533 du 8 décembre 2020 relatif aux Commissions Administratives Paritaires et aux conseils de discipline de la fonction publique territoriale
- VU l'arrêté interministériel du 9 mars 2022 fixant les dates des élections professionnelles dans la Fonction Publique Territoriale au jeudi 8 décembre 2022,

- VU la note d'information de la DGCL du 27 mai 2022 relative aux élections des représentants du personnel aux comités sociaux territoriaux, aux commissions administratives paritaires et aux commissions consultatives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

ARRETE

ARTICLE 1 : Il est institué bureau de vote secondaire à l'Est du territoire Métropolitain à la Médiathèque Françoise Giroud à Castries pour l'élection des représentants du personnel à la Commission Administrative Paritaire B. Il sera ouvert le jeudi 8 décembre 2022, de 7 heures 30 heures à 17 heures 00.

ARTICLE 2 : MORESCO Morgane est désignée pour assurer la Présidence du bureau de vote.

ARTICLE 3 : Mattéo VILLE-BEJEAN est désignée pour assurer la suppléance de la Présidence du bureau de vote.

ARTICLE 4 : Le reste du bureau de vote est composé des personnes suivantes :

Secrétaire : BAILLE-KRAMKIMEL Céline

Délégué de liste CFDT titulaire : LORTHIOIS Patrice

Délégué de liste CFDT suppléant : FABRE Stéphane

Délégué de liste FO titulaire : HERNANDEZ Edwige

Délégué de liste FO suppléant : LAGUARDA Guilhem

Délégué de liste SUD titulaire : BARRY Régine

Délégué de liste UNSA titulaire : BLIEK Ludovic

Délégué de liste UNSA suppléant : GILBERT Carole

ARTICLE 5 : Les électeurs votent à bulletin secret pour une liste sans radiation, ni adjonction de noms et sans modification, sous peine de nullité du bulletin.

Le vote a lieu en personne, mais certains électeurs peuvent être admis à voter par correspondance dans les conditions prévues par les textes en vigueur. Les agents admis à voter par correspondance ne peuvent en aucun cas voter à l'urne.

ARTICLE 6 : Dès la clôture du scrutin fixée à 17 heures 00, le bureau central procède au recensement (décompte du nombre de votants établi au vu des émargements de la liste électorale) et au dépouillement du suffrage.

Le bureau central de vote détermine alors le nombre total de suffrages valablement exprimés obtenus par chaque liste.

ARTICLE 7 : Dès la fin du dépouillement du scrutin, le bureau central de vote dresse le procès-verbal récapitulatif de l'ensemble des opérations électorales et procède immédiatement à la proclamation des résultats.

ARTICLE 8 : Le procès-verbal est affiché et adressé sans délai à la Préfecture ainsi qu'aux délégués des listes de candidats.

ARTICLE 10 : Les contestations sur la validité des opérations électorales sont portées dans un délai de cinq jours à compter de la proclamation des résultats devant le Président du bureau central de vote, qui statue dans les quarante-huit heures en motivant sa décision. Il en adresse immédiatement une copie au Préfet du Département.

Montpellier, le 8 déc. 2022

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 08/12/22

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-214823-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 08/12/22

Réception en Préfecture : 08/12/22

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté
instituant un bureau secondaire de vote
pour les élections des représentants du
personnel pour la Commission
Administrative Paritaire Catégorie A et
portant composition du bureau de vote -
Élections professionnelles 2022**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code général de la fonction publique,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- VU le décret n° 89-229 du 17 avril 1989 relatif aux Commissions Administratives Paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- VU le décret n° 2020-1533 du 8 décembre 2020 relatif aux commissions administratives paritaires et aux conseils de discipline de la fonction publique territoriale
- VU l'arrêté interministériel du 9 mars 2022 fixant les dates des élections professionnelles dans la Fonction Publique Territoriale au jeudi 8 décembre 2022,

- VU la note d'information de la DGCL du 27 mai 2022 relative aux élections des représentants du personnel aux comités sociaux territoriaux, aux commissions administratives paritaires et aux commissions consultatives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

ARRETE

ARTICLE 1 : Il est institué un bureau de vote secondaire à l'Est du territoire Métropolitain à la Médiathèque Françoise Giroud à CASTRIES, pour l'élection des représentants du personnel à la Commission Administrative Paritaire A. Il sera ouvert le jeudi 8 décembre 2022, de 7 heures 30 heures à 17 heures 00.

ARTICLE 2 : Eliane LLORET, élue communautaire est désigné pour assurer la Présidence du bureau de vote.

ARTICLE 3 : MORESCO Morgane est désignée pour assurer la suppléance de la Présidence du bureau de vote.

ARTICLE 4 : Le reste du bureau de vote est composé des personnes suivantes :

Secrétaire : CHAUVIN Nathalie

Délégué de liste CFDT titulaire : LORTHIOIS Patrice

Délégué de liste CFDT suppléant : FABRE Stéphane

Délégué de liste FO titulaire : HERNANDEZ Edwige

Délégué de liste FO suppléant : SANTANA José

Délégué de liste UNSA titulaire : BERNARD Laurent

Délégué de liste UNSA suppléant : LANDEMAINE Catherine

ARTICLE 5 : Les électeurs votent à bulletin secret pour une liste sans radiation, ni adjonction de noms et sans modification, sous peine de nullité du bulletin.

Le vote a lieu en personne, mais certains électeurs peuvent être admis à voter par correspondance dans les conditions prévues par les textes en vigueur. Les agents admis à voter par correspondance ne peuvent en aucun cas voter à l'urne.

ARTICLE 6 : Dès la clôture du scrutin fixée à 17 heures 00, le bureau central procède au recensement (décompte du nombre de votants établi au vu des émargements de la liste électorale) et au dépouillement du suffrage.

Le bureau central de vote détermine alors le nombre total de suffrages valablement exprimés obtenus par chaque liste.

ARTICLE 7 : Dès la fin du dépouillement du scrutin, le bureau central de vote dresse le procès-verbal récapitulatif de l'ensemble des opérations électorales et procède immédiatement à la proclamation des résultats.

ARTICLE 8 : Le procès-verbal est affiché et adressé sans délai à la Préfecture ainsi qu'aux délégués des listes de candidats.

ARTICLE 10 : Les contestations sur la validité des opérations électorales sont portées dans un délai de cinq jours à compter de la proclamation des résultats devant le Président du bureau central de vote, qui statue dans les quarante-huit heures en motivant sa décision. Il en adresse immédiatement une copie au Préfet du Département.

Montpellier, le 8 déc. 2022

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 08/12/22

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-214825-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 08/12/22

Réception en Préfecture : 08/12/22

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté
instituant un bureau de vote secondaire
pour les élections des représentants du
personnel au Comité Social Territorial et
composant le bureau de vote - Élections
professionnelles 2022**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code général de la fonction publique,
- VU le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- VU l'arrêté interministériel du 9 mars 2022 fixant les dates des élections professionnelles dans la Fonction Publique Territoriale au jeudi 8 décembre 2022,
- VU la note d'information de la DGCL du 27 mai 2022 relative aux élections des représentants du personnel aux comités sociaux territoriaux, aux commissions administratives paritaires et aux commissions consultatives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 14 juin 2022 fixant à 13 le nombre de représentants titulaires au Comité Social Territorial,

ARRETE

ARTICLE 1 : Il est institué un bureau de vote secondaire à l'Ouest du territoire Métropolitain au gymnase Albert BATTEUX, pour l'élection des représentants du personnel au Comité Social Territorial. Il sera ouvert le jeudi 8 décembre 2022, de 7 heures 30 heures à 17 heures 00.

ARTICLE 2 : Véronique NEGRET, Elue communautaire est désignée pour assurer la Présidence du bureau de vote.

ARTICLE 3 : SCAPIN Mélanie est désignée pour assurer la suppléance de la Présidence du bureau de vote.

ARTICLE 4 : Le reste du bureau de vote est composé des personnes suivantes :

Secrétaire : PRZYBYLSKI Arthur

Délégué de liste CFDT titulaire : LORTHIOIS Patrice

Délégué de liste CFDT suppléant : FABRE Stéphane

Délégué de liste CGT titulaire : IRLES Fabrice

Délégué de liste FO titulaire : HERNANDEZ Edwige

Délégué de liste FO suppléant : MILLET Céline

Délégué de liste SUD titulaire : FOURES François

Délégué de liste UNSA titulaire : CAMPOS Sandrine

ARTICLE 5 : Les électeurs votent à bulletin secret pour une liste sans radiation, ni adjonction de noms et sans modification, sous peine de nullité du bulletin.

Le vote a lieu en personne, mais certains électeurs peuvent être admis à voter par correspondance dans les conditions prévues par les textes en vigueur. Les agents admis à voter par correspondance ne peuvent en aucun cas voter à l'urne.

ARTICLE 6 : Dès la clôture du scrutin fixée à 17 heures 00, le bureau central procède au recensement (décompte du nombre de votants établi au vu des émargements de la liste électorale) et au dépouillement du suffrage.

Le bureau central de vote détermine alors le nombre total de suffrages valablement exprimés obtenus par chaque liste.

ARTICLE 7 : Dès la fin du dépouillement du scrutin, le bureau central de vote dresse le procès-verbal récapitulatif de l'ensemble des opérations électorales et procède immédiatement à la proclamation des résultats.

ARTICLE 8 : Le procès-verbal est affiché et adressé sans délai à la Préfecture ainsi qu'aux délégués des listes de candidats.

ARTICLE 9 : Les contestations sur la validité des opérations électorales sont portées dans un délai de cinq jours à compter de la proclamation des résultats devant le Président du bureau central de vote, qui statue dans les quarante-huit heures en motivant sa décision. Il en adresse immédiatement une copie au Préfet du Département.

Montpellier, le 8 déc. 2022

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 08/12/22

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-214843-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 08/12/22

Réception en Préfecture : 08/12/22

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté
instituant un bureau secondaire de vote
pour les élections des représentants du
personnel pour la Commission
Administrative Paritaire Catégorie A et
portant composition du bureau de vote -
Élections professionnelles 2022**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code général de la fonction publique,
- VU le décret n° 89-229 du 17 avril 1989 relatif aux Commissions Administratives Paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- VU le décret n° 2020-1533 du 8 décembre 2020 relatif aux commissions administratives paritaires et aux conseils de discipline de la fonction publique territoriale,
- VU l'arrêté interministériel du 9 mars 2022 fixant les dates des élections professionnelles dans la Fonction Publique Territoriale au jeudi 8 décembre 2022,
- VU la note d'information de la DGCL du 27 mai 2022 relative aux élections des représentants du personnel aux comités sociaux territoriaux, aux commissions administratives paritaires et aux commissions consultatives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

ARRETE

ARTICLE 1 : Il est institué un bureau de vote secondaire à l'Ouest du territoire Métropolitain au gymnase Albert BATTEUX, pour l'élection des représentants du personnel à la Commission Administrative Paritaire A. Il sera ouvert le jeudi 8 décembre 2022, de 7 heures 30 heures à 17 heures 00.

ARTICLE 2 : Sébastien COTE, élu communautaire est désigné pour assurer la Présidence du bureau de vote.

ARTICLE 3 : SCAPIN Mélanie est désignée pour assurer la suppléance de la Présidence du bureau de vote.

ARTICLE 4 : Le reste du bureau de vote est composé des personnes suivantes :

Secrétaire : PRZYBYLSKI Arthur

Délégué de liste CFDT titulaire : LORTHIOIS Patrice

Délégué de liste CFDT suppléant : FABRE Stéphane

Délégué de liste FO titulaire : HERNANDEZ Edwige

Délégué de liste FO suppléant : SANTANA José

Délégué de liste UNSA titulaire : BERNARD Laurent

Délégué de liste UNSA suppléant : LANDEMAINE Catherine

ARTICLE 5 : Les électeurs votent à bulletin secret pour une liste sans radiation, ni adjonction de noms et sans modification, sous peine de nullité du bulletin.

Le vote a lieu en personne, mais certains électeurs peuvent être admis à voter par correspondance dans les conditions prévues par les textes en vigueur. Les agents admis à voter par correspondance ne peuvent en aucun cas voter à l'urne.

ARTICLE 6 : Dès la clôture du scrutin fixée à 17 heures 00, le bureau central procède au recensement (décompte du nombre de votants établi au vu des émargements de la liste électorale) et au dépouillement du suffrage.

Le bureau central de vote détermine alors le nombre total de suffrages valablement exprimés obtenus par chaque liste.

ARTICLE 7 : Dès la fin du dépouillement du scrutin, le bureau central de vote dresse le procès-verbal récapitulatif de l'ensemble des opérations électorales et procède immédiatement à la proclamation des résultats.

ARTICLE 8 : Le procès-verbal est affiché et adressé sans délai à la Préfecture ainsi qu'aux délégués des listes de candidats.

ARTICLE 10 : Les contestations sur la validité des opérations électorales sont portées dans un délai de cinq jours à compter de la proclamation des résultats devant le Président du bureau central de vote, qui statue dans les quarante-huit heures en motivant sa décision. Il en adresse immédiatement une copie au Préfet du Département.

Montpellier, le 8 déc. 2022

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 08/12/22

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-214828-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 08/12/22

Réception en Préfecture : 08/12/22

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté
instituant un bureau secondaire de vote
pour les élections des représentants du
personnel pour la Commission
Administrative Paritaire Catégorie B et
portant composition du bureau de vote -
Élections professionnelles 2022**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code général de la fonction publique,
- VU le Code électoral notamment ses articles L60 à L64,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- VU le décret n° 89-229 du 17 avril 1989 relatif aux Commissions Administratives Paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- VU le décret n° 2020-1533 du 8 décembre 2020 relatif aux Commissions Administratives Paritaires et aux conseils de discipline de la fonction publique territoriale
- VU l'arrêté interministériel du 9 mars 2022 fixant les dates des élections professionnelles dans la Fonction Publique Territoriale au jeudi 8 décembre 2022,

- VU la note d'information de la DGCL du 27 mai 2022 relative aux élections des représentants du personnel aux comités sociaux territoriaux, aux commissions administratives paritaires et aux commissions consultatives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

ARRETE

ARTICLE 1 : Il est institué un bureau de vote secondaire à l'Ouest du territoire Métropolitain au gymnase Albert BATTEUX, pour l'élection des représentants du personnel à la Commission Administrative Paritaire Catégorie B. Il sera ouvert le jeudi 8 décembre 2022, de 7 heures 30 heures à 17 heures 00.

ARTICLE 2 : Christophe BOURDIN, Elu communautaire est désigné pour assurer la Présidence du bureau de vote.

ARTICLE 3 : Mélanie SCAPIN est désignée pour assurer la suppléance de la Présidence du bureau de vote.

ARTICLE 4 : Le reste du bureau de vote est composé des personnes suivantes :

Secrétaire : AUBERTIN Raphael
Secrétaire suppléant : BENSAIDI Farida

Délégué de liste CFDT titulaire : LORTHIOIS Patrice
Délégué de liste CFDT suppléant : FABRE Stéphane
Délégué de liste FO titulaire : HERNANDEZ Edwige
Délégué de liste FO suppléant : LAGUARDA Guilhem
Délégué de liste SUD titulaire : BARRY Régine
Délégué de liste UNSA titulaire : BLIEK Ludovic
Délégué de liste UNSA suppléant : GILBERT Carole

ARTICLE 5 : Les électeurs votent à bulletin secret pour une liste sans radiation, ni adjonction de noms et sans modification, sous peine de nullité du bulletin.

Le vote a lieu en personne, mais certains électeurs peuvent être admis à voter par correspondance dans les conditions prévues par les textes en vigueur. Les agents admis à voter par correspondance ne peuvent en aucun cas voter à l'urne.

ARTICLE 6 : Dès la clôture du scrutin fixée à 17 heures 00, le bureau central procède au recensement (décompte du nombre de votants établi au vu des émargements de la liste électorale) et au dépouillement du suffrage.

Le bureau central de vote détermine alors le nombre total de suffrages valablement exprimés obtenus par chaque liste.

ARTICLE 7 : Dès la fin du dépouillement du scrutin, le bureau central de vote dresse le procès-verbal récapitulatif de l'ensemble des opérations électorales et procède immédiatement à la proclamation des résultats.

ARTICLE 8 : Le procès-verbal est affiché et adressé sans délai à la Préfecture ainsi qu'aux délégués des listes de candidats.

ARTICLE 10 : Les contestations sur la validité des opérations électorales sont portées dans un délai de cinq jours à compter de la proclamation des résultats devant le Président du bureau central de vote, qui statue dans les quarante-huit heures en motivant sa décision. Il en adresse immédiatement une copie au Préfet du Département.

Montpellier, le 8 déc. 2022

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 08/12/22

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-214830-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 08/12/22

Réception en Préfecture : 08/12/22

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté
instituant un bureau secondaire de vote
pour les élections des représentants du
personnel pour la Commission
Administrative Paritaire Catégorie C et
portant composition du bureau de vote -
Élections professionnelles 2022**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code général de la fonction publique,
- VU le Code électoral notamment ses articles L60 à L64,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- VU le décret n° 89-229 du 17 avril 1989 relatif aux Commissions Administratives Paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- VU le décret n° 2020-1533 du 8 décembre 2020 relatif aux Commissions Administratives Paritaires et aux conseils de discipline de la fonction publique territoriale
- VU l'arrêté interministériel du 9 mars 2022 fixant les dates des élections professionnelles dans la Fonction Publique Territoriale au jeudi 8 décembre 2022,

- VU la note d'information de la DGCL du 27 mai 2022 relative aux élections des représentants du personnel aux comités sociaux territoriaux, aux commissions administratives paritaires et aux commissions consultatives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

ARRETE

ARTICLE 1 : Il est institué un bureau de vote secondaire à l'Ouest du territoire Métropolitain au gymnase Albert BATTEUX, pour l'élection des représentants du personnel à la Commission Administrative Paritaire Catégorie C. Il sera ouvert le jeudi 8 décembre 2022, de 7 heures 30 heures à 17 heures 00.

ARTICLE 2 : Clare HART, Elue communautaire est désignée pour assurer la Présidence du bureau de vote.

ARTICLE 3 : Mélanie SCAPIN est désignée pour assurer la suppléance de la Présidence du bureau de vote.

ARTICLE 4 : Le reste du bureau de vote est composé des personnes suivantes :

Secrétaire : BENSAIDI Farida

Secrétaire suppléant : AUBERTIN Raphael

Délégué de liste CFDT titulaire : LORTHIOIS Patrice

Délégué de liste CFDT suppléant : FABRE Stéphane

Délégué de liste CGT titulaire : IRLES Fabrice

Délégué de liste FO titulaire : HERNANDEZ Edwige

Délégué de liste FO suppléant : LOPEZ Evelyne

Délégué de liste SUD titulaire : BELADAM Salmia

Délégué de liste UNSA titulaire : WAGNER Laurent

ARTICLE 5 : Les électeurs votent à bulletin secret pour une liste sans radiation, ni adjonction de noms et sans modification, sous peine de nullité du bulletin.

Le vote a lieu en personne, mais certains électeurs peuvent être admis à voter par correspondance dans les conditions prévues par les textes en vigueur. Les agents admis à voter par correspondance ne peuvent en aucun cas voter à l'urne.

ARTICLE 6 : Dès la clôture du scrutin fixée à 17 heures 00, le bureau central procède au recensement (décompte du nombre de votants établi au vu des émargements de la liste électorale) et au dépouillement du suffrage.

Le bureau central de vote détermine alors le nombre total de suffrages valablement exprimés obtenus par chaque liste.

ARTICLE 7 : Dès la fin du dépouillement du scrutin, le bureau central de vote dresse le procès-verbal récapitulatif de l'ensemble des opérations électorales et procède immédiatement à la proclamation des résultats.

ARTICLE 8 : Le procès-verbal est affiché et adressé sans délai à la Préfecture ainsi qu'aux délégués des listes de candidats.

ARTICLE 9 : Les contestations sur la validité des opérations électorales sont portées dans un délai de cinq jours à compter de la proclamation des résultats devant le Président du bureau central de vote, qui statue dans les quarante-huit heures en motivant sa décision. Il en adresse immédiatement une copie au Préfet du Département.

Montpellier, le 8 déc. 2022

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 08/12/22

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-214831-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 08/12/22

Réception en Préfecture : 08/12/22

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté
instituant un bureau secondaire de vote
pour les élections des représentants du
personnel pour la Commission
Consultative Paritaire et portant
composition du bureau de vote - Élections
professionnelles 2022**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code général de la fonction publique,
- VU le Code électoral notamment ses articles L60 à L64,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- VU le décret n° 2016-1858 du 23 décembre 2016 relatif aux Commissions Consultatives Paritaires et aux conseils de discipline de recours des agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale,
- VU le décret n° 2020-1533 du 8 décembre 2020 relatif aux Commissions Administratives Paritaires et aux conseils de discipline de la fonction publique territoriale,
- VU l'arrêté interministériel du 9 mars 2022 fixant les dates des élections professionnelles dans la Fonction Publique Territoriale au jeudi 8 décembre 2022,

- VU la note d'information de la DGCL du 27 mai 2022 relative aux élections des représentants du personnel aux comités sociaux territoriaux, aux commissions administratives paritaires et aux commissions consultatives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

ARRETE

ARTICLE 1 : Il est institué un bureau de vote secondaire à l'Ouest du territoire Métropolitain au gymnase Albert BATTEUX, pour l'élection des représentants du personnel à la Commission Consultative Paritaire. Il sera ouvert le jeudi 8 décembre 2022, de 7 heures 30 heures à 17 heures 00.

ARTICLE 2 : Serge DESSEIGNE, Elu communautaire est désigné pour assurer la Présidence du bureau de vote.

ARTICLE 3 : SCAPIN Mélanie est désignée pour assurer la suppléance de la Présidence du bureau de vote.

ARTICLE 4 : Le reste du bureau de vote est composé des personnes suivantes :

Secrétaire : PRZYBYLSKI Arthur
Délégué de liste UNSA : GUTIERREZ Bruno

ARTICLE 5 : Les électeurs votent à bulletin secret pour une liste sans radiation, ni adjonction de noms et sans modification, sous peine de nullité du bulletin.

Le vote a lieu en personne, mais certains électeurs peuvent être admis à voter par correspondance dans les conditions prévues par les textes en vigueur. Les agents admis à voter par correspondance ne peuvent en aucun cas voter à l'urne.

ARTICLE 6 : Dès la clôture du scrutin fixée à 17 heures 00, le bureau central procède au recensement (décompte du nombre de votants établi au vu des émargements de la liste électorale) et au dépouillement du suffrage.

Le bureau central de vote détermine alors le nombre total de suffrages valablement exprimés obtenus par chaque liste.

ARTICLE 7 : Dès la fin du dépouillement du scrutin, le bureau central de vote dresse le procès-verbal récapitulatif de l'ensemble des opérations électorales et procède immédiatement à la proclamation des résultats.

ARTICLE 8 : Le procès-verbal est affiché et adressé sans délai à la Préfecture ainsi qu'aux délégués des listes de candidats.

ARTICLE 9 : Les contestations sur la validité des opérations électorales sont portées dans un délai de cinq jours à compter de la proclamation des résultats devant le Président du bureau central de vote, qui statue dans les quarante-huit heures en motivant sa décision. Il en adresse immédiatement une copie au Préfet du Département.

Montpellier, le 8 déc. 2022

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 08/12/22

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-214833-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 08/12/22

Réception en Préfecture : 08/12/22

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Désignation des membres de la commission métropolitaine des taxis

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-33 et L.5211-9-2 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°2014-1104 du 1^{er} octobre 2014 relative aux taxis et au voitures de transport avec chauffeur ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU le décret n°2014-1725 du 30 décembre 2014 relatif au transport public particulier de personnes ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté métropolitain portant sur la réglementation générale des taxis n° MAR2018-104 du 28 juin 2018 ;
- VU l'arrêté métropolitain portant création de la commission métropolitaine des taxis n°A2017-318 du 05 janvier 2018 ;

- **CONSIDERANT** le décret n°2017-236 du 24 février 2017 portant création de l'Observatoire national des transports publics particuliers de personnes, du comité national des transports publics particuliers de personnes et des commissions locales des transports publics particuliers de personnes autorise l'autorité administrative compétente pour délivrer des autorisations de stationnement, à mettre en place des instances de concertation avec les taxis, notamment pour traiter des questions disciplinaires ;

- **CONSIDERANT** que les maires des communes de Montpellier Méditerranée Métropole ont transféré leur pouvoir de police administrative en matière de délivrance d'autorisation de stationnement sur la voie publique aux exploitants de taxis ;

- **CONSIDERANT** qu'il appartient au Président de Montpellier Méditerranée Métropole en tant qu'autorité administrative compétente pour délivrer des autorisations de stationnement, de fixer la composition de la commission de taxis ;

- **CONSIDERANT** que les membres de la commission métropolitaine des taxis sont désignés par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ;

ARRETE

ARTICLE 1er : Membres de la commission avec voix délibérative :

1.1 Membres du conseil Métropolitain

Titulaires :

-Présidence, Mme Julie FRÊCHE vice-présidente déléguée aux transports et aux mobilités actives, conseillère municipale.

-M Manu REYNAUD, 2° Adjoint au Maire délégué à la ville apaisée et respirable,

-Mme Hind EMAD, conseillère municipale, Vice-Présidente déléguée au développement économique et numérique.

-Mme Maryse FAYE, 3° Adjointe au maire déléguée à l'urbanisme durable et à la maîtrise foncière.

-Mme Michelle CASSAR, Maire de Pignan, Vice-Présidente déléguée mutualisation, Relations Usagers et Proximité.

Suppléants :

-M. Renaud CALVAT, Maire de Jacou, Vice-Président délégué aux Finances et à la coopération avec les communes, suppléant de la Présidente.

-M. Frédéric LAFFORGUE, Maire de Castelnau-Le-Lez, Vice-Président délégué aux voiries et à l'espace public.

-Mme Clara GIMENEZ conseillère municipale, Vice-Présidente déléguée à la politique de la ville et à la cohésion sociale.

-M. Boris BELLANGER adjoint au Maire au patrimoine historique.

-Mme Eliane LLORET, Maire de Sussargues. Vice-Présidente déléguée au complexe funéraire et cimetière Intercommunal.

Aucun suppléant n'est affecté à un titulaire

En cas d'empêchement de Mme Julie FRÊCHE, présidente de la commission, M. Renaud CALVAT sera exceptionnellement désigné afin de présider la commission.

1-2 Représentants des organisations professionnelles départementales

Titulaires :

- Mme RESINGER Sylvie (FDT 34)
- M. PORTEFAIX Sébastien (FTI 34)
- M. BENKRADIDJA Mohamed (FETH)
- M. WEISS Alain. (UFC)

Suppléants :

- M. JOE-GAILLARD Jean-Marc (FDT 34)
- M. BAGHDOUCHE Ramzi (FTI 34)
- M. MELER Patrick (FETH)
- M. GOUVERNET Jean-Pierre (UFC)

ARTICLE 2 : Membres de la commission avec voix consultative

2-1 Représentants du maintien de l'ordre et de la sécurité des personnes et des biens

- un représentant de la police nationale
- un représentant de la police municipale de Montpellier
- un représentant de la gendarmerie

2-2 Membres de l'administration métropolitaine

- Directeur des mobilités ou son représentant
- Directeur de la DAGEP (Direction de l'Aménagement et Gestion de l'Espace Public) ou son représentant

2-3 Service déconcentré de l'Etat

- Directeur de la DDTM (Direction Départementale des Territoires et de la Mer) ou son représentant

ARTICLE 3 : La durée du mandat des membres de la commission est de trois ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

ARTICLE 4 : M le directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé

Montpellier, le 9 déc. 2022

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 09/12/22

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220101-214925-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 09/12/22

Réception en Préfecture : 09/12/22

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.